

AUGUSTE COMTE
ET
LA SCIENCE ÉCONOMIQUE

THÈSE PRINCIPALE DE DOCTORAT

présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

PAR

ROGER MAUDUIT

Docteur en droit
Ancien élève diplômé de l'École des Sciences politiques
Licencié en lettres
Diplômé d'études supérieures de philosophie

« Après qu'on a lu les ouvrages de plusieurs auteurs modernes, qui ont écrit sur la *Richesse des Nations* et sur tout ce qui s'y rapporte, on commence à croire que ce qu'on appelle l'économie politique est un abus de mots, et qu'on se tourmente en vain pour en faire une Science ». BONALD.

Pensées, édition Migne, Paris, 1859,
t. III, p. 1335.

PARIS
LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN
408, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 108

1928

Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation
réservés pour tous pays.

AUGUSTE COMTE

ET

LA SCIENCE ÉCONOMIQUE

AUGUSTE COMTE

ET

LA SCIENCE ÉCONOMIQUE

THÈSE PRINCIPALE DE DOCTORAT

présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

PAR

ROGER MAUDUIT

Docteur en droit
Ancien élève diplômé de l'Ecole des Sciences politiques
Licencié ès lettres
Diplômé d'études supérieures de philosophie

« Après qu'on a lu les ouvrages de plusieurs auteurs modernes, qui ont écrit sur la *Richesse des Nations* et sur tout ce qui s'y rapporte, on commence à croire que ce qu'on appelle l'économie politique est un abus de mots, et qu'on se tourmente en vain pour en faire une Science ». BONALD.

Pensées, édition Migne, Paris, 1859, t. III, p. 1335.

PARIS

LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 108

—
1928

Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation
réservés pour tous pays.

#17005



CHAPITRE PREMIER

COMMENT AUGUSTE COMTE EN EST VENU A CRITIQUER L'ÉCONOMIE POLITIQUE

1. Le succès de la science économique en France au début du ^{xix}^e siècle. — 2. Auguste Comte fut d'abord un libéral et un admirateur de la science économique tout comme son maître Saint-Simon. — 3. Il se pénétra de l'insuffisance de l'économie politique, et devint un adversaire du libéralisme économique. Evolution des idées de Saint-Simon et évolution des idées d'Auguste Comte. — 4. Influence de l'Ecole théocratique. — 5. Sous cette influence Auguste Comte, qui est amené à penser que l'individu n'est rien et que la société est tout, devient de plus en plus hostile à l'individualisme économique — 6. Les faits économiques sous la Restauration.

1.

En 1815 au milieu du désarroi des idées politiques, morales et religieuses, alors que l'ancien régime était aboli, et que tous les essais de gouvernements et de constitutions n'avaient eu que des jours glorieux mais sans lendemain, l'économie politique pouvait apparaître comme la seule discipline capable de réunir l'assentiment des esprits sérieux. La forte organisation du passé, l'antique hiérarchie est par terre depuis 1789, les assemblées de la Révolution qui ont proclamé l'égalité juridique des citoyens ont en même temps supprimé les entraves à la liberté du commerce et de

la fabrication ; désormais, l'individu choisit librement sa profession, et son activité commerciale est libre. Cette liberté, nous disent les économistes, n'est pas l'anarchie ; elle n'a rien qui puisse nous effrayer, elle est au contraire le dernier mot de l'art social. A cette conception, beaucoup d'hommes se rallièrent avec enthousiasme, très heureux de penser que la liberté est au fond un ordre très savant, et que l'économie politique peut être la doctrine commune de tous les hommes soucieux de la prospérité de leur pays.

Au début du ^{xix}^e siècle, l'économie politique eut donc en France un succès prodigieux ; elle était vulgarisée par des hommes de talent, et le développement si rapide de la grande industrie attirait l'attention générale vers la science nouvelle, la science économique qui divulguait les mystères de l'enrichissement ou de l'appauvrissement des peuples. L'enseignement de J. B. Say, de Dunoyer, pour ne citer que les plus connus, puisait ses origines dans la tradition libérale des Physiocrates, et surtout dans l'œuvre d'Adam Smith. En France, la « Secte des économistes », avec Quesnay comme chef, avait proclamé l'existence d'un ordre naturel, aussi bien pour les phénomènes sociaux que pour les phénomènes physiques. Ces écrivains, ces philosophes plutôt, pensaient que cet ordre était voulu par Dieu et qu'il était bon en soi ; et leur conclusion toute logique était que l'homme devait s'abandonner avec confiance à cet ordre providentiel, et n'avait qu'à laisser agir les lois de la nature. La vie collective en effet, par suite d'une harmonie fondamentale, résulte des opérations spontanées des individus qui composent la société, individus qui sont comme autant de cellules ignorantes de leur vraie finalité, et qui concourent, bien qu'en agissant pour elles seules, au bonheur de la communauté. Le laisser faire et laisser passer étaient la conclusion pratique de toute cette

science, ou, si l'on veut, de toute cette métaphysique. Les individus, disaient encore les Physiocrates, ont une tendance naturelle à diminuer leur peine et leur effort, et à accroître la somme de leur jouissance ; ils choisissent donc la profession pour laquelle ils ont le plus d'aptitudes et où leur activité sera la plus productrice ; de la sorte, par des échanges de produits entre les hommes, tous les besoins sociaux seront satisfaits au mieux.

En Angleterre, à peu près à la même époque, un mouvement d'opinion voisin avait fait triompher le libéralisme économique avec le livre fameux d'Adam Smith sur la *Richesse des Nations* ; mais avec la marque propre du caractère britannique l'œuvre d'Adam Smith, beaucoup moins hérissée de métaphysique que celle des Physiocrates, s'appuyait en partie sur l'observation psychologique et sur l'histoire. Adam Smith constate chez tout homme normal une tendance à améliorer son sort, en augmentant son bien-être et en diminuant son effort. La psychologie, d'après lui, nous apprend que l'homme sait en général fort bien discerner son intérêt, du moins son intérêt immédiat et y subordonner son action. Ce sentiment de l'intérêt personnel n'est pas le seul qui pousse l'homme à agir ; et l'auteur des *Sentiments moraux* le savait mieux que personne, mais c'est le seul du moins qui soit le moteur de l'activité économique. La *Richesse des Nations* nous fait saisir la coïncidence parfaite de cet intérêt privé avec l'intérêt général. L'économie politique est pleine de ces concordances harmonieuses où tout se règle automatiquement : la théorie de l'adaptation de la production à la consommation, par le mécanisme des prix, en est un exemple célèbre. Laissons donc agir les égoïsmes, et tout ira au mieux. Avant Smith, Mandeville l'avait déjà proclamé. « L'harmonie dans le concert résulte d'une combinaison de sons qui sont directement opposés.

Ainsi les membres de la société, en suivant des routes absolument contraires, s'aident comme par dépit (1) ».

De la fusion de ces doctrines française et anglaise, naquit au ^{xix}^e siècle l'économie politique libérale, qui, par suite des circonstances, conquit d'emblée la grande majorité des hommes du temps.

2.

Comme beaucoup de ses contemporains, Auguste Comte fut entraîné à approuver les belles démonstrations des économistes relatives à la division du travail, à la concurrence, à la liberté des individus ; et surtout, il fut séduit par les brillantes perspectives de la grande industrie alors à ses débuts. Quoi d'étonnant à ce qu'un esprit jeune, plein de curiosités scientifiques de toutes natures, lise avec passion les ouvrages des économistes qui avaient alors le succès que l'on sait ! C'est par l'économie politique qu'Auguste Comte aborda l'étude de la science sociale (2). Nous allons donc tout d'abord étudier chez Auguste Comte le libéral et l'admirateur de l'économie politique et nous chercherons à déterminer ensuite, sous quelles influences il devint un adversaire de la science économique et de la liberté. Cette première période qui commence en 1815, peut être, un peu arbitrairement il est vrai, considérée comme terminée vers 1820. C'est de 1815 que datent les premiers renseignements que nous avons sur les idées de Comte, et en 1820 commencent à s'esquisser (et cela sera plus sensible dans le troisième opuscule de 1822) les conceptions sociologiques du philosophe, qui feront de lui un adversaire du libéralisme.

(1) Cité par A. Schatz, ouvrage cité p. 78.

(2) Voir sur ce point : Alengry, *La Sociologie d'A. Comte*, spécialement p. 383 et s.

Reçu très jeune à l'Ecole Polytechnique, Auguste Comte y étudia consciencieusement les mathématiques ; mais il était aussi très attentif aux événements politiques, comme toute la jeune génération au lendemain de la chute de l'empire ; comme il arrive souvent, la jeunesse d'alors était hostile au gouvernement. Auguste Comte, en même temps qu'il suivait les événements, étudiait la théorie politique. « Les études mathématiques, nous dit un de ses biographes (1), études qu'il achevait avec autant de facilité que de succès, ne l'absorbant pas entièrement, Auguste Comte consacrait aux lectures philosophiques et politiques tout le temps qui lui restait. Les écrits du XVIII^e siècle, les annales de la Révolution, les légendes républicaines, l'attachaient surtout fortement ; et le témoignage de quelques condisciples encore existants prouve qu'il méditait déjà sérieusement sur les révolutions que présente l'histoire moderne de l'Europe et de l'Amérique, et sur les constitutions qu'elles ont produites ».

A cette époque, Auguste Comte écrit à son ami Valat et lui montre tout l'enthousiasme que lui-même et que ses camarades de l'Ecole Polytechnique éprouvent pour la liberté (2). « Il est beau d'entendre ainsi parler de liberté et d'égalité dans le moment où tous nos concitoyens courent à l'esclavage et au despotisme... Tu vois, par ce peu que je te dis, que tous nos actes solennels sentent beaucoup la république ; c'est là l'esprit général de l'école, et si quelques-uns ne vont pas jusqu'à la république, du moins il n'en est pas un qui ne soit ardent ami de la liberté que nous savons très bien distinguer de l'anarchie ».

Un peu plus loin dans la même lettre, Comte s'élève

(1) Voir Robinet, *Notice sur l'œuvre et la vie de A. Comte*, 3^e édition. Paris, 1891, p. 102.

(2) Voir *Lettres à Valat*, p. 4 ; 1^{re} lettre du 2 janvier 1815.

contre les billets de confession qu'on exige, apprend-il, au Lycée de Montpellier et il écrit : « la liberté de ma patrie est perdue sans retour ; le despotisme royal renaîtra tel qu'il était avant la sublime insurrection de 1789 ».

Auguste Comte se passionne sans doute autant pour le libéralisme économique que pour la liberté politique, car il dit encore à son ami (1) «... et très souvent il s'ouvre des discussions très vives et très approfondies dans nos salles sur plusieurs points d'économie politique ».

L'Ecole Polytechnique est licenciée en 1816 ; Auguste Comte qui, par suite de cette circonstance, jouit de loisirs plus étendus, lit alors les écrits des philosophes du XVIII^e siècle, qui presque tous sont des partisans de la liberté ou du moins des ennemis de l'absolutisme. Il « médite Condorcet et Montesquieu » (2). Il admire beaucoup les philosophes écossais Hume et Smith, fondateurs de l'économie politique libérale. Si Auguste Comte ne publie rien encore, du moins il rédige par écrit certaines de ses conceptions. Laffite, qui a recueilli pieusement les souvenirs d'Auguste Comte, a publié une étude inédite de juin 1816 intitulée : « Rapprochement entre le régime de 1793 et celui de 1816 », dans laquelle Comte prend l'aspect d'un libéral (3). La *Revue Occidentale* a publié en outre plusieurs petits articles de jeunesse de Comte de 1816 à 1822 et en particulier une « opinion sur le projet relatif à la presse », où l'auteur défend la thèse des libéraux (4).

En 1818, Auguste Comte fait la connaissance de

(1) Même lettre.

(2) Voir Comte, *Lettres à Valat*, p. 23, 6^e lettre, 12 février 1817.

(3) Voir *Revue Occidentale*, 2^e semestre 1882, p. 192.

(4) Voir *Revue Occidentale*, 1^{er} semestre 1882, p. 339 et s.

Saint-Simon dont il devient le Secrétaire (1). N'osant donner au philosophe des conseils directs pour conduire sa pensée, Auguste Comte lui écrit une lettre anonyme (2). La base de toute spéculation sociale, y est-il dit, est nécessairement l'économie politique ; c'est donc l'économie politique qu'il y a lieu, d'étudier et de rectifier pour quiconque veut étudier le problème social. « Vous savez mieux que personne, écrit Auguste Comte, puisque c'est vous qui l'avez dit nettement le premier, que la seule politique raisonnable c'est l'économie politique. Or l'économie politique n'est point encore à proprement parler une science, et pour le devenir, il lui manque une base. Elle possède bien un grand nombre de vérités positives, mais ces vérités ne sont guère jusqu'à présent que des observations détachées et forment plutôt un recueil qu'un ensemble. Quoiqu'il soit aisé de les arranger de manière à leur donner un air de méthode et d'enchaînement, tout cet appareil scientifique n'empêche point que leur incohérence ne se laisse apercevoir par des yeux un peu exercés. En un mot, tous les bons esprits qui ont étudié cette science sentent bien qu'elle n'a pas de base réelle et générale. Lui en donner une est à mon avis ce qu'on peut faire aujourd'hui de plus important pour les progrès de la science. Or le but me semble rempli par votre idée fondamentale : la propriété est l'institution la plus importante de toutes, et elle doit être constituée de la manière la plus favorable à la production. Toutes les vérités acquises en économie politique me semblent pouvoir se rattacher à cette belle idée, et par là, elle fournit les moyens de faire enfin la vérita-

(1) Voir à notre bibliographie générale, la bibliographie du Saint-Simonisme.

(2) Lettre publiée dans la *Revue Occidentale* du 1^{er} semestre 1882, p. 385. Ce texte a été reproduit dans divers autres ouvrages, et en particulier dans la correspondance d'Auguste Comte.

ble science politique fondée sur les observations économiques ».

Avant même de subir l'influence de Saint-Simon, Auguste Comte voit déjà les insuffisances de l'économie politique telle qu'elle existe, son étroitesse et son manque de caractère scientifique ; mais il pense que, s'il y a là, des rectifications à faire, la science économique est théoriquement valable en tant que science, et que c'est dans son cadre que doit s'effectuer la réorganisation sociale ; il déclare que la « politique doit être entée sur l'économie politique », mais que cependant la production des richesses doit rester subordonnée à la direction scientifique de la société.

A la même époque, comme on en peut juger par sa correspondance, les idées philosophiques de Comte se développent ; il commence à répudier la doctrine politique du XVIII^e siècle et surtout les « droits de l'homme ». Comte est en effet devenu relativiste, il pense qu'il n'y a rien d'absolu, que tout est variable avec les sociétés changeantes, et il rejette délibérément la métaphysique, les idées politiques de la Révolution et la théorie des droits de l'homme, qui, pour lui, sont des aspects de l'absolu ; malgré cela il reste encore fidèle à l'économie politique et il conseille à Valat d'étudier la science économique « c'est-à-dire l'ouvrage de Smith et de J. B. Say » (1). Un peu plus tard, Comte renouvelle le conseil donné à son ami (2). « Je t'engage à nouveau, lui dit-il, à étudier l'économie politique qui est une science fort distincte de ce qu'on appelle ordinairement la politique. L'ouvrage de Say est ce qu'il y a de mieux à conseiller pour cela ».

(1) Voir *Lettres de Comte à Valat*, p. 55. Lettre du 15 mai 1818.

(2) Voir *Lettres de Comte à Valat*, 10^e lettre du 15 juin 1818, p. 63.

Pour gagner un peu d'argent, Auguste Comte devient rédacteur au *Censeur*, journal libéral dirigé par des écrivains fanatiques de liberté : Charles Comte et Dunoyer. Auguste Comte semble n'avoir eu à exercer sur sa plume aucune contrainte pour défendre la thèse libérale, puisqu'il écrit : « le caractère de ce journal jouit de l'estime de toutes les personnes honnêtes, même de celles qui ne partagent pas nos opinions » (1).

Nous avons retrouvé dans le *Censeur européen* (2) du 17 juillet 1819 un article peu connu d'Auguste Comte et non reproduit dans ses œuvres ; c'est l'examen d'un livre qui venait de paraître publié par J. Cordier, ingénieur des Ponts et Chaussées « Sur la Navigation intérieure et particulièrement sur celle de l'Angleterre et de la France ». Auguste Comte commence l'analyse de cet ouvrage par une louange très vive de l'économie politique. « La science de l'économie politique est destinée à déterminer dans l'organisation sociale les plus grands et les plus heureux changements, néanmoins tous les bons esprits se plaignent qu'elle n'ait exercé jusqu'à présent qu'une faible et obscure influence. Cela tient à deux causes principales. D'abord les gouvernements ont en général très peu de lumières et surtout trop peu d'esprit de suite pour adopter et mettre en pratique, même cette partie de l'économie politique qu'ils peuvent considérer comme ayant pour objet d'augmenter le plus possible les revenus du fisc, sans ajouter aux charges du peuple, par un bon système d'assiette et de perception d'impôts. En second lieu, une science qui présente dans son ensemble la critique la plus complète et la plus solide des systèmes courants

(1) Voir *Lettres de Comte à Valat* du 24 septembre 1819, p. 83.

(2) Même journal que celui dont nous parlons ci-dessus ; la publication ayant changé de nom.

d'administration, une science qui offre pour résumé cet adage : être gouverné le mieux possible se réduit à l'être le moins possible, ne sera jamais la science favorite du pouvoir ... si donc il importe de populariser une science, c'est assurément celle-là, à cause de sa nécessité, mais parce que la popularité utile aux autres sciences lui est rigoureusement indispensable. C'est la condition sans laquelle les principes économiques ne peuvent obtenir aucun succès pratique. Or le seul moyen de rendre ces principes populaires consiste à les dépouiller de tout caractère abstrait, et à les présenter comme étant le résumé d'observations frappantes et incontestables. Tel est le travail le plus utile qui puisse être fait aujourd'hui sur l'économie politique ».

Auguste Comte approuve la thèse chère aux économistes libéraux, à savoir l'incompétence industrielle de l'Etat. « C'est, dit-il dans le même article, un principe mis hors de doute dans cette science, que les gouvernements sont, par la nature des choses, de très mauvais entrepreneurs d'industrie, et qu'en général il ne faut laisser administrer à l'intérêt commun que les choses dont l'utilité n'est point actuellement susceptible d'être sentie par l'intérêt privé » (1). Ce libéralisme de Comte était bien sincère et bien acquis à sa pensée, puisqu'on le retrouve dans la préoccupation qui domine un manuscrit daté de 1819, retrouvé par Laffitte et intitulé de « La liberté de la presse » (2). D'ailleurs, quand plus tard dans sa carrière, Comte sera un ennemi du libé-

(1) Cet article est signé : Auguste Comte, ancien élève de l'Ecole Polytechnique. Un autre article du 16 juin 1819 intitulé « sur une doctrine singulière professée récemment à la chambre des députés » et signé A. C. est peut-être aussi l'œuvre d'Auguste Comte. Charles Comte signe en effet d'un C. ou de son nom entier. Cet article traite du régime parlementaire ; l'esprit en est libéral.

(2) Voir *Revue Occidentale*, 1883, 2^e semestre, p. 175.

ralisme en général et de la science économique, il restera du moins un adversaire de l'étatisme et attribuera toujours un certain rôle à la concurrence. Comte devint un ennemi du libéralisme politique et des idées de la Révolution plusieurs années avant d'être hostile à la science des richesses et au libéralisme économique. Le jeune philosophe avait déjà renié Rousseau et son école, alors qu'il avait encore de l'estime pour J. B. Say et sa doctrine.

Le premier « opuscule » de Comte intitulé *Séparation générale entre les opinions et les désirs* est de juillet 1819, et fut publié dans le *Censeur*. L'auteur, l'ayant comme les opuscules suivants, désigné pour être réimprimé, cet écrit figure dans les rééditions des œuvres de Comte. Ce bref article nous montre la préoccupation du philosophe de faire de la politique une science positive, mais cela, sans répudiation apparente des idées libérales auxquelles il était attaché. Il faut en dire autant du second opuscule publié en 1820 dans l'*Organisateur* sous le titre de *Sommaire appréciation de l'ensemble du passé moderne*. Comte y aperçoit la marche générale de la civilisation divisée (selon la théorie de Saint-Simon) en périodes positives et en périodes organiques, et il oppose l'activité guerrière à l'activité industrielle.

Dans un manuscrit daté du 1^{er} février 1820, et publié en 1879 par les soins des positivistes sous le titre de *Essai sur la philosophie des mathématiques*, Auguste Comte semble traiter encore l'économie politique avec considération, quoique les économistes lui paraissent n'être ni des savants ni des philosophes. « Les observateurs, nous dit Comte (1), qui ont réfléchi sur la philosophie des arts et métiers, ont reconnu que la

(1) Fragment n° 7 du 1^{er} février 1820, p. 54.

division du travail était la cause première et fondamentale de tous leurs progrès ; c'est Smith le premier, qui a établi nettement et largement cette belle observation. Depuis que cette vérité est généralement admise, personne n'a songé à en faire l'application la plus large qui puisse en être faite et la plus utile en même temps, en la transportant des arts aux sciences. Cela pourrait bien tenir à ce que, pour l'ordinaire, les économistes ne sont pas savants, et que les savants ne sont pas économistes, et ni les uns ni les autres ne sont philosophes ».

*
* *

Pendant toute cette période, qui s'étend, croyons-nous, jusqu'en 1820, Comte tout en pensant que l'économie politique manque de base scientifique, qu'elle est étroite, qu'elle est à rectifier sur bien des points, reste à la fois partisan de la science des richesses et du libéralisme économique. Or depuis 1818, Auguste Comte est devenu le secrétaire de Saint-Simon, de ce réformateur qui veut modifier la société et la reconstruire ; or, refaire la société, c'est contredire aux résultats de l'économie politique d'après laquelle le monde va de lui-même, par l'accord profond des intérêts divergents. Comment donc Auguste Comte, qui devait subir l'ascendant de Saint-Simon, devait-il aussi longtemps rester un admirateur de l'économie politique ? C'est que Saint-Simon, à cette époque, était en somme très voisin comme tendances, de l'économie politique la plus libérale (1), et qu'il acceptait une grande partie des idées de J. B. Say. Saint-Simon admettait en effet et essentiellement que la production des choses utiles,

(1) Pour s'en rendre compte voir *L'Industrie* de Saint-Simon. Cf. Alengry, *La Sociologie d'A. Comte*, p. 383.

est le seul but raisonnable de la société, et qu'en conséquence, les producteurs de ces choses utiles sont les seuls qui doivent régler la direction des affaires humaines. Par ailleurs le gouvernement, pour Saint-Simon, n'avait aucune aptitude propre à l'industrie, et quand il s'en occupait, fut-ce même pour l'encourager, son action était toujours nuisible. C'était là le fond des idées libérales du temps, c'était l'enseignement que Saint-Simon devait développer à son disciple ; c'étaient aussi les idées qu'Auguste Comte voyait exposer dans le *Censeur* et dans l'entourage des rédacteurs principaux de ce journal, Charles Comte et Dunoyer. Le jeune philosophe devait conserver toute sa vie plusieurs de ces conceptions, et en particulier, une grande méfiance vis-à-vis de l'Etat industriel, et une grande admiration pour la capacité des entrepreneurs et des banquiers. Il est bien difficile de savoir si ces idées sont dues à l'influence des économistes libéraux que Comte fréquentait, ou bien à l'influence directe de Saint-Simon, qui lui-même avait emprunté ces vues aux économistes orthodoxes (1).

(1) Sur les affinités de la doctrine de Saint-Simon avec l'économie politique classique voir Gide et Rist, ouvrage cité, p. 328. Voir E. Halevy, *La doctrine économique de Saint-Simon*, *Revue du mois*, décembre 1907 et juillet 1908, où l'auteur montre qu'à un moment donné Saint-Simon et les rédacteurs du *Censeur*, Charles Comte et Dunoyer soutenaient les mêmes idées et souvent dans les mêmes termes. Saint-Simon était alors un pur libéral. Il est curieux de remarquer que, dans la suite, le *Censeur* suivit la même évolution que Saint-Simon ; libéral au début vers 1819, il devint ensuite moins fanatique de pure liberté. Voir aussi E. Allix, *Ch. Dunoyer, La déformation de l'économie politique libérale après J.-B. Say*, dans la *Revue d'Histoire des doctrines économiques et sociales de 1911*, p. 115, voir encore E. Allix, *J.-B. Say, et les origines de l'industrialisme*, *Revue d'Economie politique*, 1910, p. 303 où il est question des relations de Saint-Simon et des économistes libéraux. Dunoyer se défendit fortement d'avoir subi l'influence de Saint-Simon. Voir Ch. Dunoyer, *Notices d'économie sociale*. Paris, 1870, p. 182 (la 1^{re} édition est de 1827). Il a sans

Quand on relit les œuvres de Saint-Simon antérieures à 1820, on a l'impression très nette d'être en présence d'un économiste libéral, beaucoup plus qu'en présence d'un réformateur. Sans doute les disciples de Saint-Simon et Saint-Simon lui-même changèrent-ils dans la suite l'aspect de la doctrine, mais les écrits du philosophe, jusqu'en 1820, s'apparentent nettement au libéralisme économique (1).

A cette époque, Auguste Comte était un jeune homme plein d'ardeur pour le travail, mais il n'était pas encore en possession de toute l'originalité de son intelligence ; il n'y a donc rien d'étonnant à ce qu'il ait accepté d'enthousiasme les vues de son maître pour lequel il professait une grande admiration. « Initié depuis peu, nous dit M. Georges Dumas (2), aux choses de la politique, dépourvu encore d'idées personnelles, il se borne la plupart du temps à développer avec clarté, et sans doute sous la direction de son Maître, le plan que Saint-Simon avait tracé... Il veut que l'économie politique soit la base même de toute politique positive ; il rêve, comme J. B. Say, d'un gouvernement qui aurait pour unique fonction de garantir la sécurité des travailleurs ». Auguste Comte, qui se détache peu à peu de la doctrine libérale, reste cependant encore, comme son maître, fidèle aux conceptions fondamentales du libéralisme économique (3).

doute raison, mais il nous paraît bien, par contre, que le « positivisme » de Dunoyer qui ne date guère que de 1819, lui a été inspiré par Auguste Comte, collaborateur de son journal.

(1) Sur la question de savoir s'il faut considérer Saint-Simon comme étant ou non socialiste, voir G. Richard, *Le Socialisme et la Science sociale*. Paris, 1897, p. 31 ; G. Weill, *Saint-Simon*. Paris, 1894, p. 68 ; Faguet, *Politiques et Moralistes du XIX^e siècle*, 2^e série. Paris, 1898, p. 29 ; Stein, *Geschichte der Socialen Bewegung in Frankreich*. Leipzig, 1850, t. II, p. 177 et s.

(2) Voir Ouvrage cité, p. 259.

(3) Sur l'influence exercée par Saint-Simon sur A. Comte et les

3.

Très peu de temps après le début de leurs relations, vers 1819 ou 1820, le Maître et le disciple peu à peu s'écartèrent du libéralisme économique. On peut dire en effet, dans un sens, que l'« industrialisme » dont nous venons de parler ne fut qu'une phase dans la pensée sans cesse changeante de Saint-Simon. Ce philosophe, plus qu'aucun autre peut-être, comprit le désordre des idées qui caractérisa si nettement les premières années du XIX^e siècle ; et sa carrière d'écrivain fut employée dans l'ensemble à réorganiser la société. Il proposa des remèdes divers et successifs, que, dans le débordement de son imagination, il présentait de suite au public comme devant amener la solution de tous les problèmes sociaux. Tantôt, il partait d'une notion, tantôt d'une autre. Il chercha d'abord dans un élément scientifique : la gravitation universelle, l'unification des pensées et la synthèse de tous les phénomènes épars, et cela dans un but d'« organisation ». Plus tard, il renonça à construire une philosophie et voulut, sans plus attendre, arranger « industriellement » la société d'après les indications de la science économique. C'est la phase que nous venons d'examiner dans le paragraphe précédent, la phase économique, où, pour un temps, la pensée de Saint-Simon devait à peu près

controverses auxquelles cette question a donné lieu, voir notre bibliographie générale, car la plupart des ouvrages relatifs à la doctrine positiviste et au Saint-Simonisme étudient ce problème. Il nous paraît certain qu'une grande partie des idées de Comte existe chez Saint-Simon à l'état d'ébauche, mais d'ébauche incomplète ; il a fallu tout le talent de Comte pour donner un corps à ces idées dépourvues bien souvent de tout caractère scientifique. Si Comte a subi l'influence de Saint-Simon, Saint-Simon a subi l'influence de Comte qui a donné pendant leur collaboration plus de cohésion et de force aux pensées de son maître.

coïncider avec la doctrine des purs-libéraux. Mais au bout de peu d'années, Saint-Simon devait revenir à ses idées d'organisation, et chercher dans la religion en particulier un moyen de refaire la société. Cet esprit sans cesse en travail ne pouvait guère s'arrêter longtemps à une même conception, ni se contenter pour toujours de la doctrine libérale (1). « Peu à peu, nous disent MM. Bouglé et Halévy (2), son vieil instinct organisateur l'emporte sur ces influences libérales. Il croit se rendre compte qu'un régime de liberté absolue éparpille les efforts, gaspille les énergies, multiplie les antagonismes; la liberté absolue est une idée négative ... ». A partir de 1820 en effet, Saint-Simon s'écarte de plus en plus nettement de l'économie politique orthodoxe et donne plus d'importance aux notions d'ordre et d'autorité.

Chez Saint-Simon le citoyen change aussi facilement d'opinion que le philosophe. Après avoir été républicain, ensuite bonapartiste, il n'éprouve aucune hésitation à crier plus tard : vive les Bourbons et vive la charte (3). Il se conduit d'ailleurs comme la direction du *Journal le Censeur*, qui abandonne sa théorie de la « concurrence absolue », pour admettre peu à peu, après la Restauration, une intervention croissante de l'État.

Dans son livre : *l'Industrie*, — où, à l'examen l'on peut découvrir des tendances très diverses — Saint-Simon, tout en restant libéral, incline à nouveau vers l'« organisation » de la société. Il commençait à

(1) Pour cette période de la vie de Saint-Simon, voir *L'Industrie* qui est de 1817-1818, *La Politique* de 1819, *Le système industriel* de 1821. Sur l'évolution de la pensée de Saint-Simon v. G. Weill, *Saint-Simon*. Paris, 1894 et Ferraz, ouvrage cité.

(2) *Doctrine de Saint-Simon*, ouvrage cité, préface, p. 18.

(3) Voir Charlety, *Histoire du Saint-Simonisme*. Paris, 1896, p. 15 et s.

s'écarter dès ce moment du pur libéralisme des économistes. Cette nouvelle tendance de Saint-Simon l'amena à se brouiller avec son secrétaire du moment Augustin Thierry. Le jeune historien, qui fréquentait avec conviction les milieux libéraux et collaborait au *Censeur*, semble avoir initié Saint-Simon au libéralisme aussi bien politique qu'économique ; il se trouve dès lors en conflit avec son maître, qui revenait à ce moment à ses premières amours, c'est-à-dire à ses conceptions d'organisation et d'autorité. Augustin Thierry et Saint-Simon se séparèrent sans doute vers le milieu de l'année 1817 (1).

Ce fut Comte qui prit la place d'Augustin Thierry. Tout naturellement, comme on l'a fait remarquer (2), Auguste Comte devait être porté à approuver la rupture avec Augustin Thierry et à se donner dans une certaine mesure comme un libéral désabusé et partisan de l'organisation. Au reste, depuis quelque temps déjà, Auguste Comte avait cessé d'être un libéral en politique. Dans une lettre à Valat, du 13 mai 1818, Comte annonce à son ami que, depuis un an, il a changé d'opinion sur ce point ; c'est surtout au nom du relativisme, que Comte condamnait la philosophie de Rousseau, qui était une conception absolue ; mais il conservait dans cette même lettre toute sa sympathie aux œuvres économiques de Smith et de Say, dont il recommandait la lecture. Cet abandon du libéralisme politique devait porter Comte à se séparer bientôt du libéralisme économique ; la raison en est aisée à comprendre. Le libéralisme économique et le libéralisme politique ont eu, en France du moins, des sources bien différentes ; le premier étant l'œuvre des Physiocrates,

(1) Voir E. Halévy, *La doctrine économique de Saint-Simon*, *Revue du mois*, décembre 1907 et juillet 1908.

(2) Voir E. Halévy, *ibidem*, p. 634.

qui en politique étaient au contraire partisans du despotisme ; et le second, le libéralisme politique, procédant de la philosophie sociale du XVIII^e siècle. Sans doute, l'on peut être en politique un démocrate, un libéral et avoir beaucoup moins de libéralisme dans la sphère économique, ou inversement ; mais cependant, quand on refuse en principe toute valeur politique à l'individu, il est assez malaisé de voir dans ce même individu la source exclusive de la prospérité économique du pays. Un homme qui s'est éloigné du libéralisme politique est le plus souvent amené peu à peu, par sa logique intérieure, à ne plus conserver dans son intégrité sa foi au libéralisme économique. C'est ce qui est arrivé à Auguste Comte.

Comte et Saint-Simon se trouvèrent donc naturellement en parfaite communion d'idées pour collaborer. L'un et l'autre, au début de leurs relations, étaient des économistes libéraux, mais qui avaient des tendances à s'éloigner de l'économie politique ; leur influence mutuelle ne fit que développer cette tournure d'esprit, et au bout de peu de temps les orienta avec plus de force vers les conceptions d'organisation et d'ordre. Saint-Simon, d'ailleurs, même à l'époque où il admirait presque sans réserves l'économie politique, avait au fond du cœur toujours préféré la conception d'organisation à celle d'ordre naturel si chère aux économistes ; l'évolution pour lui fut donc facile (1).

Un événement nouveau devait fortifier encore les dispositions d'esprit de Comte et de Saint-Simon ; ce fut la forte impression que leur fit éprouver le livre du

(1) Pour s'en convaincre il n'y a qu'à relire ses écrits et en particulier son livre de 1814 intitulé : *De la Réorganisation de la Société Européenne* par Saint-Simon et Augustin Thierry son élève. Sur cette question voir P. Struve : *L'idée de loi naturelle dans la Science économique*, *Revue d'Economie Politique*, 1921, nos 3 et 4.

Pape de Joseph de Maistre (1). Cet ouvrage publié en 1819 montrait l'unité, comme étant le but dernier de la Société; en effet, l'unité de la religion est le but dernier de la théologie, l'unité des mœurs est le but de la morale et l'unité des opinions est le but de la Société politique (2). L'hérésie qui est un germe de destruction et de mort, et une négation de l'unité, doit être arrachée par tous les moyens (3). Le livre du *Pape* exerça une influence sur Comte et Saint-Simon qu'il contribua à détourner du système de la liberté; mais ce ne fut que plus tard, croyons-nous, qu'une connaissance plus complète de la doctrine théocratique produisit chez Auguste Comte tout son effet.

Pour toutes ces raisons, que nous venons de dire, Saint-Simon était devenu progressivement un adversaire de la liberté politique et économique; et en 1824, lors de sa rupture avec Auguste Comte, il était en train de chercher dans la religion un moyen de restaurer l'unité et d'« organiser la Société ». Ce fut sous cette inspiration, qu'en 1825 il publia son « Nouveau Christianisme ». A la fin de sa carrière, Saint-Simon en était venu à répudier complètement la liberté qui ne lui paraissait plus que du désordre.

Il y avait dès lors, et c'est important à noter, chez Saint-Simon les éléments d'une critique de l'économie politique libérale, critique que ses disciples continuèrent et développèrent après la mort du philosophe qui eut lieu en 1825. Les écrits des Saint-Simoniens paru-

(1) Voir Lévy Brühl, *Le centenaire d'Auguste Comte*, *Revue des deux Mondes*, 15 janvier 1898, p. 407.

(2) Cet aspect de la philosophie de J. de Maistre a été bien mis en relief par F. Paulhan, *J. de Maistre et sa philosophie*. Paris, 1893.

(3) Cette idée devait être poussée par J. de Maistre jusqu'à son extrême limite dans son livre sur *L'inquisition espagnole*. Voir en particulier dans ce livre (édition de 1837), p. 8 et s.

rent dans le journal le *Producteur*, périodique ouvert à toutes les informations, mais réservé principalement aux études économiques. L'on sait que les disciples orthodoxes de Saint-Simon (1), Bazard, Enfantin et les autres devinrent depuis des socialistes tout imprégnés de mysticisme religieux, et que, comme tels, ils furent les adversaires de l'économie politique libérale.

Auguste Comte s'était séparé de Saint-Simon en 1824, parce que le maître voulait opérer une réorganisation matérielle immédiate de la société ; alors que le disciple désirait auparavant procéder à une réforme intellectuelle et scientifique. Brouillé avec Saint-Simon, Auguste Comte resta en conflit avec les disciples orthodoxes dont il s'éloigna de plus en plus, et s'il écrivit dans leur journal, c'est que le *Producteur* était ouvert à toutes les opinions (2).

(1) Sur la secte des Saint-Simoniens, un des ouvrages les plus curieux à consulter est celui de Reybaud cité à notre bibliographie. Rappelons à ce propos les nombreux documents et manuscrits de la collection Enfantin à la Bibliothèque de l'arsenal.

(2) Sur ce qu'Auguste Comte a pu garder du Saint-Simonisme voir G. Richard, *La Question sociale et le mouvement philosophique au XIX^e siècle*. Paris, 1914, p. 123 et s. Comte prétendit que l'influence de Saint-Simon sur lui avait été néfaste et peu durable : ce qui est manifestement inexact. Or s'il est exagéré de dire, comme on l'a fait, que le Comtisme n'est que du Saint-Simonisme, il est certain que Comte doit à Saint-Simon l'orientation de sa carrière et le germe de beaucoup d'idées parmi lesquelles la critique du libéralisme économique. Comte se défendait également de devoir quoi que ce fut au groupe des disciples de Saint-Simon avec lequel il ne voulait pas être confondu. Cette prétention du philosophe est certainement très juste, car depuis 1824, Auguste Comte, d'une part, et les Saint-Simoniens de l'autre, suivirent des directions divergentes : Comte pour construire une philosophie des Sciences, les Saint-Simoniens pour tomber dans le mysticisme religieux. Voir une lettre de Comte à Michel Chevalier, dans laquelle le philosophe positiviste se défend d'être Saint-Simonien ; sa collaboration au *Producteur* n'ayant été qu'accidentelle, et ses rapports avec le journal « purement littéraires ». Voir Comte, *Lettres à divers antérieures à 1850*, p. 169. Voir aussi une lettre du 7 janvier 1832 à Armand Marrast sur le même sujet. Aussi est-

Enfantin, suivant donc l'élan donné par Saint-Simon, fit dans le *Producteur* une critique fort intéressante de l'économie politique (1) : la science économique lui paraissait exagérément métaphysique. « Les conjectures des économistes — dit-il — avaient plus particulièrement le caractère ontologique, aussi prenaient-ils pour point de départ la science des droits et des devoirs « naturels » dont ils démontraient l'existence par des considérations puisées dans l'observation de l'individu abstrait au lieu d'en chercher les preuves dans l'étude rigoureuse de la succession et de l'enchaînement des faits sociaux ». Enfantin pensait que dans cette science il faudrait employer la méthode historique. « C'est par l'étude de l'histoire, nous dit-il, mais de l'histoire considérée comme la série des développements de « l'espèce humaine » que l'on peut arriver à concevoir la direction dans laquelle s'avancent les sociétés. C'est alors qu'on aperçoit le lien qui doit joindre le présent à l'avenir et que la science peut hâter la marche de l'humanité vers le but dont elle se rapproche sans cesse ».

Dans *l'exposition de la Doctrine Saint-Simonienne*, en 1829, Enfantin et Bazard devaient revenir sur les mêmes idées (2). Pour eux, la méthode économique doit être une méthode historique et sociale. Ils montrent que les institutions varient suivant les temps et les sociétés, qu'en particulier la propriété, telle que nous la connaissons, est une forme fugitive appelée à se transformer, et que les aspects successifs qu'elle

il curieux de noter, que malgré cela les Saint-Simoniens firent une critique de l'économie politique qui n'est pas sans analogie avec celle que fera de son côté Auguste Comte.

(1) Voir *Producteur*, 1825-1826, Volume 3, p. 373, Volume 4, p. 17.

(2) V. Bouglé et Halévy, *Doctrine de Saint-Simon*, ouvrage cité, p. 38 et s.

revêt ne manquent jamais d'ailleurs de recevoir l'approbation des moralistes du temps, qui les déclarent toujours en accord avec le droit naturel (1).

*
* *

Depuis 1819 ou 1820, ainsi que nous venons de l'exposer, les idées d'Auguste Comte avaient évolué comme celles de Saint-Simon, et se détournaient de plus en plus du libéralisme politique et économique. On peut, dans les opuscules de Comte, suivre pas à pas la marche des conceptions nouvelles du jeune philosophe.

Dans la *Sommaire appréciation de l'ensemble du passé moderne*, deuxième « opuscule » qui date de 1820, Comte distingue déjà les périodes positives et les périodes critiques, et laisse voir son antipathie pour l'esprit de libre examen et pour la liberté ; en 1822, dans le *Plan des Travaux Scientifiques pour réorganiser la Société*, Comte veut mettre fin à l'esprit critique pour entrer dans une période organique ; il faut restaurer un pouvoir intellectuel fort, et créer un ordre nouveau qui répare l'anarchie venant en politique de la souveraineté du peuple, et en matière spirituelle de la liberté de conscience. Toute la sociologie de Comte est en germe dans cet article dont les tendances sont en opposition avec le libéralisme des économistes. Dans la *Considération sur la science et les savants* de novembre 1825, Comte conçoit sa classification des sciences par ordre de complexité croissante et de généralité décroissante. La « Physique sociale », dernière des sciences à constituer, sera le couronnement de l'édifice. Cette physique sociale est appelée à jouer un rôle que n'a pu remplir l'économie politique.

(1) V. 7^e séance, p. 253.

A la même époque, dans une lettre à d'Eichthal (1), Auguste Comte montre toutes les faiblesses de l'industrialisme : « Ces gens-là, dit-il (les industriels), croient aujourd'hui toucher à la possession exclusive du pouvoir, et ils deviennent impertinents comme des nobles, peut-être même beaucoup plus. Si on leur laissait leurs coudées franches, ils feraient des savants de purs ingénieurs, qu'on mettrait au pain et à l'eau toutes les fois qu'ils n'inventeraient pas une pratique nouvelle par semaine. Le point de vue matériel prend de jour en jour une prépondérance effrayante, et je pressens que le pouvoir spirituel aurait bien de la peine à s'installer au milieu de gens qui ne connaissent pas ce qui peut bien leur manquer, quand ils voient la nation boire, manger et se vêtir mieux que jamais... » En mars 1826, dans les *Considérations sur le pouvoir spirituel*, c'est-à-dire dans un écrit public, Auguste Comte prend pour la première fois nettement à partie l'économie politique. Il avait toujours trouvé que cette science manquait de base ; il développe cette idée en montrant le caractère très incomplet de la spéculation économique. « Les économistes, dit-il (2), ayant été conduits par la nature imparfaite des recherches que la marche générale de l'esprit humain leur avait destinée, à considérer l'état social sous un point de vue très incomplet, on comprend aisément qu'ils n'aient dû apercevoir... que dans ses applications les moins étendues et les moins importantes le principe de la division du travail, dont ils sont à proprement parler les inventeurs » (3).

(1) Lettre du 24 novembre 1825. Voir Comte, *Lettres à divers antérieures à 1850*, p. 93.

(2) Voir 5^e opuscule, p. 264. Nous citons les opuscules d'après l'édition Leroux.

(3) Nous avons déjà trouvé une idée analogue dans la *Philosophie des Mathématiques* de 1820. Mais ce texte n'avait pas été imprimé ; il ne fut publié qu'après la mort de Comte. Voir Bibliographie.

Auguste Comte aperçoit nettement les conflits sociaux que fait naître en fait la liberté économique, et il renvoie le lecteur au livre de Dunoyer, qui d'un autre point de vue il est vrai, les a énumérés avec plus de détails. Il voit l'opposition d'intérêts qui est si manifeste entre le patron et les ouvriers, et il pense que « jamais un état fixe ne sera solidement établi sur le simple antagonisme physique, le seul que de telles institutions peuvent régulariser ». La concurrence et la liberté permettront toujours, nous dit-il, aux patrons d'abuser de leur situation, pour réduire les salaires. « Toutes les relations industrielles entre nations, entre agriculteurs, fabricants, commerçants, abandonnées à elles-mêmes, sans aucune discipline sociale, aboutissent aux plus graves conflits ». Tout dans la société ne se règle pas de soi-même, comme le pensent les économistes ; la crise économique qui sévit, en est la preuve. « L'ordre social, expose-t-il, et le bonheur individuel réclament d'un commun accord contre le renouvellement toujours imminent de ces oscillations funestes, des garanties plus directes, plus explicites, en un mot plus régulières, qui ne laissent pas chacun juge dans sa propre cause, et qui n'exigent pas la considération spontanée et très suivie d'un point de vue général de la part d'esprits habituellement placés à un point de vue très particulier ». A voir ce passage on croirait lire du Sismondi. Auguste Comte, comme beaucoup de ses contemporains, pouvait juger des inconvénients d'une liberté complète en matière économique, et constater que si les phénomènes de cet ordre arrivent à l'état d'équilibre, ce n'est qu'après des oscillations nuisibles à beaucoup d'individus.

Ce sont donc les inconvénients pratiques de l'économie politique, pourrait-on dire, que Comte remarqua tout d'abord ; ce ne fut que dans le Cours de *Philosophie positive* qu'il fit une critique systématique, non

plus seulement de la liberté en matière de production ou d'échange, mais de la science économique en tant que science. A l'époque où nous sommes, Comte toutefois possédait déjà tous les éléments de sa critique complète de l'économie politique, critique qu'il ne devait développer que plus tard (1). Au temps des « Opuscules » il voyait déjà les inconvénients d'une liberté économique illimitée, qu'il considérait comme anarchique ; il concevait une physique sociale positive qui serait la science sociale générale et s'opposait par là à l'étroitesse de la conception économique. Ajoutons à cela, que depuis longtemps Auguste Comte était relativiste et ennemi de tout absolu. Tels sont les éléments que nous retrouverons dans sa critique ultérieure de la science économique et qui existaient en germe dans ses écrits de jeunesse.

Si l'on veut, parmi les disciples orthodoxes ou non de Saint-Simon, déterminer quel est celui qui fit le premier une critique vraiment scientifique de l'économie politique, il faut reconnaître que Comte fut dans cette voie précédé par Enfantin. Cet écrivain a fait, non pas seulement de la liberté, mais de la méthode de la science économique, une critique nettement antérieure à celle de Comte, puisque le philosophe positiviste n'aborda ce problème en plein que dans le tome IV du *Cours* ; c'est-à-dire après 1830. Or, comme nous l'avons vu, le *Producteur* de 1826 publia un article d'Enfantin sur l'Economie Politique, où l'auteur mettait en relief le caractère ontologique de cette science, et repro-

(1) Voir Leçon 47 du Cours de *Philosophie positive*. D'après Robinet (ouvrage cité page 169), Comte qui s'était marié le 29 février 1825, commença son cours chez lui, 159 rue Saint-Jacques ; mais ce cours fut interrompu par la maladie de Comte, de 1826 à la fin de 1828. Ce cours fut ensuite publié, et le premier volume parut en librairie en 1830. Le Cours de *Philosophie positive* fut donc conçu assez longtemps avant d'être publié.

chait aux économistes de ne considérer qu'un individu abstrait, alors que la véritable méthode à employer est la méthode historique.

Il est curieux de remarquer que, à quelques pages de l'article d'Enfantin, dans ce même *Producteur*, Auguste Comte publiait son cinquième Opuscule (*Considérations sur le pouvoir spirituel*) où il se contentait de dire, sans faire une critique approfondie des méthodes et du caractère de l'économie politique, que la science des richesses était incomplète, et que les conflits sociaux dus à l'abus de la liberté, étaient de plus en plus manifestes. Ces deux écrits de Comte et d'Enfantin, — groupés par hasard dans le même volume, — étaient donc d'inspirations bien différentes, et nous sommes portés à croire que Comte n'a pas lu cet article d'Enfantin dont il n'a pas tiré parti. La preuve en est dans ce fait qu'Auguste Comte ignora toute sa vie les conceptions particulières des Physiocrates dont il est parlé très abondamment dans l'article d'Enfantin ; et Auguste Comte, qui se contentait si souvent d'une érudition de seconde main, n'eût pas manqué dans la suite, de reprocher tout spécialement à la « secte des économistes » l'abus de la déduction et de la métaphysique, abus qui caractérisait si nettement l'école physiocratique. — Il est étonnant que deux disciples de Saint-Simon : Enfantin d'une part, et Comte de l'autre, aient fait tous les deux, et presque en même temps, une critique intéressante de la Science économique. Celle d'Enfantin précéda celle de Comte, mais ne l'inspira pas ; le philosophe positiviste devait d'ailleurs, dans la suite, donner une ampleur autrement grande à tout ce débat.

Pendant cette période que nous venons d'examiner, et qui va de 1820 à 1826, Auguste Comte réunit donc, au moment décisif de la formation de sa philosophie, tous les éléments de sa critique ultérieure de l'écono-

mie politique. Une influence grandissante devait s'exercer sur lui, qui allait de plus en plus l'éloigner du libéralisme sous toutes ses formes ; c'est celle de l'école théocratique dont il nous faut maintenant parler.

4.

Dès l'année 1820, Auguste Comte, comme nous venons de le voir, avait été fortement impressionné par les idées exposées par Joseph de Maistre dans son livre : *Du Pape* ; cet ouvrage avait agi sur Comte comme sur Saint-Simon lui-même, dont il avait ravivé certaines tendances naturelles vers « l'organisation ». Mais il nous faut revenir sur cette question importante, car l'influence grandissante de la doctrine théocratique poussa Auguste Comte à devenir un adversaire de plus en plus décidé de l'individualisme aussi bien politique qu'économique, et lui fit adopter un système d'autorité et d'intolérance qui nous explique toute son animadversion subséquente pour l'économie politique et les économistes.

Alors que la plupart des écrivains et des réformateurs voulaient améliorer les institutions sociales, en supposant toujours des individus égaux et des droits égaux, les conceptions organicistes et autoritaires de Comte, empruntées aux théocrates, lui firent, au lieu de l'égalité, considérer la subordination des individus (1). La hiérarchie évidente des fonctions biologiques, différenciées par la division du travail, le poussa à subordonner les uns aux autres les individus dont la capacité technique est en effet différente. Pour lui, les conflits sociaux doivent trouver leur solution dans la création d'une hiérarchie sociale et d'une réforme

(1) Voir sur ce point G. Richard, *Sociologie générale*. Paris, 1912, p. 94 et s.

intellectuelle, qui viendra maintenir chacun à sa place. Le régime politique, de son côté, ne laissera aucune part à l'individu et aux opinions individuelles ; il n'y aura qu'une doctrine qui s'imposera à tous, car il n'y a qu'une vérité. Il n'y a pas de liberté de conscience en astronomie, pourquoi y en aurait-il une en politique (1) ? Il y a dans ce domaine comme dans les autres, une vérité et une erreur ; ce ne sont pas les individus quelconques qui peuvent détenir cette vérité, ce sont les savants. C'est aux savants, c'est aux prêtres, que revient la direction suprême de la société. C'est donc la « Presbytérocra tie », pour parler le langage du philosophe, qui est le couronnement de la conception politique d'Auguste Comte.

Sans faire un exposé de détail de toutes les idées de Comte empruntées aux théocrates, ce qui dépasserait le cadre de ce travail, il nous faut indiquer cependant comment les conceptions de Bonald, de Maistre et de Lamennais, ont pu intervenir pour contribuer à faire d'Auguste Comte un ennemi de l'Economie politique, car, à ce point de vue, l'influence de l'école théocratique fut considérable.

Depuis longtemps, Saint-Simon connaissait les écrits des philosophes de l' « école rétrograde » avec lesquels il se rencontrait de bonne heure sur beaucoup de points (2). C'est ainsi qu'il fut, dès le début de sa carrière, séduit par la distinction des périodes organiques et des périodes critiques. Aussi, n'est-il point surprenant de voir, dès 1819, l'*Organisateur*, journal de Saint-Simon, citer Maistre et Bonald (3). Il est probable que, depuis le début de leurs relations, Saint-Simon devait

(1) Voir 2^e opuscule, de 1822, p. 68.

(2) Voir Henry Michel, *L'idée de l'Etat*. Paris, 1896, p. 186.

(3) Voir E. Halévy, *La doctrine économique de Saint-Simon*, *Revue du mois*, décembre 1907.

entretenir son secrétaire des idées de l'école théocratique. Auguste Comte avait sans doute une notion générale de ces doctrines, avant d'en prendre lui-même une connaissance directe vers 1820, en lisant le livre du *Pape*. Quoi qu'il en soit, à partir de la publication de ce volume de J. de Maistre, on peut relever dans les « Opuscules » de Comte des conceptions chères au théocrate. Dans le *Plan des travaux scientifiques* de 1822, Comte veut restaurer un pouvoir intellectuel très fort ; et dans son opuscule de 1826, il aperçoit nettement que la question sociale est une question morale, une question d'éducation. Pour Comte, l'anarchie intellectuelle vient de l'éparpillement des idées et de l'absence de morale publique ; l'unification de la pensée et la systématisation des sentiments ne pourra venir que de la création d'un pouvoir spirituel nouveau, mais jouant un rôle comparable à celui assuré au moyen âge par l'Eglise catholique. Et cela, au fond, est conforme à la nature de l'homme, car le « dogmatisme est l'état normal de l'intelligence humaine, celui vers lequel elle tend par sa nature continuellement dans tous les genres, même quand elle semble s'en écarter le plus » (1).

Mais on peut remarquer, en lisant attentivement les « Opuscules » de Comte, que dans les premiers de ces écrits, les idées théocratiques qui s'y rencontrent sont à peu près exclusivement celles exposées par J. de Maistre dans son seul livre du *Pape*, dont nous venons de parler. Auguste Comte s'attache en effet à démontrer la nécessité d'une unification des pensées et sentiments et l'urgence qu'il y a à constituer un nouveau pouvoir spirituel ; mais ce n'est pas encore la négation complète de l'individu. C'est pourquoi si Auguste Comte connut dès l'année de sa publication le livre du *Pape*,

(1) Voir 5^e Opuscule, p. 270.

nous pensons que ce n'est qu'en 1824 qu'il a lu l'ensemble des écrits de l'« école rétrograde », et s'est pénétré de la conception antiindividualiste et organiciste. C'est à partir de ce moment seulement qu'on trouve chez lui une hostilité systématique contre la psychologie individuelle, et en quelque sorte la négation même de la personnalité. D'autre part, ce n'est que le 25 décembre 1824, dans une lettre à Valat, que Comte commença à parler des théocrates (1). « L'Europe ne vit, dit-il, politiquement aujourd'hui que par violence... or ces moyens peuvent bien maintenir l'association pendant quelque temps, mais s'il ne devait pas s'y joindre bientôt une forme morale, une puissance d'opinion, l'égoïsme finirait par tout dissoudre. C'est une vérité qui a été mise en évidence complète par les hommes d'Etat rétrogrades, de Maistre, Lamennais, etc... quoi qu'ils en aient fait une application absolument fausse ».

C'est en 1825, dans le quatrième opuscule, que Comte cite, pour la première fois, l'école de Joseph de Maistre, dans un écrit public (2). « Le Philosophe qui a plus approfondi que personne la nature de l'ancien état du genre humain » a senti mieux que tout autre, nous expose-t-il, que le développement des sciences naturelles tendait à détruire l'empire de la théologie, et que, pour être conséquent avec soi-même, en regrettant la belle unité mentale d'autrefois, il fallait remonter jusqu'au moyen âge, pour retrouver la subordination de nos connaissances à la philosophie surnaturelle. Dans la suite de ses ouvrages, Auguste Comte, désormais, va parler constamment et de Bonald, et de Maistre, et de Lamennais, et cela avec une admiration qui ne se démentira pas. Il les cite, même à propos de détails,

(1) Voir *Lettres de Comte à Valat*, p. 154.

(2) Voir *Opuscule*, p. 204.

ce qui prouve qu'il avait pris une connaissance complète de leurs œuvres (1). Nous pensons que Comte, peu de temps auparavant, avait eu le loisir d'étudier à fond les ouvrages des théocrates et même de les comparer. Il regrette que l'unité de pensée n'existe plus nulle part, et ne se retrouve même pas dans les écrits des penseurs de l'école rétrograde. « C'est ce que constate, nous dit-il (2), un examen attentif des théories produites dans cette direction, par les principaux penseurs : M. de Maistre, M. de Lamennais, M. de Bonald, et M. d'Eckstein. Leurs diverses opinions manifestent chacune au fond un degré très sensible d'individualité sur les points les plus importants ».

Auguste Comte n'a jamais cherché à nier ce qu'il devait à l'école théocratique ; au contraire, il l'a hautement proclamé. « Profondément imbu de bonne heure, dit-il (3), comme je devais d'abord l'être de l'esprit révolutionnaire... je ne crains pas néanmoins d'avouer avec une sincère reconnaissance, et sans encourir aucune juste accusation d'inconséquence, la salutaire influence que la philosophie catholique, malgré sa nature évidemment rétrograde, a ultérieurement exercée sur le développement naturel de ma propre philosophie politique, surtout par le célèbre traité du *Pape* ».

Bien que n'admettant pas la théologie catholique, Auguste Comte empruntait à l'école théocratique sa conception de l'autorité et de la hiérarchie sociales ;

(1) Ainsi par exemple, dans le 5^e *opuscule*, p. 243 : « Il faut, écrit-il, ajouter à ce qui précède, que suivant une remarque très judicieuse de M. de Maistre, l'action du pouvoir spirituel, sur le rapport que je considère, doit être jugée non seulement par le bien sensible qu'elle a produit, mais surtout par le mal qu'elle prévient et qui n'est pas aussi facile à constater ».

(2) Voir 5^e *Opuscule*, p. 247.

(3) Voir *Cours de Philosophie positive*, t. IV. Leçon 46, p. 146.

c'est ce qui faisait dire à Proudhon, qu'il n'avait manqué à Comte qu'un peu de logique pour reconstruire de toutes pièces le catholicisme (1). Huxley a écrit dans le même sens que le positivisme était le catholicisme moins le christianisme. L'on peut dire en effet que la politique de Comte n'est qu'une théocratie larvée (2).

5.

La conception des Sociétés-organismes que l'on trouve chez les théocrates devait inspirer Auguste Comte et donner une base plus ferme à son hostilité contre l'individualisme. D'après cette théorie dont nous aurons occasion de parler plus loin, l'individu n'est rien par lui-même, il ne vaut que par la société qui

(1) Voir Proudhon, *La justice dans la Révolution*, 2^e édition, t. III, 7, p. 34.

(2) Auguste Comte entretenait des relations personnelles avec Lamennais, qu'il rencontra pour la première fois vers 1825 ou 1826. Comte fut sans doute présenté à Lamennais par un camarade de l'Ecole Polytechnique nommé Menjaud qui écrivit à Comte le 27 février 1826 pour le convoquer à cette fin. Chacun des deux hommes : Comte et Lamennais, avait de l'estime pour l'autre. Dans le *Mémorial catholique* l'abbé de Lamennais résumait avec sympathie la philosophie d'Auguste Comte, en qui il reconnaissait « un esprit bien supérieur aux préjugés qui dominent le vulgaire des philosophes. » (Voir *Mémorial catholique* de 1826, p. 113 et ss.). A. Comte pensait à fonder avec le jeune abbé une alliance offensive entre catholiques et positivistes. Voir G. Dumas, *A. Comte et les Jésuites*, *Revue de Paris* du 1^{er} octobre 1898, p. 557. Sur la question de savoir si Lamennais doit quelques-unes de ses idées à Comte (voir Boutard, *Lamennais*. Paris, 1908, t. II, p. 137. Janet, *Lamennais*, ouv. cité, p. 11. Spuller, *Lamennais*, ouv. cité, p. 161. Mollien et Duine, *Lamennais, sa vie, ses idées*. Lyon, 1899, p. 57. On sait que Comte avait invité Lamennais à assister à son cours de philosophie positive et que, pendant sa crise, il alla se confesser à lui. Ce fut encore Lamennais qui fut demandé comme ami pour marier le philosophe. L'affinité de Comte pour la première manière de Lamennais était évidemment très grande.

seule est un être véritable. Sans doute les comparaisons organiques remontent à l'antiquité, mais l'école théocratique a insisté sur la finalité sociale, comparable à la finalité des êtres vivants. Bonald — qui peut-être s'est inspiré des Physiocrates — voit dans la société une finalité qui la porte à se débarrasser des institutions mauvaises. Il admet une « volonté générale » qui n'est pas pour lui la somme des volontés particulières, mais bien la volonté de l'être social (1). Joseph de Maistre, qui eut une conception très nette des lois qui régissent les sociétés, ne fut pas, sur la « réalité des êtres sociaux » aussi explicite que Bonald, auquel pour ce point Comte est donc surtout redevable (2). Cette conception de la société-organisme, reprise par Comte, n'est pas due uniquement, il faut le dire, à l'influence des théocrates ; elle se trouvait également chez Condorcet qui fut, lui aussi, un des inspirateurs d'Auguste Comte ; et le philosophe félicite à plusieurs reprises l'auteur de l'*Esquisse des progrès de l'esprit humain* d'avoir fait de la totalité de l'espèce humaine un seul être qui évolue. Auguste Comte ne s'est d'ailleurs engagé dans la voie de l'organicisme qu'avec précaution, et il n'a jamais confondu sociologie et biologie (3).

Quoi qu'il en soit, cette conception pousse à envisager la « subordination » des individus plutôt que leur

(1) Voir Bonald, *Théorie du Pouvoir*. Livres I et II, édition de 1880, p. 133.

(2) Sur cette question, voir Espinas, *Sociétés animales*, 2^e édit., p. 60 et s. Un autre écrivain de la même école parla de l'être social, nous voulons nommer Ballanche, auteur de la *Palingénésie sociale*, inspirée de Ch. Bonnet. Voir Ballanche, *Œuvres complètes*, édition de 1830, t. III et IV. Mais nous pensons que Comte ne le connaissait pas, car nulle part, à notre connaissance, il ne le cite.

(3) Voir un texte de Comte important pour cette question dans le *Cours de Philosophie positive*, t. IV, livre 48, p. 351. Dans sa « Seconde carrière » Comte accentua, il est vrai, son organicisme.

indépendance et leur égalité, et porte à combattre le libéralisme pur et simple.

Mais ce fut la théorie de la « raison collective » qui fut peut-être le motif le plus puissant parmi ceux qui portaient Comte à repousser l'individualisme. Cette doctrine, qui est très ancienne, admet que l'individu isolé est incapable de penser, et que la raison appartient à la collectivité. Ce fut l'école théocratique, avec Lamennais et Bonald, qui donna une importance capitale à cette théorie ; conception, qui, reprise par Auguste Comte, et transformée dans la suite a acquis, comme l'on sait, un grand nombre de sociologues.

Parmi les théocrates, Bonald fut plus spécialement le détracteur de la raison individuelle et le défenseur de la tradition. Le langage, pour lui, est un don divin, qui permet aux hommes de recevoir et de se transmettre des idées que, sans lui, ils ne pourraient avoir ; l'individu isolé est une abstraction dépourvue de toute réalité ; il ne peut exister que par la société, et le problème du langage nous le démontre. Lamennais, dans la suite, poussa plus loin encore que Bonald la négation de l'individu et de la psychologie individuelle, et il rejeta complètement l'analyse de l'esprit humain qui était pourtant alors en grand honneur, et avait permis aux sensualistes du XVIII^e siècle de rechercher l'origine de nos connaissances. Pour Lamennais, l'individu, en tant que tel, ne peut rien savoir, et sa raison individuelle ne vaut que parce qu'elle participe à la raison universelle. « Ou la raison humaine, dit-il, n'est qu'une chimère, ou elle dérive d'une raison supérieure, éternelle, immuable ; car la vérité, si elle existe, a nécessairement existé toujours, et toujours la même. Aucune raison créée ne peut donc être qu'un écoulement, une participation de cette raison première et

souveraine, mère et maîtresse de tous les esprits » (1). Pour Auguste Comte, qui se pénétra de cette vue théocratique, l'homme n'est qu'une abstraction, et l'individu une fiction métaphysique; l'humanité seule est réelle.

Dès 1819, Auguste Comte avait commencé à nier la possibilité de faire une psychologie individuelle par l'observation de soi-même; il est curieux de remarquer qu'il employa à cette occasion jusqu'aux expressions mêmes de Bonald et qu'il lui prit toute son argumentation (2). Pour Comte, ce n'est pas *a priori* que l'on peut étudier l'esprit humain, c'est *a posteriori*, d'après ses résultats, en faisant des observations sur les faits qui sont les sciences. Comte pense qu'en même temps que les résultats, nous pouvons aussi étudier les organes c'est-à-dire le cerveau. Auguste Comte, tout en étant disciple des théocrates, est aussi, comme l'on sait, admirateur de Gall et de Broussais, qui étaient également des adversaires de la psychologie et de l'introspection. Cette négation de la valeur de l'individu et ces positions prises devaient fatalement conduire Auguste Comte à répudier l'individualisme et l'économie politique libérale (3).

(1) Voir *Essai sur l'indifférence...* édition de 1836-1837, t. II, préface, p. LVI. Cette préface est de 1830.

(2) Le livre de Bonald, *Recherches philosophiques*, était de 1818. Voir Comte, *Lettres à Valat* du 24 septembre 1819, p. 89 et tout le 6^e opuscule. Sur la psychologie de Comte, voir G. Dumas, *Quid A. C. de suæ ætatis psychologis senserit*.

(3) De Broussais, voir *de l'irritation et de la folie*, 2 volumes. Nous n'avons pu consulter que la 2^e édition qui est de 1839. Sur Broussais, voir M. Ferraz, *La philosophie en France au XIX^e siècle; le socialisme*. Paris, 1877. De Gall, voir *Sur les fonctions du cerveau*, 6 volumes, Paris 1822. Sur Gall, voir aussi Ferraz. La critique de l'introspection par Broussais se trouve dans le livre indiqué ci-dessus, t. I, p. 6 et s. Comte avait dû entendre parler très tôt des théories de Gall, car il avait comme ami un étudiant en médecine, élève du célèbre phrénologiste. Voir Comte, *Lettres*

Il est souvent bien difficile de démêler les questions d'influence et de préciser le début de leur action ; car avant même qu'un livre ait été lu par un philosophe, il peut être connu de lui par des analyses qu'en donne la presse ou même par de simples conversations de salon. Quoi qu'il en soit des détails, l'influence de l'école théocratique sur Auguste Comte, au point de vue qui nous occupe, a certainement été très grande. C'est en effet en créant une autorité intellectuelle très forte, en constituant la politique de l'intolérance, que Auguste Comte voulait résoudre la question sociale ; à la base de sa doctrine se trouve une négation de la personnalité qui lui vient en grande partie des théocrates (1).

Alors qu'au milieu du désarroi mental du début du XIX^e siècle, la plupart des réformateurs, voulant améliorer les rapports économiques entre les hommes, créèrent ainsi ce qu'on a nommé plus tard le socialisme ; c'est au contraire vers une réforme spirituelle, vers une restauration de l'autorité que s'orienta Auguste Comte, et le premier effet de cette conception fut de lui faire combattre l'individualisme et mettre en cause la science économique (2).

à divers antérieures à 1850, 2^e lettre à d'Eichthal, p. 48. L'influence des théocrates et celle des médecins philosophes se sont rencontrées et renforcées chez Comte pour l'amener à répudier psychologie individuelle et individualisme. Sur la théorie cérébrale de Comte, voir G. Dumas, Psychologie de deux messies... ouv. cité, p. 240 et s. Audiffrent, Du cerveau et de l'innervation d'après A. C. Paris, 1869.

(1) Voir G. Richard, *La question sociale et le mouvement philosophique au XIX^e siècle*. Paris, 1914.

(2) Certains auteurs chrétiens, comme Villeneuve-Bargemont par exemple, trouvaient aussi que le problème social était pour partie un problème matériel, pour partie un problème moral. « C'est au travail à faire sortir de la terre les richesses, c'est à la charité de les répartir équitablement ». Voir *Economie politique chrétienne*, ch. III, p. 583.

6.

Si les systèmes et les doctrines jouèrent un grand rôle dans le développement de la pensée de Comte, il est certain que le spectacle des événements, qui se déroulaient sous ses yeux, dut l'inciter également à souligner les faiblesses de l'ordre économique spontané. La grande industrie était en train de se développer, et elle en était à la période peut-être la plus chaotique de son existence. Abandonnée à cette liberté complète si chère aux économistes, la France était passée sans transition de la réglementation minutieuse à la liberté illimitée, et cela au moment précis où des découvertes techniques allaient transformer la fabrication et poser de difficiles problèmes.

Sous l'ancien régime en effet la fonction économique était en quelque sorte sous la tutelle du gouvernement (1). Rappelons brièvement que la corporation, dont le champ d'opération était le marché local, la ville, précisait le détail des fabrications pour éviter la fraude, et surtout — connaissant parfaitement besoins et débouchés — faisait produire ce qui était nécessaire à la population, et cela sans insuffisance ni excès. D'autre part la circulation des marchandises se heurtait à une foule d'obstacles matériels aggravés de besoins fiscaux ; et toutes les voies terrestres ou fluviales étaient jalonnées de péages. Vingt péages et octrois — nous dit-on (2) — grevaient de Roanne à Paris une pièce de vin qui avait déjà soldé des droits de douane de Valence à Lyon. Le blé surtout ne pouvait circuler sans autorisation du roi. Les commerçants, en vertu de rigoureuses

(1) Voir H. Sée, *La France économique et sociale au XVIII^e siècle*. Paris, 1925.

(2) Voir Nogaro et Oualid. *L'évolution du commerce, du crédit, des transports depuis cent cinquante ans*. Paris, 1914.

prohibitions, n'avaient pas le droit de se grouper et devaient agir isolément. La conséquence de cet état de choses était que sous l'ancien régime il n'y avait pas de grandes entreprises, mais surtout des échanges locaux dans des marchés très limités, et que la production était artisanale et familiale.

La principale richesse du pays venait d'ailleurs de l'agriculture et non de l'industrie. La conséquence la plus fâcheuse de ce régime était, comme l'on sait, la fréquence des disettes et des famines dues à de mauvaises récoltes locales ; danger qui disparaît ou s'atténue lorsque le marché devient plus étendu.

Mais la Révolution, éprise d'individualisme et s'inspirant de la conception physiocratique, supprima d'un coup toutes ces réglementations. Les marchandises, au lieu de se vendre à la ville voisine, furent expédiées souvent au loin, là où on les payait le plus cher ; l'économie, de locale, tendit à devenir nationale et même internationale. Le code de commerce vint sanctionner cet état de choses et donner aux négociants des facilités nouvelles.

Pendant que l'Angleterre, mettant en œuvre des découvertes récentes, développait sa production et perfectionnait son outillage industriel, la France de l'Empire, perpétuellement en guerre, voyait son état économique demeurer à peu près stationnaire. La Grande-Bretagne, maîtresse des mers et des marchés coloniaux, vit de 1800 à 1815 son commerce passer de 63 millions de livres à 92 millions. Mais, la France, qui au moment des États Généraux, avait un commerce extérieur de plus d'un milliard vit ce chiffre, dix ans plus tard, baisser à un demi-milliard et s'y maintenir jusqu'en 1815 (1). D'ailleurs la grande industrie, fondée sur le machinisme et la division du travail était déjà

(1) Voir Nogaro et Oualid. Ouvrage cité ci-dessus, p. 137.

répandue en Angleterre, alors que dans notre pays, elle était encore dans l'enfance (1). Dans les premières années du xix^e siècle, en Grande-Bretagne, le coton, la laine, le lin se traitaient mécaniquement dans des usines, alors que la France, moins avancée dans ce domaine, pratiquait encore la fabrication manuelle et familiale. Et même, pendant toute la durée de l'Empire il n'y eut guère en France que l'industrie de la laine à se transformer par l'emploi des machines. Il est vrai cependant qu'une fabrication nouvelle naquit, celle du sucre de betteraves destiné à remplacer le sucre de cannes que le blocus de la flotte anglaise empêchait de pénétrer en France.

L'essor industriel dû au machinisme et à la possibilité des échanges internationaux ne se produisit donc en France que lorsque la paix fut rétablie en 1815. Ce fut sous la Restauration, au moment précis où Auguste Comte constituait sa philosophie, que se posèrent les problèmes les plus graves soulevés par la situation économique nouvelle. Quelques chiffres souligneront les transformations de notre industrie pendant cette période. « En 1814, la France, nous dit Dupin (2), extrayait de ses mines un milliard de kilogrammes de houille, dès 1825 elle en tira plus d'un milliard cinq cents millions de kilogrammes. En 1814, elle fabriquait cent millions de kilos de fonte, en 1825, elle en a fabriqué 160 millions de kilos ». La circulation des marchandises suivit une progression parallèle. En 1818 le nombre des voitures estampillées par l'autorité publique était seulement de 6.670, en 1825 il était de

(1) Voir Ch. Ballot. *L'Introduction du Machinisme en France*. Paris, 1923. P. Mantoux, *La Révolution industrielle au XVIII^e siècle*. Paris, 1906.

(2) Voir Ch. Dupin, *Les forces productives et commerciales de la France*. Paris, 1827. Introduction, p. IX.

14.255 (1). Un fait souligne aussi l'activité croissante des transactions ; le droit de timbre a produit en 1818 20.912.830 francs et en 1825 : 25.934.461 francs. Sans doute la production intellectuelle progressa-t-elle de la même façon ; en 1814 on imprimait 45.675.039 feuilles de papier ; en 1820 on en imprimait 80.921.302 et en 1826 : 144.561.094 (2). Pendant ces années de la Restauration, la population de la France augmentait régulièrement, passant de 29.350.000 habitants en 1811, à 30.450.000 en 1821, et 32.570.000 en 1831. Le commerce extérieur malgré le protectionnisme passait de 621 millions en 1815 à 878 millions en 1820, à 1.201 en 1825 et 1.211 en 1830 (3). — Les transports eux aussi s'améliorèrent d'une façon remarquable de 1815 à 1848. Pour les voyageurs, de nouvelles voitures plus rapides furent créées, et en particulier les malles-postes à quatre places qui doublèrent leur vitesse de 1814 à 1841. On ne mit plus que 36 heures de Paris à Bordeaux, au lieu de 86, et 44 de Paris à Brest au lieu de 87. La vitesse des Messageries, qui était de 4 kilomètres 300 à l'heure en 1814, s'éleva à 9 kilomètres 500 en 1848. A côté du roulage ordinaire toujours lent on créa pour les marchandises le « roulage accéléré ». Vers 1840, on pouvait transporter de Paris à Rouen des marchandises en deux jours, et de Paris à Lille ou au Mans en quatre jours (4).

On pourrait citer beaucoup d'autres chiffres qui nous montreraient le progrès de notre industrie nationale et nous feraient voir le brusque essor de la production et des échanges, essor particulièrement saisissant de 1815

(1) Voir Dupin, *Ibidem*.

(2) Voir Dupin, *Ibidem*.

(3) Voir Paul Louis, *Histoire de la classe ouvrière en France de la Révolution à nos jours*. Paris, 1927, p. 49.

(4) H. Sée, *La vie économique en France sous la Monarchie censitaire, 1815-1848*. Paris, 1927, p. 141 et s.

à 1830. Ce fut l'époque où les tissages devinrent mécaniques grâce aux machines importées d'Angleterre. La métallurgie, qui était encore bien loin du haut-fourneau moderne, renouvela cependant son outillage et utilisa soufflets à piston, cylindre étireur et grues pivotantes. En 1823, il y avait des fours à réverbère dans une vingtaine d'établissements métallurgiques. La fonte au coke essayée au Creusot en 1806 se développe assez rapidement (1). L'industrie chimique progresse elle aussi; on se met à fabriquer la soude, la bougie stéarique (1827), l'acide sulfurique; on commence à utiliser le gaz d'éclairage. De nouvelles usines se montent un peu partout, utilisant les procédés nouveaux; il y avait 15 fabriques qui possédaient des machines en 1814, il y en eut 65 en 1820 et 255 en 1830 (2). On se servait usuellement de la force hydraulique, mais les machines à vapeur, les « pompes à feu », comme on les appelait alors, étaient encore très rares. En 1817 on voit le mécanicien anglais Danglass venir chez les filateurs de Rouen, installer deux « pompes à feu » de 4 et 8 chevaux (3). Sous l'influence de cette transformation, la production se faisait à meilleur marché. C'est ainsi que les écrits du temps signalent une baisse de prix de revient de 60 0/0 sur les porcelaines et de 30 0/0 sur les fils de coton.

Pendant ce temps la population ouvrière venue des campagnes se groupait autour des usines. On estimait déjà en 1830, que 25.000 salariés étaient occupés dans la métallurgie encore à ses débuts. Les villes se développaient; Mulhouse, qui en 1812, ne contenait que 10.000 habitants en contient 20.000 en 1827. Cependant les grandes villes sont peu nombreuses encore;

(1) Voir H. Sée, ouvrage cité ci-dessus.

(2) Paul Louis, ouvrage cité, *Ibidem*.

(3) H. Sée, ouvrage cité.

seules les villes de Lyon et de Marseille dépassent 100.000 habitants, et encore de bien peu. Parmi les motifs, nous dit Villermé (1), qui déterminent les paysans à quitter les travaux agricoles, le plus général est le taux élevé des gains que leur assure immédiatement l'industrie manufacturière ; ils ne se doutent pas, ajoute l'auteur, des chômages, des crises, des baisses de salaire qui les attendent.

Il serait évidemment fort intéressant de pouvoir exposer avec précision de quelle façon cette transformation industrielle réagit sur le sort des ouvriers et de comparer le niveau d'existence des employés des anciennes petites fabriques domestiques avec celui des nouvelles manufactures ; mais pour cela il faudrait pouvoir prendre en détail chaque fabrication et chaque province. Car dans le désarroi de cette constitution nouvelle les chiffres ont varié dans chaque cas particulier et sans aucune uniformité. D'autre part, les comparaisons ne sont pas commodes à établir, car dans certaines statistiques on donne le prix de la journée, dans d'autres au contraire, on fait connaître le salaire annuel, sans indiquer le nombre des jours ouvrables. Par ailleurs, les chiffres dont il s'agit, renseignent sur le taux nominal des salaires, mais non sur la capacité effective d'achat dans une région considérée. On peut cependant, à titre d'exemple, pour fixer les idées, citer Villermé qui nous apprend que dans la Seine-Inférieure, vers la fin de la Restauration, les teinturiers gagnaient de 2 francs à 2,25 par jour, les tisserands (surtout des femmes et des enfants) de 0,80 à 1,25, les bobineuses de 0,50 à 0,60, les retordeurs de 1 franc à 3,25. — Dupin de son côté évalue le salaire annuel des

(1) Voir Villermé, *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers employés dans les manufactures de coton, de laine et de soie*, Paris, 1840, t. II, p. 307 et s.

ouvriers des champs à 358 francs, c'est-à-dire à un taux nettement inférieur à celui des travailleurs urbains (1).

Malgré la variété des chiffres et la difficulté de leur interprétation, M. Paul Louis estime que les salaires nominaux ont peu varié de 1815 à 1830 et qu'on peut admettre qu'ils se sont accrus de 6 à 7 0/0. Pendant ce temps il est vrai le taux de la vie augmentait sensiblement. « La dépense d'un ménage ouvrier, nous dit le même auteur (2), pour son logement, sa nourriture, son chauffage, son éclairage était comptée pour 890 francs en 1810, pour 950 en 1820, pour 985 en 1830.... Au total la majoration sera supérieure à 10 0/0 de 1810 à 1830 ». On peut donc conclure, assez timidement d'ailleurs, pour la période qui nous intéresse, que malgré une tendance à la baisse, le salaire effectif des ouvriers est resté à peu près stationnaire (3).

Par contre il semble bien que le chômage a dû se faire sentir d'une façon très marquée par suite de l'emploi des machines, comme cela s'était d'ailleurs produit en Angleterre. Chez nous, l'administration, pour ne prendre que cet exemple, estimait dès 1810 que les machines avaient réduit la main-d'œuvre de deux cinquièmes dans l'industrie de la laine et amené un chômage correspondant (4). Il convient de remarquer que les patrons recherchaient la main-d'œuvre des femmes et des enfants pour remplacer celle plus chère des hommes dont le travail était de la sorte supprimé. On

(1) Sur ces questions, voir aussi E. Levasseur, *Histoire des classes ouvrières et de l'industrie en France de 1789 à 1870*, 2^e édit., Paris, 1903.

(2) Livre cité ci-dessus, p. 52.

(3) Sur la question de la hausse ou de la baisse du salaire nominal et surtout du salaire effectif à cette époque, en raison de la complexité du problème, M. H. Sée (ouv. cité) est extrêmement réservé.

(4) Voir Ch. Ballot. Livre cité ci-dessus, p. 38.

comprend dès lors que dans plusieurs régions comme la Normandie des ouvriers aient quelquefois envahi des usines et brisé des machines récemment fabriquées ou importées d'Angleterre. Le chômage a dû être la conséquence terrible de ce développement industriel.

Sans doute aussi l'entassement récent d'une nombreuse population ouvrière dans les usines, — alors qu'il n'y avait aucune législation réglementant le travail et l'hygiène des ateliers — devait-il amener des abus de toute nature. M. Mantoux dans son livre sur la grande industrie en Angleterre (1) montre par des détails saisissants le malheur des enfants employés dans les usines avant les lois protectrices. Villermé nous avait pour la France fait connaître aussi bien des souffrances. Ce qui est le plus frappant, semble-t-il, dans cet ordre de faits est la longueur de la journée de travail qui même pour les enfants dépassait souvent 12 et même 15 heures (2). L'« exploitation » de l'ouvrier se fit donc plutôt sentir par la prolongation invraisemblable des heures de travail que par la réduction des salaires. L'ouvrier ne put réagir contre cette situation, car la Révolution, individualiste, avait interdit les groupements. La loi Le Chapelier de juin 1791 avait défendu toute coalition d'ouvriers ou de maîtres, et le Code pénal est venu renforcer cette prohibition. L'ouvrier isolé est laissé sans défense vis-à-vis de l'employeur et la lutte n'est pas égale. « Dans l'ensemble, nous dit M. Henri Sée (3), la classe ouvrière est sans doute plus aisée qu'en 1789, comme le remarque Villeneuve-Bargemont, mais il y a des détresses plus poignantes, il y a surtout les souffrances des femmes et des enfants. Puis l'ouvrier se sent plus malheureux parce que ses

(1) Ouvrage cité ci-dessus.

(2) Voir Rist. *Durée du travail dans l'industrie française de 1820 à 1870. Revue d'Economie politique de 1897*, p. 371 et s.

(3) Ouvrage cité, p. 107.

besoins se sont accrus et parce qu'il y a dans l'ensemble du pays plus de richesse et de bien-être ». Dans la suite, après 1830 une agitation ouvrière devait se produire et se développer jusqu'à la Révolution de 1848. Mais nous sommes là à une époque où toutes les idées de Comte étaient déjà constituées.

Mieux peut-être que tous ces faits épars un événement allait souligner l'insécurité de cette situation industrielle ; nous voulons parler de la crise économique de 1825. Le pays, en apparence semblait en pleine prospérité ; l'outillage industriel comme nous venons de le voir, s'était beaucoup développé, le commerce avait repris une marche régulière et sous l'influence de la confiance publique et de l'abondance des capitaux, Villèle avait pu réaliser la conversion volontaire du 5 0/0 en 3 0/0. Tout semblait donc aller au mieux et surtout marcher au gré des économistes lorsque la crise éclata. Voici comment. Les Anglais avaient cru trouver des débouchés étendus pour leurs produits dans les jeunes peuples de l'Amérique du Sud récemment affranchis, mais ils ne s'étaient pas suffisamment rendu compte que des populations soumises depuis si longtemps au plus dur des esclavages, et sans industrie nationale, n'auraient pas grand'chose à donner en échange des produits anglais, et que par conséquent ils ne pourraient les acheter. Les marchandises britanniques, qui avaient été fabriquées en quantités considérables, revinrent par bateaux et refluèrent sur l'Angleterre. Les fabricants anglais, qui ne touchaient pas le prix de vente espéré, s'adressèrent aux banques et firent en masse escompter des lettres de change, qui n'étaient bien souvent sans doute que des « effets de complaisance ». La Banque d'Angleterre, débordée, emprunta à la Banque de France 493 millions de francs sur dépôt de lingots. Les banques provinciales anglaises qui s'étaient multipliées avaient inondé le

marché britannique de billets d'une livre sterling. Il y eut en circulation pour 8 millions de livres sterling de banques privées et pour 20 millions de livres sterling de la Banque d'Angleterre. En conséquence tout monta à un prix très élevé. « Tout est si cher en Angleterre, nous dit Sismondi (1), qu'un consommateur anglais n'estime guère plus une « pound Note », un billet d'une livre, qu'un Français ne faisait autrefois un assignat de cinq livres ». Tous les Anglais, possesseurs d'actions ou de fonds d'Etat, et qui avaient besoin d'argent, vendaient sans contre-partie et la dépréciation fut vertigineuse. Un chômage épouvantable semble avoir suivi ces événements.

La France, qui semblait étrangère à cette aventure, en subit cependant très fortement le contre-coup. L'Angleterre en effet avait retiré subitement tous ses capitaux et ses crédits, et l'industrie française déséquilibrée en souffrit cruellement. Par ailleurs, la Grande-Bretagne cessa ses achats, et en France aussi les marchandises s'accumulèrent privées de débouchés. Le portefeuille de la Banque de France en 1826 monta à 822 millions, chiffre énorme pour l'époque, et selon M. Levasseur (2), dans notre pays, pendant les trois derniers mois de 1826, la Banque de France eut 8 millions d'effets qu'elle dut protester. De nombreuses usines fermèrent leurs portes et congédièrent leur personnel, et un chômage très cruel fut encore la conséquence de ce déséquilibre. En 1827, d'ailleurs, la vie normale reprit son cours.

Cette crise semble avoir très fortement impressionné les écrivains de la génération. Sismondi lui consacre

(1) Voir *Nouveaux principes d'économie politique*, 2^e édition de 1827, t. II, p. 136.

(2) Voir E. Levasseur, *Histoire du Commerce de la France de 1789 à nos jours*. Paris, 1912.

de longs développements dans la seconde édition des *Nouveaux Principes d'Economie politique*, de 1827 ; et il est l'auteur d'une théorie bien connue sur les crises de surproduction. Les journaux de l'époque étudièrent longuement la spéculation, qui avait amené cette crise et en avait ensuite accru les effets (1). Que pouvait-il y avoir en effet de plus saisissant que cette secousse européenne, issue d'un mauvais calcul des manufacturiers anglais ! Le bel équilibre, si vanté par les économistes était-il donc à la merci du moindre coup de vent, qui abattait tout l'édifice comme un simple château de cartes ? Et les hommes du temps devaient entrevoir ce qu'il y avait de précaire dans l'ordre économique fondé sur la seule liberté ! Peut-être est-ce à cause de cela que Comte vit dans le chômage le plus grand péril qui menaçait les ouvriers, péril nouveau, qui était né de la liberté économique.

(1) Voir *Le Producteur*, t. IV, p. 317 et s.

CHAPITRE II

CRITIQUE GÉNÉRALE DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE ET DES ÉCONOMISTES

§ 1^{er}. — Ce que Comte connaissait de l'économie politique.

1. Pour certaines sciences, les connaissances d'Auguste Comte étaient parfois superficielles. — 2. Les économistes qu'il fréquenta dans sa jeunesse. — 3. Ce qu'il connaissait des grands classiques anglais. — 4. Les réformateurs sociaux qu'il avait lus. — 5. Il ne connut pas son contemporain Bastiat, et n'avait pas lu les Physiocrates. — 6. Ses jugements paraissent justes envers les économistes qu'il avait lus.

1.

Auguste Comte créa une philosophie des sciences dont la Sociologie positive était le couronnement ; il fallait donc au philosophe, pour atteindre son but, des connaissances étendues dans tous les domaines. Sans doute, n'avait-il à manier que les concepts les plus abstraits et les notions les plus élevées de chaque science, pour établir sa célèbre classification ; et à la rigueur, on pourrait imaginer un philosophe traitant de la méthode des sciences et de leur hiérarchie, sans en connaître le contenu ; mais ce serait alors par un singulier abus de ce que l'on peut nommer l'esprit philosophique. Aussi, Auguste Comte, mathématicien de carrière, connaissait-il, outre les mathématiques, les

aspects fondamentaux des sciences dont il eut à s'occuper ; mais il serait injuste bien évidemment de lui reprocher d'être resté à l'épiderme de certains sujets, car la nature encyclopédique et philosophique de ses préoccupations le condamnait forcément à se limiter dans ses investigations et à se contenter d'une vue d'ensemble de chaque science.

Dans certains domaines toutefois, l'on peut regretter que les connaissances d'Auguste Comte n'aient pas été plus profondes. C'est ainsi qu'il paraît avoir à peu près tout ignoré de la science juridique. Au nom de sa philosophie générale, il condamnait le droit qu'il considérait comme un produit de l'esprit métaphysique. Tout en reconnaissant que sa critique pouvait être légitime au regard de sa philosophie, il faut avouer cependant que Comte a condamné en bloc les juristes sans les bien connaître. Sans doute, nous parle-t-il deux ou trois fois avec sympathie de Savigny et de l'école allemande (1), mais il ne semble pas avoir remarqué tout ce qu'il y avait d'admirable dans le développement de ce droit prétorien, qui lentement s'était élaboré à Rome, pour donner satisfaction à des besoins nouveaux, produits de mœurs nouvelles. Et Comte aussi n'a pas vu tout l'effort de ces rédacteurs d'anciennes coutumes, qui n'avaient fait que constater ce qui progressivement s'était élaboré au sein de la société. Bien évidemment, le code Napoléon était tout pénétré de vues individualistes et métaphysiques sur l'homme et sur la propriété, et devait déplaire à Comte ; mais les juristes, dans une société fondée sur la division du travail, et par conséquent sur l'échange, ont un rôle important à jouer, — ne fût-ce que pour préciser les conditions de ces échan-

(1) Par exemple, dans le quatrième opuscule, et à la fin de la quarante-septième leçon du *Cours de Philosophie Positive*, où il mentionne l'« école spécialement qualifiée d'historique ».

ges et faire respecter les conventions — et les supprimer d'un trait de plume est une exécution sommaire. Il est vrai que Comte espérait qu'avec l'éducation positive, il n'y aurait désormais pas plus de conflits juridiques entre particuliers, que de conflits économiques entre patrons et ouvriers.

La psychologie individuelle avait été, elle aussi, condamnée sans retour par Auguste Comte, qui déclarait impossible l'observation interne. Il semble bien que dans ce domaine encore les connaissances de Comte étaient limitées et il est probable qu'il n'a connu que par ouï-dire l'œuvre de Reid, D. Stewart et Hamilton, et qu'il n'a lu de l'école Ecossaise, que Hume, Smith et Fergusson. Sans doute eût-il admiré au moins l'effort positif d'un Reid ou d'un Stewart, s'il les eût connus (1).

Dans ces deux cas, nous voyons Auguste Comte s'en tenir aux principes essentiels des sciences qu'il étudie, et prononcer sur elles des jugements qui nous paraissent bien sommaires. C'est évidemment là l'écueil de toute philosophie des sciences, qui ne peut jeter sur chaque domaine qu'un rapide regard. Mais il importe, pour notre travail, de déterminer avec précision ce que Comte connaissait de l'économie politique et quels auteurs il avait lus ; nous pourrons, dans la suite, apprécier plus exactement le mérite et la portée de sa critique de la science économique. Nous nous sommes donc efforcé de préciser quels ouvrages économiques Auguste Comte connaissait ; pour cela, nous avons consulté sa biographie, pour trouver parmi ses contemporains avec quels économistes il avait été en relations

(1) Voir A. Georges, *Essai sur le système psychologique de A. Comte* dans *Archives d'anthropologie criminelle et de médecine légale*, octobre-novembre 1908, p. 25 et s. ; G. Dumas, *Quid A. C. de suæ ætatis psychologis senserit*. Paris, 1900.

directes ; nous avons essayé de déterminer quelles œuvres il pouvait avoir lues et quels livres composaient sa bibliothèque ; nous avons enfin recherché quels auteurs il avait fait figurer dans son « calendrier positiviste ».

2.

Très jeune, Auguste Comte avait lu Montesquieu et Condorcet. Ce sont là, il est vrai, des philosophes bien plus que des économistes ; cependant, dans l'*Esprit des Lois* il y a de nombreux développements sur la production, les salaires, et surtout la monnaie, et des anticipations très curieuses sur la participation au gain et le danger des machines (1).

Auguste Comte, secrétaire de Saint-Simon, eut occasion de rencontrer et de fréquenter beaucoup de contemporains célèbres, parmi lesquels, des économistes. Il fut au *Censeur* le collaborateur de Charles Comte et de Dunoyer. Avec ce dernier, il entretint une partie de sa vie des relations personnelles, et en a toujours parlé avec admiration et sympathie (2).

Comte eut certainement aussi l'occasion de rencon-

(1) Voir sur cette question, Jaubert, *Montesquieu économiste*. Paris, 1901, et Dedieu, *Montesquieu*, Paris, 1913.

(2) Voir par exemple le 5^e Opuscule, p. 279. *Cours de Philosophie positive*, t. V, p. 317. *Système de Politique positive*, t. III, Ch. I, p. 62 etc. etc. Nous savons que Comte rencontra encore Dunoyer en 1844, chez Mme Austin (*Revue Occidentale*, 4^{er} mars 1900, p. 276) et qu'il lisait régulièrement ses ouvrages. *La liberté du travail* (1845) se trouvait dans la bibliothèque de Comte (*V. Revue Occidentale*, fasc. 1, 1895, p. 133). Nous savons aussi que Dunoyer assista au premier cours de Comte le 2 avril 1826 (voir Littré, *Comte et la philosophie positive*. Paris, 1864, p. 36) Comte fit figurer Dunoyer à son calendrier positiviste au 25 Descartes. Comte parle encore des « Conversations économiques » qu'il avait avec Dunoyer en 1825 (Voir 7^e lettre à d'Eichthal du 24 novembre 1825).

trer J.-B. Say, qui, avec plusieurs autres, en 1827, appuya la candidature d'Auguste Comte à l'inspection du commerce et de l'industrie (1), en attestant le mérite théorique et pratique du philosophe. Comte devait écrire plus tard à Stuart Mill (2) : « Je me rappellerai toujours que le vieux Say, quoique son intelligence fût assurément peu étendue, me témoignait il y a vingt ans, sa vive sympathie pour mes premiers travaux en philosophie politique, fermement convaincu, disait-il, que nous marchions dans la même voie, tendant tous deux à fonder la science sociale (3) ».

Auguste Comte devait, au cours de ses conversations, apprendre beaucoup, et cela remplaçait pour lui d'innombrables lectures. L'exemple de son maître l'encourageait dans cette voie ; nous savons en effet par ses biographes que Saint-Simon, pour étudier plus commodément les sciences naturelles, était allé s'installer auprès de l'école de médecine, afin d'entrer en relations personnelles avec des professeurs, qu'il recevait à dîner, pour tirer d'eux, au cours d'une conversation agréable, le plus substantiel de leur savoir. Comte usa largement du procédé de Saint-Simon ; et nous voyons qu'il est redevable de beaucoup de connaissances à la complaisance de ses amis (4). Dans la suite même, il n'hésitait pas à faire lire les ouvrages économiques par ses disciples qui lui en rendaient compte (5).

(1) Voir Robinet, *Notice*, ouvrage cité, p. 129.

(2) 28 juillet 1844. Voir correspondance édit. Lévy-Brühl, p. 338.

(3) A. Comte connaissait l'œuvre de Say auquel il reprochait sa théorie des « produits immatériels ». Voir Comte, 7^e lettre à d'Eichthal, du 24 novembre 1825 dans *Lettres à divers, antérieures à 1850*, p. 92.

(4) Il en fut ainsi de la philosophie allemande, qui lui fut révélée par son ami d'Eichthal. Voir Comte, *Lettres à divers*, p. 53 et s.

(5) Voir Comte, *Correspondance inédite*, 3^e série. Paris, 1904, p. 189 ; 2^e lettre à Benedetto Profumo. « Malgré ma répugnance

Tout jeune encore, Comte cessa de lire et se confina dans sa propre pensée ; il ne se tint pas au courant des idées nouvelles, qui ne parvenaient jusqu'à lui que par la conversation de ses amis ; c'est ce qu'il nommait son « hygiène cérébrale ». Dès 1825, il déclarait (1) : « J'ai nettement et fortement établi dans mon cerveau un plan de travaux capable de fournir et au delà à la vie morale la plus active, dut-elle durer cent ans encore ». Toutes ses idées, pense-t-il, sont arrêtées, et il n'a qu'à puiser dans son propre fonds, et n'a plus besoin de lire. « Par goût, écrit-il à Stuart Mill (2), et par raison, je vis extrêmement isolé du monde vulgaire même intellectuel, ne connaissant d'autre distraction habituelle, que de suivre assidûment pendant notre saison musicale, l'opéra italien. Depuis plus de trois ans, j'ai augmenté systématiquement cet isolement, en m'abstenant scrupuleusement de toute lecture de journaux quelconques, même mensuels ou trimestriels ». Cet isolement intellectuel ne fut d'ailleurs pas aussi rigoureux que le disait Auguste Comte, tout au moins en ce qui concerne les ouvrages économiques et sociaux ; car nous voyons par sa correspondance que, vers 1844 ou 1845, il lisait Vico et Dunoyer, et qu'en 1852 ou 1853, il parcourait un ouvrage de son disciple américain Edger *Sur la question du travail et de la famille* (3). A part quelques exceptions, Comte ne cherchera toutefois plus, dès 1830, à accroître la masse de ses connaissances, et c'est ce qui explique qu'il

systématique envers les diverses doctrines économiques, je vous prie aussi de joindre à cet envoi, les travaux dont vous me parliez à ce sujet. A mon défaut, l'un de mes plus jeunes disciples, aussi éminent d'esprit que de cœur les examinera consciencieusement de manière à me procurer d'exactes notions sur la manière de voir qui vous est propre ».

(1) Voir *Lettres de Comte à Valat*, lettre XXIII, p. 71.

(2) 20 novembre 1841. Voir Lévy-Brühl, ouv. cité, p. 5.

(3) Voir Comte, *Lettres à divers de 1850 à 1857*, p. 60 et s.

ignora certains ouvrages économiques de ses contemporains, qui eurent cependant beaucoup de célébrité.

3.

En dehors de J.-B. Say, de Charles Comte et de Dunoyer, contemporains avec lesquels il fut en relations personnelles, Auguste Comte, parmi les classiques, connaissait très bien David Hume et Adam Smith. Nous n'avons pas à étudier ici ce que Comte peut devoir, comme philosophie générale, à l'école écossaise ; rappelons seulement que l'esprit positif nous vient en grande partie d'Angleterre, et, qu'à de certains égards, Comte peut être considéré comme un fils spirituel de David Hume. Par ailleurs, la morale altruiste de Comte a certainement ses origines dans la philosophie écossaise et spécialement dans les *Sentiments moraux* d'Adam Smith. Il est inutile d'insister sur cette parenté d'opinion ; nous voulons uniquement indiquer ici que Comte connaissait non seulement les œuvres philosophiques de Smith, mais encore la *Richesse des Nations*. Il est certain, par les nombreuses allusions qu'il y fait, que Comte a lu lui-même en détail l'œuvre économique de Smith dont il loue l'« immortel ouvrage », « les lumineuses analyses relatives à la division du travail, à l'office fondamental des monnaies et à l'action générale des banques » (1).

(1) Voir *Cours de Philosophie positive*, t. IV, leçon 47, p. 212. Sur ce que Comte doit aux Ecossais. V. *Cours de Philosophie positive*, t. VI, leçon 56, p. 255. V. Fernand Papillon, D. Hume précurseur d'Auguste Comte dans la *Philosophie positive*, sept.-octobre 1868, p. 292, et surtout Lévy-Brühl, *La Philosophie d'Auguste Comte*, déjà cité. A. Comte connaissait même et appréciait l'*Essai philosophique sur l'histoire de l'astronomie*, qu'il trouve « plus positif » que les autres écrits du même auteur. V. 4^e opuscule, p. 184.

Parmi les économistes classiques, Auguste Comte connaissait Malthus. Dans le cinquième opuscule, le philosophe semble admettre les vues de l'auteur du *Principe de la population*. Il faut, d'après lui, une règle morale pour la société : « pour n'en citer qu'un exemple, dit-il, il est généralement reconnu, depuis les travaux de M. Malthus, que la tendance constante de la population à croître plus rapidement que les moyens de subsistance... exige dans le penchant le plus énergique de l'homme, une certaine répression permanente, qui ne saurait évidemment être produite au degré suffisant que par une autorité morale... ». Plus tard cependant (1), Comte trouvera que les vues de Malthus sont d'« irrationnelles exagérations ». Sans doute, avait-il parcouru les *Principes de population* qu'il possédait dans sa bibliothèque. Mais nous pensons qu'il n'avait pas dû méditer bien sérieusement ce livre. En effet, Malthus est le premier qui ait montré le développement des sociétés procédant et dépendant d'un phénomène purement physique : la production des aliments ; et, à ce titre, il peut être considéré, dans un sens, comme le père du matérialisme historique. Auguste Comte, qui, au contraire, voyait dans la loi des trois états, c'est-à-dire dans l'idée, le grand moteur de la société, eût sans doute combattu la philosophie de Malthus, s'il en eût pris une connaissance suffisante (2).

Ricardo fut ignoré d'Auguste Comte, qui ne le connut même pas, semble-t-il, par une analyse de presse ou une conversation. Le premier écrit important de Ricardo est en effet de 1817, et ses idées ne furent

(1) V. *Cours de Philosophie positive*, t. IV, leçon 51, p. 515.
V. *Revue Occidentale*, 1895, 1^{er} fascicule, p. 133.

(2) V. Gaston Richard, *Sociologie générale*, déjà cité, p. 42 et s.

sans doute répandues en France qu'un peu plus tard, et à une époque où Comte ne lisait plus guère (1). Si Auguste Comte avait eu connaissance des idées fort importantes exprimées dans les *Principles of political economy* il s'en fut certainement préoccupé. Auguste Comte, dans sa reconstruction de la société, maintint la propriété privée, en lui donnant toutefois un caractère « social » ; et il n'eût pas manqué d'examiner, fût-ce même pour la repousser comme trop métaphysique, la fameuse théorie de la rente du sol. Il eut mentionné aussi, sans nul doute, en réclamant l'amélioration matérielle du sort des ouvriers, cette sinistre vue de Ricardo devenue célèbre sous le nom de « loi d'airain ». Si le prix naturel du travail est celui qui fournit aux ouvriers le moyen de subsister et de se reproduire sans accroissement ni diminution, il est impossible d'améliorer leur sort, quoi qu'on fasse. Cette conception eût encore accru l'hostilité de Comte contre le stérile laisser faire des économistes.

Auguste Comte entendit sans doute, par ses disciples, parler de Cournot et de ses *Recherches sur les principes mathématiques de la théorie des richesses*. Cet ouvrage eut à l'époque peu de succès auprès des économistes. Mais peut-être fût-il plus connu des mathématiciens. L'auteur mettait en formules algébriques des propositions, assez banales d'ailleurs, d'économie politique. Auguste Comte qui, à la suite de Bonald, a déjà reproché à Condorcet l'extension du calcul des probabilités aux faits sociaux, vise évidemment Cournot, quand il parle (2) « du lourd verbiage algébrique des imitateurs subalternes ». « Bien loin, dit-il, d'indi-

(1) MM. Bouglé et Halévy font remarquer (v. *Exposition de la doctrine de Saint-Simon*, déjà cité, p. 290), que les Saint-Simoniens ne connaissaient guère non plus, en 1829, les théories abstraites de James Mill et de Ricardo.

(2) Voir *Cours de Philosophie positive*, t. IV, leçon 49, p. 411.

quer, comme il y a un siècle, l'instinct prématuré de l'indispensable rénovation des études sociales, cette aberration ne constitue à mes yeux, que l'involontaire témoignage décisif d'une profonde impuissance philosophique... ».

Dans sa correspondance avec Stuart Mill (qui dura du 12 novembre 1841 au 18 mai 1847), Auguste Comte s'occupe fort peu de questions purement économiques ; il expose seulement à son ami que l'économie politique ne peut être traitée isolément, mais que cependant le livre de Mill, alors en projet, aura une utilité provisoire. Entre Comte et Mill il est seulement échangé quelques vues sur les devoirs des riches envers les ouvriers auxquels il ne faut pas faire l'aumône, mais qu'il faut protéger légalement ; et le philosophe anglais donne son opinion sur la crise agraire de l'Irlande et ses remèdes. Cet échange de lettres n'a donc pas fortement enrichi le trésor des connaissances économiques d'Auguste Comte.

Le philosophe avait lu aussi quelques auteurs, qui, pour n'être pas spécialement des économistes, n'en avaient pas moins traité de la science des richesses, à la façon de l'école orthodoxe. C'est ainsi qu'il parle souvent avec sympathie de Destutt de Tracy, le « vénérable Tracy » qu'il nomme pour la première fois le 15 mai 1818, dans une lettre à Valat (1). « Celui, nous dit Auguste Comte, dans un autre texte (2), qui de nos jours a présenté l'ensemble de cette doctrine économique sous l'aspect le plus rationnel et le mieux appré-

(1) A. Comte en parle souvent. V. *Cours de Philosophie positive*, t. IV, leçon 47, p. 213, et t. IV, leçon 50, p. 443, *ibidem*, p. 476, t. V, leçon 55, p. 572, etc. de Tracy. V. *Eléments d'Idéologie*, 4 vol. Nous avons consulté l'édition de 1825 (la 1^{re} édition est de 1801). Sur Tracy, on peut lire F. Picavet, *Les Idéologues*. Paris, 1891.

(2) V. *Cours de Philosophie positive*, t. IV, leçon 47, p. 213.

ciable, le respectable Tracy, a fait directement, avec cette noble candeur qui le caractérise toujours, l'aveu spontané et décisif d'une telle constitution métaphysique en exécutant simplement son *Traité d'économie politique*, comme une quatrième partie de son *traité d'idéologie* (1)... ».

Jérémie Bentham (2) était pour Auguste Comte considéré comme une sorte d'économiste. Dans sa correspondance avec Stuart Mill (3), Auguste Comte considère en effet la doctrine de Bentham « comme la plus éminente dérivation de ce qu'on nomme l'économie politique ». Une telle conception est surprenante ; sans doute entre Bentham et les économistes il y a bien des points communs, comme par exemple la conception utilitaire du droit et de la liberté, mais les deux doctrines sont bien différentes. Comme le fait remarquer M. Halévy (4), l'utilitarisme de Bentham est avant tout une harmonie forcée des intérêts par le système des peines ; ce qui est bien différent de l'économie politique (5). Là sans doute encore Comte n'avait de la question qu'une con-

(1) C'est surtout comme philosophe que Comte connut Tracy, car il avait de l'estime pour les idéologues. En lisant les ouvrages de Tracy, Comte lut tout naturellement la dernière partie qui est l'économie politique. Rappelons que pour Tracy en effet, l'économie politique est une suite de l'idéologie, car elle est une application de la volonté à la production des choses matérielles. Le livre de Tracy est un des traités d'économie politique les plus métaphysiques qui existent.

(2) De Bentham, v. *An Introduction to the principles of morals and legislation*. Londres, 1789. Sur Bentham, v. Leslie Stephen, *The english utilitarians*, 2^e édit. Londres, 1912, 3 volumes (le vol. I traite de Bentham). V. E. Halévy, *Le Radicalisme philosophique*, ouv. cité. V. le t. I, *la jeunesse de Bentham*. Paris, 1901.

(3) V. *Correspondance de Comte et Stuart Mill* dans le livre de M. Lévy-Bruhl, déjà cité, p. 7.

(4) Ouvrage cité ci-dessus, t. I, p. 23.

(5) V. sur cette question, Leslie Stephen, ouvrage cité ci-dessus ; volume I, p. 235 et s. ; De Bentham, voir *An introduction to the principles of morals and legislation*. Introduction, ch. I et s.

naissance superficielle et de seconde main, car si Bentham fut disciple de Smith, il est excessif de faire de l'utilitarisme une simple dérivation de l'économie politique. Parmi les lectures d'Auguste Comte, nous pouvons encore à coup sûr citer l'Encyclopédie, très en honneur encore à cette époque, et qui contient plusieurs articles intéressants pour la science économique.

4.

Nous voyons donc que Comte possédait une certaine connaissance des économistes classiques ; nous voulons à présent préciser ce qu'il savait des adversaires de cette économie libérale, de ces nombreux réformateurs, qui au xix^e siècle s'insurgèrent contre la doctrine du laisser-faire. Beaucoup d'écrivains de cette génération se dressèrent en effet contre l'individualisme, la liberté illimitée du commerce ; et chacun avec la marque de son caractère propre. Cette œuvre de critique et de réforme fit partie du même mouvement d'opinion que la doctrine de Saint-Simon et que la philosophie positive. Il nous faut rechercher ce que Comte savait de ces écrits, produits de préoccupations semblables aux siennes.

Sans aucun doute Comte connut Louis Blanc homme politique, mais il ne s'occupa jamais d'étudier ses théories sociales ; d'ailleurs en 1848, époque de la plus grande célébrité de Louis Blanc, Auguste Comte ne lisait plus guère ; au surplus, il ne se sentait sans doute que fort peu attiré par cette doctrine qui voulait réformer matériellement la société, avant d'en entreprendre la régénération morale. « Votre prétendu ingénieur des finances, écrit-il à Laffite (1), en parlant

(1) V. Comte, *Correspondance inédite*, 2^e série. Paris, 1903, p. 111 ; cette lettre est d'octobre 1849.

de Girardin, n'est vous le savez, comme la plupart de ses pareils qu'un entrepreneur manqué ou plutôt manquant. Son plan ne mérite aucune discussion sérieuse, si ce n'est de la part de M. Louis Blanc, sur les brisées duquel court maintenant cet infâme saltimbanque. C'est le plus complet individualisme, sous le nom ou le prétexte du socialisme. »

Comte ne pouvait guère s'intéresser aux idées de Proudhon qui était un individualiste ; il eut une connaissance superficielle des écrits de ce philosophe, sans les avoir, croyons-nous, jamais lus. Parmi les « aberrations » produites par l'esprit critique, Comte nous parle (1) de l' « étrange proposition économique de supprimer l'usage des monnaies, et par suite de ramener ainsi la société, en vue du progrès, au temps des échanges directs ». Proudhon d'ailleurs, ne lui apparaissait que comme « un aventurier de la pensée » (2). Cependant Comte ne manqua pas en 1853, d'envoyer à Proudhon sa *Politique positive* (3). Il n'avait cependant aucun espoir de convaincre le chef de l'individualisme, comme il le nommait, et le « meilleur représentant actuel de l'anarchie » (4). Je viens d'apprendre, écrivait-il en 1853 (5), que le nouvel écrit de M. Proudhon, me maltraitait beaucoup, et je m'honore d'être signalé comme rétrograde par le dictateur Icarien » (6).

(1) V. *Cours de Philosophie positive*, t. IV, leçon 45, p. 97.

(2) V. *Lettre à Laffitte*, publiée par la *Revue Occidentale* du 1^{er} juillet 1909, p. 43.

(3) *Revue Occidentale*, 1^{er} mars 1907, p. 220.

(4) V. Comte, *Correspondance inédite*, 3^e série. Paris, 1904, p. 115, 10^e lettre à Tholouze, 26 août 1852.

(5) V. Comte, *Correspondance inédite*, 2^e série. Paris, 1903, p. 262, 13^e lettre à Hadery, 10 octobre 1853.

(6) Proudhon n'avait, lui non plus, pas grande sympathie pour Comte. Il écrivait en 1852 (V. *Correspondance*, t. V, p. 7) : « la lecture de cet animal de Auguste Comte, le plus pédant des savants, le plus maigre des philosophes, le plus plat des socialistes, le plus insupportable des écrivains, me soulève ». Dans sa *Justice dans la*

Nous savons qu'Auguste Comte possédait dans sa bibliothèque (1) la traduction d'un livre de Godwin (2) : *Recherches sur la population, réfutation de la doctrine de Malthus*. Mais il est certain que Comte ne connaissait pas le grand ouvrage du philosophe anglais, sans quoi il n'eut pas manqué d'en parler, surtout en combattant la notion de droit à laquelle Godwin s'était attaqué avant lui (3). Et Comte qui ne reconnaît à l'Etat qu'un rôle réduit en matière économique, et qui limite si extraordinairement le rôle des tribunaux, eut signalé les théories de son précurseur. Il ne le cite, croyons-nous, qu'une seule fois dans sa correspondance avec Stuart Mill (4); et encore, est-ce simplement pour faire allusion au livre de Miss Wollstonecraft, qui fut plus tard la femme de Godwin (5).

Du réformateur Anglais Owen, Comte ne dit qu'un mot en passant (6); et c'est à peine s'il fait allusion à Fourier, sans même le nommer, et simplement pour repousser la conception du travail-attractant; «... De nos jours, une sorte de métaphysique spéciale, nous dit-il, a été dogmatiquement formulée pour attaquer directement l'antique maxime sociale de la répartition

Révolution (voir t. III, 7^e E., p. 23), Proudhon reproche à Comte de reconstruire une religion après avoir rejeté l'absolu et la théologie.

(1) V. *Revue Occidentale*, 1895, fasc. 1, p. 133.

(2) De Godwin v. *An Inquiry concerning political justice and its influence on general virtue and happiness*, 2 volumes in-4. Londres, 1793.

(3) V. Godwin, ouv. cité ci-dessus, vol. I, livre II, ch. V, p. 109 et s.

(4) V. Edition Lévy-Brühl, p. 245, *lettres de Comte à Mill* du 5 octobre 1843.

(5) Miss Wollstonecraft fut une des premières féministes; elle publia en 1792 une *Défense des droits de la femme*. C'est à ce livre que Comte fait allusion.

(6) V. Comte, *Correspondance inédite*, 2^e série. Paris, 1903, p. 22. Lettre à Haderoy du 14 décembre 1855.

nécessaire des travaux humains et de la spécialisation correspondante des occupations individuelles. Tel est le nouveau plan de travail universel qu'on a osé aujourd'hui recommander systématiquement à l'humanité civilisée, comme essentiellement « attrayant » (1). De Cabet, Comte ne sait à peu près rien ; une ou deux fois, il cite les Icariens, mais sans insister (2).

Auguste Comte connut certainement un peu mieux le groupe des réformateurs chrétiens. Nous avons parlé précédemment de ses relations avec Saint-Simon et les Saint-Simoniens, et vu que malgré sa collaboration au *Producteur*, il se tenait éloigné de la secte de Bazard et d'Enfantin ; il connut cependant la transformation de la doctrine Saint-Simonienne, et c'est d'elle qu'il nous parle ainsi sans ménagements (3)... « La famille, qui au milieu des phases les plus agitées de la tempête révolutionnaire avait été, sauf quelques attaques accessoires essentiellement respectée, s'est trouvée de nos jours ridiculement assaillie dans sa double base indispensable : l'hérédité et le mariage, par des sectes insensées ».

Il ne semble pas que le philosophe ait connu Buchez (4) qui pourtant collabora au *Producteur* en 1826 ; en tous cas, lorsque Stuart Mill en parla dans une lettre du 22 mars 1842 (5), Comte dans sa réponse n'en souffla mot.

Pierre Leroux (6) jouissait de toute l'estime d'Auguste Comte qui connaissait ses œuvres : « M. Pierre

(1) V. Comte, *Cours de Philosophie positive*, t. IV, leçon 50, p. 477.

(2) V. par exemple, *Lettres de Comte à divers de 1850 à 1857* p. 55, lettre à Audiffrent.

(3) V. *Cours de philosophie positive*, t. IV, leçon 46, p. 104.

(4) Pour Buchez, v. notre Bibliographie.

(5) V. *Correspondance de Comte et de Mill*, déjà citée, p. 43.

(6) Pour Pierre Leroux, v. notre Bibliographie.

Leroux, nous dit Comte (1), a toujours figuré pour moi avec M. Littré et M. Eugène Burnouf parmi le très petit nombre de ceux que je juge déjà dignes de la pension de première classe ». Il n'est pas impossible même que Comte ait subi l'influence de Pierre Leroux et de sa théorie de l'humanité qui date de 1840, alors que la conception voisine du philosophe positiviste ne vit le jour qu'au moment de la publication du *Système de Politique Positive*, c'est-à-dire quelques années plus tard (2). L'analogie entre les deux écrivains ne va d'ailleurs pas plus loin ; tandis que, dans l'ordre économique, Auguste Comte maintenait la propriété et l'entreprise individuelle, Pierre Leroux faisait de l'Etat le seul possesseur du capital et le seul directeur du travail. Au point de vue qui nous occupe, celui de l'économie politique, Auguste Comte, s'il a connu Pierre Leroux, ne lui est dans ce domaine redevable d'aucune idée.

Auguste Comte, dans sa jeunesse, avait entendu parler des idées de Sismondi auquel il fit parvenir son opuscule de 1824 (3). Mais, dans ses œuvres il n'en

(1) V. Comte, *Correspondance inédite*, 2^e série. Paris, 1903, p. 102. 4^e lettre à Laffitte du 2 octobre 1849.

(2) Il ne nous a pas été possible de savoir si Auguste Comte avait eu des contacts directs avec Pierre Leroux. En 1824, Pierre Leroux avait fondé une revue libérale : *Le Globe*, que dans la suite, en novembre 1830, il ouvrit aux Saint-Simoniens. Mais bien avant cette date Comte avait rompu avec les disciples de Saint-Simon. Dans un article de la revue *l'Espérance* publiée à Jersey en 1858 (Bibliothèque Nationale 4^e Z 1093) Luc Desages, gendre de Pierre Leroux, donne quelques détails intéressants sur l'influence possible de P. Leroux sur A. Comte. Clotilde de Vaux, qui connaissait le livre de Pierre Leroux, *l'Humanité* aurait voulu faire paraître dans la *Revue indépendante* des articles littéraires, que Pierre Leroux, malgré les instances d'Olindes Rodrigues, ne voulut pas accueillir. Il n'est pas impossible évidemment que Cl. de Vaux ait pu communiquer à Auguste Comte son admiration pour Pierre Leroux. Mais alors, il reste étonnant qu'il ne soit pas question de Pierre Leroux dans la correspondance de Comte et de Cl. de Vaux.

(3) Laffitte a recueilli dans les papiers de Comte la liste des

parle nulle part. Cependant nous pensons que Comte devait connaître au moins la théorie des crises de Sismondi et les développements consacrés aux dangers du machinisme. Comte a en effet repris les arguments de Sismondi, et même, semble-t-il, adopté certaines idées de détail, qui se rencontrent dans les *Nouveaux Principes d'Economie Politique*. C'est ainsi, par exemple, que Comte, après avoir montré que les machines exproprient, au moins provisoirement, les ouvriers de leur travail, ajoute, comme l'avait fait Sismondi, que les progrès industriels et les découvertes scientifiques jouent le même rôle que l'extension des machines. « Il en résulte effectivement toujours, nous dit-il, une diminution correspondante du nombre des individus occupés » (1). Quoique Auguste Comte ait déclaré (2) avoir toujours reconnu la part de ses prédécesseurs, il ne serait pas impossible, selon nous, que quelques-uns de ses arguments contre l'économie politique classique, aient été, consciemment ou non, empruntés à l'œuvre de Sismondi, dont le livre principal parut en 1819.

5.

A côté de lectures certaines et indiscutables, Auguste Comte montre clairement une ignorance complète relative à quelques doctrines économiques pourtant célèbres. C'est ainsi que Bastiat, qui ne commença à écrire que vers 1843, fut complètement inconnu d'Auguste Comte. Or cet écrivain est d'importance car il représente, si l'on peut dire, l'apogée du libéralisme écono-

personnages auxquels le jeune philosophe fit faire l'envoi de son opuscule. Parmi ceux-ci, figure Sismondi, v. *Revue occidentale*, sept. 1893, p. 315 et s.

(1) V. *Cours de Philosophie positive*, t. VI, leçon 56, p. 268.

(2) V. *Cours de Philosophie positive*, t. IV, p. XII.

mique : non seulement Bastiat proclame, comme beaucoup d'autres l'avaient fait, la doctrine du laisser faire ; mais convaincu *à priori* que tout doit être bon et harmonieux dans le monde, il nie qu'il y ait la moindre discordance entre les phénomènes économiques ; ces phénomènes, non seulement s'arrangent spontanément, mais s'agent toujours au mieux des intérêts humains. C'est la théorie de l'harmonie spontanée des faits économiques poussée jusqu'à l'extrême limite du paradoxe. Si Auguste Comte eût connu les écrits de Bastiat, il lui eût, plus qu'à tout autre, reproché son esprit métaphysique et son manque de culture scientifique ; et cela non sans raison, car sous la plume de Bastiat, l'économie politique prend les aspects, non pas même d'une « science d'avocat », mais d'une science de journaliste.

La plus grande et la plus étonnante des lacunes d'Auguste Comte en matière économique, est son ignorance presque complète de l'école physiocratique ; les doctrines de la « Secte des économistes » eussent pu l'intéresser cependant à des titres divers. Les Physiocrates avaient en effet proclamé que les phénomènes sociaux étaient soumis à des lois définies, et que le législateur ne pouvait à son gré les modifier ; ils avaient étudié les rapports de l'homme avec le milieu physique et tenté d'établir non une simple science des richesses, mais une véritable science sociale générale. Il y avait dans leur œuvre un effort pour constituer une sociologie à la fois statique et dynamique.

Sans doute, les Physiocrates sont-ils des métaphysiciens, et à ce titre Comte les eût-il combattus, mais l'œuvre de l'école physiocratique est, pour l'histoire des idées, de la plus haute importance ; et il faut souligner qu'Auguste Comte semble n'avoir connu en aucune façon l'économie de cette doctrine. Dans sa deuxième lettre à Saint-Simon, Auguste Comte fait une

allusion rapide à l'école de Quesnay. « J'examinerai, dit-il, les progrès principaux que cette science a faits jusqu'à présent, d'abord entre les mains de ses fondateurs, les économistes français (auxquels, soit dit par anticipation, on ne rend point aujourd'hui assez de justice), et successivement, entre celles de Smith, de Malthus, et de M. Say ». Mais jamais plus, dans la suite, Auguste Comte ne parle du docteur Quesnay et de ses disciples ; et lorsqu'il mentionne les tentatives faites pour constituer la science sociale, il ne les nomme même pas. Dans la leçon 49 du *Cours de Philosophie Positive*, Comte montre les relations de la sociologie avec les sciences qui la précèdent, il précise les rapports de la science sociale avec les conditions inorganiques d'existence de la société ; stabilité astronomique, climat, chaleur, etc. ; et, par son silence, il montre alors nettement qu'il ne savait rien de l'effort des Physiocrates tendant à faire du monde moral un prolongement direct du monde physique. Par ailleurs, quand Auguste Comte loue les théocrates de s'être posés en adversaires de Rousseau, et d'avoir rejeté les constitutions faites *à priori*, il aurait pu adresser le même éloge à l'école physiocratique. Mais il n'en a rien fait. Auguste Comte avait trop d'occasions dans son œuvre, soit de louer, soit de blâmer la doctrine physiocratique, pour que son silence puisse être expliqué autrement que par l'ignorance.

Comment se fait-il que Comte, dans sa jeunesse, où il avait accumulé tant de recherches, n'ait rien lu de la « Secte des économistes ? » Une foule d'écrivains de la génération de Comte parlaient pourtant encore souvent des Physiocrates et auraient pu lui donner l'idée de les étudier. C'est Enfantin, qui, dans le *Producteur* de 1826, à quelques pages d'un article de Comte, traite de l'école physiocratique ; c'est Saint-Chamans, qui en 1820 dans son *Système d'impôts* étudie les théories fiscales

des « économistes » comme on les appelait. C'est F.-A. Ferrier qui, dans son livre *Le gouvernement considéré dans ses rapports avec le Commerce* publié en 1805, consacre le huitième chapitre à comparer la doctrine des Physiocrates à celle d'Adam Smith. On pourrait multiplier les exemples.

Il est vraisemblable que Comte, à l'époque où il s'initiait à l'économie politique, eût connaissance des théories physiocratiques, mais que l'appareil métaphysique qui alourdit, il faut bien le reconnaître, l'œuvre des Physiocrates, le découragea de poursuivre ses lectures. D'autre part, le caractère beaucoup plus positif du livre d'Adam Smith devait attirer toute son attention et toute sa sympathie sur l'auteur écossais. Par ailleurs, J.-B. Say qui fut le grand vulgarisateur de la science économique en France, au début du XIX^e siècle, s'inspirait surtout de l'école de Smith, sans même rendre justice aux économistes français. Et Comte n'éprouva sans doute pas le besoin de lire des auteurs que les économistes de profession eux-mêmes semblaient dédaigner.

Cependant Auguste Comte connut Condorcet (1), qu'il nomme lui-même son précurseur ; or cet écrivain s'apparente de très près à l'école physiocratique ; mais Comte, de cet auteur n'avait lu sans aucun doute que l'œuvre purement philosophique, et non les écrits économiques. Comte, en parlant de Condorcet, ne

(1) De Condorcet économiste, v. les articles donnés à l'*Encyclopédie*. Sur Condorcet, v. Alengry, *Condorcet guide de la Révolution française*. Paris, 1904 ; Docteur Robinet, *Condorcet, sa vie, son œuvre*. Paris, 1882. On peut encore voir de Condorcet, en dehors de son célèbre *Tableau historique des progrès de l'esprit humain*, ses *Éléments du calcul des probabilités et son application aux jeux de hasard, à la loterie et aux jugements des hommes*. Paris, 1805. On sait en effet que Comte reprochait à Condorcet de vouloir appliquer le calcul des probabilités aux faits sociaux.

pensa jamais qu'aux *Progrès de l'esprit humain*, ouvrage qui eut sur lui une grande influence, mais il n'a pris connaissance ni de l'économiste à tendances physiocratiques, non plus que du théoricien du droit public, rédacteur d'une déclaration des droits de l'homme, et individualiste déclaré (1).

Il est malaisé de savoir si Auguste Comte avait lu Turgot philosophe, et s'il lui est redevable ou non de la loi des trois états (2). Il est à peu près certain qu'il ne connut rien de ses conceptions économiques.

6.

Dans l'ensemble, Auguste Comte porte des jugements assez exacts sur les quelques économistes qu'il a lus ; souvent il apprécie bien leurs mérites, quoique ses jugements ne soient pas toujours exempts de partialité. Il éprouve, comme on sait, beaucoup de sympathie pour Adam Smith, qui a le sentiment de la « positivité rationnelle » (3) ; il est certain en effet que Smith a toujours fait une place assez large aux faits et à l'histoire pour appuyer ses démonstrations (4). A propos de la « division du travail », on doit remarquer à l'honneur

(1) Condorcet, en matière économique, avait écrit notamment les articles *Monopole* et *Monopoleur* de l'Encyclopédie. Condorcet d'ailleurs, tout en étant libéral en économie politique n'admettait pas une coïncidence parfaite entre l'intérêt privé et l'intérêt public. V. *Progrès de l'esprit humain*, édition. Paris, 1900, p. 358.

(2) On a beaucoup écrit sur ce sujet. V. entre autres ouvrages : Littré, ouv. cité ; Sémerie, *La loi des trois états*. Paris, 1875 ; Flint, *La Philosophie de l'histoire*, trad. française, 1878, t. I, p. 78 et s. ; De Turgot, v. *Œuvres de Turgot*, édition G. Schelle, 1^{er} volume. Paris, 1913 (L'édition complète doit avoir 5 volumes). On peut aussi consulter l'édition Daire des grands économistes.

(3) V. *Cours de Philosophie*, t. VI, leçon 56, p. 256.

(4) On a beaucoup discuté sur la méthode de Smith. V. Hector Denis, ouv. cité ; Delatour, *A. Smith sa vie, ses travaux, ses doctrines*. Paris, 1886.

de Smith, nous dit Auguste Comte (1), que non seulement il a conçu ce grand principe d'une manière nette et positive, mais qu'il l'a présenté sous un point de vue beaucoup plus élevé que tous ses successeurs ».

Les éloges adressés par Comte à Dunoyer nous semblent dictés, tant par une sympathie pour l'homme, que par l'appréciation des mérites de l'économiste. Comte trouve le « mémorable traité » de Dunoyer digne de survivre aux doctrines transitoires qu'on y professe (2), et il ne manque pas une occasion de témoigner son admiration à l'auteur. C'est que Dunoyer avait une horreur évidente de la métaphysique, et avait une tournure d'esprit assez voisine en un sens de celle d'Auguste Comte (3). Admirateur de Condorcet, et relativiste, Dunoyer admettait que tout se transforme et que tout évolue dans les sociétés. C'est ce qui explique sans doute la sympathie d'Auguste Comte pour cet écrivain qui fut cependant sur le terrain économique un défenseur de la « concurrence absolue » et de la liberté illimitée des individus.

De Charles Comte, avec lequel il collabora au *Censeur*, Auguste Comte parle sans bienveillance et sans justice. « Comte du *Censeur*, écrit-il à d'Eichthal (4) ... est revenu de son exil, plus encroûté que jamais dans la direction bâtarde de l'économie politique ». Dans la première partie de sa carrière, Charles Comte était en effet, comme méthode, bien éloigné du positivisme de Dunoyer ; ce n'est que dans son *Traité de Législation*

(1) V. 5^e opusculé, p. 264.

(2) V. *Système de Politique positive*, t. II, p. 407.

(3) Proudhon reprochait d'ailleurs à Dunoyer son hostilité envers la métaphysique. V. *La Justice dans la Révolution et dans l'Eglise*, 2^e édition, t. III, 8^e Ed., p. 74. Pour se rendre compte de cet « esprit positif » de Dunoyer, on peut lire ses *Notices d'économie sociale* (Paris, 1870) publiées dans le *Censeur* de 1819.

(4) Lettre du 24 novembre 1825.

de 1835, qu'il fit un emploi étendu de l'observation (1) et fit sienne la conception relativiste. Ses écrits d'ailleurs sont loin d'être aussi médiocres que nous le laissons entendre Auguste Comte.

En résumé, Comte ne connaissait guère de la science économique que ses grandes lignes, que son aspect philosophique, pourrait-on dire ; son bagage économique était réduit, mais en somme suffisant. Il avait lu Adam Smith, J.-B. Say et Dunoyer et entendu parler de quelques autres ; c'est de la période Saint-Simonienne, de son existence, que datent la plupart de ses lectures. Auguste Comte n'avait jamais cherché à étudier aucun problème économique particulier, comme la rente du sol ou le mécanisme des échanges internationaux, qui, de son temps, passionnaient l'opinion ; il avait toujours considéré la science économique d'un point de vue très élevé, qui est sans doute celui du vrai philosophe. Cela du moins ne l'empêcha pas de voir avec une admirable netteté les faiblesses de cette science, où tant d'esprits supérieurs s'avançaient pleins d'assurance et sans même penser qu'elle prêtait le flanc à des critiques peut-être décisives.

§ 2. — Le caractère général de la Réforme sociale de Comte et de sa critique de la science économique.

1. La critique de l'économie politique chez Auguste Comte se distingue des autres, en ce qu'elle est « scientifique ». — 2. Auguste Comte propose pour résoudre les conflits économiques un remède intellectuel et moral.

1.

C'est en même temps à la science des richesses et à la liberté économique illimitée que s'est attaqué

(1) V. cet ouvrage, t. I, livre I, ch. I.

Auguste Comte ; à ses débuts, en effet, la science économique se confondait avec le libéralisme et se présentait comme une défense de la société industrielle. Aussi, dans un effort indivisible, Auguste Comte a-t-il tenté de combattre la liberté économique et de ruiner la science des richesses en tant que science.

Auguste Comte est bien un homme de son temps ; et il s'apparente à tout ce groupe d'écrivains de sa génération, qui a voulu reformer la société et l'organiser sur des bases nouvelles. Quel que soit d'ailleurs le mérite d'un homme, sa pensée se rattache toujours plus ou moins à la philosophie qui l'a précédé, et aux aspirations de son époque ; et l'effort d'Auguste Comte appartient à la réaction du xix^e siècle, contre l'individualisme du xviii^e. M. Georges Dumas a bien souligné le caractère « messianique » de beaucoup d'écrivains de cette période, qui, « sous prétexte d'organiser la société future vaticinèrent » et « se prirent sérieusement pour des hommes prédestinés, marqués au front d'un signe fatal » (1). Mais l'effort d'Auguste Comte se distingue de tous ceux des réformateurs sociaux de la même période par son aspect scientifique d'une part, et de l'autre, par l'allure qu'il prend d'une réforme morale et intellectuelle. Nous allons examiner ces deux caractères de l'œuvre de Comte qui sont essentiels.

Un groupe nombreux d'écrivains, dans le désordre des idées qui caractérisa le début du xix^e siècle, voulut régénérer la société. Ces auteurs étaient frappés des inconvénients de la libre concurrence commerciale ; ils voyaient que cette harmonie annoncée par les économistes, si elle existait, n'était du moins pas aussi com-

(1) V. Georges Dumas, *Psychologie de deux messies positivistes*, ouvrage cité, p. 1 et s. Sur la réaction du xix^e siècle contre l'individualisme, v. Ed. Caird, *Philosophie Sociale et religion d'A. Comte*, trad. française. Paris, 1907, p. 17 et s.

plète qu'on avait bien voulu nous le dire ; et que les événements économiques ménageaient souvent aux hommes des conflits douloureux.

La concurrence, par sa nature même, poussait à rechercher le bon marché apparent au détriment de la qualité ; c'étaient la fraude et la tromperie érigées à la hauteur d'une institution. Ces idées, on les retrouve dans d'innombrables écrits de l'époque.

« Où sont donc les hommes libres, nous demande Victor Considérant (1) ? Vous faites semblant de regarder comme libres, parce qu'ils ont le droit illusoire de mettre un vote électoral dans une boîte, ces légions de Meurent-de-faim des villes et des campagnes, courbés sous le double esclavage de l'ignorance et de la misère ? Libres, ces masses innombrables de prolétaires, dépourvus de capitaux et d'instruments de travail et contraints par la mort qui plane incessamment sur eux et sur leur famille, de trouver chaque matin un maître consentant à louer leurs bras pour un maigre salaire... ».

Louis Blanc a écrit sur la concurrence des pages célèbres (2). « Qu'est-ce que la concurrence relativement aux travailleurs ? demande-t-il. C'est le travail mis aux enchères. Un entrepreneur a besoin d'un ouvrier ! Trois se présentent. Combien pour votre travail ? Trois francs, j'ai une femme et des enfants. — Bien et vous ? — Deux francs et demi, je n'ai pas d'enfants, mais j'ai une femme. — Bien et vous ? — Deux francs me suffiront, je suis seul. — A vous ma préférence, le marché est conclu. — Que deviendront les deux prolétaires exclus, ils se laisseront mourir de

(1) V. *Le Socialisme devant le vieux monde ou le vivant devant les morts*. Paris, 1848, p. 5.

(2) V. Louis Blanc, *L'organisation du travail* (édition 1845), p. 9.

faim, il faut l'espérer. Mais s'ils allaient se faire voleurs? — Ne craignez rien, nous avons les gendarmes. Et assassins? — Nous avons le bourreau ». Il faudrait citer toute la littérature sociale du temps pour montrer combien vivement furent ressentis les inconvénients de la concurrence et de la liberté complète des individus, en matière économique. A ce mouvement, appartiennent des noms comme ceux de Proudhon, Fourier, Cabet, Pecqueur, Vidal, Buchez, sans parler du groupe des Saint-Simoniens.

Comte a fait plus que ses contemporains, il a marqué non seulement les défauts pratiques de l'industrialisme, mais il a attaqué l'économie politique dans son essence même. Il l'a combattue non seulement à cause de ses conséquences; mais, portant le débat plus haut, il lui a reproché ses méthodes, et lui a finalement refusé le nom et la qualité de science. C'est que tout en combattant la science économique, il faisait place nette, pour préparer l'avènement de la « physique sociale », la dernière des sciences positives encore à constituer. Cette « physique sociale » sera pour Comte la science sociale unique, qui englobera les phénomènes de richesse, comme tous les autres faits sociaux, et rendra possible un art social, capable de résoudre tous les conflits économiques. La critique de l'économie politique chez Auguste Comte, n'est donc qu'un des aspects de sa philosophie; et, considérée isolément, elle perd tout son sens; Auguste Comte a voulu détruire l'individualisme anarchique, il a voulu ruiner la science sociale, incomplète et imparfaite des économistes, pour édifier à sa place la sociologie, la science nouvelle, couronnement du savoir humain, et base de la réorganisation sociale. C'est pourquoi, la réforme de la société chez Auguste Comte et la critique de la science économique sont essentiellement un effort scientifique. C'est au nom de la méthode, c'est-à-dire

d'un point de vue éminemment philosophique, et scientifique, que Comte a rejeté l'économie politique ; et, à ce point de vue, son effort se différencie de toutes les critiques plus ou moins littéraires ou déclamatoires de l'époque.

2.

La réforme sociale d'Auguste Comte et sa négation de l'économie politique possèdent encore un autre caractère particulier : celui de proposer pour résoudre la question sociale un remède intellectuel et moral (1). Pour Auguste Comte, le problème social est tel que la solution n'en peut être obtenue d'emblée. Les institutions dépendent des mœurs, et les mœurs sont subordonnées aux croyances ; aussi, avant de réorganiser la société, est-il nécessaire de constituer un système d'idées et de sentiments universellement acceptés par tous, comme le catholicisme au moyen âge. « L'originalité de Comte, dit M. Lévy-Brühl, sera donc de demander à la science et à la philosophie, les principes d'où dépend la réorganisation sociale qui est la fin véritable de ses efforts ». Dès ses premiers articles, Comte avait indiqué ce point de vue ; et la raison profonde de sa brouille avec son maître fut que Saint-Simon voulait entreprendre la réorganisation matérielle de la société, avant d'en avoir accompli la réorganisation morale (2).

(1) V. Lévy-Brühl, *La philosophie d'Auguste Comte*, ouv. cité, Introduction, p. 5.

(2) V. Hector Denis (*Histoire des systèmes*, ouvrage cité à notre Bibliographie, t. II, p. 34 et s.) fait observer qu'à ce point de vue, Condorcet est un précurseur de Comte : « *Les Mémoires sur l'instruction publique* renferment les données fondamentales de la classification des sciences de Comte. La consécration du rôle social de la science succédant à la théologie, réalisant l'unité mentale du genre humain... prépare avec Condorcet l'institution

Les réformateurs contemporains d'Auguste Comte proposèrent des mesures diverses, qui, dans l'ordre matériel, devaient produire sans délai le bénéfice attendu. Qu'il s'agisse des phalanstères, de la banque mutuelle d'échange, ou des ateliers nationaux, ces remèdes comportaient, dans la pensée de leurs auteurs, la solution immédiate et définitive du problème social. Comte trouva que toutes ces tentatives étaient prématurées, qu'elles devaient être précédées d'une réforme spirituelle et que tout l'effort de Louis Blanc et des autres n'était que du « replâtrage économique » (1).

Dès les *Opuscules*, Auguste Comte sentit la nécessité d'une réforme intellectuelle, et d'une systématisation des sentiments. Toute son œuvre philosophique découle de cette conception. Pour arriver à créer l'unité de pensée chez les hommes, il composa son *Cours de Philosophie positive*, où il montra la place et le caractère de chaque science avec, au sommet, la « Physique sociale », la dernière des sciences à créer; il voulait donner au savoir humain une base inébranlable universellement admise. Dans sa « Seconde carrière » il poursuivit encore le même but; il fonda, par la sociologie, le culte de l'humanité, et le rôle social des prêtres était de maintenir l'unité des sentiments, établie enfin chez les hommes par la religion nouvelle. Vouloir réorganiser l'ordre matériel tout de suite était

d'un nouveau pouvoir spirituel, dont Saint-Simon, dès le début de son œuvre, et Auguste Comte, jusqu'à l'achèvement de la sienne, furent préoccupés ».

(1) V. Comte, *Correspondance inédite*, 2^e série. Paris, 1903. Lettre à Laffitte du 18 octobre 1849, p. 111. On peut voir sur cette question J. K. Ingram, *Esquisse d'une histoire de l'économie politique*, trad. française. Paris, 1907, p. 223 et s.; E. Faguet, *Politiques et Moralistes du XIX^e siècle*, 2^e série. Paris, 1898; surtout p. 288 et s. E. Faguet, *Auguste Comte, ses idées générales et sa méthode*, *Revue des Deux Mondes*, 15 juillet 1895, p. 295 et s.

pour Comte intervertir les problèmes. Pour lui, une fois la réforme scientifique et morale accomplie, la réorganisation matérielle sera bien facile à opérer ; la nouvelle éducation positive amènera la solution pacifique des conflits, en faisant comprendre à tous le caractère de leur fonction sociale. Les prolétaires cesseront dès lors d'envier les riches ; et les capitalistes sauront qu'ils ne sont que des « condenseurs de richesse » destinés à assurer la production dans l'intérêt de tous.

Cette préoccupation du philosophe d'opérer une immense réforme scientifique et morale ayant toute autre entreprise, et avant de réajuster la société, retarda de trente ans la réorganisation sociale qu'il voulait réaliser. Alors que ses contemporains préconisaient tout de suite des changements pratiques, Auguste Comte ne put, qu'à la fin de sa vie, proposer des modifications à l'ordre matériel de la société (1).

Pour Auguste Comte toutefois, la question sociale ne se ramène pas à une question morale, comme dans la conception de l'école Kantienne. L'idéalisme critique subordonne en effet la nature physique de l'ordre matériel à la loi morale et s'indigne de voir que pour les économistes les vices eux-mêmes sont des « débouchés ». Dans la pensée de beaucoup d'écrivains, qui peuvent se réclamer de Kant, un état de droit doit se superposer à la société et la dominer. Le fondateur de la sociologie était beaucoup trop convaincu de la réalité des faits sociaux objectivement considérés et des lois sociales, pour ramener ainsi la question sociale à une question morale (2). Il pense seulement qu'une réforme intellectuelle est nécessaire ; mais cette réforme elle-même est subordonnée à la sociologie dont la morale, pour Comte, n'est que le prolongement.

(1) V. Lévy-Brühl, ouvrage cité, Introduction, p. 49.

(2) Sur cette question v. Lévy-Brühl, *La morale et la science des mœurs*, Paris, 1900, p. 262.

On a quelquefois considéré que les problèmes économiques s'apparentaient à la morale, pour ce qui concerne la répartition des richesses. En effet, une fois les richesses produites, elles peuvent être adaptées à une nouvelle production, ou au contraire, être consommées de suite ; un sac de blé par exemple peut être mangé sous forme de pain, ou réservé pour ensemençer l'année suivante de nouvelles et plus grandes superficies. C'est là une question économique, mais en même temps c'est une question morale, car l'usage à faire des richesses produites constitue le problème du luxe, du niveau moyen d'existence, de la misère, du paupérisme, etc., problèmes qui sont à coup sûr des questions morales (1).

Tel n'est pas encore le point de vue de Comte, qui ne reconnut que tardivement la morale comme science, et qui n'y voit qu'un dérivé de la physique sociale. Auguste Comte a simplement pensé que par la réforme des sentiments et l'unification des croyances chez l'homme, on obtiendrait facilement la solution des conflits sociaux.

Cet aspect « moral » de la réforme de Comte est moins caractéristique que son aspect « scientifique », car plusieurs contemporains avaient aperçu, en même temps que lui, la nécessité de réformer ou de développer les croyances en même temps que les institutions. Ce « moralisme » se rencontre en particulier chez des auteurs chrétiens : Saint-Simon, Villeneuve-Bargemont, Buchez, Pierre Leroux (2). Au contraire, pour trouver un effort « scientifique » comparable à celui de Comte, quand il fonda la sociologie et critiqua l'économie poli-

(1) On peut voir sur ce sujet Ziegler, *La question sociale est une question morale*, trad. française. Paris, 1911, 4^e édition.

(2) V. Isambert, *Les idées socialistes en France de 1815 à 1848*. Paris, 1905.

tique, il nous faut attendre la naissance de l'école historique allemande.

La critique de l'économie politique par Auguste Comte revêt des aspects différents que nous étudierons dans les chapitres qui vont suivre ; mais cependant on peut, sans trop d'artifice, résumer d'un mot cette critique, d'un mot qui représente en raccourci la pensée d'Auguste Comte. Le philosophe reproche essentiellement à l'économie politique d'être « métaphysique ». Il est juste d'ailleurs d'indiquer, comme on l'a fait bien souvent, qu'il se sert de ce terme dans un sens qui lui est tout à fait particulier (1). Auguste Comte pense que l'économie politique, parce qu'elle est « métaphysique », repose sur des notions *à priori* universelles et invariables, dont elle tire déductivement des conséquences, sans se soucier des faits et sans se préoccuper des autres sciences sociales, bien que tous les aspects de l'homme soient inséparables ; l'économie politique confiante dans la bonté des lois naturelles qu'elle a admises, se borne à un stérile laisser-faire et conduit à l'anarchie.

Telle est la critique d'Auguste Comte ; elle se présente comme un tout indivisible ; mais par commodité d'exposition, nous serons obligés d'en examiner successivement les divers aspects, au risque de mutiler la pensée du philosophe ; car, pour analyser une doctrine, il faut bien souvent la réduire en fragments, au risque de perdre de vue l'harmonie de l'ensemble.

(1) V. Lévy-Brühl, *La philosophie d'A. Comte*, ouv. cité, p. 42. V. *Bulletin de la Société française de Philosophie*, 1903. Séance du 27 nov. 1902. Opinions de MM. Lévy-Brühl, Boutroux, etc. V. Stuart Mill, *Auguste Comte et le positivisme*, trad. française, 6^e édition. Paris, 1898, p. 10 ; L. Liard, *La Science positive et la métaphysique*. Paris, 1879. V. Alengry, *La sociologie d'A. Comte*, ouv. cité, préface, p. 9 et p. 62 et s.

CHAPITRE III

L'ÉCONOMIE POLITIQUE EST MÉTAPHYSIQUE ; CE QUI ENTRAÎNE QU'ELLE EST ANARCHIQUE, DÉDUCTIVE ET ABSOLUE

§ 1^{er}. — L'économie politique est métaphysique et partant anarchique.

1. La loi des trois états. — 2. L'économie politique est une doctrine qui, dans l'histoire de l'humanité, n'a à jouer qu'un rôle passager et destructeur.

1.

Pour Auguste Comte, tout ce qui est métaphysique est en même temps révolutionnaire et anarchique ; l'état métaphysique est en effet, d'après la terminologie et la doctrine positivistes, une étape par laquelle passe nécessairement l'humanité, et qui se caractérise par son aspect destructeur et anarchique. Le fondement de la sociologie dynamique d'Auguste Comte est en effet la loi « des trois états », ou loi du progrès.

« Par la nature de l'esprit humain, nous dit Comte (1), chaque branche de nos connaissances est nécessairement assujettie dans sa marche, à passer successivement par trois états théoriques différents : l'état théologique ou fictif, l'état métaphysique ou abstrait, enfin

(1) V. 3^e opuscule de 1822 (*Plan des travaux*), p. 100.

l'état scientifique ou positif. » Dans la première période, règnent les idées surnaturelles : ce sont les volontés divines qui mènent le monde ; dans le langage d'Auguste Comte, théologique veut dire fictif ou imaginaire. C'est cette explication théologique du monde qui a régné d'une souveraineté incontestée pendant des siècles ; et l'humanité, à ses débuts, ne pouvait pas concevoir une autre interprétation des phénomènes. Dans l'histoire des sciences, l'état théologique est appelé à céder la place à ce que Comte nomme l'état métaphysique. A l'explication théologique des faits, se substitue une interprétation des phénomènes, qui n'est plus tout à fait surnaturelle, mais qui n'est point encore naturelle et scientifique ; les philosophes font intervenir alors des idées abstraites, comme les notions de cause, les notions d'âme, de droit, etc. Cet état procède du précédent ; mais, aux volontés divines sont substituées des entités et des principes. Les phénomènes n'obéissent plus à la volonté changeante des dieux ; mais ils sont soumis à des « lois » nécessaires. Cet état n'est que bâtarde et transitoire. « En un mot, nous dit Comte (1), ces idées sont des abstractions personnifiées, dans lesquelles l'esprit peut voir à volonté ou le nom mystique d'une cause surnaturelle, ou l'énoncé abstrait d'une simple série de phénomènes, suivant qu'il est plus près de l'état théologique ou de l'état scientifique. » Cette période instable doit se terminer par l'avènement de l'état définitif de l'humanité, ou état positif, dans lequel la pensée scientifique substitue les notions relatives aux notions absolues, et l'observation à l'imagination. L'état positif bannit soigneusement et les volontés divines et les entités, et n'admet d'autres hypothèses que celles vérifiables par l'observation.

Cette loi des trois états, que nous résumons ici briè-

(1) V. 3^e opuscule, p. 400.

vement, joue, comme l'on sait, un rôle très important dans la philosophie d'Auguste Comte ; formulée pour la première fois dans le troisième opuscule, elle s'étendra à travers toute l'œuvre philosophique et sociologique de Comte. Pour lui, toutes les sociétés sont soumises à un développement uniforme, et ne se distinguent entre elles que par leur âge ; les unes sont plus avancées ; d'autres le sont moins ; les unes en sont encore à l'âge théologique, tandis que d'autres sont déjà parvenues à l'état positif. L'individu, lui aussi, est soumis à cette même loi de développement. « L'éducation de l'individu, nous dit Comte (1), en tant qu'elle est spontanée, présente nécessairement les mêmes phases principales que celles de l'espèce, et réciproquement. Or, aujourd'hui tout homme, au niveau de son siècle, constate facilement sur lui-même qu'il a été naturellement théologien dans son enfance, métaphysicien dans sa jeunesse, et physicien dans sa virilité. »

Déjà, chez Saint-Simon, se trouvait une théorie assez voisine, qui distinguait les périodes organiques, et les périodes critiques. Chaque période organique est une période de forte croyance religieuse qui est ensuite contre-battue par une période critique ou matérialiste qui dissout les pensées de l'époque antérieure. Puis, revient une nouvelle période organique qui est l'expression d'une croyance supérieure à la croyance de l'époque organique précédente. Ainsi marche l'humanité. Bazard et Enfantin adoptèrent cette vue de leur maître, et dans l'*Exposition de la doctrine Saint-Simonienne*, opposèrent cette conception à la loi des trois états du philosophe positiviste ; mais, comme Auguste Comte, pensèrent que les époques critiques sont des

(1) V. 4^e opuscule, *Considérations philosophiques sur la science et les savants*, opuscules, p. 182.

périodes de négation, de dissolution, et de désagrégation.

2.

Pour Auguste Comte, l'économie politique appartient essentiellement à l'âge métaphysique ; elle en possède tous les caractères dont le principal est d'être destructeur. La science économique est issue d'un mouvement de réaction contre la réglementation commerciale et industrielle de l'ancien régime ; alors que sous la monarchie, il y avait une forte organisation de la production, alors que les professions possédaient leurs règles traditionnelles et que les métiers obéissaient à d'antiques coutumes, alors que le mouvement du blé dans le pays et que les sorties de numéraire étaient soigneusement surveillés par les pouvoirs publics, l'économie politique est née, et elle a renversé du coup toutes les sages constructions de l'histoire. La science des richesses a tout détruit, elle a supprimé les corporations, elle a instauré la liberté illimitée des échanges, et proclamé les bienfaits de l'individualisme. Son œuvre est avant tout une œuvre de désorganisation au sens précis et rigoureux du mot.

La science économique est un produit de l'âge métaphysique ; elle venait pour balayer les édifices de l'époque théologique, faire ainsi place nette et préparer les voies à l'âge positif qui est l'état définitif de l'humanité. Il fallait pour cette besogne que naquit une nouvelle discipline intellectuelle qui justifiait toute cette destruction. Tel fut le rôle de l'économie politique ; rôle fort bien rempli d'ailleurs, puisque la science économique réduisit à peu près à néant les attributions de l'Etat et démontra que bien gouverner consiste précisément à ne point gouverner. La science économique est donc par définition l'anarchie même. Elle est née à

son heure et à son moment pour saper les bases de l'organisation théologique et préparer ainsi le régime de la physique sociale positive.

La science économique s'apparente très étroitement aux autres manifestations de l'âge métaphysique, et en particulier aux théories politiques de Rousseau, qui ont joué comme elle un rôle destructeur. « Quoique la critique temporelle, nous dit Comte (1), propre à la seconde moitié du XVIII^e siècle, ait dû être essentiellement dominée par l'énergique ascendant de Rousseau, il importe cependant d'y distinguer soigneusement la participation spontanée d'une autre secte politique, celle des économistes que la spécialité de ses attaques a dû, malgré leur subalternité philosophique, graduellement investir d'une influence très favorable à l'entière désorganisation de l'ancien système social ». La science des richesses est même allée plus loin que les autres conceptions politiques du même âge dans la négation de l'Etat, et son efficacité révolutionnaire fut considérable, puisque l'« économie politique parvint à démontrer aux gouvernements eux-mêmes leur inaptitude radicale à diriger l'essor industriel ».

Tout ce courant d'idées destructives a son origine profonde dans la Réforme, qui, la première, proclama l'affranchissement de l'individu. Quoique l'économie politique soit surtout née, nous dit Auguste Comte (2), d'un immortel ouvrage écossais, « on ne peut nier que cette doctrine d'abord émanée du protestantisme, comme toutes les autres doctrines critiques, à cause de la prépondérance industrielle des nations protestantes, ne se soit surtout développée en France conjointement avec l'ensemble de la philosophie négative ». La doc-

(1) V. *Cours de Philosophie positive*, t. V, leçon 55, p. 607.

(2) V. Comte, *Cours de Philosophie positive*, t. V, leçon 55, p. 608.

trine de Descartes appartient, elle aussi, à ce mode de penser destructeur, car l'effort cartésien avait pour objet de rendre la raison indépendante de la théologie.

Malheureusement l'économie politique ne s'est pas bornée à jouer ce rôle historique nécessaire, qui, après tout, était honorable ; elle a fait triompher l'individualisme et l'anarchie avec une force et une persistance qui gênent l'avènement de l'état positif. Et c'est pourquoi, Auguste Comte s'efforce de discréditer définitivement la prétendue science économique à laquelle doit se substituer la sociologie positive. L'esprit destructeur de l'économie politique n'a pas disparu ; il continue encore à produire ses fruits, et c'est de la science économique que s'inspirent surtout les attaques contre la propriété. « Il convient peut-être de noter à ce sujet, nous dit Comte (1), que les dangereuses rêveries reproduites de nos jours au sujet de l'institution fondamentale de la propriété se sont d'ordinaire essentiellement autorisées dans l'origine des prétendues démonstrations de l'économie politique pour se donner à peu de frais un certain appareil scientifique, qui, chez beaucoup d'esprits mal cultivés, n'a que trop facilité leurs ravages ». Auguste Comte se souvient des disciples de Saint-Simon : Bazard et Enfantin, qui nourris dans l'économie politique et l'« industrialisme » ont fini par devenir les adversaires de la propriété (2).

(1) V. *Cours de Philosophie positive*, t. IV, leçon 47, p. 219.

(2) C'est bien évidemment aux Saint-Simoniens que Comte fait allusion, dans le passage que nous citons. On sait en effet que Bazard et Enfantin voulaient faire disparaître la propriété privée par la suppression de l'héritage, ou plus exactement, en faisant de l'Etat le seul héritier. Le gouvernement, organisé comme une grande banque, devait déterminer lui-même l'emploi de ses capitaux le plus utile à la société.

Il est juste de dire, comme le fait Auguste Comte, que l'économie politique contient en germes toutes les attaques contre la propriété ; et l'importance de cette proposition est bien plus con-

§ 2. — L'économie politique abstraite et déductive.

1. Pour Auguste Comte, la seule méthode légitime en science sociale est l'observation. — 2. Alors que l'économie politique au contraire opère une construction déductive.

1.

L'âge métaphysique, ainsi que nous venons de le voir, se caractérise donc pour Auguste Comte par le règne des entités et des abstractions ; il en résulte que le raisonnement propre à cette période de l'humanité est le plus souvent de nature déductive. Ce raisonnement consiste, en effet, à partir d'une abstraction, d'un principe posé *a priori*, et à en tirer par la seule logique toutes les conséquences qu'il comporte. Tel est bien en effet, nous dit Comte, le mode de raisonner de la science économique.

Ce reproche, comme le précédent, est donc en somme inspiré à Comte par la loi des trois états. Mais cette critique adressée à l'économie politique d'être déductive, nous paraît beaucoup plus importante que celle que nous avons étudiée dans le paragraphe précédent. En effet le reproche fait à la science économique de n'être que la phase anarchique de l'histoire de l'humanité, ne vaut que ce que vaut la conception même de la loi des trois états. Et il est aujourd'hui peu de philoso-

sidérable que ne l'avait aperçu Auguste Comte. La conception de la « valeur » chez Smith est en effet très incertaine et très flottante ; tantôt elle représente le pouvoir d'échange, variable suivant l'offre et la demande ; tantôt, elle est proportionnelle au travail incorporé dans un objet. C'est cette théorie de la valeur-travail qui devait être en effet plus tard la base des doctrines de Sismondi, et ensuite du « socialisme scientifique », la plus vigoureuse de toutes les attaques contre la propriété privée.

phes qui admettent sans réserves cette loi de la dynamique sociale d'Auguste Comte. Il reste donc seulement, que l'économie politique peut être, par certains, épris d'ordre et d'organisation, mais qui rejettent la loi des trois états, considérée comme anarchique à cause de son individualisme. Mais c'est affaiblir singulièrement la portée des critiques d'Auguste Comte pour lequel toutes les productions de l'âge métaphysique n'avaient à jouer qu'un rôle destructeur et passager.

Au contraire, lorsque Comte reproche à l'économie politique d'être déductive, il s'en prend à la méthode même de la science. Or la méthode est une chose capitale, et, tant qu'un ordre de recherches n'a pas trouvé sa vraie méthode, il est indigne du nom de science. C'est pourquoi, cette critique adressée par Comte à l'économie politique, si elle est méritée, est décisive; quel que soit par ailleurs le sort de la philosophie positive, et quel que soit le succès éphémère ou durable de la loi des trois états. Si donc Auguste Comte a réussi à démontrer qu'à la base de la spéculation économique, il y a une erreur totale et incontestable de méthode, il faut reconnaître qu'il a porté un coup terrible à la science des richesses. De la même façon sont mortes l'alchimie et l'astrologie. Il importe donc d'étudier avec quelques détails cette partie importante de la critique de l'économie politique.

Sa philosophie générale portait Auguste Comte à donner toutes ses préférences à l'observation; la science positive est une science des faits; elle n'a d'autre prétention que celle de systématiser les phénomènes et de découvrir leurs lois de coexistence et de succession. Elle s'abstient par principe de toute recherche sur les substances les causes et les fins, et n'admet d'autres hypothèses que celles contrôlables par l'observation et l'expérience. « L'esprit positif, dit M. Lévy-

Brühl (1), consiste à se tenir également loin de deux écueils qui sont le mysticisme et l'empirisme. Par mysticisme Comte entend le recours à des explications non vérifiables et à des hypothèses transcendantes... L'empirisme, à son tour, n'est pas moins contraire à l'esprit de la science que le mysticisme. Empirisme signifie, pour Comte, la connaissance qui ne dépasse pas la constatation pure et simple du fait ». Au début, les prétentions de l'homme étaient plus grandes, et ses ambitions plus hautes, il voulait connaître l'absolu; mais, parvenu à l'état positif, il comprend que sa connaissance est bornée et qu'elle se limite à la coordination systématique des phénomènes; aussi pour éviter l'équivoque, si Comte consent à conserver le mot « philosophie », c'est en spécifiant bien que ce terme, dans sa pensée, ne comporte aucune considération d'absolu. « Je me bornerai donc, nous dit-il (2), à déclarer que j'emploie le mot « philosophie » dans l'acception que lui donnaient les anciens, et particulièrement Aristote, comme désignant le système général des conceptions humaines; et en y ajoutant le mot « positive », j'annonce que je considère cette manière spéciale de philosopher qui consiste à envisager les théories dans quelque ordre d'idées que ce soit, comme ayant pour objet la coordination des faits observés; ce qui constitue le troisième et dernier état de la philosophie générale » (3).

Etant donné le caractère « positif » de sa doctrine,

(1) V. Lévy-Brühl, *La philosophie d'A. Comte*, déjà cité, p. 74.

(2) V. *Cours de Philosophie positive*, t. I, avertissement, p. XIV.

(3) MM. Bouglé et Halévy, dans leur édition de l'*Exposition de la doctrine de Saint-Simon* (p. 182) font remarquer que le mot « positif » a été adopté par Saint-Simon dès ses premiers ouvrages et a chez lui un double sens. Dans une première acception, positif s'oppose à conjectural; et dans une seconde, ce mot appliqué aux sciences sociales, s'oppose à négatif. La conception de Comte est donc très voisine de celle de son maître.

et son hostilité systématique pour les abstractions, Auguste Comte était amené pour la science sociale à préconiser la méthode d'observation. En effet, dans la leçon 48 du *Cours de philosophie positive*, il développe cette conception et enseigne que la vraie méthode de la science sociale est la méthode historique. Il faut avant tout, pense-t-il, introduire dans l'étude des sciences sociales cet esprit positif qui subordonne l'imagination à l'observation. « C'est une semblable tendance habituelle, dit-il (1), à subordonner toujours les conceptions scientifiques aux faits dont elles sont seulement destinées à manifester la liaison réelle, qu'il s'agit avant tout d'introduire enfin dans le système des études sociales ». La physique sociale se bornera donc à lier entre eux les différents phénomènes. « Sans admirer ni maudire, ajoute-t-il, les faits politiques, et en y voyant essentiellement, comme en toute autre science, de simples sujets d'observation, la physique sociale considère donc chaque phénomène sous le double point de vue élémentaire de son harmonie avec les phénomènes coexistants et de son enchaînement avec l'état antérieur et l'état postérieur du développement humain ; elle s'efforce à l'un et à l'autre titre de découvrir autant que possible les vraies relations générales qui lient entre eux tous les faits sociaux ; chacun d'eux lui paraît expliqué... quand il a pu être convenablement rattaché, soit à l'ensemble de la situation correspondante, soit à l'ensemble du mouvement précédent » (2).

Pour arriver à découvrir les liaisons des phénomènes, la sociologie a, comme la biologie, trois façons de procéder. Le premier moyen d'exploration est l'observation proprement dite, faite, soit par l'individu lui-même,

(1) V. Leçon 48, p. 234.

(2) V. Leçon 48, p. 326.

soit par des tiers dont les renseignements sont communiqués par le témoignage. L'expérimentation en matière sociale sera surtout indirecte, nous dit Comte (1), mais peu importe ; « que le cas soit naturel ou factice, nous savons que l'expérimentation y mérite réellement toujours le nom propre d'expérimentation, toutes fois que l'accomplissement normal du phénomène y a prouvé d'une manière quelconque une altération bien déterminée, sans que la spontanéité de cette altération puisse déterminer l'efficacité scientifique propre à toute modification des circonstances habituelles du phénomène, pour en mieux éclairer la production effective ». Mais il est vrai, concède Auguste Comte, que la complication et la solidarité des phénomènes sociaux empêchent, ou du moins rendent presque impossible, l'expérimentation directe ; cependant, d'après lui, « les cas pathologiques, par suite même de leur spontanéité, constituent en général le véritable équivalent scientifique de la pure expérimentation (2) ».

Pour Comte, le troisième moyen d'observation en science sociale, est la comparaison : la comparaison de divers états coexistants de la société humaine. La loi du progrès social est la même pour tous les peuples. Cependant, pour des raisons diverses, toutes les nations n'en sont pas au même point au même moment, et cela donne matière à comparaison ; car, tous les états successifs se retrouvent simultanés chez les peuples divers. En sociologie, la méthode comparative prendra le nom de « Méthode historique », procédé qui est en réalité une comparaison successive. « L'esprit essentiel de cette méthode historique, me paraît consister, écrit Auguste Comte (3), dans l'usage

(1) V. Leçon 48, p. 342.

(2) V. Leçon 48, p. 344.

(3) V. Leçon 48, p. 366.

rationnel des « séries sociales », c'est-à-dire, dans une appréciation successive des divers états de l'humanité, qui montre d'après l'ensemble des faits historiques l'accroissement continu de chaque disposition quelconque, physique, intellectuelle, morale ou politique, combiné avec le décroissement indéfini de la disposition opposée, d'où devra résulter la prévision scientifique de l'ascendant final de l'un et de la chute définitive de l'autre » (1).

Cette méthode de comparaison historique ne se trouve d'ailleurs qu'à l'état d'ébauche dans la philosophie d'Auguste Comte. Ce n'est que plus tard en effet, avec Darwin, Espinas et Spencer, que l'étude des transformations sociales devait prendre tout son développement. Bien qu'il soit l'auteur du système, Comte n'a fait, dans l'élaboration de sa sociologie, qu'un emploi très limité de la méthode des « séries sociales » ; il faut reconnaître cependant, que par moments il s'en est heureusement inspiré. Dans la leçon 52 du *Cours de Philosophie positive*, pour prendre cet exemple, Auguste Comte s'est efforcé de déterminer les relations entre les diverses religions et le développement matériel de l'humanité, en notant les variations correspondantes de chacun des groupes de phénomènes. On peut dire toutefois que la sociologie de Comte dans son ensemble, dérive beaucoup plus d'une conception

(1) Sur cette question, v. Lévy-Brühl, *La philosophie d'Auguste Comte*, ouvrage déjà cité, p. 281 et s. Sur la méthode de Saint-Simon et le système des séries croissantes. V. Vilfredo Pareto, *Les systèmes socialistes*. Paris, 1902, t. I, p. 343 et s. Il faut remarquer en effet que cette idée de processus social se rencontrait déjà chez les Saint-Simoniens. Bazard et Enfantin, dans l'*Exposition de la doctrine*, déclarent que la méthode de la science sociale doit être « historique », c'est-à-dire, avoir pour objet la série des développements de l'espèce humaine. Les points de ressemblance ne manquent pas entre Comte et les disciples de Saint-Simon. V. *Exposition de la doctrine*, édition Bouglé et Halévy.

de la nature humaine, que de l'observation et de l'induction. Mais nous n'avons pas à examiner ici comment Auguste Comte a pu appliquer sa propre méthode et rester fidèle ou non à ses principes ; nous voulons seulement indiquer qu'il conçut l'observation des faits comme le procédé fondamental de la science sociale.

Beaucoup de sociologues qui s'inspirent du positivisme et en sont les héritiers plus ou moins directs, ont beaucoup loué Auguste Comte d'avoir vu, dans l'observation, la méthode de la science sociale ; en outre, ils ont encore tout spécialement admiré cette « méthode historique », qui, transformée, est devenue la méthode principale de la sociologie contemporaine. « Comte, nous dit M. Henry Michel (1), pose dans une phrase capitale la base de la sociologie descriptive telle que Spencer l'a traitée : l'enchaînement établi d'après la succession des temps, peut être vérifié par la comparaison des lieux ». Et Durkheim, comme nous le verrons plus loin, regrette que l'économie politique ne soit pas construite d'après la pure méthode d'observation.

De nos jours, la sociologie dans son ensemble, traite les faits sociaux comme des « choses » ; elle a donc suivi la voie indiquée par Auguste Comte, et ses méthodes s'opposent encore bien souvent à celles de l'économie politique qui, chez beaucoup d'auteurs contemporains, a conservé son caractère déductif.

2.

Ainsi donc, Auguste Comte, ennemi de l'abstraction, reproche à l'économie politique d'avoir méconnu la

(1) V. Henry Michel, *L'Idée de l'Etat*, déjà cité, p. 438.

vraie méthode de la science sociale, d'avoir opéré déductivement en partant du principe *a priori* de l'intérêt personnel, et d'en avoir tiré une science aussi abstraite qu'éloignée des faits. Toute cette construction économique édifiée sur l'intérêt, fondement de l'activité matérielle de l'homme, lui paraît une vue de l'esprit, ingénieuse peut-être, mais fantaisiste ; faire sortir de là toute une science est inadmissible. C'est surtout aux auteurs qui font emploi des mathématiques dans leurs déductions économiques que s'attaque Auguste Comte ; car c'est chez eux que les procédés abstraits et déductifs du raisonnement économique sont les plus excessifs ; le philosophe trouve qu'enserrer les phénomènes sociaux, et spécialement les phénomènes économiques, dans des formules mathématiques, c'est encore, si possible, accroître le caractère abstrait et déductif de l'économie politique. Nous avons vu qu'il jugeait sévèrement l'œuvre de Cournot, et nous savons qu'il reprochait à Condorcet d'avoir appliqué l'algèbre aux phénomènes sociaux. Dans la leçon 40 du *Cours de philosophie positive*, il combat l'emploi de la statistique et du calcul des probabilités (1) en médecine ; il repousse de même cette méthode en science sociale, car « toute idée de nombre effectif et de loi mathématique, nous dit-il, étant déjà directement interdite en biologie... doit être à plus forte raison radicalement exclue des spéculations encore plus complexes de la sociologie » (2). Auguste Comte répète souvent qu'il ne faut pas confondre précision et certitude ; si les lois de la sociologie sont aussi certaines que celles des autres sciences, du fait même de leur caractère plus complexe, et partant plus variable, elles n'ont pas la même précision. Enfermer les phénomènes biologiques et sociologiques dans

(1) V. *Cours de Philosophie positive*, t. III, Leçon 40, p. 329.

(2) *Ibidem*, t. III, p. 410.

des formules mathématiques, c'est leur conférer une rigueur qui n'est pas dans la nature.

Mais en critiquant l'emploi des mathématiques, de la statistique, et du calcul des probabilités en matière économique, Auguste Comte aurait dû faire une distinction (1). Il confond manifestement deux façons bien différentes d'employer les mathématiques dans les questions sociales ; on peut en effet, comme il le dit, se servir du calcul et des chiffres pour exprimer des lois connues ; c'est ainsi que font les sciences physiques. Il est bien certain que la biologie et la sociologie, à cause de leur complexité, ne pourront arriver à cette perfection, que les auteurs qui emploient de cette façon les mathématiques font œuvre vaine, et que les faits sociologiques, dans leur complication, ne sauraient être représentés par une formule simple. Mais il est un autre emploi des mathématiques en matière sociale. Afin de suppléer à l'ignorance où nous sommes des phénomènes complexes, le calcul des probabilités nous permet, en observant les grandes masses, de découvrir des régularités, disons des lois, que la seule observation ne nous ferait jamais découvrir. Il est certain que l'usage du calcul des probabilités, est légitime, précisément pour trouver des uniformités d'ensemble, là où la connaissance des cas individuels nous est inaccessible. Il y a bien des exemples dans les sciences physiques elles-mêmes, où nous pouvons connaître les ensembles et non le détail ; nous ne connaissons peut-être jamais tous les mouvements et tous les entrechocs des particules fluides, mais nous connaissons leur résultat : la loi de Mariotte.

Nous ne savons pas à quel âge mourront Pierre et Paul, à supposer que leur mort soit soumise à un

(1) V. J. Lottin, *Quetelet statisticien et sociologue*. Paris, 1912, p. 360.

déterminisme rigoureux ; la chose est trop complexe ; mais nous savons à quel âge meurt un homme moyen et quelle est la probabilité de survie pour un homme d'un âge donné. Par la probabilité, nous connaissons les ensembles, bien que nous soyons dans l'ignorance des cas individuels, et cette connaissance est souvent très utile. Les compagnies d'assurances sont là qui nous le démontrent, et par le succès de leurs affaires, et par les dividendes qu'elles donnent à leurs actionnaires.

La condamnation prononcée par Auguste Comte contre l'emploi des mathématiques, et spécialement du calcul des probabilités en matière sociale, nous semble donc excessive, et nous pensons que l'on peut ici faire de la probabilité un emploi légitime et avantageux.

Auguste Comte, s'il a condamné les procédés déductifs des économistes, n'en a pas moins lui-même reconnu une place secondaire, mais importante, à la déduction en matière sociale. Il importe quelquefois, d'après lui, à cause de la complication même des faits, de considérer à part le phénomène le plus important, pour essayer de remonter au principe abstrait qui nous guidera dans des recherches ultérieures. « Envers les plus simples phénomènes, nous expose Auguste Comte (1), et même en astronomie, nous avons pleinement reconnu qu'aucune loi vraiment générale ne pouvait être établie, tant que les corps restaient considérés dans l'ensemble de leur existence concrète, dont il fallait avant tout détacher par une judicieuse analyse le principal phénomène pour l'assujettir isolément à une lumineuse appréciation abstraite susceptible de réagir ultérieurement avec succès sur l'étude même des réalités les plus complexes... Mais c'est surtout aux saines théories sociologiques, en vertu de leur complication

(1) V. *Cours de Philosophie positive*, t. VI, Leçon 58, p. 704.

transcendante, que ce grand précepte logique devait être éminemment applicable ; il y constituerait aujourd'hui la principale condition de l'établissement d'une véritable rationalité qu'aurait empêché une dangereuse érudition, si je n'avais osé, suivant une marche, pleinement éprouvée, écarter toute perturbation concrète, afin de saisir dans sa plus grande simplicité réelle la règle naturelle du mouvement fondamental laissant à dessein aux travaux ultérieurs le soin d'y ramener convenablement les anomalies apparentes, qui, si l'opération normale n'a pas avorté, ne sauraient manquer d'y rentrer suffisamment ainsi qu'en astronomie... » Auguste Comte admet donc en principe l'emploi limité de la méthode abstraite en science sociale ; ce qu'il blâme, ce n'est pas l'usage de la déduction, méthode qui a son rôle à jouer, mais son emploi principal. Auguste Comte estime que les « considérations *a priori* sagement instituées et judicieusement employées », peuvent permettre une étude de la nature qui calmera notre action rationnelle » (1).

Nous aurons plus tard à examiner la portée de cette critique d'Auguste Comte, et à voir, si à côté de la science d'observation, il n'y a pas place pour une économie politique fondée sur la confrontation des concepts.

(1) V. Comte, *Cours de Philosophie positive*, t. VI, leçon 58, p. 698. V. *Rigolage*, ouvrage cité, p. 425. On a quelquefois reproché à Comte d'avoir assoupli les règles de sa méthode aux besoins de ses démonstrations, et de s'être empressé un peu trop vite par exemple d'établir sa loi des trois états sur une induction insuffisante, en faisant intervenir la « nature de l'homme ». V. par exemple Faguet, *Politiques et moralistes du XIX^e siècle*, 2^e série. Paris, 1898, p. 356.

**§ 3. — L'économie politique est absolue
et se donne une valeur universelle.**

1. La méthode abstraite et l'absolu. — 2. En quoi les économistes du temps méritaient ce reproche de raisonner dans l'absolu.

1.

D'après le sentiment d'Auguste Comte, l'économie politique est abstraite et déductive ; il en résulte qu'elle se donne aussi comme absolue. Faire dériver toute une science d'un principe dont on tire déductivement les conséquences, c'est admettre à peu près obligatoirement que les conclusions de cette science seront valables toujours et en tous lieux. Le principe qui sert de base apparaissant le plus souvent invariable, comme la raison elle-même, les conclusions restent dans tous les cas identiques. C'est pourquoi, Auguste Comte dans sa critique de l'économie politique, reproche à cette science absolue d'être en même temps abstraite-déductive ; et nous-même n'avons séparé ces questions solidaires que pour les besoins de l'analyse et les commodités de l'exposition.

On peut cependant concevoir une science usant principalement de la déduction, et dont les conceptions n'auraient rien d'absolu. L'exemple de Stuart Mill est frappant ; le philosophe anglais estime que les lois économiques ne doivent pas être considérées comme toujours et partout valables « ... les généralisations, dit-il, doivent nécessairement être relatives à une forme donnée de civilisation et à un degré donné d'avancement social. C'est là, croyons-nous, ce que nul économiste ne saurait nier. Aucun d'eux ne prétend que les lois du salaire, du profit et de la valeur, du prix et d'autres

choses semblables, posées dans leurs traités, seraient rigoureusement vraies dans l'état sauvage par exemple, ou dans une communauté composée de maîtres et d'esclaves... La principale arme imputable à une étroitesse d'esprit, dont on puisse fréquemment les accuser, est de regarder non pas une doctrine économique quelconque, mais leur expérience présente du genre humain comme étant d'une validité universelle, de prendre les phases temporelles ou locales du caractère humain pour la nature humaine elle-même » (1).

Stuart Mill qui est un philosophe positiviste et un ennemi de l'absolu, est, en matière d'économie politique, le grand défenseur et le grand théoricien de la méthode déductive (2). Il a su combiner le relativisme de ses conclusions avec le procédé déductif; il a fait dériver ses constructions, de principes, prémisses de ses raisonnements; mais à ces principes, il a pris garde de vouloir conférer aucune valeur universelle ou définitive, ni aucun caractère métaphysique.

Aujourd'hui encore, principalement en France, beaucoup d'économistes emploient plus spécialement la méthode déductive dans leur enseignement et dans leurs ouvrages, et professent malgré cela, comme nous le verrons, un certain relativisme.

Néanmoins, il y a affinité certaine entre la méthode déductive et le caractère absolu de la science; car le principe qui sert alors de base à la déduction est bien souvent considéré comme un aspect invariable de la nature, saisi par la raison. Auguste Comte de son point de vue, n'a pas tort de considérer que la science économique qui use de méthode abstraite et déductive,

(1) V. Stuart Mill, *A. Comte et le Positivisme*, traduction française, 6^e édition. Paris, 1898, p. 81 et s.

(2) V. Stuart Mill, *Système de logique*, traduction française, édition 1902, t. II, livre VI, chap. VII, p. 458.

tend à s'opposer de ce fait à toute saine conception du relativisme historique. Au temps où Comte combattait la science économique, Stuart Mill n'avait point encore publié son *Traité d'Economie politique*. Tous les économistes qui se servaient avant le philosophe anglais de la méthode abstraite croyaient découvrir un type social unique, définitif, et universel, comme la raison elle-même ; et ce n'était guère que dans la mesure où ils usaient de l'histoire et de l'induction qu'ils apercevaient, comme Adam Smith par exemple, ce qu'il y avait de variable et d'éphémère dans le type économique considéré.

Comte devait donc tout naturellement, étant donnée l'allure de l'économie politique à ses débuts, reprocher à la science des richesses son caractère absolu et invariable ; et à mesure que se précisèrent ses conceptions relativistes, et sa théorie de l'évolution des sociétés, le philosophe devait devenir de plus en plus hostile à une discipline se donnant comme absolue et universelle. Dans la leçon 47 du *Cours de Philosophie positive*, il dit son sentiment sur la valeur scientifique des dogmes des économistes. Pour lui, ces écrivains « presque tous sortis des rangs des avocats et des littérateurs, n'ont pu certainement puiser à aucune source régulière cet esprit habituel de rationalité positive, qu'ils croient avoir transporté dans leurs recherches. Inévitablement étrangers, par leur éducation même, envers les moindres phénomènes, à toute idée d'observation scientifique, à toute notion de loi naturelle, à tout sentiment de vraie démonstration, il est évident que quelque pût être la force intrinsèque de leur intelligence, ils n'ont pu appliquer tout à coup convenablement aux analyses les plus difficiles une méthode dont ils ne connaissaient nullement les plus simples applications, sans aucune autre préparation philosophique que quelques vagues et insuffisants préceptes de logique générale incapables

d'aucune efficacité réelle. Ainsi l'ensemble de leurs travaux manifeste-t-il évidemment de prime abord à tout juge compétent et exercé les caractères les plus décisifs des conceptions purement métaphysiques » (1).

Le langage scientifique, grossièrement imité d'ailleurs, nous dit Comte, de cette « prétendue science » ne doit point faire illusion ; les économistes n'ont aucune conception valable de la « loi scientifique », ils ignorent tout des transformations de l'histoire, de la contingence des arrangements humains, et raisonnent dans l'absolu. « En considérant d'un regard impartial, écrit-il encore, les stériles contestations sur les notions les plus élémentaires de la valeur, de l'utilité, de la productivité, ne croirait-on pas assister aux plus étranges débats des scolastiques du moyen âge, sur les attributions fondamentales de leurs pures entités métaphysiques, dont les conceptions économiques prennent de plus en plus le caractère, à mesure qu'elles sont dogmatisées et subtilisées davantage » (2).

Toutes les branches de la science sociale pour Comte, en sont donc au même point ; qu'il s'agisse de politique ou d'économie politique, c'est l'« esprit d'absolu » qui règne en maître ; et toutes les écoles sont au fond, dominées par la « considération d'un type politique immuable » (3).

2.

Si l'on jette un coup d'œil sur l'économie politique au temps d'Auguste Comte, il faut reconnaître en effet que les économistes ont bien souvent raisonné dans

(1) V. *Cours de Philosophie Positive*, t. IV, leçon 47, p. 212.

(2) V. Comte, *Cours de Philosophie Positive*, t. IV, leçon 47, p. 212.

(3) V. Comte, *Cours de Philosophie Positive*, t. IV, leçon 48, p. 238.

l'absolu. On a fréquemment parlé de « l'homme œconomicus », type de l'homme abstrait que dirige l'intérêt personnel, qui s'efforce toujours d'obtenir la plus grande jouissance au prix de la moindre peine. Les premiers économistes étaient, comme nous l'avons vu, épris d'optimisme providentialiste ; ils admettaient que la volonté divine avait posé, une fois pour toutes, des lois naturelles pour les phénomènes économiques, comme pour tous les autres groupes de phénomènes, et que cet ordre, le meilleur possible, était immuable et éternel. Les Physiocrates voyaient dans la nature l'instrument de la sagesse divine ; et les lois naturelles étaient pour eux l'œuvre de la Providence qui voulait le bonheur des humains. Adam Smith, lui-même, nous parlait de la « main invisible » qui dirige les hommes à la poursuite de leur intérêt. Malthus encore, malgré son pessimisme, retrouvait dans la sinistre loi de la population une des manifestations éternelles de la volonté de Dieu.

Tout cela est évidemment bien loin du relativisme historique qui admet un type économique différent pour chaque civilisation et chaque période de l'histoire. L'économie politique à ses débuts, fut étrangère à une telle conception ; elle conçut presque toujours des lois naturelles qui exprimaient des vérités universelles communes à tous les temps et à toutes les nations, exactement comme les lois physiques. Le laisser-faire sembla être la conclusion pratique de la science économique valable pour tous les milieux. L'économie politique ressemblait d'ailleurs à ces théories abstraites des juristes, pour lesquels Comte avait si peu d'estime, et qui, eux aussi, ne considéraient qu'un homme abstrait, séparé de tout ce qui l'entoure.

Cette tendance de l'économie politique ne fit d'ailleurs que s'accroître. « Avec les successeurs de J.-B. Say et

de Ricardo, nous disent MM. Gide et Rist (1), l'économie politique a pris un caractère de plus en plus abstrait ; chez quelques-uns d'entre eux, elle tend à se réduire à un petit nombre de propositions théoriques formulées comme des théorèmes de géométrie, et relatives surtout aux échanges internationaux, à la fixation du taux des profits, des salaires et de la rente... Ainsi l'économie politique s'est, entre leurs mains, figée en un corps de doctrines assez ternes, dont le lien avec la vie économique concrète est de moins en moins facile à apercevoir, à mesure qu'on s'éloigne de leur pays d'origine ». Il est certain que la science des richesses avec les disciples des grands classiques, avec Senior, Mac Culloch, Rossi, etc. se dessécha de plus en plus, et devint à la fois plus abstraite encore et plus absolue. Mais Comte ne connaissait pas ces écrivains et se bornait à reprocher à l'économie politique son manque de sens historique chez les auteurs qu'il avait lus, sans se douter peut-être que le reproche était mieux mérité encore de la foule des imitateurs.

Nous avons vu que la doctrine des Physiocrates, à peine connue de Comte d'ailleurs, était toute une philosophie, et que ses conclusions avaient un caractère universel et définitif. La loi naturelle chez les Physiocrates était aussi peu relative que possible ; la loi sociale avait pour eux le même caractère de nécessité et d'universalité que la loi physique dont au reste elle n'était qu'un prolongement (2).

Si l'on considère maintenant les économistes anglais,

(1) V. *Histoire des doctrines économiques*, 3^e édition. Paris, 1920, p. 450.

(2) Sur cette question, V. H. Denis, *Histoire des systèmes économiques*, ouvrage déjà cité, t. I, p. 99. V. les divers écrits de Quesnay et de Dupont de Nemours. V. aussi R. Gonnard, *Histoire des doctrines économiques*. Paris, 1922, t. II, p. 45 et s., qui pense que la doctrine des Physiocrates est moins abstraite et moins absolue qu'on ne l'admet généralement.

en nous bornant aux plus connus, il est certain que Ricardo a poussé à l'extrême la méthode abstraite et le caractère absolu de son œuvre. Afin d'établir par exemple sa théorie célèbre de la valeur internationale, il a, d'une part, raisonné déductivement comme dans un pur théorème fondé sur des principes abstraits, et d'autre part donné à ses conclusions une portée universelle, comme s'il se fût agi de science mathématique. L'homme abstrait, considéré par Ricardo, est en effet tellement desséché, tellement loin du réel, tellement réduit à rien, que les rares caractères qui lui restent, peuvent être considérés comme invariables dans toutes les circonstances ; et c'est pourquoi, « l'homme économique » de Ricardo pouvait être, par les économistes métaphysiciens, regardé presque comme l'homme en soi, s'il est permis de parler ainsi, qui jamais ne change et ne peut changer.

Des économistes, en apparence très attachés aux faits, comme J.-B. Say par exemple, ne considéraient aussi qu'un type économique invariable. « Les lois naturelles qui président [à l'entretien des nations], nous dit-il, et opèrent leur conservation sont les mêmes dans tous les pays et à toutes les époques. Elles étaient chez les Anciens, ce qu'elles sont de nos jours, seulement elles sont mieux connues maintenant » (1).

Pour se convaincre de cette tendance très générale à raisonner dans l'absolu au temps d'Auguste Comte, il n'y a qu'à ouvrir un livre d'économie politique ; la façon dont sont posés les problèmes nous renseigne aussitôt. On y discute par exemple, le meilleur régime commercial, et l'on se demande si l'on doit préférer le libre-échange ou la protection. La réponse donnée est représentée comme valable sans aucune restriction.

(1) V. J.-B. Say, *Cours complet d'économie politique*, édition de Bruxelles, 1844, p. 2.

Cette façon de voir persista pendant une grande partie du XIX^e siècle ; et si l'on a la curiosité de parcourir les débats parlementaires qui ont précédé en France l'adoption des différents régimes douaniers, il est aisé de constater que presque toujours les orateurs ont raisonné dans l'absolu, pour s'efforcer de déterminer par des raisons purement dialectiques la supériorité du libre-échange sur la protection ou inversement, négligeant presque toujours de poser le problème dans le concret. Aujourd'hui encore, on peut regretter que beaucoup d'économistes ne soient point encore assez pénétrés du relativisme de l'histoire.

Il n'est donc pas étonnant que Comte, malgré l'étendue limitée de ses lectures économiques, ait de suite, avec la marque de son génie, aperçu cette faiblesse de la science des richesses. Tout son relativisme devait entrer en révolte contre une telle conception. Sans doute les plus abstraits des économistes, comme Ricardo, ne lui étaient pas familiers ; mais ce qu'il savait de tous ces écrivains, tant par quelques lectures, que par les conversations avec des amis, lui permettait de voir ce que la science des richesses, dans son ensemble, avait d'invariable et d'absolu.

Auguste Comte admet qu'il y a des lois pour les phénomènes sociaux ; mais ces lois, pour lui, sont soumises au « progrès », c'est-à-dire qu'elles se transforment avec le temps et la civilisation. L'effort philosophique de Comte consiste à montrer qu'il y a des uniformités — condition de la science — mais aussi à établir que les lois se transforment suivant le développement des sociétés. « L'ordre et le progrès, nous dit-il au début de la « physique sociale » (1), que l'antiquité regardait comme essentiellement inconciliables, constituent de plus en plus par la nature de la civilisa-

(1) V. *Cours de Philosophie positive*, t. IV, leçon 46, p. 8.

tion moderne deux conditions également impérieuses, dont l'intime et indissoluble combinaison constitue désormais et la difficulté fondamentale, et la principale ressource de tout véritable système politique ».

Comte admet donc qu'il y a une constitution économique variable suivant l'âge de la civilisation ; et l'économie politique d'un J.-B. Say ne lui paraît que le régime économique de l'âge métaphysique. C'est dans ce sens qu'il faut entendre le relativisme historique d'Auguste Comte. Le philosophe croit à une évolution sociale uni-linéaire ; ou, si l'on veut, il ne reconnaît comme changements dans les sociétés, que ceux qui sont dus à l'âge de la société considérée. Auguste Comte avait par ailleurs borné ses préoccupations à la seule race blanche, et même à la société occidentale, avec laquelle il avait évidemment tort de confondre l'humanité (1).

En dehors de Comte et même avant lui, des écrivains nombreux avaient entrevu le relativisme historique des lois sociologiques. Sans sortir même des économistes, il est bien certain que Smith, ainsi que Comte le reconnaît d'ailleurs, prenait par moments un certain soin d'éviter l'absolu ; il disait en effet que le grand objet de l'économie politique de chaque pays est d'accroître la richesse et la puissance de ce pays (2). Nous n'avons pas à dresser l'inventaire des écrivains sociaux, qui avant Comte ou concurremment avec lui, voyaient ou entrevoyaient le relativisme soit géographi-

(1) M. Lévy-Brühl, dans *Morale et Science des Mœurs*, 4^e édition. Paris, 1910, p. 74, fait remarquer, très justement que « Comte ne le ferait certainement plus aujourd'hui ; le rapprochement matériel qui s'est opéré ne le lui permettant plus. Bombay et même Pékin ne sont pas plus éloignés de Paris aujourd'hui que ne l'étaient Madrid et Stockholm il y a cent ans ».

(2) Sur la méthode et le caractère de l'œuvre de A. Smith qui est à la fois métaphysique et relativiste, déductive et inductive. V. les livres sur Smith cités à notre bibliographie.

que, soit historique, des lois sociales ; mais du moins pouvons-nous citer les noms de Bodin, père de la théorie des climats, de Montesquieu, de Sismondi qui était historien en même temps qu'économiste, et de List enfin, qui prenait la « nationalité » comme base de ses études. Des auteurs, comme Thomson et Owen par exemple, n'ont pas été sans remarquer l'influence modificative du « milieu » sur les phénomènes sociaux. Les Doctrinaires, comme le fait remarquer M. Henry Michel (1), étaient en politique des opportunistes et des relativistes qui avaient subi l'influence de Savigny et de son école. D'autre part Saint-Simon avait, lui aussi, préparé la voie au relativisme de Comte. « La principale occupation du philosophe, nous dit-il, consiste à concevoir le meilleur système d'organisation sociale pour l'époque où il se trouve » (2). Les Saint-Simoniens préconisèrent, comme nous l'avons vu, une méthode historique fondée sur la considération des développements successifs de l'espèce humaine, et ils s'appliquèrent à démontrer que la propriété est une forme variable suivant les civilisations (3).

Mais c'est Comte le premier, qui devait donner une formule précise du relativisme et de la variabilité historique des lois sociales. Nos connaissances, qui procèdent toutes de l'observation, ne peuvent nous donner que du relatif et non de l'absolu. Les phénomènes intellectuels sont subordonnés à la relation fondamentale entre l'homme et le milieu. « Aussi toutes nos connaissances réelles sont nécessairement relatives d'une part au milieu, en tant que susceptibles d'agir sur

(1) V. *L'Idée de l'Etat*. Paris, 1896, p. 298.

(2) Cité sans références par Isambert, *Les idées socialistes en France*, ouvrage cité, p. 67.

(3) V. Bouglé et Halévy, *Exposition de la doctrine*, ouvrage déjà cité, p. 38 et s. V. aussi la 7^e séance de l'*Exposition* et le *Producteur* de 1825, t. III, p. 380.

nous, et d'une autre part à l'organisme, en tant que sensible à cette action » (1).

Par ailleurs, ces lois, objets de nos recherches, sont elles-mêmes soumises au progrès et par conséquent au changement. Le relativisme procède donc à la fois du sujet et de l'objet.

La conception de Comte est un relativisme dans le temps ; il y a des sociétés plus ou moins avancées, mais qui toutes suivent la même marche ; ces sociétés ne se différencient que par leur âge. L'école historique allemande qui, vers 1850, avec Knies et Hildebrand, devait reprocher aussi à l'économie politique son caractère absolu, cette école, qui devait jouer un rôle si important dans le développement de la science des richesses, conçut un relativisme non seulement du temps comme Auguste Comte, mais encore de l'espace. L'école historique reprocha à l'économie politique classique son « perpétualisme », son « cosmopolitisme », et proposa de considérer les lois sociales comme variables, non seulement suivant les temps, mais encore suivant les différents groupes sociaux.

Nous apprécierons plus tard le mérite général de la critique de Comte ; mais nous pouvons dire dès maintenant, qu'en contribuant à faire triompher la notion de sociétés variables, Comte a rendu le plus éclatant des services à l'économie politique.

(1) V. *Cours de Philosophie Positive*, t. VI, leçon 58, p. 669.

CHAPITRE IV

LE DEUXIÈME GRIEF D'AUGUSTE COMTE : L'ÉCONOMIE POLITIQUE EST UNE SCIENCE ISOLÉE DES AUTRES

1. Comment l'économie politique s'est peu à peu séparée des autres sciences sociales et notamment de l'éthique. — 2. La science sociale, selon Auguste Comte, doit être unique et générale. De la théorie du « Consensus » à l'organicisme. — 3. Dans quelle mesure les économistes du temps méritaient le reproche que Comte leur adressait. Ce sont les disciples classiques de Smith qui sont responsables de l'isolement de la science économique.

1.

Nous avons insisté dans les chapitres précédents sur le caractère abstrait et déductif qu'avait pris l'économie politique : voici ce qui en résulta. Construire une science par voie de déduction, c'est tirer d'un principe des conséquences qui s'engendrent les unes les autres dans une série unilinéaire, et du même coup négliger les conséquences qui pourraient procéder d'autres principes. En l'espèce, toutes les déductions dérivent de la représentation que l'on s'est faite de l'« homme économique », qui est censé n'agir jamais que par intérêt. Mais un tel homme n'est qu'un être de raison, puisqu'il est constant que d'autres sentiments encore, meuvent les individus, sentiments altruistes, artistiques, religieux, etc., dont chacun pourrait à la rigueur servir de point de départ à une série de déductions parallèle à celle que l'on tire de l'intérêt personnel. Procéder

abstraitemment et déductivement dans l'étude de l'homme, c'est se condamner à ne considérer que quelques-uns des aspects de sa nature arbitrairement choisis. Ainsi ont fait, pour ne citer que les noms les plus célèbres, Ricardo, Sénior et Cournot.

Telle n'avait pas été la tendance des plus anciens théoriciens. Si la science économique vraiment systématisée ne s'est constituée qu'à la fin du XVIII^e siècle, les hommes n'avaient pas attendu jusque-là, il va sans dire, pour se préoccuper des phénomènes de la richesse ; mais les premiers philosophes qui se sont appliqués à cet ordre de problèmes, n'avaient eu garde de les séparer des autres considérations relatives à l'homme, et particulièrement des problèmes de la morale. Par exemple, les écrivains qui ont immédiatement précédé ceux que l'on nomme les fondateurs de l'économie politique, avaient mené de front l'examen de tous les problèmes sociaux, sans différencier les sciences sociales entre elles, ni la science sociale de l'art social ; et cette indistinction est surtout manifeste chez les mercantilistes et les caméralistes (1). On doit à Ashley (2) d'avoir bien montré comment, chez les philosophes anglais du XV^e et du XVI^e siècle, l'économie politique se subordonne à l'éthique. Il en avait été de même dans la France de la Renaissance et du Moyen âge, où les théologiens et les moralistes étudiant les diverses combinaisons économiques, se préoccupèrent moins de leur utilité que de leur légitimité morale. Ils avaient peu d'estime, comme on sait, pour le commerce qui leur semblait improductif, et qui ne procurait, croyaient-ils, qu'un bénéfice individuel à l'habileté des trafiquants. L'Eglise

(1) V. les ouvrages relatifs à l'histoire de l'économie politique cités à notre bibliographie et spécialement : Rambaud et Dubois. V. aussi : René Maunier *l'Economie politique et la sociologie*. Paris, 1910.

(2) Ouvrage cité à notre bibliographie.

avait condamné le prêt à intérêt ; d'où le sens péjoratif du mot « usure ». On pourrait multiplier ces exemples, où se marque la préoccupation morale des plus anciens économistes.

Elle disparut du jour où Mandeville eut montré qu'une société d'ascètes ne saurait subsister, et que les vices eux-mêmes sont utiles à la conservation des nations. Et ce fut Adam Smith qui, à sa suite, *sécularisa* l'économie politique, en annonçant que l'égoïsme se charge de faire marcher la société, et qu'une *main invisible* la dirige pour l'avantage commun. Sans doute la pensée d'Adam Smith est plus complexe et plus nuancée ; il savait que l'homme n'est pas tout égoïsme, et nous y insisterons plus loin. Il n'en reste pas moins qu'en son livre sur la *Richesse des Nations*, il s'est ingénié, étudiant à part l'intérêt personnel, à fonder une science des richesses sur cette seule notion, sans tenir compte des autres mobiles humains ; et que par suite, il a séparé cette science de toutes les autres sciences relatives à l'homme. Et ses disciples n'ont fait qu'enchérir sur cette tendance à l'isolement.

Au commencement du XIX^e siècle, quand se produisit le mouvement de réaction dont nous avons parlé, c'est cet isolement qui frappa les critiques, en même temps que la séparation de l'économie politique et de la morale. Beaucoup entrèrent en lutte contre l'amoralisme des économistes, contre leur « dogmatique de l'égoïsme ». Sans doute, dirent-ils, il est nécessaire d'analyser les phénomènes de la richesse ; mais pourquoi le faire sans avoir égard aux fins morales de l'individu ? Montrer comment naissent et circulent les richesses, c'est bien ; mais pourquoi ne pas examiner aussi comment elles se consomment, à quelles catégories d'individus reviennent les plus fortes parts ? Pourquoi ne pas étudier à la fois le luxe et la misère, en

vue d'apprécier si les répartitions, telles qu'elles s'opèrent, correspondent ou non à l'idéal moral ?

C'est ainsi que Sismondi s'élève contre la « chrématistique » des économistes, qui se préoccupent uniquement de produire la plus grande quantité possible de richesses. « L'économie politique, dit-il, doit rechercher les moyens par lesquels le plus grand nombre d'hommes, dans un état donné, peut participer au plus haut degré de bien-être physique qui dépende du gouvernement..., de la sorte elle devient en grand la science de la bienfaisance » (1). Thomson déplore, lui aussi, le divorce de l'économie politique et de l'éthique : d'un côté, des penseurs qui considèrent les fins morales que l'homme doit s'efforcer d'atteindre, mais qui ne prennent nul souci des conditions physiques et économiques de cet effort ; de l'autre, d'autres penseurs qui analysent les conditions physiques et économiques de la vie de l'homme en société, mais qui les prennent pour des fins en soi (2). Villeneuve-Bargemont veut de même « remoraliser » la science des richesses ; « il ne se contente pas de vouloir introduire dans l'économie politique des préoccupations morales, il souhaite la venue d'une société qui vivrait en conformité avec les traditionnels enseignements de l'Eglise » (3).

Auguste Comte n'en est pas venu d'emblée à proposer à l'économie politique un ensemble d'objections systématisées. Dans ses premiers ouvrages, il s'en tient à lui reprocher, comme d'autres faisaient autour de lui, l'étroitesse de son principe : se représenter l'homme comme mû par le seul égoïsme, c'est le mutiler. Pour

(1) V. Hitier, *Sismondi et les doctrines économiques et sociales*, dans *Revue d'économie politique*, 1899, p. 529.

(2) Sur Thomson v. H. Denis, ouvrage cité, t. II.

(3) V. Victor de Clercq, *Les doctrines sociales catholiques en France depuis la Révolution jusqu'à nos jours*. Paris, 1905, t. I, p. 31.

lui, cette considération exclusive de l'intérêt personnel « est due à l'universel esprit d'unité absolue qui caractérise la philosophie métaphysique » (1). Cette étude rétrécie de la nature humaine lui apparaît comme la base de l'individualisme révolutionnaire. « Ce serait trop compter, écrit-il (2), sur la puissance des démonstrations de l'économie politique, pour prouver la conformité nécessaire des divers intérêts industriels, que d'espérer qu'elles puissent jamais suffire à les discipliner. Quand même on accorderait toute la latitude logique, d'ailleurs fort exagérée, que les économistes leur ont donnée, il resterait certain que l'homme ne se conduit pas uniquement ni même principalement par des calculs, et en second lieu, qu'il n'est pas toujours, ni même le plus souvent susceptible de calculer avec justesse. »

A la différence de tant de ses contemporains dont nous venons de nommer quelques-uns, Comte ne vise pas à réconcilier l'économie politique avec la morale. Sa conception de la morale et la séparation qu'il réclamait entre la spéculation et l'action l'en empêchaient. Il concevait en effet ainsi que nous le verrons, la physique sociale comme une science qui observait les phénomènes et en déterminait les lois, et il voulait ensuite s'inspirer des données de cette science pour construire un art social suivant les fins à atteindre. En un sens pourtant, il déplora lui aussi, le divorce de l'économie politique et de l'éthique ; car la production des richesses devenait ainsi pour beaucoup d'hommes une fin en soi, au lieu d'être subordonnée aux indications de la science sociale. Il précisa ensuite nettement dans son art social, ce qui devait revenir à chacun, et nous aurons plus loin l'occasion d'exposer ses vues sur le

(1) V. *Cours de Philosophie positive*, t. V, leçon 55, p. 575.

(2) V. cinquième opusculé, p. 284.

salaire des ouvriers, à qui il voulait assurer un niveau d'existence suffisamment élevé. Par ailleurs, il ne chercha pas, et il faut l'en louer, à mêler à la science des richesses des préoccupations morales. Il fit mieux — il subordonna les phénomènes de richesse à leurs fins véritables.

Mais il devait en outre, faire de l'isolement de la science économique, une critique autrement originale. C'est cette critique que nous allons maintenant exposer.

2.

A ses débuts, dans le premier de ses grands ouvrages, le *Cours de Philosophie positive*, Comte pose en fait que dans la société, tout comme dans l'organisme d'un être vivant, l'ensemble détermine les parties; qu'il existe entre les phénomènes sociaux des lois de corrélation, une causalité réciproque. Il y a une adaptation entre l'état métaphysique par exemple, et les formes de l'art ou celles de la production économique, aussi bien qu'il y a adaptation entre le cerveau de l'homme et ses membres. Or, en biologie, c'est commettre une erreur évidente que d'étudier un organe isolément, sans tenir compte des autres, et surtout sans considérer l'animal vivant. De même, en sociologie, il y a des interréactions entre tous les groupes de phénomènes; et les séparer arbitrairement, c'est les mutiler. Les phénomènes politiques esthétiques, juridiques, économiques, n'obéissent pas chacun à des lois qui lui soient propres; au contraire, ils entrent tous dans les mêmes séries historiques, et se modifient les uns les autres. Il y a « consensus »; et le terme de « théorie du consensus » nous semble le plus approprié pour caractériser ce qui fut en cette période initiale la conception de Comte.

Dans sa pensée, cet appel à la biologie ne représentait encore qu'un moyen d'expression commode. Il ne devait s'avancer que très prudemment dans cette voie, et toujours d'ailleurs, il sépara nettement la sociologie de la biologie. Chaque fois qu'apparaît une science nouvelle, dans la hiérarchie par lui déterminée, elle comporte un élément nouveau, qui la rend irréductible à la science antérieure, et la sociologie ne se ramène pas plus à la biologie, que la biologie à la chimie. Réduire l'étude de la société à la biologie, ce serait supprimer « l'histoire », qui est un « donné » et qui ne peut se déduire (1). « On a quelquefois, dit-il, comparé l'ensemble de l'humanité à un immense polype s'étendant sur le globe entier. Mais cette métaphore pédantesque, où l'on s'efforce de caractériser un phénomène très connu, en l'assimilant à un autre qui l'est beaucoup moins, témoigne réellement d'une très imparfaite appréciation philosophique de notre solidarité sociale, et surtout d'une haute ignorance biologique du genre d'existence propre aux polypes. Elle conduit à rapprocher une association volontaire et facultative, d'une participation involontaire et indissoluble ; un système dont les divers éléments, malgré leur originalité propre, s'affectent toujours réciproquement, est ainsi assimilé à un système essentiellement inverse, où les parties, quoique inséparables, n'exercent jamais directement aucune action mutuelle, au point que les unes périssent, pendant que les autres naissent, sans que le reste en soit aucunement altéré ».

Auguste Comte a usé d'abord de comparaisons biologiques pour éclairer ses conceptions sociologiques. Mais sa « théorie du consensus », d'abord très réservée, s'enhardit par la suite, jusqu'à se transformer,

(1) V. Lévy-Brühl, ouvrage cité à notre bibliographie, p. 272 et s.

dans le *Système de Politique positive*, en un véritable organicisme. Jamais sans doute Comte ne confondra sociologie et biologie, mais il fut de plus en plus frappé par les analogies qui existent entre la société et les organismes vivants. Il écrit (1) : « Le parallélisme nécessaire ressort en effet de l'ensemble des applications précédentes, du moins en bornant l'analyse biologique à ce qu'elle offre de mieux établi ; car elle distingue surtout trois degrés successifs dans l'appréciation anatomique, d'abord relative aux éléments proprement dits, puis aux tissus, et enfin aux organes ».

Ces considérations ont certainement agi sur Comte, et l'ont guidé dans son classement des fonctions sociales qui est établi d'après les indications du règne animal. La biologie place au sommet de chaque série les animaux qui ont le cerveau le plus développé ; pareillement Comte classe hiérarchiquement les fonctions sociales selon qu'elles mettent en jeu des facultés plus ou moins élevées ; et c'est ainsi par exemple qu'il « subordonne » l'ouvrier au patron. La « hiérarchie doit offrir en principe, nous dit-il (2), une extension spontanée de l'échelle animale, en sorte que les caractères qui y séparent les diverses classes doivent être essentiellement analogues à ceux qui distinguent les différents degrés d'animalité ».

L'organicisme de Comte — il est curieux de le noter, — qui est toujours allé en se renforçant, a trouvé, semble-t-il, un point d'appui dans les considérations mêmes des économistes relatives à la division du travail. La science des richesses a en effet montré que les intérêts humains sont convergents et non opposés. « Quels que soient, nous dit Auguste Comte (3), les

(1) V. *Système de Politique positive*, t. II, ch. V, p. 279.

(2) V. *Cours de Philosophie positive*, t. VI, leçon 57, p. 519.

(3) V. *Cours de Philosophie positive*, t. IV, leçon 47, p. 219.

dangers évidents de ce sophisme [l'existence d'un ordre naturel que ne doit troubler aucune action de l'Etat] dont les conséquences logiques, si elles pouvaient être pleinement et librement déduites, n'iraient à rien moins qu'à l'abolition méthodique de tout gouvernement réel, la justice exige qu'on remarque aussi, par une sorte de compensation d'ailleurs imparfaite, l'heureuse disposition simultanée de l'économie politique actuelle à représenter immédiatement, dans le genre le moins noble de relations sociales, les divers intérêts humains, comme nécessairement solidaires et par suite susceptibles d'une stable conciliation fondamentale. Quoique par cette importante démonstration les économistes n'aient fait sans doute que servir plus ou moins fidèlement d'organes philosophiques à la conviction universelle que le bon sens vulgaire devait spontanément acquérir...; la saine philosophie ne leur en devra pas moins une éternelle reconnaissance de leurs heureux efforts pour dissiper le funeste et immoral préjugé, qui, soit entre les individus, soit entre les peuples, représentait l'amélioration matérielle des uns comme ne pouvant résulter que d'une détérioration correspondante chez les autres; ce qui revenait au fond à nier ou à méconnaître le développement industriel, en supposant nécessairement constante la masse des richesses ».

Auguste Comte devait d'ailleurs élargir beaucoup cette vue pour lui trop étroite des économistes, sur la division du travail et la solidarité des intérêts. Dans la sociologie de Comte, ce sera la répartition des différentes tâches humaines qui constituera la « solidarité sociale » et permettra la complication grandissante et le perfectionnement de l'organisme de la société. Sans doute la thèse de l'harmonie des intérêts ne conduit pas forcément à la société-organisme, mais il y a cependant un passage facile de la première de ces théories à

la seconde. En effet admettre la convergence des intérêts, c'est reconnaître dans un sens que la société est un tout harmonieux résultant de l'action des parties. Entre cette conception et l'organicisme le pas est aisé à franchir. On peut donc assez facilement partir du libéralisme économique, et si l'on insiste sur l'idée de convergence, aboutir à l'organicisme ; arrivé là, l'on est bien près de renier la liberté première, ou du moins l'on est porté, à proclamer la subordination des parties plutôt que leur indépendance. Mais pour la question qui nous occupe en ce moment, Auguste Comte, s'appuyant sur la diversion du travail devint organiciste, et de ce point de vue considéra que l'on ne pouvait étudier isolément les phénomènes économiques liés aux autres phénomènes de l'organisme social.

Auguste Comte ne semble pas d'ailleurs avoir bien étudié tous les aspects du problème ; il nous parle d'unité organique, de fonctions de tissus, etc., il emprunte même aux juristes, ou plutôt aux théocrates le mot « solidarité », mais il n'approfondit pas beaucoup la question de la corrélation des parties, de leur mutuelle dépendance et de leur subordination.

*
* *

Quelles qu'aient pu être d'ailleurs, les hésitations de sa pensée en cette matière, Comte a bien vu qu'il est impossible d'étudier à part les phénomènes économiques, puisque tous les phénomènes sociaux réagissent les uns sur les autres. Certes, les phénomènes de richesse sont objet de science, mais, à condition que l'observateur se soit placé au point de vue de la sociologie générale.

La science sociale recourra surtout à la méthode historique qui seule est habile à déterminer la filiation des phénomènes. Or, aucune filiation partielle isolée

n'est intelligible ; tous les phénomènes sociaux coordonnés, sont soumis au même devenir. Avant d'examiner les « séries sociales », il faut donc s'être formé une vue d'ensemble systématique de l'évolution humaine. C'est faute d'une telle vue d'ensemble, que tout l'effort de l'économie politique est resté vain. « L'appréciation politique de cette prétendue science confirme essentiellement au fond ce qu'avait dû faire prévoir son appréciation scientifique directe, en témoignant qu'on n'y doit nullement voir un élément déjà considéré de la future physique sociale, qui, par sa nature ne saurait être convenablement fondée, qu'en embrassant d'une seule grande vue philosophique l'ensemble rationnel de tous les divers aspects sociaux » (1).

Ce que Comte a voulu constituer, c'est donc une science qui embrasse à la fois, dans leurs variations, tous les phénomènes humains ; elle devra les envisager en leurs relations avec le milieu physique, déterminer les rapports du développement intellectuel de l'humanité et du développement matériel, etc. ; et Comte ira jusqu'à interdire qu'on sépare l'histoire de telle science particulière, de l'histoire générale de l'humanité. Ayant lu un jour une monographie de l'histoire des mathématiques en Italie au ^{xvii}^e siècle, il saisit cette occasion de protester contre l'étude micrographique des faits ; il n'y a pas, à l'en croire, d'histoire des mathématiques ; il n'y a qu'une histoire, celle de la pensée humaine (2).

Sans doute, il reconnaît qu'il peut parfois y avoir avantage à isoler certains phénomènes pour les mieux observer (3), et que l'analyse est un procédé d'investi-

(1) V. *Cours de Philosophie positive*, t. IV, leçon 47, p. 222.

(2) *Ibid.*, t. IV, leçon 49, p. 404. V. Lévy-Brühl, ouvrage cité, p. 273.

(3) *Ibid.*, t. VI, leçon 58, p. 704.

gation commode ; mais ce découpage inoffensif dans les sciences inorganiques a de graves inconvénients en science sociale.

Dans la constitution de sa sociologie impuissant qu'il était à embrasser d'un seul regard toute la réalité sociale, il lui a bien fallu procéder, lui aussi, par abstraction et par analyse. Comment aurait-il dégagé sa loi des trois états, s'il n'avait isolé le phénomène fondamental, et considéré les phénomènes intellectuels à l'exclusion des autres ? Sans doute, une fois sa loi dégagée, il s'efforcera de déterminer les rapports que les faits de développement intellectuel soutiennent avec les divers autres ordres de faits sociaux ; il n'en reste pas moins que ce qu'on trouve à la base de sa sociologie, ce n'est pas une considération de la société envisagée en sa réalité complexe et indivisible, mais bien une analyse, un « découpage du réel ». Par où l'on voit que les plus grands esprits ne sont pas toujours fidèles aux méthodes qu'ils ont préconisées, aux programmes qu'ils se sont tracés.

Ennemi des études fragmentaires, des monographies, Comte reconnaît pourtant, qu'il est nécessaire d'amasser des matériaux pour l'investigation scientifique. « Mais, dit-il, cette nécessité préalable ne s'applique en parfaite rigueur qu'à la seule époque actuelle, où il s'agit de la première ébauche de la science (1). D'autre part, quand la science sociale générale aura été solidement constituée, le jour viendra où elle pourra être rationnellement subdivisée en petites disciplines spéciales. A ce moment, une fois l'interdépendance des phénomènes bien reconnue, cette fragmentation n'offrira plus de dangers. Mais les travaux ne devront descendre que graduellement à une spécialité croissante, en considérant toujours l'étude des éléments

(1) V. *Cours de Philosophie positive*, t. IV, leçon 48, p. 281.

comme essentiellement dominée par celle du système dont la notion générale de plus en plus nette devra continuellement fournir le principal éclaircissement de chaque aspect partiel, sauf d'inévitables réactions secondaires » (1).

La sociologie sera l'histoire en tant que science, c'est-à-dire en tant que l'histoire a pour but de découvrir les lois qui président au développement de l'espèce humaine (2). Elle considérera à la fois les lois de corrélation et les lois de succession ; elle se divisera dès lors en deux branches : la statique et la dynamique. Elle étudiera les phénomènes économiques au même titre que les autres phénomènes : intellectuels, esthétiques, etc... ; en une telle sociologie, les faits économiques ne jouiront d'aucun privilège ; on peut même dire qu'ils seront relégués au second plan ; car la philosophie de Comte, qu'on a pu nommer un « intellectualisme historique » (3), donne la primauté au phénomène intellectuel ; tout dans la société est soumis à l'état du développement intellectuel. Cette conception s'oppose directement au matérialisme historique, lequel, pour donner une explication générale des faits sociaux, les subordonne au contraire à l'état économique de la société.

Cette façon d'opérer, qui consiste à considérer en sociologie l'ensemble et non pas les éléments, est conforme à la logique qui nous pousse à procéder du connu à l'inconnu. En raison du *consensus* des faits sociaux, nous dit Comte, le connu est le tout en sociologie, et l'inconnu c'est la partie, comme en biologie. De ce point de vue, la science des êtres vivants se dis-

(1) *Ibidem*, p. 284.

(2) V. 3^e opuscule, p. 178.

(3) V. René Worms, *Philosophie des Sciences Sociales*, t. I, p. 432.

tingue donc nettement des sciences, des êtres inorganiques. Là le détail est connu avant l'ensemble, tandis que le biologiste et le sociologue connaissent évidemment l'animal ou la société, avant d'en connaître les organes particuliers (1).

Cette sociologie, qui embrasse d'un seul coup d'œil tous les faits humains, y compris les faits économiques, Auguste Comte pense bien être parvenu à la constituer. En fait, s'il n'y a pas pleinement réussi, il a essayé du moins de fournir des exemples d'actions et de réactions que les principaux phénomènes exercent les uns sur les autres. Une partie du *Cours* est employée à mettre en relief les relations que soutient le développement matériel de l'humanité, tour à tour avec l'état théologique, avec l'état métaphysique, avec l'état positif. Ainsi la leçon 56 analyse les rapports du fétichisme, première phase de l'état théologique, avec les conditions économiques qui sont celles des peuples chasseurs et pasteurs. Plus loin, Comte montre l'influence du catholicisme féodal sur la transformation de la société militaire en une société industrielle.

Mais à quoi bon multiplier ces exemples? Chacun sait que c'est là le caractère essentiel de la tentative d'Auguste Comte, qui, si intéressante soit-elle, n'a malheureusement que la valeur de la loi des trois états. Et cette loi, bien peu de sociologues, même acquis par ailleurs aux idées positivistes, l'acceptent aujourd'hui sans réserves. Quoi qu'il en soit, Auguste Comte a fortement senti ce qu'il y avait d'indivisible dans la société et de ce point de vue il a vigoureusement attaqué l'économie politique. « Comme toute existence, nous dira plus tard Roscher, la vie d'une nation forme un ensemble, dont les divers phénomènes se relient intimement les uns aux autres. Pour en

(1) V. *Cours de Philosophie positive*, t. IV, leçon 48, p. 285.

comprendre scientifiquement un seul, il faut les connaître tous » (1).

3.

La critique adressée par Auguste Comte à l'économie politique d'isoler les phénomènes de richesse est sans aucun doute méritée ; mais il est inexact cependant de dire que tous les auteurs ont borné leurs recherches à l'étude de la seule richesse, sans vouloir même jeter un coup d'œil sur les autres aspects de la vie en société. Pour être juste il faut faire des distinctions que Comte n'a que trop sommairement indiquées, et reconnaître que la critique du philosophe n'est pas assez nuancée. Le fondateur de la sociologie accable d'un mépris presque uniforme les économistes qui avaient à ses yeux le tort impardonnable d'être des individualistes ; d'autre part, les lectures économiques du philosophe qui étaient limitées, ne lui permettaient guère d'excepter de sa condamnation des écrivains que souvent il ne connaissait que fort peu. Comte entrevoyait cependant que tous les auteurs n'avaient point la même responsabilité dans l'isolement de l'économie politique ; il sentait que les plus classiques parmi les disciples de Smith, étaient les plus coupables, en s'efforçant de justifier dogmatiquement leur point de vue. Mais Comte ne prit pas la peine d'insister assez longuement sur ce point (2).

C'est comme l'on sait, depuis Adam Smith que l'économie politique s'est trouvée isolée des autres sciences sociales et étudiée à part. La *Richesse des Nations* considère l'intérêt personnel comme le grand moteur des

(1) V. Roscher, *Premiers principes d'économie politique*, t. I, p. 30.

(2) V. *Cours de Philosophie positive*, t. IV, leçon 47, p. 240.

actions humaines dans l'ordre matériel ; et, s'appuyant sur cette base psychologique, construit toute une science que l'observation et l'histoire viennent d'ailleurs contrôler ou corriger. Le fondement de toute cette discipline scientifique est une donnée psychologique ; l'intérêt personnel, c'est-à-dire, la recherche du mieux être avec le minimum d'efforts, est regardé comme le seul facteur de l'activité économique ; les autres aspects de la vie psychologique sont écartés comme n'intervenant pas dans la question des richesses.

Adam Smith cependant, connaissait les autres passions qui agitent l'homme, et l'auteur des *Sentiments moraux* savait quelle place revenait à cette sympathie qu'il avait tant étudiée. En réalité, Smith avait, en deux œuvres bien distinctes, mais qui se complétaient, fait le tour complet de la psychologie humaine, dont les deux pôles sont l'intérêt personnel et la sympathie. La critique moderne a sans doute mieux pénétré la pensée intime de Smith que ne l'avaient fait ses successeurs immédiats ; et aujourd'hui, on tend à faire un tout complet des écrits de Smith, afin de retrouver sa pensée dans son intégrité et de saisir l'harmonie de son œuvre. C'est, croyons-nous, Thomas Buckle, qui, le premier, a exposé la nécessité de réunir les deux grands ouvrages du philosophe écossais, et de les considérer comme les deux parties d'un même sujet ; Adam Smith ayant voulu se livrer à l'étude comparée et partant successive de l'âme humaine.

Peut-être même Smith voulait-il, comme on l'a soutenu, faire une « histoire de la civilisation » en étudiant à la fois l'homme et le progrès de la société, et peut-être ses divers ouvrages ne sont-ils que les éléments épars d'une vaste entreprise qui reste inachevée ? Quoi qu'il en soit, Smith a examiné successivement les principaux aspects de l'homme, et n'a pas, si l'on

considère toute son œuvre, limité ses recherches à la seule étude des richesses (1).

Il est curieux de noter qu'Auguste Comte avait sans doute aperçu l'harmonie de l'œuvre de Smith et vu que la *Richesse des nations* et les *Sentiments moraux* se complétaient. Il faut, nous dit-il (2), « soigneusement remarquer que l'aveu général de nos économistes sur l'isolement nécessaire de ma prétendue science, relativement à l'ensemble de la philosophie sociale constitue implicitement une involontaire reconnaissance de l'inalité scientifique de cette théorie qu'Adam Smith n'avait eu garde de concevoir ainsi ». Comte connaissait bien Smith et comprenait qu'il ne fallait pas séparer les différentes parties de son œuvre, « ... l'école écossaise, écrit-il (3), qui admettait la sympathie en même temps que l'égoïsme, était sans doute beaucoup plus rapprochée de la réalité, quoique le vague de ce qu'elle a ambitieusement nommé ses doctrines, et surtout leur défaut plus prononcé de liaison, ne lui aient jamais permis

(1) Sur cette question, V. H. Delatour, *A. Smith, sa vie, ses travaux, ses doctrines*, Paris, 1886, p. 43 et s.; Hector Denis, *Histoire des systèmes économiques*, déjà cité, t. I, p. 209 et s.; W. Hasbach, *Les fondements philosophiques de l'économie politique de Quesnay et de Smith*, *Revue d'économie politique*, 1893, nos 9 et 10, p. 781 et s.; Lujo Brentano, *Le concept de l'éthique et de l'économie politique dans l'histoire*, *Revue d'économie politique*, 1902, p. 1 et s.; E. Dühring, *Kritische Geschichte der nationalökonomie und des Socialismus*. Leipzig, 1879, p. 154 et s.; A. Schatz, *Individualisme économique et social*. Paris, 1907, p. 115 et s.; James Bonar, *Philosophy and political economy*. Londres, 1893, p. 148 et s.; Espinas, *Histoire des doctrines économiques*. S. d., p. 267 et s. Nous ne pouvons entrer ici dans l'étude de cette question qui nous entraînerait trop loin; disons seulement que la publication par Edwin Cannan du cours fait à Glasgow par Adam Smith montre que cet auteur étudiait ce que ses contemporains nommaient la « philosophie morale », c'est-à-dire un groupe de sciences aussi étendu que la Physiocratie.

(2) V. *Cours de Philosophie positive*, t. IV, leçon 47, p. 240.

(3) V. *Cours de Philosophie positive*, t. III, leçon 45, p. 630.

d'exercer une aussi grande influence [que les écoles française et allemande] ».

Comte, qui estimait la philosophie écossaise, reconnaissait que Smith n'était pas responsable de la faute des disciples qui avaient isolé la science des richesses des autres considérations relatives à l'homme ; sans doute Adam Smith a fâcheusement fragmenté l'étude de la société ; mais dans son œuvre était l'étude de l'homme social sous ses aspects multiples. Les successeurs de Smith se bornèrent dans l'ensemble à répandre et à vulgariser la pensée du maître ; en purs économistes, ils s'inspirèrent uniquement de la seule *Richesse des Nations*. Par leur fait se trouva réalisé le complet isolement de l'économie politique ; isolement, qui en bonne justice ne saurait être imputé à Smith en personne. Comme l'indique Auguste Comte, ce furent les plus classiques qui firent l'économie politique la plus séparée, parce qu'ils se bornèrent en effet au commentaire et à l'interprétation de leur Evangile : la *Richesse des Nations*, qui n'était pourtant qu'une partie de la pensée de Smith.

Au premier rang de ces disciples classiques, se trouvait Ricardo, qui fut le plus abstrait et le plus rigoureusement déductif des auteurs ; il fut le créateur d'une économie politique complètement isolée et que n'éclairait aucune considération empruntée à une autre science sociale. Sans doute est-il le théoricien le plus rigoureux de l'école libérale ; en logicien impitoyable, il a construit la plus abstraite et la plus syllogistique des sciences, avec le souci évident d'éliminer toute considération étrangère à la richesse, et de bannir en particulier toute préoccupation éthique ou sentimentale (1). C'est Ricardo qui a parachevé l'isolement de la science éco-

(1) V. R. Gonnard, *Histoire des doctrines économiques*. Paris, 1922, t. II, p. 215.

nomique ; cet esprit géométrique était construit pour n'embrasser qu'une seule série de phénomènes (1).

Cette tendance se rencontrait encore chez de nombreux écrivains classiques du début du xix^e siècle, économistes qu'Auguste Comte ne connaissait certainement pas tous individuellement, mais dont il devait entendre parler cependant dans les milieux qu'il fréquentait pendant sa jeunesse. Il en était ainsi par exemple de Mac Culloch, qui publia des *Principes d'économie politique* en 1825, de Senior, qui écrivit pour les lecteurs anglais seulement ses *Lectures of political economy* en 1826 ; de Storch, dont le *Cours d'économie politique* fut traduit en français en 1823, et encore de Rossi qui fut nommé en 1833 professeur au Collège de France.

Parmi les écrivains familiers à Auguste Comte, certains avaient aussi traité l'économie politique comme une discipline séparée. Condorcet, par exemple, pourtant admirateur des Physiocrates, n'avait pas hésité à traiter à part les phénomènes de richesse, et il avait étudié successivement le droit constitutionnel, la science sociale et l'économie politique (2).

En dehors des économistes proprement dits, d'autres écrivains admettaient aussi et légitimaient une science économique séparée de la science sociale. Tel était par exemple le point de vue de Proudhon qui s'exprime ainsi : « Pour nous... l'économie est une science dans l'acception la plus rigoureuse du mot, science ayant pour but d'étudier un ordre de phénomènes qui... obéissent à des lois constantes, dont la certitude est égale à celle de toutes les lois qui régissent l'univers. Des forces et des lois, voilà ce qui fait la réalité de l'éco-

(1) V. H. Denis, ouvr. cité, t. II, p. 205.

(2) Sur cette question on peut voir Alengry, *Condorcet guide de la Révolution française*. Paris, 1904, p. 20.

nomie ; il n'y a pas autre chose dans la physique elle-même » (1).

Mais Comte ne parle à ce point de vue ni de Proudhon, ni de Condorcet. Sans doute ne connaissait-il guère Proudhon et n'avait-il lu de Condorcet que le *Tableau des progrès de l'esprit humain* :

*
* *

Si les écrivains dont nous venons de parler, disciples plus ou moins fidèles d'Adam Smith pour la plupart, avaient maintenu la science des richesses dans son isolement, d'autres auteurs au contraire, auraient dû être exclus du reproche adressé par Auguste Comte à l'ensemble des économistes ; car ils s'étaient plus ou moins gardés de séparer les faits économiques des autres phénomènes sociaux. Auguste Comte, pour être tout à fait impartial, aurait pu proclamer plus nettement que l'isolement de l'économie politique n'était dû qu'à un « accident » d'interprétation des vues de Smith ; il aurait pu reconnaître que le reproche devait épargner les anciens économistes, et que certains contemporains se faisaient de la science économique une conception plus large.

Au commencement du xix^e siècle, en France, bien que les théories de l'école anglaise éclipsassent celles de l'école physiocratique, le souvenir de Quesnay et de ses disciples pouvait encore contribuer à faire préférer une science sociale générale à une économie politique trop étroite. Les auteurs du temps, malgré leur admiration pour l'école anglaise, ne tombaient pas tous dans les excès d'une économie politique rétrécie à la façon

(1) V. Proudhon, *La Justice dans la Révolution*, 2^e édit., t. II, 4^e étude, p. 109. On peut voir aussi de Proudhon, *Système des contradictions économiques*, 2^e édit., 1850, t. I, p. 39.

de Ricardo. Aubert de Vitry, écrivain bien oublié, mais qui fut apprécié de ses contemporains, et auteur d'un livre sur les *Recherches sur les vraies causes de la misère et de la félicité publiques*, publié en 1815, substitue au terme d'« économie politique » celui plus compréhensif d'« économie sociale ». Car c'était l'homme vivant en société qu'il voulait étudier, nous disait-il, au lieu de se borner, comme l'avait fait Smith, à l'étude des combinaisons de l'industrie.

Plusieurs auteurs du temps, sous le nom d'économie politique conçurent en réalité une science sociale générale, qui dépassait sensiblement l'étude des seuls phénomènes de richesse. C'était un retour plus ou moins avoué aux conceptions des Physiocrates. Dunoyer par exemple, avait construit une économie politique plus compréhensive qu'une simple science des richesses ; il prenait le mot économie politique, dans son sens étymologique d'étude des lois de la société. Il ne se limitait pas à l'examen de la naissance et de la consommation des biens matériels ; il considérait qu'il y avait deux sortes d'actes à étudier : ceux qui agissent sur les choses, et ceux qui agissent sur les hommes ; ces derniers concernent non seulement les corps, mais encore l'esprit, avec ses facultés intellectuelles et morales. De telle sorte que la science sociale pour Dunoyer, comprenait aussi bien la production des richesses que l'éducation du peuple, aussi bien le sacerdoce que le gouvernement (1).

Auguste Comte a compris le mérite de Dunoyer qui s'était affranchi de l'étroite conception des commentateurs de Smith. « Tout en émanant des économistes,

(1) V. Dunoyer, *L'industrie et la morale considérées dans leurs rapports avec la liberté*. Paris, 1825. Sur Dunoyer, v. les livres que nous indiquons à notre bibliographie.

écrit Comte à Mill (1), M. Dunoyer fait un grand effort vers une plus saine direction, par sa remarquable distinction entre les deux sortes d'actes agissant : les uns sur les choses, les autres sur les hommes, et en reprochant énergiquement à l'économie politique de ne s'occuper jusqu'ici que des premiers ».

Auguste Comte fut moins juste pour J.-B. Say, dont l'économie politique voulait déborder largement sur les sciences sociales voisines, et était en quelque sorte conçue comme une sociologie. J.-B. Say ne se représentait pas la valeur — qui est le concept dominant de la science économique — sous une forme aussi matérielle qu'Adam Smith. Le philosophe écossais ne considérait comme richesses, comme sujets de valeur économique, que les choses tangibles ; l'œuvre de Say fut en partie une réaction contre cette tendance. Ce n'était plus la matière de la chose pouvant satisfaire un besoin qui était considérée, mais le besoin lui-même. J.-B. Say était donc amené à observer toute une classe de richesses jusqu'alors négligées par les économistes : les richesses immatérielles. Un avocat, un prêtre, un professeur, un artiste, rendent des « services », satisfont des besoins comparables à ceux satisfaits par le boulanger ; l'activité de ces hommes, comme celle des artisans, est productrice de valeur et doit rentrer dans l'économie politique. Si donc la science économique étudie tous les besoins de l'homme, elle étudie l'homme sous tous ses aspects, et tend à devenir une sociologie générale. J.-B. Say, par un artifice, incorpora donc à l'économie politique la totalité de la science sociale. Son *Cours complet d'économie politique* déclare solennellement : « l'économie politique n'est pas autre chose que l'économie de la société ». « L'objet de

(1) V. Correspondance de Comte et de Mill dans l'édition Lévy-Brühl déjà citée. *Lettres du 28 mai 1845*, p. 410.

l'économie politique, continue-t-il, semble avoir été restreint jusqu'ici à la connaissance des lois qui président à la formation, à la distribution, et à la consommation des richesses. C'est ainsi que moi-même je l'ai considérée dans mon *Traité d'économie politique* publié pour la première fois en 1803 ; cependant on peut voir dans cet ouvrage même que cette science tient à tout dans la société, depuis qu'il a été prouvé que les propriétés immatérielles, telles que les talents et les facultés personnelles acquises, forment une partie intégrante des richesses sociales et que les services rendus dans les plus hautes fonctions ont leur analogie avec les travaux les plus humbles ; depuis que les rapports de l'individu avec le corps social et du corps social avec les individus et leurs intérêts réciproques, ont été clairement établis, l'économie politique, qui semblait n'avoir pour objet que les biens matériels, s'est trouvée embrasser le système social tout entier » (1).

Cependant, il faut bien reconnaître que malgré ce programme, qui élargissait toute l'économie politique, J.-B. Say n'a guère étudié que les phénomènes purement « matériels » ; c'est que pour lui en effet, seuls ces phénomènes pouvaient être étudiés scientifiquement. « L'économie politique, nous dit-il (2), estime tous les biens dont la jouissance est accordée à l'homme ; elle regarde la santé, la paix de l'âme, l'attachement de nos proches, l'estime de nos amis, comme des biens précieux... toutefois elle ne soumet à une appréciation scientifique que les biens susceptibles d'avoir une valeur d'échange, parce que ce sont les seuls auxquels les hommes attachent dans le sens propre, le nom de richesse, les seuls dont la quantité soit

(1) Nous avons consulté du *Cours complet d'Economie politique*, l'édition de Bruxelles de 1844, v. p. 1 et s.

(2) *Ibidem*, p. 23.

rigoureusement assignable, et dont l'accroissement ou le déclin soient soumis à des lois déterminées ».

C'est probablement en effet parce que les « richesses immatérielles » sont difficilement mesurables, que, malgré ses promesses, J.-B. Say resta en somme un pur économiste ; il n'y a qu'à lire ses œuvres pour s'en convaincre. Sans doute J.-B. Say conçut-il l'économie politique comme devant absorber toute la science sociale, mais au fond il ne réalisa qu'une économie politique moins étroite peut-être que celle des Anglais, mais réduite pourtant, ou à peu près, à l'étude de la richesse matérielle. Dupont de Nemours, qui vécut très vieux, et qui au temps où nous sommes représentait une doctrine oubliée, reprocha à J.-B. Say l'étroitesse de ses conceptions économiques. « Vous avez trop rétréci, lui écrivait-il, le 22 avril 1815, la carrière de l'économie politique en ne la traitant que comme la science des richesses... » (1). Et de fait, l'économie politique de Say est incomparablement moins compréhensive que la « Physiocratie ».

Néanmoins l'intention et l'effort de J.-B. Say étaient des plus louables, et auraient mérité d'être au moins cités par Auguste Comte. Sans doute Dunoyer et J.-B. Say, en voulant élargir le domaine de l'économie politique, ne s'inspiraient pas d'une vue aussi scientifique que celle de Comte ; ils ne voyaient pas la raison profonde de la connexité des phénomènes sociaux ; mais cependant ils remarquaient que ces faits étaient liés et qu'il convenait de ne pas les isoler. De cette tentative, tout esprit impartial doit leur être reconnaissant.

(1) V. *Mélanges*, publiés à la suite du *Cours complet*, édition de Bruxelles, 1844, p. 59.

CHAPITRE V

LE TROISIÈME GRIEF D'AUGUSTE COMTE

LES ÉCONOMISTES ONT DONNÉ

UNE « DÉMISSION SOLENNELLE »

ET SE SONT DÉSINTÉRESSÉS DES DÉSORDRES SOCIAUX

1. L'optimisme et l'indifférence des économistes révoltent Auguste Comte. — 2. La notion de « loi » avant la philosophie positive. — 3. Comment Auguste Comte conçoit les lois scientifiques, et en particulier les lois sociologiques. Il voulait combiner la notion de régularité, avec celle d'une intervention de l'homme. Les hésitations de sa pensée. — 4. Auguste Comte avait exagéré son reproche à l'égard des économistes dont la « démission » ne fut point aussi générale qu'il le pensa.

1.

Auguste Comte, au nom de la méthode, a condamné l'économie politique, dans laquelle il n'a voulu voir qu'une fausse science ; mais, pour lui, il y a plus : l'économie politique est une théorie odieuse par son optimisme de commande, son indifférence aux désordres sociaux et aux souffrances des ouvriers. Tout en critiquant la science économique, d'un point de vue spéculatif, Comte déclare vouloir l'attaquer aussi du point de vue pratique ; et il expose toutes les conséquences fâcheuses qu'engendrent son optimisme et son abdication. Remarquons d'ailleurs que cette critique n'est pas seulement d'ordre pratique, mais théorique ; elle admet à la fois l'insuffisance de l'ordre spontané qui peut être une question de fait, mais en même temps

proclame que l'homme peut agir sur les phénomènes sociaux; or cela postule toute une théorie de la loi sociologique et de l'art social.

Comte, ainsi que beaucoup de ses contemporains, a été comme nous l'avons vu, vivement ému par les misères de la classe ouvrière; alors qu'un certain mieux-être se répandait sur la société, il a compris que les prolétaires n'en profitaient en rien. L'essor prodigieux du commerce et de l'industrie, dû au progrès des sciences appliquées, et à l'extension des relations commerciales ne favorisait guère les travailleurs. Tandis que les capitaux librement se recherchaient et s'associaient pour la création des entreprises, l'ouvrier au contraire, par défiance gouvernementale, était condamné à l'isolement. C'est que la grande industrie et la liberté économique, fille de la Révolution, faisaient naître des difficultés inattendues. Avant même d'en venir à faire la critique systématique de la science économique, Auguste Comte avait remarqué avec inquiétude son insuffisance à résoudre de nombreux conflits. Beaucoup de publicistes, émus de ce qu'ils voyaient, réclamaient une intervention des pouvoirs publics et du législateur. La régularisation des phénomènes économiques, grâce à l'intervention de la justice, était, pour ne prendre que cet exemple, une des idées maîtresses de Proudhon (1).

(1) Nul ne devait peut-être faire saisir plus fortement que Vidal cette exagération d'optimisme de la science économique. « Pour Smith et son école, nous dit-il (v. F. Vidal, *Répartition des richesses*, 1846, p. 33 et s.) l'économie est devenue tout simplement la science de la richesse, la théorie abstraite de la valeur... Si l'économie, depuis cinquante ans tourne sur elle-même, sans avancer d'un pas dans un immense cercle vicieux, si par impuissance elle est réduite à se réfugier dans un désespérant fatalisme, à proclamer pour toute morale l'inflexible loi de la nécessité, c'est à la direction imprimée par Adam Smith que nous en sommes redevables ».

Dès 1828, Auguste Comte avait compris le danger du machinisme pour les ouvriers. Dans un article publié dans le *Nouveau Journal de Paris*, et non réimprimé dans ses œuvres, Comte écrivait (1). « ... Quoique les raisons des économistes, en faveur des machines, soient tellement victorieuses qu'on ne puisse plus aujourd'hui hésiter sur le principe, quand on le considère d'une manière générale, il faut bien néanmoins qu'il soit resté quelque lacune essentielle dans la discipline de cet important sujet, pour qu'une question tant de fois controversée, et qui paraissant traitée d'une façon définitive, soit incessamment renouvelée... En effet il faut convenir que les économistes ont traité avec beaucoup trop de frivolité la grande objection contre les machines : la privation immédiate du travail qu'elles occasionnent chez un grand nombre d'ouvriers. Ils se sont bornés à répondre que cet effet n'étant que temporaire, et qu'à la longue la condition des ouvriers eux-mêmes devant se trouver inévitablement améliorée par ce surcroît de production résultant des machines, il n'y a pas lieu de s'occuper de l'inconvénient accidentel qu'elles présentent. Ces considérations sont exactes, mais la conclusion est loin d'être légitime. » En effet, le développement des machines peut produire dans l'ensemble une économie d'efforts utile à la société, et profitable aux ouvriers qui en font partie. De nouveaux débouchés se créeront, qui utiliseront la main-d'œuvre ainsi libérée ; et, en dernière analyse, des besoins plus nom-

(1) Article publié par Laffite en 1883 dans la *Revue Occidentale*, 2^e semestre, p. 39. Cet article était l'analyse d'un livre de J. Bidault intitulé : *du Monopole qui s'établit dans les arts industriels et dans le commerce au moyen des grands appareils de fabrication*, publié dans le numéro du 17 mars 1828, du *Nouveau Journal de Paris*. A comparer avec les développements insérés par Sismondi dans sa 2^e édition des *Nouveaux principes d'économie politique* de 1827 ; Comte s'en est probablement plus ou moins inspiré.

breux étant satisfaits, avec le même effort, la société y gagnera. Mais avant que de nouveaux débouchés naissent pour la main-d'œuvre — car le réajustement demandera du temps — les ouvriers seront condamnés au chômage. Tout se rétablira dans un temps, grâce à l'ordre spontané dont nous parlent les économistes — soit !... — Mais dans l'intervalle, les ouvriers pourront mourir de faim (1).

La concurrence, qu'on nous présente comme un régulateur parfait de la production, n'est pas sans défaillance. Il est des entreprises mal étudiées qui naissent, et qui, vouées à la mort, entraînent dans leur chute et la direction et le personnel ; sous le système réglementaire de l'ancien régime, ce danger du moins n'était pas à craindre. « Sans doute, nous dit Comte (2), ce système présentait des obstacles puissants et multipliés à l'extension et au perfectionnement de l'industrie. Cependant, on ne peut se dissimuler que sous un rapport du moins, ils satisfaisaient à un besoin réel et permanent, en prévenant les fâcheux effets de tous genres qui résultent des entreprises hasardeuses légèrement conçues, et exécutées sans aucun contrôle régulier. La liberté, que l'industrie a conquise de nos jours,

(1) Dans un certain nombre de passages, Comte revient sur cette question des machines qui l'inquiète vivement. V. par ex. : *Cours*, t. VI, leçon 56, p. 59. Comte y admire la « Merveilleuse économie instinctive des sociétés actuelles », mais signale à nouveau pour les ouvriers le danger du machinisme non réglementé. V. même leçon, p. 268. Dans la leçon 57, p. 377, Comte, après avoir parlé de la situation précaire des ouvriers, combat à nouveau « l'aveuglement doctrinal de la métaphysique économique, qui en présence de pareils conflits, ose couvrir son impuissance organique d'une irrationnelle déclaration sur la prétendue nécessité de livrer indéfiniment l'industrie moderne à la seule spontanéité désordonnée ».

(2) V. article intitulé *Economie politique* dans la « revue industrielle » du *Nouveau Journal de Paris* 1828. Publié dans la *Revue occidentale* (2^e semestre 1883, p. 64 et s.).

ne lui a pas laissé d'autre régulateur que l'intérêt privé qu'on ne saurait toujours regarder quoi qu'en disent les économistes, comme un guide suffisamment éclairé. »

Dans ce régime de liberté, aucun pouvoir ne vient contrôler la production abandonnée à la concurrence, qui est un régulateur imparfait ; rien ne vient fixer les relations du patron et de l'ouvrier qui sont présentement anarchiques, et livrées à l'égoïsme et des entrepreneurs et des travailleurs. Il ne faut donc pas se faire illusion sur la portée de l'harmonie naturelle des phénomènes sociaux. « Faute d'une convenable préparation logique, nous dit Comte, on a de nos jours souvent abusé en effet, d'un caractère propre aux phénomènes sociaux pour y représenter comme absolue une sagesse spontanée, qui est seulement supérieure à ce que comporterait leur degré de complication. En tant que due à des êtres intelligents, qui tendent toujours à corriger les imperfections de leur économie collective, ces phénomènes doivent offrir un ordre moins imparfait, que si, avec une égale complication, leurs agents pouvaient être aveugles » (1).

En réalité, sous le couvert d'une certaine harmonie spontanée, la science économique se dispense d'agir, et se condamne à ne rien faire. Pour avoir plus ou moins vaguement constaté dans certains cas particuliers une tendance des phénomènes sociaux, vers un ordre naturel, la prétendue science économique a conclu à un ordre fondamental nécessaire et a proclamé l'inutilité de toute intervention. « Cette vaine et irrationnelle disposition, nous dit Comte (2), à n'admettre que ce degré d'ordre qui s'établit de lui-même, équivaut évidemment dans la pratique sociale à une sorte de démis-

(1) V. Comte, *Système de Politique positive*, t. I, p. 56.

(2) V. *Cours de Philosophie positive*, t. IV, leçon 47, p. 220.

sion solennelle donnée par cette prétendue science à l'égard de chaque difficulté un peu grave que le développement industriel vient à faire surgir. Rien n'est surtout plus manifeste dans la fameuse et immense question économique des machines, qui, convenablement envisagée, coïncide avec l'examen général des inconvénients sociaux immédiats inhérents à tout perfectionnement industriel quelconque, comme tendant à la perturbation plus ou moins durable du mode actuel d'existence des classes laborieuses ». Et lorsqu'on se plaint de ce désordre, les économistes, avec leur impitoyable pédanterie, viennent nous répondre qu'à la longue, tout s'arrangera et reprendra son équilibre ; qu'en tous cas, il n'y a rien à faire qu'à laisser agir la liberté. Comte trouve que c'est là une réponse dérisoire ; tout s'arrangera peut-être après de longues oscillations ; mais comme la vie de l'homme n'est pas indéfinie, les intéressés pourront en souffrir, en mourir, sans en tirer eux-mêmes aucun profit. « Les nombreux copistes, nous dit-il (1), qui souffrirent jadis de la révolution industrielle produite par l'usage de l'imprimerie, auraient-ils pu être suffisamment soulagés par la perspective, même indubitable, que dans la génération suivante il y aurait déjà autant d'ouvriers vivant de la typographie, et qu'après quelques siècles il en existerait beaucoup plus ». L'économie politique, avec son stérile laisser-faire, proclame elle-même sa propre impuissance sociale.

Remarquons que cette critique d'Auguste Comte aurait pu porter sur l'ensemble de l'optimisme économique et ne pas se limiter à la seule production. Adam Smith et ses disciples avaient trouvé de nombreux cas de convergence et d'adaptation mutuelle dans les phénomènes économiques ; ces harmonies concernaient

(1) *Ibidem*.

non seulement la production, mais encore la circulation des produits. Pour ces économistes, les échanges sont réglés par le mécanisme des prix ; et c'est peut-être là, pour l'école orthodoxe, ce qu'il y a de mieux assuré par l'ordre naturel. Dans la répartition, l'école classique a vu aussi un équilibre spontané ; par exemple Malthus et Ricardo prétendent que le salaire assure toujours à l'ouvrier ce qu'il lui faut pour vivre et se reproduire sans plus. Comte aurait pu souligner aussi les « désordres » relatifs à la circulation et à la répartition et montrer que les échanges ne s'opèrent pas toujours aux taux théoriques fixés par les économistes, et que la « loi des salaires » n'est qu'une approximation très vague. Mais Auguste Comte ne voulait pas faire une critique systématique et complète de l'insuffisance de l'ordre spontané ; il voulait seulement mettre en lumière les cas les plus saisissants, où, de son temps, cet ordre pouvait être pris en défaut ; c'est pourquoi il s'est borné à montrer pour la classe ouvrière le danger des machines, et pour l'industrie les inconvénients de la concurrence.

L'économie politique n'a donc abouti qu'à une abdication lamentable ; elle n'a fait que systématiser l'anarchie. C'est à la philosophie positive qu'il était réservé de résoudre le problème ; la science nous montre les phénomènes sociaux soumis à des lois, mais nous indique que le législateur, dans certaines limites, et dans ces limites seulement, peut modifier et améliorer le cours des événements humains.

2.

Cette critique adressée par Comte aux économistes d'avoir conçu des lois non modifiables, d'avoir renoncé à toute intervention, et la façon dont le philosophe

comprenait lui-même l'art social et ses limites, va nous entraîner à quelques développements ; la question en effet est d'importance, car elle met en cause la notion de loi scientifique et de loi sociologique, pose le problème du déterminisme social, et, en même temps, celui de la légitimité de la sociologie comme science. Nous allons être obligé, pour comprendre l'œuvre critique d'Auguste Comte et apprécier ses propres conceptions, de faire une incursion dans les parties les plus métaphysiques, si l'on nous permet ce mot, de la doctrine positiviste. Examinons tout d'abord comment se concevaient la loi en général et la loi sociale en particulier au temps d'Auguste Comte, et nous étudierons ensuite les conceptions personnelles du philosophe.

La notion de loi, depuis le xviii^e siècle, avait subi une profonde transformation. Descartes concevait le monde sur le type de la mathématique universelle et tendait à ramener tout à des rapports quantitatifs. Presque tous les hommes du temps, avec des nuances, croyaient à la possibilité d'une synthèse totale du savoir. Mais l'école anglaise, avec Locke, Berkeley et Hume, avait mis en doute la valeur des notions de substance et de cause, et, au rationalisme cartésien opposé le relativisme. Le développement des études biologiques au xviii^e siècle, avait habitué aussi les esprits aux idées de processus, qui s'opposaient au caractère fixe et éternel des lois scientifiques antérieurement conçues (1). De plus en plus, avec le temps, on était porté à considérer la loi scientifique, et tout particulièrement la loi sociale sous son aspect dynamique et non sous son aspect statique ; et ce fut là, croyons-nous, une des conquêtes les plus importantes du xviii^e siècle à son déclin et du xix^e à son début. Par un fort courant de pensée, en même

(1) Sur cette question on peut consulter, Gaston Richard, *Idée d'évolution*, ouvrage cité.

temps que par ses tendances personnelles, Auguste Comte était porté vers le relativisme. Dès 1818, il écrivait à son ami Valat qu'il n'y a rien d'absolu dans le monde, et que tout est relatif (1). Notre esprit, incapable de saisir la nature des choses, ne connaît que les phénomènes et leurs liaisons régulières. Et, d'autre part, les idées des peuples sont des produits des civilisations, et peuvent être caduques comme elles. Nous n'insistons pas ici sur ces vues que nous avons déjà eu occasion d'exposer. Le relativisme de Comte n'était que l'aboutissant de toute une philosophie dont Hume sans doute fut le principal représentant.

Mais il ne s'agit là que de la notion de loi en général ; la conception de la loi sociale est sans doute connexe, mais différente et elle ne remonte qu'à Montesquieu. C'est chez Bodin, et chez l'auteur de *l'Esprit des lois* qu'on trouve la première conception précise de « régularité » dans les phénomènes sociaux ; il y a relation entre les climats et la forme des gouvernements ; et les constitutions sont en grande partie le fruit des circonstances, au lieu d'être le produit arbitraire de la volonté des législateurs. Il y a des phénomènes qui s'engendrent les uns les autres et qu'on ne peut séparer (2).

Bien avant Montesquieu, la question du déterminisme et de la liberté s'était naturellement posée ; mais il s'agissait du déterminisme général et non d'un déterminisme propre aux phénomènes sociaux. Cette doctrine nous paraît avoir dans l'histoire, revêtu deux aspects principaux : d'une part, on trouve la théorie du déterminisme universel, du destin, du *Fatum*, qui a été très répandue dans l'antiquité gréco-latine ; d'autre part, à cette doctrine s'oppose celle de la volonté providentielle

(1) V. *Lettres à Valat*, lettre du 15 mai 1818, p. 55.

(2) V. sur cette question Durkheim, thèse latine citée à notre bibliographie.

de Dieu. Pour Bossuet, « l'homme s'agite et Dieu le mène ». On connaît aussi la conception des Musulmans pour lesquels le mot Islam veut dire résignation. Mais c'étaient là des positions de philosophie générale, et non des conceptions de la société. Les anciens étaient d'ailleurs sur la société, partagés entre deux doctrines : les uns y voyaient un phénomène naturel, et les autres le produit d'une convention (1). Les premiers, qu'on peut appeler naturalistes, considéraient la société comme une réalité en dehors de nous, réalité plus ou moins difficile à modifier, et soumises aux lois générales de la nature ; les autres, y voyaient le produit de l'arbitraire humain. Mais la question du déterminisme social ne fut posée sur son véritable terrain que depuis Montesquieu, qui fut vraiment, comme le déclare Comte, le fondateur de la science sociale, en proclamant les phénomènes de vie en société soumis à des lois spécifiques.

Montesquieu, gêné peut-être par la nouveauté du sujet, n'osa pas aller jusqu'au bout de sa pensée, et s'il prétendit que toutes les lois venaient de la société elle-même, et étaient variables comme elle, à côté des lois sociales, il maintint un « droit naturel » métaphysique et immuable ; et ces deux notions, chez lui, ne s'accordent pas toujours facilement. Quoiqu'il n'ait pas spécialement examiné la question, Montesquieu reconnaît certainement au législateur, un pouvoir modificateur ; l'homme d'Etat peut, dans une certaine mesure, agir sur les mœurs, et les corriger en dépit même du climat. Montesquieu nous dit par exemple, en passant, que dans les pays très chauds, l'on peut cloîtrer les femmes et lutter ainsi contre l'impudeur due au climat (2).

(1) V. Espinas, *Sociétés animales*, 2^e édit., p. 12.

(2) Sur cette question v. *Esprit des lois*, livre XVI, chap. XII. On peut consulter B. Raynaud, *Les discussions sur l'ordre naturel*

Depuis Montesquieu, les philosophes ont conçu cette notion de loi sociale de façons très diverses. Les uns, ont vu dans les phénomènes sociaux des régularités très fixes ; d'autres y ont reconnu l'effet du caprice humain et du hasard. Mais parmi ces écrivains, ceux qui avaient étudié la biologie et rapprochaient plus ou moins le corps social du corps humain, avaient une tendance à trouver dans la société des corrélations précises quoique élastiques, donnaient plus de rigueur à la notion de loi sociale, et diminuaient le pouvoir modificateur de l'homme. Il en fut ainsi des Physiocrates, disciples du docteur Quesnay. Au milieu d'une doctrine du droit naturel, essentiellement métaphysique pourtant, un certain organicisme se laisse deviner ; et les « économistes » furent croyons-nous, les premiers à vouloir préciser les limites d'action du législateur. Cette zone, pour eux, était des plus limitées ; le législateur, ainsi que son nom l'indique (puisque'il se nomme législateur et non légisfacteur), n'a rien à créer, il n'a qu'à constater et à promulguer l'ordre naturel. « L'autorité souveraine, dit Quesnay (1), peut et doit instituer des « lois » contre le désordre bien démontré, mais elle ne doit point empiéter sur l'ordre naturel de la société. Le jardinier doit ôter la mousse qui nuit à l'arbre, mais il doit éviter d'entamer l'écorce par laquelle cet arbre reçoit la sève qui le fait végéter ; s'il faut une loi positive pour prescrire ce droit au jardinier, cette loi, dictée par la nature, ne doit pas s'étendre au delà du devoir qu'elle prescrit... » (2).

Les Physiocrates admettaient un ordre naturel et nécessaire, et leur ordre social était un prolongement

du XVIII^e siècle, de l'école du droit naturel aux physiocrates par Cumberland, Revue d'économie politique, 1905, n^o 3, p. 231 et s.

(1) V. A. Oncken, *Œuvres économiques et philosophiques de Quesnay*. Paris, 1886, p. 642.

(2) V. aussi Dupont de Nemours, *Œuvres*, éd. Daire, p. 347.

de l'ordre physique ; mais cependant, comme les lois du corps social, pour eux, s'apparentaient à celles de la biologie, elles en prenaient, dans un sens, la souplesse. Alors qu'on ne peut supprimer, pensaient-ils, une loi physique qui s'impose à nous, qui est nécessaire au sens strict du mot, le législateur peut méconnaître une loi de l'ordre social ; il en résultera des perturbations fâcheuses, c'est entendu, mais cette action du législateur est rigoureusement possible. L'ordre social, pour les Physiocrates, était donc assez mal défini ; il ressemblait d'une part à l'ordre physique avec moins de rigueur, et de l'autre à la loi morale impérative, à laquelle l'homme « devait » se soumettre, mais qu'en fait il pouvait enfreindre.

Les philosophes de l'école théocratique se sont, eux aussi, préoccupés de savoir dans quelle mesure étaient modifiables les lois de la société. Mais ces écrivains, malgré un certain réalisme, sont restés au fond très théologiens ; et Joseph de Maistre est plus préoccupé de déterminer comment Dieu peut modifier les « causes secondes » et l'ordre social habituel par le miracle politique, que d'indiquer, de quelle façon, l'homme lui-même peut intervenir dans la régularisation des phénomènes économiques et sociaux. Pour Maistre et Bonald, quelle que soit la contingence de l'ordre social, le pouvoir effectif de l'homme est extrêmement limité, et l'art social presque nul (1).

D'autres esprits étaient demeurés réfractaires à la conception de régularité, de Providence, ou de lois, dans les phénomènes sociaux, et ne croyaient qu'au règne de l'accident. C'est le point de vue de Voltaire, dans son *Essai sur les Mœurs et l'Esprit des nations*. Rousseau, comme presque tous les théoriciens du con-

(1) V. surtout les *Considérations sur la France* ; et les *Soirées de Saint-Petersbourg* de J. de Maistre.

trat social, était porté à admettre, pour les membres de la société, le pouvoir de modifier à leur gré les lois qui les régissent, et de changer la constitution elle-même. Cependant, la lecture des œuvres du philosophe genevois. nous a convaincu que Rousseau ne pensait pas que le législateur pût reconstruire une société suivant sa pure fantaisie. Dans la vie des nations, il y a pour lui deux éléments : d'abord une société naturelle primitive, ayant des lois comme tout ce qui est naturel, et ensuite une société contractuelle, qui est un état de droit et se superpose à la première. L'action humaine est limitée par les caractéristiques et les lois de cette société naturelle primitive (1).

(1) Rousseau dit, par exemple (*Contrat social*, livre II, chap. XI, œuvres complètes, édition 1823, p. 193). « Ce qui rend la constitution d'un Etat véritablement solide et durable, c'est quand les convenances sont tellement observées que les rapports naturels et les lois tombent toujours de concert sur les mêmes points, et que celles-ci ne font pour ainsi dire qu'assurer, accompagner, rectifier les autres. Mais, si le législateur se trompant dans son objet, prend un principe différent de celui qui naît de la nature des choses, que l'un tende à la servitude, et l'autre à la liberté, ... on verra les lois s'affaiblir insensiblement, la constitution s'altérer, et l'Etat ne cessera d'être agité, jusqu'à ce qu'il soit détruit ou changé et que l'invincible nature ait repris son empire ».

Sur la dimension maximum d'un état. V. aussi *Contrat Social*, livre II, chap. X, p. 183.

Rousseau voit que toute forme de gouvernement ne convient pas à tout pays. « La liberté n'étant pas un fruit de tous les climats, ne convient pas à tous les peuples », dit-il. V. *Contrat Social*, livre III, chap. VIII, p. 230. Une bonne Constitution de la Pologne, pense-t-il, ne peut être que l'œuvre d'un Polonais qui connaisse à fond les choses et les lieux. V. *Considération sur le gouvernement de la Pologne*, œuvres, édition indiquée ci-dessus, t. II, p. 332. Rousseau, dans sa première lettre à Butta-Foco, (t. II, p. 494) dit que pour faire la constitution de la Corse, il lui manque « beaucoup de connaissances indispensables, et qui pour les acquérir demanderaient de votre part beaucoup d'instructions d'éclaircissements, de mémoires, etc. et de la mienne, beaucoup d'études et de réflexions ». Rousseau n'est donc pas tout à fait le créateur des constitutions *a priori* qu'on a représenté bien sou-

Des économistes, antérieurs à la naissance de la science des richesses proprement dite, les « mercantilistes », admettaient au profit du gouvernement une possibilité indéfinie de modifier les faits, et d'intervenir dans la production et la circulation. On connaît la « politique réglementaire » de l'ancien régime, politique qui concernait aussi bien l'industrie, répartie en corporations, que la circulation des marchandises à l'intérieur et à l'extérieur du pays. De même tous les théoriciens des cités imaginaires pensaient aussi pouvoir construire à leur gré la société de leurs rêves ; et on les eût sans doute bien étonnés, en leur parlant d'une réalité sociologique qui s'opposait à ces fantaisies. Beaucoup de socialistes généreux et sentimentaux de la génération d'Auguste Comte en étaient encore là ; c'est pourquoi le philosophe positiviste les trouve en cela inférieurs aux économistes, qui eux, concevaient des lois absolues, mais qui étaient tout de même des lois, et, en tant que telles, représentaient un progrès scientifique.

Il nous faut signaler ici le point de vue de Kant, qui avait voulu concilier la liberté humaine avec le déterminisme social et proclamé qu'il existait, malgré la liberté morale de l'individu, pour les phénomènes sociaux des lois stables, et que les grands faits humains étaient objets de prévision scientifique (1).

3.

Le problème de la loi sociologique et des limites de l'action humaine au temps d'Auguste Comte, se présen-

vent ; dans une certaine mesure, il reconnaissait l'existence de lois de la société qui s'imposaient à l'homme.

(1) V. l'article de Kant publié en 1784. *Idée d'une histoire universelle du point de vue de l'humanité*. Littré en donne une traduction dans son livre, *Auguste Comte et la philosophie positive*, p. 54.

taient donc avec une grande confusion. Les conceptions les plus opposées avaient cours ; et il était malaisé de voir clair dans l'enchevêtrement des doctrines. Essayons de comprendre comment Auguste Comte, parlant de la notion de loi en général, a conçu la loi sociologique, et comment il a défini l'art social.

Il considérait la loi scientifique comme relative ; les notions absolues pour lui étant en effet totalement impossibles. Nos connaissances restent toujours subordonnées et à nos organes, et à nos moyens d'investigation ; si nos instruments étaient plus puissants, nos lois devraient sans doute être changées. L'histoire de la science est là pour nous rendre modestes ; rappelons-nous, qu'avant Newton, la pesanteur nous semblait une qualité immuable, absolue des corps, et qu'aujourd'hui, elle nous apparaît comme un phénomène relatif à la position de ces mêmes corps. D'autre part, en raison de la complexité des phénomènes dont nous ne pouvons pénétrer tous les détails, nous ne saisissons jamais que des ensembles ; et la loi scientifique, la loi physique par exemple, n'est en réalité qu'une moyenne.

Il en résulte dans ces conditions, que dans la philosophie positive, la loi scientifique prend un caractère contingent très marqué. Notons en passant que cette conception n'était pas en somme très éloignée des vues que devait plus tard développer Boutroux. — Quoique contingentes, les lois scientifiques, dans la doctrine positiviste, apparaissent suffisamment fixes, pour permettre la prévision, et rendre possible l'action. A cet égard, la stabilité de la loi scientifique a toujours paru à Auguste Comte devoir être un dogme positif inébranlable (1).

(1) Sur le caractère relatif de la loi chez Auguste Comte, v. Lévy-Brühl, *La Philosophie d'Auguste Comte*, 2^e édition, Paris, 1905, p. 79 et s.

Cette théorie nouvelle de la loi naturelle semble à Comte une importante conquête de l'esprit humain. La volonté capricieuse des dieux fait place à la notion de loi, qui permet la prévision scientifique. « Aussi, nous dit-il, pour résumer sa pensée (1), le véritable esprit positif consiste surtout à voir pour prévoir, étudier, ce qui est, afin d'en conclure, ce qui sera d'après le dogme général de l'invariabilité des lois naturelles » (2).

Mais dans quelle mesure la « loi sociale » peut-elle varier d'elle-même, ou bien être changée du fait de l'homme, soit qu'on veuille la ramener à son état normal dont elle s'est écartée, soit qu'on la désire améliorer d'une façon quelconque ? Telle est la question de l'art social et de ses limites ; quelle solution le philosophe, grand détracteur de l'économie politique, de sa « démission solennelle » et de son indifférence va-t-il lui donner ? De quelle façon donc, lorsqu'il constate le désordre des phénomènes économiques, les dangers du machinisme et la misère des ouvriers, pense-t-il pouvoir remédier à ces maux ? Il y a des lois scientifiques, des lois des phénomènes sociaux, c'est incontestable ; mais que peut faire le législateur ? La pensée d'Auguste Comte a bien des fois varié sur cette question difficile des lois et de leur souplesse, et il est malaisé de la sai-

(1) V. *Discours sur l'Esprit positif*, dans l'édit. de 1908, p. 24.

(2) A propos de cette conception de la « régularité » base de la science positive, on a reproché à Comte, qui prétend se limiter au relatif, de faire bel et bien ici de la métaphysique : car la considération d'un ordre régulier, qui se trouve au sein des choses, dépasserait la seule observation et la connaissance pure et simple des phénomènes. Sur cette question on peut voir : F. Caird, *Philosophie sociale et Religion d'Auguste Comte*, trad. française, Paris, 1907, p. 70 et s. ; L. Liard, *La Science positive et la métaphysique*. Paris 1879 ; Fanja Finkelstein, *Die allgemeinen Gesetze bei Mill und Comte*. Heidelberg, 1911, p. 27 et s., p. 109 et s. V. *Bulletin de la Société française de philosophie*. Paris, 1903, opinion de Boutroux.

sir dans toutes ses nuances et ses détours. Le problème était à la fois assez neuf et considérablement malaisé. Saint-Simon, sur le même sujet, avait eu, lui aussi, des conceptions successives ; au début de sa carrière, il admirait tout spécialement les sciences mathématiques et physiques pour leur belle rigueur, et espérait trouver dans la gravitation universelle un moyen de systématiser le monde ; dans la suite, il subordonna au contraire les sciences de la nature à la connaissance de l'homme ; et même, il traita avec mépris les mathématiciens ou physiciens, objets de sa première admiration, et finit par les appeler « brutiers », parce qu'ils n'étudiaient que les corps inorganiques. La loi par excellence est maintenant pour lui la loi sociologique. Nous allons exposer les vues de Comte, et nous verrons que l'évolution de la pensée du disciple n'est pas sans analogie avec celle du Maître. Nous retracerons les conceptions de Comte, en les groupant par ordre, pour la commodité de la chose, et en mettant dans cette explication le moins d'artifice qu'il nous sera possible.

Avant d'entrer dans le détail, nous pouvons toutefois noter une idée que Comte a eue très tôt, qui domine tout ce sujet, et qui, chez lui, ne s'est jamais démentie : c'est que les lois des phénomènes sociaux sont les plus modifiables de toutes. Ces faits, d'après la hiérarchie des sciences de Comte, sont les plus complexes de tous ; ils mettent en jeu une foule de conditions physiques, chimiques, etc. ; et bien que les lois sociologiques soient spécifiques et irréductibles aux lois des phénomènes inférieurs, elles s'appuient sur celles-ci cependant, et toutes les variations additionnées des éléments physiques, chimiques et physiologiques, entraînent des variations plus étendues encore dans les phénomènes sociaux. Par ailleurs, Auguste Comte a presque toujours considéré semble-t-il, que les faits sociaux étaient aussi les plus imparfaits — sans donner à cette idée de

perfection une valeur métaphysique — et dès lors, leurs limites de variation et de modification sont plus étendues que pour les autres phénomènes. Dans la biologie, il est d'expérience en effet, que les lois n'ont pas la même rigueur inflexible qu'en physique. Ce caractère, pour Comte, est encore plus marqué en sociologie, et l'action de l'homme est d'autant plus étendue que la loi est plus imparfaite (1).

*
* *

Au début de sa carrière, Auguste Comte commence par concevoir, avec des nuances il est vrai, toutes les lois sur le type de la loi physique invariable, dans le sens que nous avons indiqué. Il écrit à son ami Valat en septembre 1824 (2) : « Qu'il y a des lois aussi déterminées pour le développement de l'espèce humaine que pour la chute d'une pierre ». A cette époque, Comte ne se préoccupe guère en effet de modifier la loi sociale : il ne s'est point encore détaché de l'économie politique et n'éprouve pas le besoin de porter remède à des maux qui ne lui font point encore grande impression. Cependant il conçoit déjà que la marche du progrès peut être irrégulière (3), et qu'il arrive que plusieurs détails ne sont pas en harmonie

(1) Tout en admettant la possibilité d'agir sur les phénomènes sociaux, Auguste Comte a toujours déclaré que l'action des grands hommes était médiocre, et qu'aucun ne pouvait dépasser son temps. V. *Cours de philosophie positive*, t. IV, leçon 48, p. 317. Mais Comte n'a jamais étudié d'une façon étendue le rôle de l'« accident » en dynamique sociale. Condorcet avait pourtant touché le problème en parlant de la répercussion historique de la bataille de Salamine. Comme nous allons le voir, Comte identifie accidentel et pathologique ; le pathologique étant soumis aux mêmes lois que le normal et n'en différant que par l'intensité.

(2) V. *Lettres de Comte à Valat*, p. 138.

(3) *Ibidem*.

avec l'ensemble. Pour rétablir cet équilibre, et dans cette mesure ainsi définie, le législateur peut utilement intervenir. Déjà, dans le troisième opuscule, Comte avait exprimé cette même idée d'une façon très saisissante. La marche de la civilisation, nous dit-il, « se compose d'une suite d'oscillations progressives plus ou moins étendues, et plus ou moins lentes, en deçà et au delà d'une ligne moyenne, comparable à celles que présente le mécanisme de la locomotion. Or, ces oscillations peuvent être rendues plus courtes et plus rapides par des combinaisons politiques fondées sur la connaissance du mouvement moyen qui tend toujours à prédominer » (1). Pour lui, la marche de l'humanité demeure inaltérable en son fond, en ce sens que tous les degrés intermédiaires ne sauraient être passés, et qu'aucune rétrogradation n'est possible. Mais la vitesse de cette marche peut être accélérée et retardée par des causes physiques et morales, au nombre desquelles figure l'intervention consciente des hommes.

Aussi, dans le *Cours de Philosophie positive*, lorsque Comte prendra à partie l'économie politique et sa sinistre indifférence, lui reprochera-t-il de se contenter d'un ordre naturel insuffisant, alors que cet ordre est modifiable à un certain degré par une sage action législative (2). Dans ces conditions, il nous paraît exagéré de dire avec Ravaisson (3), que dans la première partie de sa carrière, Comte fut un cartésien rigoureux, considérant tous les phénomènes comme des transformations d'éléments mathématiques primordiaux. De très bonne heure, en effet, Comte a conçu sa hiérarchie des sciences, et admis que la sociologie avait des lois spécifi-

(1) V. *Opuscules*, p. 127.

(2) Leçon 48, p. 273.

(3) V. *La Philosophie en France au XIX^e siècle*, 2^e édit. Paris, 1885, p. 62.

ques, irréductibles aux lois des phénomènes inférieurs ; comme nous venons de le voir, dès les opuscules, il a proclamé la souplesse et l'imperfection de la loi sociologique, bien que le type parfait de la loi scientifique fût encore à ses yeux la loi physique.

Dès cette première période, Comte commence à voir qu'il y a une distinction à faire entre l'organique et l'inorganique, et que la notion de loi scientifique a tout à y gagner. Il aperçoit qu'en biologie les lois ont une souplesse particulière ; mais il voit en même temps que les phénomènes de la vie ne peuvent être modifiés que dans des limites étroites (1). A ce point de vue, la sociologie doit être rapprochée de la biologie ; la pensée de Comte allait en effet, comme nous savons, s'orienter de plus en plus vers l'organicisme : déjà, dans la leçon 48 du *Cours de philosophie positive*, il expose que le « Consensus devient toujours d'autant plus intime et plus prononcé, qu'il s'applique à des phénomènes graduellement plus complexes et moins généraux » (2). Il commence en même temps, dans la hiérarchie des sciences, à faire une division entre l'organique et l'inorganique (3).

Dans une seconde théorie, Comte accentuant son point de vue, prend l'importante décision de faire deux groupes de lois ; d'un côté, les lois qui ont une fixité et une invariabilité très grande pour nous autres hommes, et sur lesquelles nous ne pouvons rien ; et de l'au-

(1) V. Comte, *Cours de Philosophie positive*, t. IV, leçon 49, p. 402.

(2) V. p. 279.

(3) On pourrait croire que Comte, au moment du *Cours* a abandonné l'expression « Physique Sociale » employée jusqu'alors, et créé le mot « Sociologie » afin d'indiquer par là que le type de la loi physique n'était plus pour lui le modèle par excellence de la loi scientifique ; il n'en est rien. Ce n'est là qu'une coïncidence. Comte n'a pas voulu employer plus longtemps un vocable dont venait de se servir Quételet.

tre, les lois sujettes à des variations et à des modifications au contraire appréciables. Dans ce groupement, dans cette répartition des lois, la pensée de Comte se précise peu à peu. Dans le *Discours sur l'ensemble du positivisme* qui est de 1848, Comte oppose l'ordre astronomique à tout le reste de l'ordre extérieur. « Les plus simples de tous les phénomènes, dit-il (1), ceux de notre existence planétaire sont en effet les seuls que nous ne puissions aucunement modifier, quoique depuis que nous en connaissons les lois, nous y puissions aisément concevoir diverses améliorations. Notre puissance physique, à quelque extension qu'elle parvienne jamais, restera toujours incapable de rien changer. C'est à nous au contraire, à disposer notre existence, pour subir le mieux possible ces irrésistibles conditions générales dont la simplicité supérieure nous permet des prévisions plus précises et plus lointaines. » Pour tout le reste, l'invariabilité fondamentale se concilie avec des modifications secondaires. Plus tard, dans le tome premier du *Système de politique positive*, Comte oppose l'organique à l'inorganique ; le premier, est soumis à la stabilité (ordre) ; et le second, à la variation (progrès). Car le monde est une combinaison de ces deux notions : ordre et progrès ; c'est-à-dire stabilité et variation. Comte estime en effet que la « vie » est une source de spontanéité et de changement, et qu'il y a lieu dès lors de distinguer ce qui est vivant de ce qui ne l'est pas.

Cette façon de voir ne devait être que transitoire, et Comte allait en venir à une troisième conception, dans laquelle la loi sociologique est la loi scientifique par excellence. Cette théorie se trouve exposée dans les tomes deux, trois et quatre du *Système* ; elle appartient donc à la carrière « subjective » de Comte, c'est-à-dire

(1) V. p. 27.

à une période où nous voyons, malgré la continuité générale des vues, le déclin de la pensée du grand philosophe. Nous mettons délibérément de côté tous les développements de Comte relatifs au Grand-Etre et la Religion de l'Humanité, pour ne retenir que ce qui reste vraiment scientifique. D'après cette conception, la science est elle-même un grand phénomène humain qui évolue et se transforme comme l'humanité elle-même ; aussi, toutes les lois scientifiques, comme tous les grands faits humains sont soumises au progrès. « Il ne peut en effet exister, nous dit Comte (1), aucun phénomène appréciable qui ne soit vraiment humain, non seulement d'après son examen subjectif, mais aussi sans sa nature objective ; car l'homme résume en lui toutes les lois du monde, comme les anciens l'avaient dignement senti ». Il en résulte que le caractère souple et variable de la loi sociologique sera désormais la marque des lois scientifiques de tous ordres, puisqu'elles ne sont que des phénomènes sociologiques, des phénomènes humains. Auguste Comte a bien remarqué l'atteinte que cette conception pouvait porter à la notion de loi. « Ces modifications spontanées de l'ordre universel, écrit-il, font surgir la plus grande difficulté théorique que rencontre notre intelligence, en cherchant une pleine systématisation. Il faut en effet les concilier avec l'immobilité fondamentale qu'elles semblent détruire. C'est surtout en vertu d'un tel conflit que toute notion systématique de l'économie extérieure reste longtemps bornée aux phénomènes réellement immodifiables ». La loi, nous dit Comte, n'est pas détruite, parce que soumise à la marche de la civilisation ; le progrès en effet n'est que le développement de l'ordre. « Même envers les phénomènes les plus simples et les plus fixes, dit-il, la notion philosophique de

(1) V. *Système de Politique positive*, t. IV, chap. III, p. 181.

« loi » naturelle consiste toujours à saisir la constance dans la variété. »

Les lois sociologiques, quoi qu'il en soit, ont une variabilité plus étendue que les autres, à cause même de leur plus grande complexité. Comte voit trois classes de perturbations qui proviennent soit du milieu physique, soit de la vie de l'humanité elle-même, soit des influences individuelles (1). Ces variations sont au fond des cas pathologiques ; de par l'imperfection des lois biologiques et sociologiques, il se produit dans la vie des individus et des sociétés des développements anormaux ; ces maladies d'ailleurs ne sont point soustraites au déterminisme général, elles ont parfaitement leurs lois. Le pathologique en effet, est soumis à la même règle de développement que le normal, ainsi que l'a démontré Broussais ; et toute modification de l'ordre réel, écrit Comte, « concerne seulement l'intensité des phénomènes correspondants » (2). La maladie de l'individu ou de la société n'est qu'une altération non de la nature, qui est immuable, mais du « degré » de certains phénomènes. Le pathologique ne s'écarte donc du normal que dans des limites précises ; car il est, lui aussi, soumis à des lois, et il ne s'en sépare que par une différence d'intensité (3).

(1) V. *Système de Politique positive*, t. II, ch. VII, p. 440 et s.

(2) V. *Système de Politique positive*, p. III ; ch. I, p. 71 et s.

(3) Cette conception de Comte n'est pas sans analogie avec celle de Quételet. V. A. Quételet, *Du Système social et des lois qui le régissent*. Paris, 1848. *Sur l'homme et le développement de ses facultés*. Paris, 1835, sur Quételet, voir Maurice Halbwachs, *La théorie de l'homme moyen*. Paris 1912. Joseph Lottin, *Quételet statisticien et sociologue*. Paris, 1912. Comte et Quételet se sont ignorés, scientifiquement du moins, mais leurs pensées sont ici voisines. Quételet considère l'homme moyen et lui applique le calcul des probabilités et le système des écarts probables, en regardant les caractères physiques et moraux de l'homme comme soumis au hasard ainsi que des coups de dés. Il y a un type moyen (normal) avec des écarts eux-mêmes, compris entre

L'intervention de l'homme aura donc pour objet de guérir le cas pathologique pour revenir au normal ; elle réduira ces variations exceptionnelles d'intensité qui caractérisent la maladie. Rôle des plus précieux certes, mais rôle limité. L'homme politique, quelles que soient ses ambitions, ne saurait faire plus ; il ne faut pas perdre de vue en effet, malgré certaines apparences, que « l'homme s'agite et que l'humanité le mène » (1).

Plus tard, lorsque le déclin de la vie lui inspira la *Synthèse subjective*, Comte sembla construire encore une nouvelle théorie ; il considéra les corps extérieurs comme doués de la faculté de sentir et d'agir, et pensa que la terre avait voué ses forces à préparer le séjour de l'humanité, et, par exemple, spécialement changé, dans ce but, l'axe de l'inclinaison terrestre. C'est là que prend place ce que nous pourrions appeler la quatrième conception de Comte : les phénomènes simples sont soumis aux lois immobiles, et les phénomènes composés sont soumis aux « volontés » ; ce qui veut dire qu'ils sont variables et inconstants. Ce dernier état de la pensée de Comte nous paraissant dépourvu d'intérêt philosophique, nous ne croyons pas devoir insister.

*
* *

Dans le problème de la loi sociologique et des limites de l'action humaine, la théorie de Comte a donc marqué une très grande hésitation. Le philosophe a voulu concilier le dogme de la loi scientifique avec la

un maximum et un minimum. Cela fait penser aux variations de degré, mais non de nature des phénomènes pathologiques de Comte. On sait que depuis, Durkheim, dans des pages connues, s'est efforcé de distinguer en sociologie le normal du pathologique (v. les *Règles de la Méthode sociologique*).

(1) *Système de Politique positive*, t. II, ch. VII, p. 455.

(2) *Synthèse subjective*, p. 7 et s.

possibilité d'une intervention de l'homme ; il s'est heurté à d'immenses difficultés, et a, dans une certaine mesure, à la fin de sa carrière, compromis la notion de loi scientifique. Comte, reconstruisant la société sur le type positif, déclare que le gouvernement doit jouer un rôle régulateur, en particulier pour remédier à la dispersion des tâches, et pour mettre fin aux conflits économiques ; ce gouvernement, bien entendu, agira surtout par des moyens moraux ; mais Comte ne dit pas, nous semble-t-il, avec assez de netteté, comment les hommes au pouvoir résoudront les conflits matériels. Par exemple, s'il se produit une crise de chômage (comme celles que Comte a pu voir en 1818 ou en 1825) de quelle manière le gouvernement s'y prendra-t-il pour guérir ces « cas pathologiques », « cette variation d'intensité » ? Sans doute la réforme morale apaisera-t-elle ces conflits et ces désordres, mais sans les supprimer complètement. Comte parle de ces questions, sans descendre aux détails ; il a bien vu la complication de tous ces problèmes, et compris qu'il ne les avait pas entièrement résolus.

La grande difficulté de cette question venait de ce que Comte voulait concilier un déterminisme social rigoureux avec l'intervention de l'homme. Les termes mêmes du problème le rendaient difficile à résoudre. Pour un Stuart Mill, par exemple, qui admettait des lois sociologiques, tout en déclarant que ces lois, à cause de leur base psychologique, n'étaient que « tendanciellles », la question des limites de l'art social était incomparablement plus facile à résoudre. Mais la position philosophique de Comte était toute différente, et le problème qui se posait à lui était d'une extrême difficulté.

Auguste Comte aurait pu toutefois, nous semble-t-il, faire une distinction. Dans l'hypothèse d'un déterminisme complet, il n'est pas du tout impossible à

l'homme d'agir sur les phénomènes ; l'homme peut à son profit combattre la nature, en opposant les unes aux autres les lois nécessaires. Dans l'ordre des faits économiques que nous considérons ici, le législateur peut intervenir de deux manières : ou bien opposer l'une à l'autre, comme nous venons de le dire, deux lois nécessaires, ou profiter du caractère spécial, du caractère élastique de la loi économique, pour lui faire violence et la modifier suivant son désir. Par exemple, pour lutter contre la vie chère, le gouvernement peut créer lui-même des coopératives ou des magasins de vente, qui par le seul jeu de l'offre et de la demande (considéré comme nécessaire), feront baisser les prix ; il peut aussi, en supposant que les lois économiques ont une certaine souplesse (due à leur variabilité et à leur imperfection, telles que les conçoit Comte), taxer directement les produits à un prix déterminé.

Il y a là, croyons-nous, deux modes d'action bien distincts, qu'il y a lieu de ne pas confondre. Et l'on peut très bien concevoir un art social assez étendu dans un déterminisme sociologique complet, sans avoir besoin pour cela de faire intervenir l'élasticité, l'imperfection de la loi sociale, et sans invoquer les cas pathologiques, « les variations d'intensité » sur lesquels seulement, pour Auguste Comte, peut agir le législateur.

Auguste Comte ne nous semble donc pas avoir résolu d'une façon satisfaisante et définitive la question de la loi sociologique et de l'art social. Il a toutefois posé le problème en des termes précis, et soulevé une foule de questions que les économistes, admirateurs de l'ordre naturel spontané et intangible, n'avaient même pas soupçonnées.

4.

Auguste Comte avait donc pu constater que les économistes s'étaient contentés de vues superficielles rela-

tivement à la notion de loi ; mais était-il cependant fondé à reprocher à l'économie politique tout entière sa « démission solennelle » ? Bien que beaucoup d'auteurs s'en soient remis en général à la liberté pour guérir tous les maux de la société, il n'en est pas moins vrai que certains d'entre eux ont fait des efforts méritoires pour parer aux misères de la classe ouvrière, et porter remède à certaines imperfections de l'ordre existant. Ce sont ces efforts que Comte a méconnus, dont il nous faut brièvement parler.

Sans doute, bon nombre d'écrivains, surtout chez les plus libéraux des économistes, affectaient un optimisme intransigeant, en face des souffrances ouvrières, se montraient pleins d'arrogance, et se contentaient de proclamer les bienfaits de la liberté.

« L'optimisme de l'école française, nous disent MM. Gide et Rist (1), est caractérisé surtout par sa foi absolue dans la liberté ; c'est sa marque distinctive... Il est caractérisé aussi par une certaine dureté pour les misères du peuple. Sans doute la science n'a pas à faire de sentiments, mais nous voulons dire une certaine tendance, déjà si marquée dans Malthus, à croire que les misères du peuple sont dues à sa propre faute, à ses vices, ou tout au moins à son imprévoyance. C'est ainsi que Dunoyer ne craint pas de prononcer cette sentence terrible : il est bon qu'il y ait dans la société des lieux inférieurs, où soient exposées à tomber les familles qui se conduisent mal, et d'où elles ne puissent se relever qu'à force de se bien conduire. La misère est ce redoutable enfer. »

Parmi ces économistes rigoureux, il faut citer en première ligne Charles Comte. Il était un ennemi de la bienfaisance, et développa ce point de vue dans son

(1) V. Ouvrage déjà cité, p. 384.

Traité de Législation (1). Cet auteur nous montre que les œuvres de bienfaisance ne font souvent qu'assurer l'impunité à certains vices que la nature s'était chargée elle-même de punir et par conséquent de réprimer. Les maisons d'asile pour les prostituées malades ou repentantes diminuent les inconvénients du métier de prostituée, et encouragent la prostitution. C'est donc avec une certaine raison que les hommes du début du XIX^e siècle, et Comte en particulier, reprochèrent à l'économie politique sa froideur et son indifférence aux malheurs du prolétariat. Certains écrits pouvaient bien faire prendre les économistes pour des adversaires des ouvriers et des humbles et pour les défenseurs de la féodalité financière qui paraissait poursuivre sa prospérité en exploitant les travailleurs. Mais le jugement d'Auguste Comte était là encore un peu sommaire.

Adam Smith, bien que n'ayant point étudié spécialement la variabilité des lois sociologiques et les limites de l'action humaine, semble pourtant avoir eu en ces questions des conceptions assez voisines de celles de Comte. Par moments, le philosophe écossais nous laisse entendre que les lois économiques subissent bien parfois des dérogations, et qu'elles n'ont pas la même inflexibilité que les lois physiques. « Quelques médecins spéculatifs, nous dit-il, en pensant à Quesnay (2), se sont imaginé, à ce qu'il semble, que la santé du corps humain ne pouvait se maintenir que par un certain régime précis de diète et d'exercice, dont on ne pouvait s'écarter le moins du monde, sans occasionner nécessairement un degré quelconque de maladie...

(1) V. Ch. Comte, *Traité de Législation*, 2^e édition. Paris, 1835, t. I, ch. XVII, p. 515 et s. Ce chapitre XVII était intitulé : « De quelle manière l'action des lois inhérentes à notre nature est troublée par certaines institutions dites de Bienfaisance ».

(2) V. *Richesse des Nations*, trad. français. Paris, 1839, t. III, p. 14, livre IV, ch. IX.

Cependant l'expérience semble bien démontrer que le corps humain conserve, au moins dans toutes les apparences, le plus parfait état de santé, sous une immense multitude de régimes divers, même avec des régimes que l'on croit généralement fort loin d'être parfaitement salutaires... Une économie (oppressive), bien qu'elle retarde sans contredit, plus ou moins, le progrès naturel d'une nation vers la richesse et la prospérité, n'est pourtant pas toujours capable d'en arrêter totalement le cours, et encore moins de lui faire prendre une marche rétrograde. »

Smith, ne l'oublions pas, était dans son pays à l'école du relativisme, et se trouvait donc porté à mettre dans les lois économiques moins d'absolu que d'autres philosophes. Certaines modifications accessoires de l'ordre économique lui paraissent possibles, quoique peu désirables d'ailleurs, car cet ordre dans son ensemble est bon en soi.

Il faut reconnaître que la *Richesse des Nations* était « libérale », mais sans trop d'intransigeance ; Smith admit l'intérêt personnel et la liberté comme fondement de l'activité des hommes ; mais il sut faire à d'autres vues les concessions nécessaires. Rappelons en passant, qu'il admit dans une certaine mesure le protectionnisme national, et qu'il approuva en particulier les « actes de navigation » de Cromwell. Il pensait aussi que l'Etat avait un certain rôle à accomplir là où l'intérêt privé se révélait insuffisant. D'ailleurs Smith considérait que s'il existait une harmonie générale, entre les intérêts privés et l'intérêt public, il se produisait dans certains cas accidentels des désaccords certains ; il développa particulièrement ce point de vue en étudiant la répartition.

Il faut noter aussi que dans les considérations morales de Smith se trouvait une certaine critique anticipée de l'ordre économique fondé uniquement sur l'intérêt

personnel et la liberté. Le philosophe écossais entrevoyait que la seule égalité de droits entre les contractants, qui est à la base de son économie politique, ne donnait pas satisfaction à tous les besoins moraux de l'homme, et que pour la « justice », il y aurait sans doute plus à faire.

Chez lui s'opposent en effet deux notions de la justice ; d'abord il conçoit, comme économiste, une justice qu'on pourrait nommer négative, et qui se borne à la défense de la propriété et au respect des contrats ; mais comme il n'est pas exclusivement économiste et utilitariste, mais reste en même temps théologien moraliste, il remarque tout ce que la justice ainsi définie a de conventionnel, et il sent que la nature morale de l'homme exige davantage.

Dans plusieurs passages de la *Richesse des Nations*, on trouve cette préoccupation du sort des humbles. « La seule équité, nous dit-il, dans un de ces textes (1), exige que ceux qui nourrissent, habillent et logent tout le corps de la nation, aient, dans le produit de leur propre travail, une part suffisante pour être eux-mêmes nourris, logés, vêtus. » Sans doute Smith n'a-t-il pas déterminé ce qu'il fallait faire pour remédier aux désordres économiques, et réparer les misères humaines, mais du moins a-t-il conçu les lois économiques sans rigueur excessive, et a-t-il senti le besoin d'une certaine intervention sociale au nom de la justice (2).

Malthus aussi, malgré la dureté de son système, était sympathique aux malheureux ; et en dépit de sa

(1) Sur cette question, v. *Richesse des Nations*, liv. I, ch. VIII.

(2) C'est là d'ailleurs un point qui mériterait d'être mis plus complètement en lumière, car l'on a coutume de considérer Adam Smith comme le fondateur du libéralisme économique, et le théoricien de la liberté rigoureusement observée, mais, Smith, si l'on se reporte à l'ensemble de son œuvre, est avant tout un théologien moraliste, qui se laisse émouvoir par toutes les souffrances humaines.

condamnation systématique de l'aumône, il n'admettait pas que l'économie politique fût la recherche de la richesse pour la richesse. « Si un pays, disait-il, n'avait pas d'autre moyen de s'enrichir, que de réduire les salaires, je dirais, sans hésiter, périssent des richesses pareilles. Il est fort à désirer que les classes ouvrières soient bien payées, pour une raison bien plus importante que toutes les considérations relatives à la richesse, je veux dire pour le bonheur de la plus grande masse de la société... » (1)

Les Physiocrates avaient proclamé, comme nous savons, la nécessité d'obéir à l'ordre naturel qui mène le monde, et les lois économiques chez eux avaient un caractère absolu et nécessaire; en vertu de ces conceptions mêmes, les disciples de Quesnay préconisèrent un nouveau système fiscal : celui de l'impôt unique sur la terre, seule source du « produit net ». Par là, ils voulaient, eux aussi, agir par leur soumission même aux lois économiques nécessaires, afin d'amener plus de prospérité matérielle dans la nation. Turgot, homme d'action, en même temps qu'écrivain, bien qu'il fut un théoricien de la liberté, prit des mesures presque despotiques, pour le soulagement des colons pauvres pendant la grande disette de l'hiver 1770-1771.

Jean-Baptiste Say estimait qu'il était du devoir de l'Etat, dans les périodes de crises économiques, de procurer du travail aux chômeurs, et, pour cela, de créer au besoin de nouvelles branches de production, ou de favoriser des entreprises lointaines aux colonies (2). Charles Comte, si dédaigneux pourtant envers les malheureux, voulait une nouvelle répartition des char-

(1) Cité par J. Rambaud, ouvrage déjà indiqué, p. 326.

(2) V. son *Traité*, livre II; ch. VI, § 4.

ges fiscales. « Si l'autorité publique, écrit-il (1), n'a point à se mêler de la manière dont les produits annuels d'une nation se répartissent entre les hommes qui concourent à les former, à moins que ce ne soit pour protéger chacun, dans la jouissance et la disposition de ses biens, il ne s'ensuit pas qu'elle soit impuissante pour adoucir le sort des classes les plus nombreuses et les moins aisées ; elle peut leur assurer une plus grande part dans les produits de l'industrie, soit par la diminution, soit par un meilleur emploi, ou par une répartition plus équitable des charges publiques... Elle peut faciliter l'enseignement et concourir ainsi au bien-être des classes les plus pauvres, par le développement de leur intelligence et le perfectionnement de leurs mœurs. »

Il serait facile de multiplier les citations et de montrer qu'il y avait chez de nombreux économistes le désir d'intervenir pour améliorer la situation des plus pauvres et des plus déshérités. Sans doute les auteurs classiques, qui considéraient l'ordre économique spontané comme bon en soi, et presque sans défaillance, n'éprouvaient pas le besoin d'envisager une intervention humaine qui bouleversât l'ordre existant ; cependant beaucoup d'entre eux, sans concevoir nettement et scientifiquement les limites de l'art social, préconisaient des améliorations de détail. Nous pouvons donc conclure et admettre que d'assez nombreux économistes avaient fait des efforts méritoires, dans les limites où ils les voyaient utiles et possibles, pour améliorer le sort des ouvriers ; et que, presque tous, en particulier, avaient approuvé les « factory acts » qui, en Angleterre, réglementaient le travail des femmes et des enfants. Reprocher en bloc à l'économie politique son

(1) V. *Traité de la Propriété*. Paris, 1834, t. II, p. 488.

indifférence et sa « démission solennelle » est donc porter un jugement fondé, en une certaine mesure, mais, sans aucun doute cependant, sommaire et excessif.

CHAPITRE VI

AUGUSTE COMTE ADRESSE A L'ÉCONOMIE POLITIQUE QUELQUES REPROCHES SECONDAIRES

1. Les économistes ont confondu Science et Art. — 2. Quelques-uns cependant avaient fait cette distinction et l'avaient appliquée. — 3. L'obscurité de la terminologie économique et les efforts faits pour y remédier.

1.

Dans son *Cours de philosophie positive*, en étudiant successivement chaque science, Auguste Comte en marque le caractère philosophique et en retrace l'histoire. Nous voyons avec lui que bien souvent la science naît des besoins de la pratique avec laquelle d'abord elle se confond. Puis, peu à peu, avec le perfectionnement des méthodes et de l'esprit scientifique, la spéculation et l'action se séparent, et forment deux disciplines distinctes. La science est une recherche et un exposé des connaissances d'un certain ordre ; elle est purement indicative. S'appuyant sur les données ainsi acquises, l'art correspondant, suivant les besoins des hommes et les fins sociales qui sont à déterminer par ailleurs, permet les applications pratiques. Comme l'a dit Stuart Mill, la science concerne l'intelligence, et l'art concerne la volonté.

« A l'état naissant, nous dit Auguste Comte (1),

(1) *Cours de Philosophie positive*, t. IV, leçon 46, p. 5.

aucune science ne saurait être cultivée, ni conçue isolément de l'art correspondant, comme je l'ai établi, dans la quarantième leçon, où nous avons reconnu qu'une telle adhérence doit être naturellement d'autant plus intense et plus prolongée, qu'il s'agit d'un ordre de phénomènes plus compliqués. Si donc la science biologique elle-même, malgré sa constitution plus avancée, nous a paru encore trop étroitement associée à l'art médical, faut-il s'étonner que la tendance habituelle des hommes d'État à dédaigner comme de vains jeux d'esprit toutes les spéculations sociales qui ne sont point immédiatement liées à des positions pratiques ». Il est certain en effet que les hommes politiques n'ont jamais cherché à séparer la science économique de l'art correspondant ; pour eux, les nécessités de la pratique les empêchaient d'attendre l'achèvement de la science pour commencer l'action. Aujourd'hui, où l'économie politique est plus avancée qu'au temps de Comte, et où les esprits vraiment scientifiques s'accordent tous sur la nécessité de séparer science et art, l'on peut constater que les hommes politiques ne s'embarrassent guère de cette distinction.

Mais il est, au point de vue qui nous occupe, une chose plus grave que l'erreur de l'homme d'État, c'est celle du savant ; et il faut reconnaître que le désir légitime de Comte, de distinguer nettement la science de l'art, n'était guère réalisé par les économistes de son temps. Adam Smith définissait l'économie politique comme « ayant pour objet d'enrichir à la fois le peuple et le souverain », ce qui était lui assigner un but nettement pratique. Chez Sismondi, la confusion de la science et de l'art était encore plus évidente. Pour cet écrivain, le but de la science économique n'était point la production des richesses, mais le bonheur des hommes. Sans doute est-il souhaitable, pensait Sismondi, que l'économie politique puisse donner lieu à un art qui

améliorera le sort de l'homme ; mais, science des richesses et recherche du bonheur sont deux disciplines complètement distinctes, et aucune des deux ne gagne à être réunie à l'autre. Tous les réformateurs de l'époque confondirent ainsi à qui mieux mieux art et science, et l'on peut même dire que certains d'entre eux, constructeurs de cités de fantaisie, voulaient plus exactement appliquer un art économique, sans même se préoccuper vraiment d'une science qui lui servit de support.

La séparation nette et précise de la science et de l'art en matière sociale ne se fit que lentement ; elle fut une conquête progressive du ^{xix}^e siècle. « La distinction de la science et de l'art, écrit M. Block (1), se fait depuis longtemps parmi les économistes, mais l'idée ne s'est pas présentée tout d'abord dans sa pleine clarté ; ni les Physiocrates, ni A. Smith, ni même J.-B. Say n'ont eu cette clarté. On formulait une loi en croyant offrir un précepte ; la pensée ne s'était pas encore arrêtée à la différence, mais le germe en est dans l'esprit... ».

La raison de cette séparation tardive, plus tardive peut-être que pour beaucoup d'autres sciences, nous semble être la suivante : pendant longtemps l'économie politique fut intimement unie à l'éthique ; souvent même, c'étaient des moralistes et des théologiens qui s'occupaient de la question des richesses. L'économie politique eut, à cause de cette tradition, une certaine peine à se défaire de son caractère à la fois moral et pratique. A un certain point de vue, cette union de l'économie politique et de l'éthique était une bonne chose, car elle évitait de faire de la recherche de la richesse une fin en soi ; mais elle avait l'inconvénient

(1) V. M. Block, *Les Progrès de la Science Economique depuis A. Smith*. Paris, 1890, t. I, p. 6. Introduction.

de ne pas séparer la spéculation de l'action et de faciliter la fusion fâcheuse de la science et de l'art. Ce fut pour ce motif, que pendant si longtemps la science économique émit des lois non seulement indicatives, mais impératives.

« L'économie politique, nous dit M. Espinas (1), a suivi la destinée commune aux connaissances de tout ordre. Elle est née à Athènes au cinquième siècle, elle a été le fruit des préoccupations utilitaires d'une société laborieuse et prospère qui croyait qu'il valait la peine de travailler pour s'enrichir, et commençait à entrevoir la possibilité d'étudier les conditions sous lesquelles l'activité productrice et l'échange se manifestent dans l'humanité. Mais à peine les anciens furent-ils engagés dans cette recherche, qu'un scrupule les retint. Ils se demandèrent s'il était juste de s'enrichir indéfiniment, et tous répondirent négativement à cette question ». Puis on considéra la grande richesse, et celle facilement acquise, comme douteuse et le mot « chrématis-tique » prit un sens péjoratif qu'il n'a depuis jamais perdu.

Une telle passion anime si souvent les hommes dans la recherche des biens, qu'étudier la science des richesses, en l'affranchissant de toute considération morale, apparaissait à nos pères comme une impiété. Qu'on étudie les lois de l'opulence ou de la pauvreté, c'est parfait ; mais qu'on le fasse sans indiquer en même temps que l'acquisition, la répartition des biens doivent être soumis à la justice, est une œuvre immorale. Telle fut, croyons-nous, la conception traditionnelle des économistes et théologiens du moyen âge.

Dans la suite, la morale théologique déclina, le droit naturel perdit du terrain ; peu à peu l'économie politique, tout en conservant des attaches étroites avec

(1) *Histoire des doctrines économiques*. Paris, S. d., p. 6.

l'éthique, échappa à la suprématie des économistes, lentement se laïcisa sous l'influence de la Réforme, et sous l'action des princes, qui voulaient échapper à la direction de l'Eglise (1).

2.

Cependant, même au temps d'Auguste Comte, certains esprits avaient aperçu déjà la nécessité, en matière sociale, d'une séparation de la science et de l'art (2). J.-B. Say, commentant la définition de l'économie politique d'Adam Smith, ajoutait : « J'aimerais mieux dire que l'objet de l'économie politique est de faire connaître les moyens par lesquels les richesses se forment, se distribuent, et se consomment » ; voulant par là, répudier toute préoccupation pratique mêlée à la théorie. La méthode de J.-B. Say était d'ailleurs, à bien des égards, nettement positive (3). Say était un disciple des philosophes du XVIII^e siècle, qui avaient déclaré la guerre à la métaphysique et à l'absolu ; il apparaissait tout imprégné de sensualisme, et ses maîtres étaient Condillac et les Idéologues. Say voulait appliquer à l'économie politique la méthode même des sciences physiques et traiter les faits sociaux d'une façon purement objective ; il prétendait étudier les phénomènes surtout par l'observation comme font le physicien et le chimiste, sans prétendre les modifier ou les

(1) Sur cette question, v. Ashley, ouvrage déjà cité, et Lujo Brentano, *Le concept de l'éthique et de l'économie politique dans l'histoire*. V. *Revue d'économie politique*, 1902, p. 1 et s.

(2) V. Gustave Schelle, *L'économie politique et les économistes*. Paris, 1917, p. 24, qui indique quels auteurs se sont spécialement attachés à cette distinction.

(3) Sur ce point v. E. Allix, *La méthode et la conception de l'économie politique dans l'œuvre de J.-B. Say* dans *Revue d'histoire des doctrines économiques et sociales*, 1911, p. 321 et s.

corriger. Il reprochait aux Physiocrates d'avoir confondu la question d'art avec les questions de science, et mélangé constamment le point de fait et le point de droit. Or, ajoutait-il, le point de droit reste toujours plus ou moins du domaine de l'opinion ; le point de fait est susceptible de certitudes et de preuves.

La préoccupation de Say, d'employer une méthode scientifique est évidente, et ses bonnes intentions certaines. Sans aucun doute, il a fait appel à l'observation ; bien souvent il proclama que cette économie politique était une discipline théorique, et qu'elle devait « être séparée de la politique » (1). Mais en réalité cependant, il ne fut pas toujours fidèle à son programme, et malgré ses déclarations de principe, tomba souvent dans les mêmes défauts que ses contemporains. Si la lecture de ses livres montre qu'il a distingué en théorie science et art, ses écrits cependant unissent souvent les conseils pratiques à l'exposé des lois économiques.

Tracy proclamait la nécessité de séparer la science et l'art : « Je me borne, déclarait-il, à une vérité qu'on ne saurait nier, c'est qu'un art dépend toujours d'une science. Or, tous les logiciens jusqu'à présent... ont confondu l'art avec la science. » Mais en réalité Tracy voyait dans l'économie politique un art bien plus qu'une science, puisqu'il en faisait une suite de l'idéologie et une application de la volonté. Dunoyer avait fait un effort plus effectif pour séparer science et art. « On ne parle point, nous dit-il, dans l'introduction de la *Liberté de travail*, en physique, en mathématique, de ce qui doit être. On cherche simplement ce qui est, ou comment il arrive qu'une chose soit. Le géomètre remarque dans quelles circonstances deux lignes forment un angle ; mais il ne dit pas que deux lignes ont

(1) V. son *Traité d'économie politique*. Paris, 1803, t. I, p. 4.

le droit de former un angle ; le physicien observe que l'eau soumise à l'action du feu passe à l'état de vapeur, mais il ne dit pas qu'un des droits de l'eau est de se transformer en gaz ». Dunoyer nous semble avoir été beaucoup plus fidèle que J.-B. Say aux principes et aux méthodes solennellement inscrits en tête de ses ouvrages (1).

Dans la suite, cette séparation de la science et de l'art en économie politique devait être reprise avec éclat par Courcelle-Seneuil qui s'attacha fortement à cette idée et créa deux termes nouveaux pour la souligner ; il désigna sous le nom de « ploutologie » la science des richesses, tandis que l'art économique prit le nom « d'ergonomie » (2). Mais ces néologismes ne réussirent point à s'imposer au langage des économistes et sont aujourd'hui complètement abandonnés. Des auteurs illustres devaient approuver et renforcer cette séparation de la science et de l'art, réalisée déjà dans d'autres ordres de connaissances. Stuart Mill par exemple, fit un traité d'économie politique devenu classique et qui est la mise en œuvre de cette distinction. Pour lui, l'idée de science et l'idée d'art s'opposent, comme en nous s'opposent l'intelligence et la volonté (3). Aujourd'hui la plupart des esprits vraiment scientifiques, qui s'occupent de l'économie politique, ne confondent plus guère la science et l'art ; parmi les vrais

(1) Il est curieux de remarquer que M. Villey, économiste bien connu, et auteur d'un livre assez récent sur Dunoyer (*l'œuvre économique de Dunoyer*, Paris, 1899, V. p. 12) reproche précisément à Dunoyer d'avoir voulu distinguer la science et l'art, en économie politique ; il le blâme de ne faire qu'étudier la façon dont les choses se passent sans nous dire comment elles « doivent » se passer.

(2) V. par exemple son *Traité d'économie politique*, 3^e édition, 1891, qui est tout entier dominé par cette distinction.

(3) Sur ce sujet on peut voir aussi *Unsettled questions* de Stuart Mill.

savants, tout le monde du moins est d'accord sur le principe.

Chez les contemporains d'Auguste Comte, il est un groupe d'écrivains, qui avait aperçu tout l'intérêt théorique d'une distinction à faire entre la science et l'art; nous voulons parler des disciples de Saint-Simon : Bazard et Enfantin. Cette vue se trouve exposée dans la première séance de l'*Exposition de la doctrine Saint-Simonienne*. « La Science, nous disent ces auteurs, se divise en deux branches de travail : le perfectionnement des doctrines et leur application. Remarquons d'abord d'une manière générale que la plupart des savants négligent presque totalement la première branche au profit de la seconde (1).

Au temps d'Auguste Comte, certains écrivains avaient donc proclamé la nécessité de séparer la science et l'art; et quelques-uns, moins nombreux, avaient entrepris d'appliquer cette distinction dans leur travail; mais en matière économique et sociale, malgré des efforts louables, cette séparation n'était point réalisée, et les traités d'économie politique pour la plupart, concernaient aussi bien l'art que la science économique.

3.

Au nombre des critiques secondaires adressées par Auguste Comte à la science des richesses, il nous faut citer aussi l'obscurité qui, d'après lui, caractérise la terminologie économique. Pour Comte, c'est encore là une des conséquences directes et évidentes de l'esprit métaphysique.

« En considérant d'un regard impartial, nous dit-

(1) *Exposition de la doctrine Saint-Simonienne*, édition Bouglé et Halévy, p. 132.

il (1), les stériles contestations qui les divisent [les économistes] sur les notions les plus élémentaires de la valeur, de l'utilité, de la production, etc., ne croirait-on pas assister aux plus étranges débats des Scolastiques du moyen-âge sur les attributions fondamentales de leurs pures entités métaphysiques, dont les conceptions économiques prennent de plus en plus le caractère, à mesure qu'elles sont dogmatisées et subtilisées davantage? Dans l'un comme dans l'autre cas, le résultat final de ces absurdes et interminables discussions est le plus souvent de dénaturer profondément les précieuses indications primitives du bon sens vulgaire... désormais converties en notions relativement confuses, qui ne sont plus susceptibles d'aucune application réelle, et qui ne peuvent essentiellement engendrer que d'oiseuses disputes de mots. » Pour Auguste Comte, se complaire aux notions métaphysiques de cause et de fin, c'est s'engager dans l'absolu, dans l'inaccessible, et c'est en même temps se condamner à un langage confus et obscur comme la pensée elle-même.

Il faut remarquer que Comte ne fut ni le premier, ni le seul, parmi les hommes de son temps, à se plaindre de l'obscurité et de la confusion des mots économiques. Condillac, qui était un logicien de grand talent, et dans lequel on se plaît aujourd'hui à voir un économiste émérite, avait signalé l'insuffisante précision de la terminologie économique ; mais il pensait que c'était là un phénomène nécessaire lors de la formation d'une science. « Chaque science, écrit-il (2), demande une langue particulière, parce que chaque science a des idées qui lui sont propres. Il semble qu'on devrait commencer par faire cette langue, mais on commence par

(1) *Cours de Philosophie positive*, t. IV, leçon 47, p. 215 et s.

(2) V. Condillac, *Le Commerce et le Gouvernement*, édition Daire, Mélanges, p. 248.

parler et par écrire, et la langue reste à faire. Voilà où en est la science économique dont l'objet est celui de cet ouvrage même ; c'est, entre autres choses, à quoi on se propose de suppléer. Dans le cours de son livre en effet, Condillac nous donne quelques définitions qui d'ailleurs sont pour l'époque pleines d'intérêt. Il veut mettre un peu de clarté dans la notion de valeur des choses, en nous exposant (1) « qu'elle est fondée sur leur utilité, ou ce qui, dit-il, revient au même, sur le besoin que nous en avons, ou, ce qui revient encore au même, sur l'usage que nous en pouvons faire ». L'abbé Morellet avait lui aussi senti tous les flottements et toute l'insuffisance du vocabulaire économique (2). Louis Say, le frère de Jean-Baptiste Say, dans un livre publié en 1822, faisait la même remarque (3). « On a déjà observé depuis longtemps, écrit-il, la grande importance qu'il y avait dans toute espèce de science à bien définir les termes les plus essentiels dont elle se sert et à les employer toujours dans le sens défini. L'ouvrage d'Adam Smith est un grand exemple de cette vérité. Cet auteur, en employant le mot « labour-travail » dans divers sens a embrouillé presque toutes les questions d'économie politique dont il a traité. »

Mais de tous, ce fut Malthus qui fit les efforts les plus notoires pour remédier à l'imperfection du langage économique. Au début de ses *Principes d'économie politique* (4), il reconnaissait les divergences relatives à la notion de richesse et ajoutait : « Parmi les définitions qui donnent au mot richesse un sens trop étendu,

(1) *Ibidem*, p. 251.

(2) V. Janet, *Histoire de la Science politique dans les rapports avec la Morale*, 4^e édition. Paris, 1913, t. III, p. 506.

(3) V. Louis Say, *Considération sur l'industrie... examen critique des principaux ouvrages qui ont paru sur l'économie politique*. Paris, 1822, p. 26.

(4) V. Malthus, *Œuvres*, éd. Daire, t. II, ch. I, section I.

celle de Lord Lauderdale peut servir d'exemple ». Selon lui, la richesse est « tout ce que l'homme désire comme pouvant lui être utile ou agréable ». Pour Malthus, une telle définition était trop large, car elle comprenait les avantages de la religion, la morale, la liberté civile, l'éloquence, la musique, etc. ; car il faut, nous dit-il, réserver le nom de richesse à toutes les jouissances ou à tous les services qui peuvent s'appliquer à l'homme, mais en limitant cette définition aux objets matériels ou immatériels qui peuvent s'échanger (1).

Malheureusement on doit plutôt louer chez Malthus l'intention que le succès de l'entreprise. Il entre en guerre contre la terminologie des Physiocrates, de James Mill et d'autres encore ; mais, malgré son espoir, ne réussit pas à donner à l'économie politique une terminologie irréprochable et définitive. En 1827 il publie un livre intitulé : *Définition des termes en économie politique*, où il s'efforce de préciser les idées et les vocables de la science économique. Il voulait donner un peu plus de clarté à des notions importantes, telles que celles de valeur ou d'utilité. Mais cette tentative, qui n'intéressa guère les économistes de l'époque, fut vite oubliée. L'ouvrage de Malthus montre toutefois que beaucoup d'esprits souffraient de l'imprécision du vocabulaire économique et éprouvaient le besoin d'y remédier.

Il faut reconnaître en effet qu'il y avait dans la langue économique un très grand flottement ; que le sens des mots variait suivant les auteurs et les écoles, ce qui était l'origine de confusions évidentes. Pour s'en convaincre, l'on peut comparer les écrits des Physiocrates et ceux de Smith et de ses disciples. Les termes

(1) Lord Lauderdale avait publié en 1804 un ouvrage intitulé : *An Inquiring into the nature and origine of public wealth and into the means and causes of its increase*.

les plus abstraits et les plus importants de l'économie politique sont pris dans des acceptions différentes. Il en est ainsi d'expressions comme « capital », « valeur », « produit net », etc. Cette imprécision se rencontre il est vrai, dans toutes les disciplines nouvelles qui sont en train de s'ériger en science, et l'économie politique n'a point échappé à la règle commune. Chaque science qui naît, a l'obligation de se constituer une langue appropriée à ses besoins, et les mots doivent être pris dans un sens qui corresponde à l'objet étudié : c'est là une nécessité bien connue des logiciens. On peut aller plus loin et dire que chaque auteur, suivant ses doctrines propres, introduit dans son langage et dans son style une originalité d'expression qui correspond à l'originalité de sa pensée. Ce sont là des notions courantes qu'il suffit de rappeler.

L'économie politique, érigée en science à la fin du ^{xviii}^e siècle, tâtonna dans la création de son vocabulaire qui était tout entier à constituer. Le langage commun fournissait des mots, mais auxquels il fallait donner une acception plus technique. Pour faire comprendre l'étendue de l'effort à accomplir, et donner un exemple concret, indiquons que les juristes romains qui pourtant en matière de contrats, ventes, échanges, ou autres, maniaient des idées bien subtiles, n'avaient point de mot pour désigner la « valeur » (1). On en a la preuve, nous dit un historien de l'économie politique, dans la fameuse constitution de Dioclétien sur la rescision de la vente pour lésion d'outre-moitié, lorsqu'on voit l'empereur employer toujours le même mot « *pretium* », pour désigner successivement et le prix convenu et la véritable valeur d'échange de l'objet, c'est-à-dire le prix dont il aurait été juste de convenir. Seul

(1) V. Rambaud, *Histoire des doctrines économiques*, 3^e édition. Paris, 1909, p. 25.

le temps arrive à assouplir le langage à ses besoins nouveaux. Dans beaucoup de sciences une mise au point semblable, une adaptation et une spécialisation du vocabulaire s'imposèrent aux savants. On sait que les auteurs latins qui voulurent écrire sur la philosophie première avec une langue qui au début ne s'y prêtait guère, eurent cet effort à faire. Cicéron par exemple, dans ses écrits philosophiques, dut adapter aux besoins nouveaux plus d'un mot de la langue commune, en prenant comme modèle le vocabulaire grec. Il ne faut donc pas s'étonner que les premiers économistes n'aient pas réussi du premier coup à se forger un langage complètement adéquat à son objet.

Adam Smith par exemple, lorsqu'il emploie le mot « valeur » veut parfois désigner les services qu'une chose peut rendre ; parfois, au contraire, la valeur signifie chez lui l'effort de fabrication que ladite chose a demandé. Ces deux notions coïncident en effet assez souvent ; mais il n'en va pas régulièrement ainsi ; la science économique moderne l'a fait voir d'une façon décisive. Le mot « valeur » chez Smith est donc ambigu ; il désigne tantôt le coût de production, tantôt l'utilité. Mais le philosophe écossais n'en a pas moins fait un effort méritoire pour dégager des notions qui auparavant n'avaient pas fait l'objet d'une étude attentive. Ces constatations nous rappellent que la science n'est pas l'œuvre d'un seul homme, mais d'une pluralité d'esprits qui s'y appliquant tour à tour, la perfectionnent progressivement. Il n'est donc pas surprenant que les successeurs d'Adam Smith aient eu à rectifier ou à préciser bien des mots comme bien des idées, qui se trouvent dans la *Richesse des Nations*.

Ricardo, qui examina avec la rigueur que l'on sait la notion de rente, remarqua l'imprécision qui chez Smith résultait de l'emploi de ce mot. « Adam Smith, donne

parfois, nous dit-il (1), au mot « rente », le sens rigoureux dans lequel je cherche à le restreindre ; mais le plus souvent, il l'emploie dans le sens vulgairement usité : ainsi il dit que les demandes toujours croissantes de bois de construction dans les pays méridionaux de l'Europe faisant hausser les prix, furent cause que l'on commença à affermer des forêts de Norvège, qui auparavant ne produisaient pas de rentes. »

Ce qu'il y avait peut-être de plus frappant, au moment où Comte composait son *Cours de Philosophie positive*, c'était l'obscurité du mot richesse lui-même. Parmi les économistes, les uns entendaient par ce terme des « produits matériels, à la fois utiles et rares » ; c'était le point de vue de Smith et de ses disciples directs ; d'autres, à la suite de J.-B. Say, dont la réputation en France se trouvait alors considérable, comprenaient par là tout ce qui est utile à l'homme. Nous avons déjà dit un mot de la théorie des produits immatériels de Say ; rappelons que cet écrivain considérait les services d'un professeur, d'un architecte, d'un avocat, comme utiles à l'humanité, aussi bien que pouvait l'être une denrée quelconque matérielle et tangible. Les « services » ne doivent donc pas être exclus du domaine de l'économie politique ; en conséquence, la science économique devenait la science sociale générale. Cette acception nouvelle et plus étendue du mot richesse, qui faisait concurrence à l'autre, n'ajoutait évidemment aucune clarté au vocabulaire économique.

La confusion et l'obscurité dans les mots abstraits de l'économie politique sont évidentes chez la plupart des auteurs de la période que nous considérons. Charles Comte, dans son *Traité de la Propriété* (2), disait

(1) V. Ricardo, *Principes d'Economie politique*, édition Daire, p. 40.

(2) Paris, 1834, t. I, p. 117.

encore : « Il ne faut pas confondre la valeur avec l'utilité ; on désigne par ce dernier mot les qualités qui rendent une chose propre à satisfaire certains besoins, à procurer certaines jouissances ; on désigne par le premier, les qualités qui sont dans une chose et qui la rendent propre à obtenir par échange d'autres choses dont on a besoin... ».

Si l'on veut insister encore sur l'incertitude de la terminologie économique au début du XIX^e siècle, en comparaison avec le langage plus précis d'aujourd'hui, on peut faire remarquer que J.-B. Say employait indistinctement les mots « profit » et « revenu » ; « profits et revenus sont une seule et même chose », nous dit-il, en effet (1), alors que les économistes modernes plus précis, réservent le nom de « profit » au seul revenu de « l'entrepreneur ». Cet exemple prouve seulement qu'avec l'avancement de la science, on a éprouvé le besoin de faire, et dans les mots et dans les choses, une distinction dont la nécessité auparavant ne se faisait pas sentir.

Beaucoup d'historiens de l'économie politique ont signalé le manque de rigueur verbale des écrivains du début du siècle dernier. Sismondi, nous disent MM. Gide et Rist (2) considère le « travail », tantôt comme la « source de tous les revenus », tantôt comme le revenu de l'ouvrier s'opposant à l'« intérêt » et à la « rente du sol » ; il n'a jamais pu distinguer capital national de capital privé ; le mot « capital », dans son langage, n'a pas de précision. Sismondi appelle à son gré le salaire soit un capital, soit un revenu.

En Angleterre, de nos jours encore, beaucoup d'éco-

(1) V. J.-B. Say, *Cours complet d'économie politique*, édition de Bruxelles, 1844, 5^e partie, ch. II, p. 314.

(2) *Histoire des doctrines économiques*, ouvrage déjà cité, p. 208, en note.

nomistes hésitent dans bien des cas entre les mots « capital » et « stock », et donnent à ces deux termes, qui parfois se font concurrence, un sens imprécis et vague (1). La terminologie anglaise a encore là un effort de précision à accomplir.

Les reproches adressés par Auguste Comte à l'économie politique pour l'obscurité et la confusion de ses mots, étaient donc exacts en fait ; mais, selon nous, les économistes n'étaient pas coupables. Le langage n'est parfait que lorsque la science est achevée. La terminologie précise et la classification logique des concepts dans une science, sont beaucoup plus le résultat que la cause des progrès accomplis dans cette science. En réalité, dans l'économie politique naissante, l'obscurité des mots venait de l'obscurité inévitable des idées. Comte attacha, nous dit Stuart Mill (2), « une importance presque puérile, dans un dessein de dénigrement, aux discussions qu'on trouve sur la signification des mots dans les meilleurs livres d'économie politique, comme si de pareilles discussions n'étaient pas l'accomplissement indispensable du progrès de la pensée, et n'abondaient pas dans l'histoire de toutes les sciences physiques. »

S'il est vrai de dire dans un sens que « la science est une langue bien faite », il faut convenir cependant que le vocabulaire ne peut être clair et précis qu'autant que la pensée elle-même est débarrassée de toute obscurité ; la terminologie doit au début participer à l'incertitude de la pensée en élaboration. Reprocher à l'économie politique naissante d'avoir eu un langage obscur, c'est lui reprocher de n'être point, comme Minerve, sortie toute armée du cerveau de Jupiter.

(1) V. *Longs développements dans Ashley*, ouvrage cité, t. II, p. 504 et s.

(2) V. J.-S. Mill, *A. Comte et le positivisme*, traduction française, 6^e édition. Paris, 1898, p. 81 et s.

CHAPITRE VII

L'ECONOMIE POLITIQUE D'AUGUSTE COMTE

1. Place de l'économie politique proprement dite dans l'œuvre d'Auguste Comte. — 2. Vues d'ensemble des conceptions économiques du philosophe, qui se montre à la fois « antiindividualiste » et « antiétatiste ». — 3. Position de la pensée de Comte à l'égard du Socialisme et du Communisme.

1.

Auguste Comte n'a pas seulement fait œuvre destructive en économie politique, il ne s'est pas contenté de mettre en relief les vices de méthode et les défauts fondamentaux de la science économique ; il a encore, quoique dans une mesure plus restreinte, fait œuvre de reconstruction, et étudié les phénomènes de richesse qu'il a incorporés à la sociologie générale.

La solution des grands problèmes économiques et industriels, était, ne l'oublions pas, l'objectif primitif de l'entreprise scientifique d'Auguste Comte. Ce fut pour unifier tout d'abord les pensées et donner aux hommes une science acceptée par tous, qu'il composa son immortel *Cours de Philosophie positive*, et ce fut pour régulariser leurs sentiments, qu'il constitua sa religion de l'humanité. Les préoccupations économiques se trouvent au commencement et à la fin de l'œuvre de Comte ; au commencement, puisque ce fut pour résoudre la question ouvrière et les conflits économiques, qu'il se prit à philosopher ; et à la fin, puisque toute

l'œuvre scientifique et sociologique de Comte n'était, dans sa pensée, qu'une introduction à la réforme matérielle, réforme qu'il ne voulait entreprendre qu'après ce détour. Ce sont donc des réflexions économiques, qui sans aucun doute possible, ont orienté la carrière du philosophe.

Il ne faut pas d'ailleurs s'attendre pour cela à rencontrer dans la philosophie positive des vues économiques complètes et systématisées. Auguste Comte a voulu construire une science sociale générale, étudiant l'aspect économique comme tous les autres aspects sociaux de l'homme. Mais il n'a consacré aucun développement particulièrement important aux phénomènes de richesse. La « sociologie économique », telle que certains la conçoivent maintenant, ne se rencontre pas chez Auguste Comte. Il voyait en effet la sociologie comme une science générale de la société, et non comme un « corpus des sciences sociales » dont une sorte de philosophie ferait la systématisation. Le point de vue de Comte, à l'encontre de certaines conceptions sociologiques contemporaines, lui interdisait des développements uniquement réservés à la science des richesses. C'est pourquoi, dans Auguste Comte ne se rencontrent pas de considérations exclusivement économiques, comme il s'en trouve dans les ouvrages spéciaux d'économie politique.

On a même reproché à Comte l'insuffisance de ses vues économiques, tout en se plaçant au point de vue positiviste de la science sociale. Littré pense (1) que c'est là une lacune importante dans l'œuvre de Comte. « Tant à cause de la liaison intime de la sociologie avec la biologie, nous dit-il, que par l'ordre même des phénomènes, qui dans les deux cas sont vitaux, il n'y a

(1) V. Littré, *Auguste Comte et la philosophie positive*, ouvrage cité, p. 674.

pas de comparaison plus approximative ou donnant tout d'abord une plus exacte idée, que la comparaison du corps social avec le corps vivant. Eh bien, dans le corps social, l'économie politique représente ce qu'est dans le corps vivant la nutrition ; c'en est la partie que les Physiocrates nomment végétative, celle par où il s'entretient journellement. Or il est de méthode dans la biologie que les fonctions supérieures dévolues au système nerveux sont dans la dépendance absolue des fonctions inférieures ou de nutrition, sans lesquelles elles ne peuvent ni exister, ni être connues dans leur vraie réalité. Il en est de même du corps social : les fonctions supérieures, celles qui administrent la partie morale, éthique, scientifique, et qui conduisent l'évolution, tiennent rigoureusement à tout l'entretien matériel de la société, entretien que je nomme industrie et qui est l'objet de l'économie politique... Traiter de l'économie politique au point de vue de la philosophie positive est un des sujets importants et urgents, qui peuvent être recommandés aux disciples de cette philosophie.. » Les amis de Comte, résumant les vues de l'un d'eux, P. Laffitte (1), soutinrent contre Littré le mérite de l'œuvre économique de leur maître. Ils s'expriment ainsi dans une brochure consacrée au *Positivisme et à l'économie politique* : « Comte a nié que l'on ait eu raison de séparer de la science sociale la considération des conditions matérielles de la vie collective, pour en faire une science distincte, sous le nom d'économie politique... Mais, il n'en a pas moins effectué lui-même, au point de vue positif, et comme base essentielle de la science sociale, l'étude la plus sérieuse des phénomènes économiques, en s'appuyant sur les

(1) *V. le Positivisme et l'économie politique*, publié par l'école positiviste, résumé d'un cours de Laffitte sur la formation du capital et de la propriété. Paris, 1876.

travaux des Hume, des Turgot, des Adam Smith et des Dunoyer, auxquels il a donné une place éminente dans le calendrier positiviste ».

Sans tomber dans les exagérations des partisans et des adversaires de Comte, il faut reconnaître que le philosophe, sans étudier spécialement l'économie politique à la façon des économistes classiques, a cependant donné dans sa sociologie une certaine place à l'examen des phénomènes de richesse. Par exemple, en étudiant les divers âges de l'humanité à la lumière de la loi des trois états, Auguste Comte s'est efforcé d'explorer les phénomènes économiques dans leur évolution et leur liaison avec les autres phénomènes sociaux. Cet examen, il est vrai, est resté assez élémentaire, et n'a guère fait avancer l'étude des questions proprement économiques. Comte ne s'est occupé longuement que du problème ouvrier, qui était le point de départ de ses méditations sociales.

Auguste Comte ne pouvait d'ailleurs, comme les théoriciens du matérialisme historique, donner la première place dans sa sociologie aux phénomènes économiques ; pour lui, le fait social fondamental, auquel les autres se trouvaient subordonnés, n'était pas comme pour Karl Marx, le fait économique, mais, à l'opposé, le phénomène intellectuel. A ce point de vue là donc, les phénomènes économiques ne pouvaient tenir le premier rang dans la doctrine de Comte. Malgré cela, il n'a pas méconnu que les éléments économiques étaient un facteur très important de la vie sociale.

La lecture des œuvres de Comte nous montre que le philosophe a étudié surtout les questions suivantes : la production, les rapports de l'ouvrier et du patron, le salaire, les grèves, le niveau d'existence du prolétaire. Mais il faut reconnaître qu'il n'aborda aucun des grands problèmes classiques qui préoccupaient les économistes de son temps, comme, par exemple, la rente du

sol, la valeur et la circulation fiduciaire. Auguste Comte n'est jamais en somme entré dans les questions économiques particulières ; il s'est limité au problème des ouvriers et de leur situation ; pour le reste, il s'est contenté d'errer sur les sommets, faisant la philosophie de l'économie politique sans aborder le détail des questions concrètes.

Auguste Comte se promettait, pour couronner son œuvre, d'écrire un livre où les questions économiques seraient plus complètement développées. « Vous trouverez, écrivait-il à un ami en 1854 (1), à propos du rôle des banques, des notions plus décisives dans quelques phrases de mon volume final dont l'impression vient de commencer. Toutefois, l'explication normale de cette théorie appartient au traité qui terminera ma carrière d'écrivain en 1862, quoique je l'ai promis dès mon début en 1822. Mon *Système d'industrie positive* ou *Traité de l'action totale de l'humanité sur la planète*, deux volumes in-8 » (2). Il n'eut pas le temps de réaliser son projet.

2.

Dans la mesure où Auguste Comte s'est occupé d'économie politique, son œuvre présente deux caractères, qui, au premier aspect, peuvent paraître contradictoires, mais qui au fond chez lui s'accordent fort bien. Comte est à la fois antiindividualiste et antiétatiste.

Dans sa philosophie générale, Auguste Comte se révèle comme un adversaire de l'individualisme sous

(1) V. A. Comte, *Correspondance inédite*, 1^{re} série. Paris, 1903, p. 292, 24^e lettre à Deullin du 20 avril 1854.

(2) Comte annonce plusieurs fois cette intention d'écrire un livre sur le système industriel. V. *Système de Politique positive*, t. IV, p. 246, et même volume p. 542.

toutes ses formes. La doctrine individualiste, aussi bien chez Rousseau que chez les économistes, lui apparaît comme un des produits de l'âge métaphysique et critique. Dans un sens, l'œuvre d'Auguste Comte peut être considérée comme une négation renforcée de la thèse individualiste. Il a commencé par protester contre la production abandonnée à la liberté des individus ; il s'est élevé contre la conception des droits de l'homme et contre toute notion de droit subjectif ; il a contesté la possibilité pour l'homme de penser en dehors de la société ; il en est venu à nier même la personnalité, et à absorber en somme l'individu dans l'humanité. Bien évidemment, en tant que traitant des questions de richesses, Auguste Comte ne devait point abandonner cette position de combat, et il était tout naturellement l'adversaire de l'individualisme des économistes. La production, pour les classiques de l'économie politique, était due à l'effort d'agents indépendants qui cherchaient leurs intérêts égoïstes, intérêts, qui par un accord fort heureux, correspondaient aux besoins de la société. Pour Auguste Comte, au contraire, la production était, si l'on emploie le langage de la physiologie, une fonction accomplie au profit de l'être social, par des agents subordonnés à la société. Il y a bien des individus qui produisent, tout en cherchant leur intérêt et en vivant de leur travail ; mais en réalité, c'est pour la société qu'ils s'acquittent de cette tâche ; et ces individus sont subordonnés à la dite société, comme les organes à l'organisme.

La propriété privée à laquelle Auguste Comte reste attaché, doit participer du caractère social de toutes les institutions humaines ; l'appropriation individuelle est nécessaire, mais il faut que le propriétaire comprenne bien, qu'une telle institution est établie dans l'intérêt de la société, mais non à son profit personnel. Auguste Comte est un ennemi du droit de propriété tel

qu'on l'entend généralement, parce qu'il est un adversaire de la notion de droit individuel subjectif. Aussi n'aimait-il guère la définition de la propriété, telle qu'on la donnait de son temps ; les juristes du Code civil, remontant aux sources du droit romain, voyaient en effet dans la propriété un *jus utendi* et un *jus abutendi*. Comte aurait voulu donner à cette propriété un caractère plus social et moins individuel.

D'après Comte, le gouvernement a un rôle à jouer pour manifester et faire triompher ce caractère social de la propriété et de la production. Dans le cinquième opuscule, il écrit en effet (1) la phrase suivante. « La crise commerciale et manufacturière qui désole en ce moment le pays où l'activité industrielle est la plus développée... est très propre à vérifier pour les observateurs impartiaux la nécessité d'une certaine action du gouvernement exercée sur les relations industrielles, comme dans le passé sur les relations militaires... ». L'Etat pour lui, en principe, doit exercer un certain contrôle dans la production, puisqu'il représente l'organisme central auquel toutes les activités doivent être soumises. Par ailleurs, la division du travail faisant naître le danger, chez les hommes, d'une dispersion de sentiment due aux professions différentes, c'est encore à l'Etat, de contrebalancer cette influence fâcheuse, par une action appropriée. Pour toutes ces raisons, la production ne sera donc point abandonnée complètement à l'action libre des individus ; elle prendra un caractère social. Mais contrairement à ce que pouvait laisser supposer cet antiindividualisme, Comte n'était pas pour cela ce qu'on nomme en économie politique, un « étatiste », c'est-à-dire un partisan de la production dirigée, ou organisée par l'Etat. Sans doute, le gouvernement, tel qu'il le conçoit, aura un rôle

(1) V. Comte, opuscules, p. 280, note.

important à remplir en cette matière ; mais, et c'est là un point essentiel, il ne gèrera aucune industrie. C'est qu'en dépit de ses tendances antiindividualistes, Auguste Comte est toujours resté un ennemi des entreprises industrielles dévolues à l'Etat. Depuis sa jeunesse, depuis le moment où il collaborait au *Censeur* et fréquentait les économistes libéraux, Auguste Comte n'a guère varié sur ce point ; il a toujours admis comme un dogme incontesté l'incompétence industrielle de l'Etat. C'est là une de ses idées fondamentales en matière économique, idée qui l'empêcha fort probablement de donner son adhésion aux doctrines socialistes d'utemps ; ce à quoi, nous semble-t-il, devaient le disposer pourtant certains aspects de sa philosophie. Sans doute, faut-il voir là, comme nous venons de l'indiquer, une influence durable de la doctrine économique sur la pensée d'Auguste Comte, mais peut-être aussi, le philosophe fut-il encouragé dans cette voie, par son animadversion pour les Saint-Simoniens. Les disciples fidèles de Saint-Simon, tels que Bazard et Enfantin, développant certains aspects de la doctrine du Maître, en vinrent entre autres conceptions, à battre en brèche la propriété et l'héritage. Comte proclama bien haut qu'il n'avait rien de commun avec ces écrivains, et il est fort possible que son hostilité pour le Saint-Simonisme ait contribué à lui faire prendre, en matière de propriété et de production, une attitude adverse, et à maintenir de la sorte, si l'on peut dire, un certain individualisme dans la philosophie la plus opposée qui soit à l'individu.

3.

Il nous paraît important de préciser la position d'Auguste Comte vis-à-vis du socialisme et du communisme. Le philosophe est en effet partisan de la pro-

priété privée, et de l'entreprise individuelle, mais il réclame en même temps, l'accentuation du caractère social de la dite propriété et de la production. Il nous faut donc caractériser de quelle façon il s'apparente aux doctrines socialistes, et indiquer en quoi il s'en sépare.

Comte parle très souvent de socialiser les fonctions de l'industriel et du propriétaire; mais il faut bien comprendre ce qu'il veut dire par là; Auguste Comte entend parler du développement du caractère social de ces fonctions. Pour le philosophe, avec l'avènement de l'âge positif, et par suite de l'éducation morale qui en résultera, l'industriel bien pénétré de son devoir social, ne cherchera plus essentiellement à s'enrichir; mais, surveillé par le sacerdoce positiviste, il n'aura que le désir de s'acquitter au mieux de sa tâche de production, dans l'intérêt de tous. En particulier l'entrepreneur ne tentera pas « d'exploiter » l'ouvrier, comme on dirait aujourd'hui, en faisant baisser le salaire du travailleur chaque fois que les circonstances économiques le lui pourraient permettre; il voudra au contraire, assurer à son collaborateur un niveau d'existence convenable. L'ouvrier, dont la situation sera de la sorte moins précaire, n'aura — il faut l'espérer — que de rares conflits avec l'employeur.

C'est dans ce sens que nous venons d'indiquer, que pour Comte la fonction d'entrepreneur ou celle de propriétaire chef de production, sera « socialisée ». Le philosophe emploie le mot « socialiser » avec sa signification étymologique; et pour lui, bien évidemment, social s'oppose tout simplement à individuel. Il ne faut donc point entendre le verbe « socialiser », employé par Auguste Comte, dans le sens spécial que lui a donné depuis lors, la terminologie particulière des économistes et des réformateurs sociaux. On sait en effet que les congrès socialistes des vingt dernières années du xix^e siècle ont mis un peu d'unité dans la doctrine, et proclamé

que l'essence du socialisme était le remplacement de la propriété privée par la propriété collective. Ce n'est que depuis ce moment que le mot socialisme a un sens technique très précis. Il convient donc de remarquer qu'à l'époque où Comte commença ses livres, le terme « socialisme », avec la signification spéciale que nous lui connaissons aujourd'hui, n'existait point encore comme terme courant dans notre vocabulaire ; et qu'il n'a pris cette acception particulière de doctrine hostile à la propriété privée, que longtemps après. Le mot, sans doute, fut créé par Owen, puis Pierre Leroux et Louis Reybaud, à peu près en même temps consacrèrent ce néologisme en lui donnant le sens que nous avons indiqué. Auparavant, social et socialisme s'opposaient simplement à individuel et individualisme (1).

(1) C'est au congrès socialiste de Gotha tenu en 1875, qu'on proclama, croyons nous, pour la première fois, que la doctrine socialiste se caractérisait surtout par la substitution de la propriété collective à la propriété individuelle. Aussi, nous paraît-il logique de refuser le nom de socialisme à tout système qui repousse ce programme. Sur l'origine du mot socialisme voir A. Menger, *L'Etat socialiste*, édit. française. Paris, 1904 ; C. Grunberg, *L'Origine des mots socialisme et socialiste*, *Revue d'Histoire des doctrines économiques et sociales*, 1909, p. 289 et s. ; A. Espinas dans *la Philosophie sociale au XVIII^e siècle et la Révolution*, Paris, 1898, p. 97, en note, cite l'opinion émise par M. Aulard à la soutenance des thèses de M. Lichtenberger, opinion d'après laquelle il conviendrait de nommer « socialistes » tous les auteurs qui voulaient résoudre à leur façon la « question sociale », qui se posait de leur temps, par exemple les auteurs du xvi^e siècle, qui voulaient la disparition de la propriété féodale ou la mise à la disposition de la nation des biens du clergé ; question sociale comparable à celle posée aujourd'hui pour la nationalisation des mines ou des chemins de fer. Cette conception est sans aucun doute logique. Cependant, pour nous conformer au vocabulaire devenu classique des économistes, nous appellerons socialisme : non pas toute doctrine qui veut résoudre la question sociale, mais tout système qui veut supprimer propriété privée et concurrence ». — Ce livre était déjà composé lorsque nous avons connu l'ouvrage posthume de Durkheim sur Saint-Simon et le socialisme. Durkheim caractérise d'une façon fort intéressante le socialisme par l'idée d'organisation.

Au reste, Auguste Comte lisait peu, comme nous savons, et ne se tenait guère au courant des écrits des réformateurs sociaux de son temps ; il n'est donc point étonnant qu'il ait assez longtemps continué à employer les mots « socialiser » et « socialisme » dans leur sens primitif, sans se préoccuper de l'acception nouvelle qu'ils prenaient peu à peu dans le langage des économistes. Néanmoins, en 1846, il éprouva le besoin de se documenter sur les doctrines qui étaient représentées par les mots socialisme et communisme, et à cette fin consulta son ami Magnin, simple ouvrier menuisier, mais homme intelligent qui faisait partie du groupe positiviste. « Afin, lui écrit-il (1), de mieux remplir cette partie essentielle de ma tâche philosophique (appréciation du communisme), je voudrais connaître davantage les opinions correspondantes. Cependant je tiens beaucoup à ne pas altérer, si je puis l'éviter, mon régime habituel d'abstinence de lectures surtout de ce genre : diète cérébrale qui me sert depuis de longues années à mieux assurer la pureté, l'originalité et la consistance de mes propres conceptions. Dans cette perplexité, j'ai pensé, Monsieur, que notre conversation suffirait pour me procurer à cet égard tous les renseignements que je désire... »

A partir de ce moment, par ses écrits, Auguste Comte montre qu'il a une certaine connaissance des doctrines communistes et socialistes, mais une connaissance cependant très superficielle ; le plus souvent, il ne distingue pas en effet socialisme et communisme (1) (2).

(1) V. Comte, *Correspondance inédite*, 3^e série. Paris, 1904, p. 27, 2^e lettre à Magnin du 25 octobre 1846. Sans doute A. Comte fut-il satisfait de ces conversations, car le 28 juillet 1847 il écrivit à Magnin pour le remercier et ajoute : « ... Vous me feriez toujours plaisir chaque fois que vous voudriez ainsi me consacrer une soirée, qui ne peut que m'éclairer sur un ordre important de faits sociaux, dont le détail m'est naturellement trop peu connu ».

(2) V. Comte, *Lettres à divers* publiées par les exécuteurs testa-

Vers 1850, en effet, les mots socialisme et communisme, qui ont une histoire bien différente, étaient presque synonymes ; mais cependant un esprit très informé aurait vu que le communisme, système très ancien, répondait à un besoin d'égalité, voulait supprimer plus ou moins la différence des fortunes, tandis que le socialisme, même à ses débuts, s'attaquait à la propriété privée considérée surtout comme moyen de production. Bien évidemment il est malaisé de donner une signification fixe à des mots et à des doctrines en évolution et dont le contenu et les aspects changent suivant les auteurs ; mais le moins que l'on puisse dire cependant, c'est que la connaissance du communisme et du socialisme chez Auguste Comte n'était pas très nuancée (1). Bien qu'il ait été instruit dans une certaine mesure du contenu du système socialiste, Auguste Comte n'en a pas moins continué à employer le mot « socialisme » dans le sens primitif où socialisme s'oppose simplement à individualisme ; ce qui, disons-le en passant, pourrait pousser les lecteurs de Comte à de graves confusions. C'est ainsi que le philosophe écrit à Laffitte le 13 août 1849 (2) : « J'ai été alors conduit à ces dénominations en établissant le rapprochement définitif du positivisme et du socialisme, double produit final, l'un comme doctrine, l'autre comme sentiment de l'ensemble de la par-

mentaires, 1850-1857, lettre à Audiffrent, p. 53 « ... les utopies communistes ou socialistes, ce qui au fond coïncide... ».

(1) On peut consulter le *Système de politique positive*, t. I, p. 152. On voit par ce passage que Comte devait connaître depuis assez peu de temps le mot socialisme, pris dans un sens économique particulier, puisqu'il dit : « En adoptant l'heureuse expression de « socialisme », ils ont à la fois accepté le problème des communistes et repoussé leur solution ». Comte semble se faire parfois de cette doctrine une singulière conception, puisqu'il a écrit quelque part que c'est la doctrine d'Eugène Sue et de Victor Hugo. V. aussi *Correspondance inédite*, 1^{re} série. Paris, 1903, p. 246, 41^e lettre à Deullin, 18 novembre 1852.

(2) V. *Correspondance inédite*, 2^e série. Paris, 1903, p. 48.

tie négative de la Révolution. Le socialisme est le positivisme spontané, et le positivisme constitue le socialisme systématique ».

Mais quand Auguste Comte considère les doctrines socialistes et communistes, telles qu'elles se sont constituées, il trouve que ce sont des utopies, et les repousse nettement. Il n'estime que la tendance « sociale » du communisme et du socialisme, et quant au reste rejette ces systèmes. « C'est là que cesse, écrit-il, toute concordance réelle entre les saines théories sociologiques et les inspirations spontanées de la sagesse populaire. En acceptant l'économie communiste, et même en l'agrandissant beaucoup, les positivistes écartent radicalement une solution aussi insuffisante que subversive. Celle que nous lui substituons s'en distingue surtout par l'introduction des moyens moraux au lieu de moyens politiques » (1). Et continuant sa critique, Comte montre les défauts du système communiste. Cette doctrine méconnaît les lois réelles de la « socialité », par une fâcheuse tendance à comprimer toute individualité. Sans doute il faut limiter l'individu, mais on ne doit pas le supprimer. « Outre, dit Comte (2), qu'on oublie ainsi la prépondérance naturelle de l'intérêt personnel, l'on méconnaît l'un des deux caractères fondamentaux de l'organisme collectif, où la séparation des fonctions n'est pas moins nécessaire que leur concours. Si l'on supposait entre tous ces hommes une telle solidarité, qu'ils devinssent matériellement inséparables, comme le montrent certains cas superficiels de monstruosité binaire, toute société cesserait aussitôt. Cette hypothèse extrême aide à comprendre combien l'individualité est indispensable à notre nature sociale, afin d'y permettre la variété d'efforts simultanés qui la

(1) V. *Système de Politique positive*, t. I, p. 156.

(2) *Ibidem*, p. 158.

rend si supérieure à toute existence personnelle. Le grand problème humain consiste à concilier cette libre division avec une convergence non moins urgente. Une altération de cette dernière condition tendrait à détruire toute activité réelle et même toute vraie dignité, en supprimant toute responsabilité. » D'autre part, pour Comte, le communisme, qui est égalité complète, alors que la vie sociale est subordination, méconnaît la nécessité industrielle où des chefs sont indispensables pour commander. « Aucune grande opération, ajoute-t-il (1), ne serait possible, si chaque exécutant devait être aussi administrateur, ou si la direction était vaguement confiée à une communauté inerte et irresponsable. »

Cependant ces doctrines, quelques défauts qu'elles aient, ont pour Comte le mérite de manifester clairement les aspirations morales du prolétariat, aspirations des plus respectables. Et le communisme, à ce point de vue, a fort bien réfuté les juristes dans leurs conceptions métaphysiques et individualistes de la propriété. Cette doctrine communiste, aux yeux de Comte, si subversive qu'elle soit, n'est pas en fait véritablement dangereuse « surtout en France, nous dit-il, où la facilité d'acquérir développe partout le goût naturel de la propriété. On doit peu redouter les ravages politiques d'une telle aberration dont la salutaire réaction y déterminera seulement une attention sérieuse aux justes réclamations populaires » (2).

En somme, la conception de Comte se rapproche des doctrines socialistes et communistes par la tendance à rendre plus « sociale » et moins égoïste la fonction de production, par le désir commun du positivisme et du communisme d' « incorporer le prolétariat à la

(1) *Ibidem*, p. 459.

(2) V. *Discours sur l'ensemble du positivisme*, p. 457.

société, de l'éduquer, et de lui donner un travail régulier. Mais positivisme d'une part, communisme et socialisme de l'autre, s'opposent, en ce qu'Auguste Comte veut maintenir propriété et entreprise privée, et surtout en ce qu'il désire tenter une réorganisation spirituelle de la société, avant de la reconstruire politiquement.

Auguste Comte ne saurait donc être en matière économique confondu ni avec les communistes, ni avec les socialistes. Ce qui peut porter à la confusion, c'est que politiquement Auguste Comte est « un homme de gauche » voulant améliorer le sort des ouvriers à la façon des socialistes ; mais, pour faire cette réforme, il voulait fonder une autorité politique absolue, et à cet égard, il est si l'on peut dire, un homme de droite. En réalité, Auguste Comte a combattu le communisme et le socialisme ; et sa conception ne saurait être assimilée à aucune autre. La solution qu'il donne au problème social est originale et bien à lui (1).

(1) Sur cette question, on peut consulter H. Waenting, *A. Comte und seine Bedeutung für die Entwicklung der Socialwissenschaft*. Leipzig, 1894, p. 166 et s. L'auteur étudie les acceptions du mot socialiste pour voir si cette épithète convient à Comte. Puisque la philosophie positive subordonne l'individu à la société, elle s'apparente par là à certaines doctrines socialistes ; mais le socialisme de Comte, selon Waenting, est libéral ou volontaire : c'est-à-dire que la Société désirée par Comte, ne sera pas imposée par la force, mais acceptée par les hommes. Nous pensons qu'il est préférable, en prenant le mot socialisme dans le sens que lui donnent les économistes modernes, de dire nettement qu'Auguste Comte ne fut pas socialiste.

CHAPITRE VIII

L'ÉCONOMIE POLITIQUE D'AUGUSTE COMTE (suite).

1. Les conceptions d'Auguste Comte relatives à la production et à la propriété. Les lois de la formation et de la concentration des capitaux. — 2. La situation des ouvriers. Comment les « incorporer » à la société. — 3. Le salaire comprendra deux éléments : l'un fixe, l'autre variable. — 4. L'ouvrier sera propriétaire de son logis. — 5. Les grèves sont licites, mais à la condition d'être faites sans violences. — 6. Toutes ces conceptions d'Auguste Comte ne sont que des esquisses.

1.

Parmi les questions économiques auxquelles s'est intéressé Auguste Comte, et qu'il a traitées avec d'assez longs développements, il faut citer en première ligne celles de la production et de la propriété, qui ne sont d'ailleurs pour lui que les deux aspects d'un même problème. Examinons donc par le détail les théories particulières de Comte à ce sujet.

Ce qui nous paraît la base de la théorie de Comte en cette matière est la conception que le philosophe se fait de la formation des capitaux. D'après lui, l'observation nous révèle dans l'ordre des faits économiques une loi incontestable : à savoir que chaque homme peut produire au delà des besoins de sa subsistance (1). « On reconnaît, nous dit-il, jusque chez les plus grossières peuplades, que chaque chef de famille peut pro-

(1) V. *Système de Politique positive*, t. II, p. 450.

duire fort au delà de ce qu'exige sa subsistance et celle des siens. On n'a point assez apprécié le taux réel de cet excédent général, ou combien de ménages peut nourrir habituellement un seul travailleur... On y peut cependant assurer en général, que dans tous les milieux qui ne sont pas très défavorables, le travail de chaque famille agricole pourrait au moins en nourrir une autre équivalente et souvent deux ou même trois. »

A cette première loi s'en associe une autre égale en importance : les produits ainsi créés peuvent s'accumuler sans s'altérer (1). « Dans la plupart des milieux, expose le philosophe, quelques précautions fort simples bientôt découvertes, chez les moindres peuplades, permettent habituellement de conserver très longtemps presque toutes les substances alimentaires comme on l'a souvent vu, quant aux provisions céréales des villes assiégées. » La combinaison de ces deux lois économiques, primordiales aux yeux de Comte, rend possibles, d'une part l'accumulation, et d'autre part, l'appropriation des capitaux, phénomènes qui sont à la base de l'organisation industrielle moderne. Telle est pour Auguste Comte l'origine des capitaux, qui se trouvent encore accrus par la transmission et par l'échange.

Quoique l'école positiviste ait fait un grand mérite à Comte de cette découverte, et bien que ces idées soient ingénieusement présentées par le philosophe, elles n'avaient, lorsqu'il les publiait en 1854, rien de bien nouveau ni de bien original. On les trouvait formulées autrement, mais on les trouvait dans les ouvrages d'économie politique. En somme, Comte voulait exposer que l'origine du capital est l'épargne, ce qui était alors une notion courante. Les économistes du XIX^e siè-

(1) *Ibidem*, p. 153.

cle nous représentaient le producteur se privant de consommer pour lui son produit, et l'adaptant à une nouvelle fabrication. L'épargne, ainsi conçue, n'était possible, bien évidemment que parce que l'homme produisait au delà de son besoin, et produisait des subsistances qui pouvaient être conservées.

Cette concentration des capitaux, ainsi étudiée par Comte, est le phénomène qui rend possible la grande entreprise ; or avec le développement de la technique industrielle et l'accroissement des débouchés, cette grande entreprise représente l'avenir de la production. Auguste Comte aperçoit bien en effet les avantages d'une division nationale et même internationale du travail, qui doit s'accroître de plus en plus, avec le développement de l'état industriel. La société, pour lui, passe comme l'on sait, par trois âges successifs : l'âge théologique, l'âge métaphysique et l'âge positif ; dans l'ordre matériel, trois états leur correspondent, qui sont : la conquête, la défense et l'industrie (1). Le développement industriel et la grande entreprise caractériseront l'âge positif.

Auguste Comte reconnaissait tous les avantages de la division du travail préconisée par les économistes (2), et spécialement par Adam Smith (3). Mais, pour que cette division du travail puisse produire ses effets, il faut que les entreprises soient assez grandes ; la division des tâches devant se développer en fonction de l'importance de la production. En conséquence, chaque entreprise doit être aussi vaste que possible, aussi vaste que peut le comporter la responsabilité de son directeur. Pour fixer les idées, Auguste Comte nous dit que « cette règle assigne moyennement à chaque chef

(1) V. *Système de Politique positive*, t. III, Ch. I, p. 63.

(2) V. *Opuscule*, p. 274.

(3) V. *Cours de Philosophie positive*, t. IV, leçon 50, p. 476.

agricole un domaine de cinq cents hectares dont l'exploitation peut se trouver habituellement condensée sans efforts » (1). Comte cependant, est l'ennemi des monopoles de fait qui parfois se créent dans l'industrie sous le régime de la concurrence. La crainte du monopole industriel, qui permet au producteur de rançonner le public, était un des arguments les plus répandus chez les adversaires de l'économie politique classique au temps de la jeunesse de Comte. Le philosophe comprit toute la valeur de cette critique et toute l'importance de cette question. L'entreprise, pour lui, doit donc être assez vaste mais elle ne doit jamais dégénérer en monopole (2).

Cette transformation de la production, cet avènement de la grande entreprise s'accompagneront de la disparition de la petite bourgeoisie ; en effet la concentration de la production supprimera la petite industrie et les petites affaires. Le gouvernement devra prêter la main à cette évolution économique conforme au devenir de la société (3). « Envisagée dans son ensemble, nous dit Comte, la politique intérieure de la dictature systématique sera surtout destinée à régénérer le patriarcat en éteignant la bourgeoisie qui le sépare du prolétariat ; mais l'interposition perturbatrice ne peut cesser que d'après le concours continu de deux mouvements connexes quoique opposés : l'un négatif, l'autre positif ; l'élimination des lettrés et des légistes, la transformation des petits entrepreneurs. Toutes les classes ontologiques, développées par la révolution occidentale, doivent finalement disparaître, tandis que les chefs subalternes de l'industrie actuelle deviendront la plupart de dignes ouvriers, et quelques-uns de vrais prati-

(1) V. *Système de Politique positive*, t. IV, p. 608.

(2) V. *Cours de Philosophie positive*, t. VI, leçon 57, p. 376.

(3) V. *Système de Politique positive*, t. IV, p. 467.

ciens. » Cette disparition de la moyenne bourgeoisie ne sera d'ailleurs que bienfaisante, car le bourgeois de cette catégorie n'est bien souvent qu'un inoccupé et qu'un parasite. Tout le monde doit travailler dans la société, car chacun est « fonctionnaire » ayant son office à remplir. Auguste Comte, non plus que son maître Saint-Simon ne veut d'oisifs.

Il est donc souhaitable pour que la grande entreprise puisse se constituer, qu'il y ait une concentration des capitaux dans certaines mains. Autrement, si les instruments de production étaient éparpillés entre tous les individus, il n'y aurait pas ainsi le groupement nécessaire à la naissance d'une grande entreprise ; les capitaux devront donc appartenir à un nombre restreint de détenteurs. Le capital approprié n'a point du tout d'ailleurs le caractère immoral que certains réformateurs ont voulu lui prêter ; il répond tout simplement aux besoins de la production et de la division du travail. « Ainsi conçue, nous dit Auguste Comte (1) l'institution des capitaux devient la base nécessaire de la séparation des travaux, dans laquelle, au début de la science réelle, l'incomparable Aristote plaça le principal caractère pratique de l'harmonie sociale. Pour que chacun, se borne à produire un seul des divers matériaux indispensable à l'existence, il faut en effet que les autres produits nécessaires se trouvent préalablement accumulés ailleurs, de manière à permettre, ou par don, ou par échange, la satisfaction simultanée de tous les besoins personnels. Un examen mieux approfondi conduit donc à regarder la formation des capitaux comme la vraie source générale des grandes réactions morales et mentales que le plus éminent des philosophes attribua d'abord à la répartition des offices matériels. »

(1) V. *Cours de Philosophie positive*, t. VI, leçon 57, p. 543.

Nous voyons ainsi que les capitaux sont nécessaires du point de vue économique, et que la grande entreprise est le régime de production de l'avenir. Il faut, pour qu'elle soit possible, que les capitaux se trouvent non seulement appropriés, mais encore concentrés abondants dans une même main ; ce que l'on doit considérer avant tout en ce domaine, est l'utilité sociale. « Après avoir expliqué, nous dit Auguste Comte (1), les lois naturelles qui dans le système de la sociabilité moderne doivent déterminer l'indispensable concentration des richesses parmi les chefs industriels, la philosophie positive fera sentir qu'il importe peu aux intérêts populaires, en quelles mains se trouvent habituellement les capitaux, pourvu que leur emploi normal soit nécessairement utile à la masse sociale ». La propriété, telle que la conçoit Auguste Comte sera une « condensation de capitaux » entre les mains d'un fonctionnaire de la production. Telle est l'idée importante qui constitue le point de vue dominant d'Auguste Comte en matière de production. Le philosophe exprimait déjà cette conception dans sa lettre à Saint-Simon qui date de 1818. Pour lui, la seule politique raisonnable est l'économie politique ; mais à cette discipline, pour être une vraie science, il faut trouver une base. « Or, dit Auguste Comte à Saint-Simon, ce but me semble rempli par votre idée fondamentale : la propriété est l'institution la plus importante de toutes, et elle doit être instituée de la manière la plus favorable à la production. Toutes les vérités acquises en économie politique me semblent pouvoir se rattacher à cette belle idée, et par là, elle fournit les moyens de faire enfin la véritable science politique fondée sur les observations économiques ».

Malgré les changements ultérieurs de sa pensée,

(1) V. *Cours de Philosophie positive*, t. VI, leçon 57, p. 543.

Auguste Comte reste toujours fidèle à cette conception de sa jeunesse ; et il s'attache d'autant plus fermement peut-être à cette théorie, que les Saint-Simoniens ses rivaux s'en écartent davantage. Dans la suite, en éclaircissant et développant ses idées, Comte fonda plus nettement encore la propriété sur l'« entreprise ». C'est parce que le propriétaire est capable d'assurer une production, que l'usage privatif des capitaux lui est conféré comme une fonction sociale. La propriété est une institution si profondément utile aux hommes qu'elle a toujours existé dans les diverses sociétés. Pendant la période fétichique, l'institution religieuse du « Tabou » venait encore heureusement et fortement renforcer la propriété territoriale, nous dit Comte, lorsque les peuples chasseurs ou pêcheurs passèrent à l'état agricole (1). La propriété privée s'est consolidée avec le développement de l'humanité ; ce qui prouve bien que l'appropriation, bien loin d'être un phénomène social éphémère, est au contraire une institution fondamentale (2). Certaines propriétés demi-collectives au début, sont devenues peu à peu complètement individuelles. Quelle que soit l'opinion de certains réformateurs, c'est dans ce sens que marche l'humanité.

En fondant la propriété sur l'utilité sociale de l'« entreprise », Auguste Comte était peut-être, dans une certaine mesure, redevable à Jean-Baptiste Say. En effet, cet économiste avait au cours de ses écrits, analysé avec un soin particulier le caractère social de l'« entreprise » ; il fut un des premiers, croyons-nous, à distinguer nettement l'entrepreneur du capitaliste. Jean-Baptiste Say a représenté l'entrepreneur pénétré

(1) V. Comte, *Cours de Philosophie positive*, t. V, leçon 52, p. 59.

(2) Voir sur toute cette question, la brochure de l'école positiviste. *Le positivisme et l'économie politique*, 3^e édition. Paris, 1876.

des découvertes des savants, et mettant en œuvre capital et travail, afin d'organiser la production. Saint-Simon avait aussi, comme l'on sait, grandement honoré les « industriels » (1), et plus encore les banquiers, qui, d'après le rôle qu'il leur assignait, étaient de véritables « entrepreneurs », mettant en œuvre les forces productives de la nation. Plusieurs des disciples et amis de Saint-Simon — Pereire par exemple — furent des banquiers éminents, et l'on sait par ailleurs comment l'école de Saint-Simon s'intéressa à de grands travaux, comme la construction des chemins de fer, et le percement de l'isthme de Suez. A la lumière de tous ces faits et de ces idées, Auguste Comte put voir toute l'importance de la fonction sociale de l'entrepreneur auquel il voulut confier les capitaux de la nation.

Pour que la production s'effectue dans de bonnes conditions, il faut, comme nous l'avons vu, que les entreprises soient aussi grandes que possible, et qu'en conséquence les capitaux se trouvent accumulés nombreux dans la même main. Cette dernière conception contient sans doute une part de vérité ; mais il faut remarquer que le besoin de condensation avait été éprouvé par d'autres que par Comte. C'est dans ce but en effet, qu'ont été rédigées les lois sur les sociétés anonymes, qui permettent aux petits capitaux de s'unir pour faciliter la naissance d'une vaste entreprise. Il n'est donc pas rigoureusement nécessaire, comme le pense Auguste Comte, que les capitaux soient réunis d'avance dans les mains de quelques rares propriétaires ; il suffit que ces capitaux puissent se rencontrer et s'allier.

Pour arriver à une concentration suffisante des capitaux, il faut que le régime légal des successions s'y

(1) Ce mot, pris en tant que substantif, a été, croyons-nous, employé pour la première fois par Saint-Simon.

prête ; en France malheureusement le code civil, par une fâcheuse inspiration d'égalité, vient, entre tous les héritiers éparpiller les propriétés ; le régime souhaitable est celui de la liberté testamentaire. Comte loue l'économiste Dunoyer d'avoir voulu abolir cette égalité factice des successions ; le positivisme doit reprendre cette vue sociocratique en la systématisant et en la complétant (1). Dans le système politique, construit par Comte, chaque fonctionnaire désigne son successeur, et le propriétaire-entrepreneur doit faire comme les autres. Il y a donc ici un accord imprévu entre le positivisme et l'école de Le Play. C'est au père de famille à reconnaître, nous dit Comte, celui de ses enfants le plus apte à continuer les affaires ; de la sorte, les entreprises ne seront point brisées par la mort du père, mais seront continuées par le plus digne de ses enfants. La liberté testamentaire, dans la pensée d'Auguste Comte, doit en outre être complétée par une facilité plus grande de l'adoption.

Tout cela est encore insuffisant pour assurer la concentration des capitaux ; la société doit pouvoir au besoin, créer des « riches artificiels ». « Un million de francs pour chaque intendance, employé judicieusement en dotations industrielles, sous la pleine responsabilité du triumvirat... nous dit Comte, imprimerait une impulsion suffisante à la régénération du patriarcat français. Outre son efficacité directe, cette institution comporte surtout une influence indirecte, en contrôlant les mauvais riches par le contrôle des types artificiels qui ne repousseront jamais un digne examen de leur conduite industrielle (2). Il faut en effet que la société puisse utiliser les aptitudes des hommes et tire parti de leurs talents de producteurs, même s'ils ne

(1) V. *Système de Politique positive*, t. IV, p. 468.

(2) V. *Système de Politique positive*, t. IV, p. 469.

possèdent pas naturellement de capitaux. Et Comte pense à son ami Hadery, agriculteur de talent, mais démuné de capitaux, et dont il conviendrait de faire un riche artificiel (1).

Ces patriciens propriétaires assureront la production, comme ne pourrait jamais le faire l'Etat entrepreneur : c'est qu'en effet, ils auront comme stimulant l'intérêt personnel. « Les instincts égoïstes, nous dit Comte (2), peuvent seuls produire habituellement des volontés assez énergiques pour diriger, d'abord l'existence collective, puis la vie individuelle. C'est pourquoi, chez les patriciens, la religion positive consacre, en le réglant, un orgueil qui, partout ailleurs abusif ou puéril, devient ainsi la base d'un commandement nécessaire. »

Il est curieux de remarquer qu'Auguste Comte, en matière de production, n'a point en réalité une théorie si différente de celle de l'école économique, qu'il a pourtant si vivement combattue. Mais toutefois cet égoïsme ne sera exploité que dans la mesure où il pourra servir l'intérêt social, c'est-à-dire stimuler la production ; jamais il ne sera abandonné à lui-même comme dans l'économie classique. L'expérience nous montre qu'il est avantageux de faire jouer l'intérêt personnel chez l'entrepreneur ; mais ce sentiment, par suite de l'éducation nouvelle, sera maintenu dans de sages limites, et refréné dans toute la mesure où il deviendrait anti-social. Telle est, du moins croyons-nous, la pensée d'Auguste Comte.

Les entrepreneurs devront donc avoir le bénéfice d'une gestion bien dirigée ; étant eux-mêmes propriétaires des capitaux, ils fixeront leur rémunération personnelle, et, tout pénétrés de l'amour de l'humanité,

(1) V. *Correspondance inédite*, 2^e série. Paris, 1903, p. 268.

(2) V. *Système de Politique positive*, t. IV, p. 78.

ils n'abuseront pas de la situation pour s'attribuer une part exagérée. La concurrence d'ailleurs, s'ajoutant à l'influence de l'éducation morale, rendra toujours les bénéfices équitables. « En effet, nous dit Comte (1), ce ne sont pas seulement les administrateurs du capital humain qui fixent eux-mêmes leur rétribution matérielle. Le régime d'une sage concurrence étend partout une disposition équivalente où chacun devient le seul juge naturel de ses vrais besoins pécuniaires. S'il abuse d'un tel arbitrage, l'appréciation publique et la compétition personnelle en font bientôt justice... »

Afin de contenir les abus qui cependant pourraient encore se produire, les producteurs resteront soumis, dans l'organisation politique d'Auguste Comte, à la surveillance du triumvirat des banquiers. « Tout praticien, nous dit l'auteur du *Système de politique* (2) exerce directement un pouvoir local dont l'extension est mesurée par ses capitaux et son crédit. Mais les opérations industrielles étant essentiellement analytiques, même chez les banquiers, cette discipline spéciale ne saurait assez régler l'existence pratique, sans l'intervention générale et continue d'une puissance centrale à la fois directrice et répressive...; chacune des républiques sociocratiques, sans excéder l'étendue et la population de la Normandie ou de la Bourgogne, exige un gouvernement proprement dit, c'est-à-dire un pouvoir central qui partout ramifié, consolide et développe la vie civile... D'après une telle signification la partie politique de chaque gouvernement devient essentiellement réductible au suprême triumvirat émané des trente banquiers... »

Cette organisation centrale systématisera la production et lui donnera l'impulsion nécessaire. Les patri-

(1) V. *Système de Politique positive*, t. II, p. 412.

(2) V. *Système de Politique positive*, t. IV, p. 345.

ciens seront donc producteurs sous un régime de concurrence ; mais la surintendance générale de cette production sera attribuée au triumvirat des banquiers. Sans cette précaution, l'on retomberait dans tous les inconvénients du libéralisme économique inauguré au début du XIX^e siècle. La concurrence et l'intérêt personnel, ainsi contenus, produiront tous leurs effets sous l'impulsion des banquiers et sous la direction suprême du sacerdoce.

Cette doctrine de Comte, relative à la fois à la propriété et à la production, et qui est son étude économique la plus développée, manque, il faut bien le reconnaître, et de précision et de netteté. Toute cette construction appartient à la carrière subjective du philosophe, c'est-à-dire à une période où sa pensée ne brillait plus de l'éclat primitif. Dans cette conception de la production, Auguste Comte a voulu combiner le système de l'économie politique libérale avec les données de sa propre philosophie ; il a maintenu le système de l'intérêt personnel, tout en réfrénant l'égoïsme par l'éducation morale d'abord, et le contrôle social ensuite. Mais lorsque le philosophe passe aux détails d'application, dès qu'il quitte l'abstrait pour le concret, il marche sur un sol mouvant et instable ; et le plus souvent évite de résoudre les questions qui se posent à lui. Par exemple, Comte nous dit que le patricien producteur s'attribuera à lui-même une rémunération honorable mais non excessive ; soit, mais comment fera-t-il ? Supposons une usine particulièrement bien placée au point de vue de ses matières premières, bien située pour la commodité de ses transports, et jouissant pour ces motifs de ce que les économistes nomment une « rente différentielle » ; cette usine, par suite d'un avantage naturel, produira à un moindre prix que ses concurrentes. Si les ouvriers touchent la même rémunération générale que dans les autres entre-

prises, le patricien-directeur aura alors un bénéfice supplémentaire ; qu'en fera-t-il ? Le gardera-t-il en entier pour lui ? Ce n'est pas son habileté cependant, qui toujours est en cause, mais souvent la situation privilégiée de l'usine. Les ouvriers seront-ils là mieux payés qu'ailleurs ? Mais alors il n'y aura plus jamais pour les travailleurs, comme le souhaite Auguste Comte, de salaires uniformes !...

Il nous serait facile en multipliant les exemples de montrer que Comte a écarté de lui beaucoup de difficultés d'application sans les régler. Il s'est contenté, en philosophe qu'il était, de dessiner une esquisse de la production, comme il la concevait sans s'embarrasser dans les détails. Il a voulu combiner le système de la production de l'économie politique libérale avec ses conceptions « sociocratiques » ; la vue d'ensemble est harmonieuse mais ce n'est là qu'une ébauche, dont les détails ne sont point encore dessinés.

2.

La situation matérielle des ouvriers, la stabilité de leur rémunération et leur éducation morale sont des problèmes qui ont particulièrement préoccupé Auguste Comte. Dans sa jeunesse, le philosophe fut, comme beaucoup d'autres d'ailleurs, ému des crises industrielles, qui soulignaient d'une façon si frappante l'insécurité de la situation des prolétaires. La vieille organisation de l'ancien régime, avec toutes ses règles traditionnelles assurait en général à l'ouvrier une situation, médiocre sans doute mais stable, tandis que la grande industrie naissante, et la liberté complète des affaires, depuis peu inaugurée, faisaient de l'ouvrier le jouet du hasard. C'est cette insécurité surtout qui frappait les esprits généreux de l'époque. Auguste Comte

proclamait que cette situation était anarchique, et qu'il fallait « incorporer » le travailleur à la société. Ce fut certainement là l'une des premières et plus fortes préoccupations du philosophe au début de sa carrière. Avant même de voir les possibilités et les moyens d'action, Auguste Comte voulait à la fois améliorer la situation des ouvriers et la stabiliser. Ce problème toujours le préoccupa ; c'est ainsi qu'en 1848, époque où la question des ouvriers et du travail se présentait avec plus d'acuité encore, Auguste Comte fit lire le 24 mai à la *Société positiviste* qu'il venait de fonder, le *Rapport sur la question du travail* de Fabien Magnin. Mais longtemps les idées de Comte restèrent incertaines sur les moyens de réalisation, et ce ne fut que lentement qu'elles se précisèrent.

Tout jeune — c'était en 1820 — Comte semble accepter un instant le principe de la répartition Saint-Simonienne. Il écrit en effet, dans la *Sommaire appréciation de l'ensemble du passé moderne*, que le régime industriel établit une collaboration étroite de l'entrepreneur, de l'ingénieur et de l'ouvrier, et que là, chacun doit obtenir un degré d'importance et de bénéfices proportionnel à sa capacité et à sa mise ; ce qui constitue le plus haut degré d'égalité désirable. Mais sans doute n'est-ce là qu'une simple trace passagère de l'influence de Saint-Simon.

Dans la suite, cette question de la juste rémunération du travailleur continue à préoccuper Auguste Comte sans que pour cela il cherche cependant à aborder le problème sous sa forme concrète pour le résoudre. Il se rend compte qu'il y a là tout un ordre de recherches à poursuivre, et réserve la question pour plus tard. Il pose le principe qu'il faut améliorer et stabiliser la situation de l'ouvrier, et veut provisoirement s'en tenir là ; « toute indication plus spéciale, déclare-

t-il (1), s'écartant essentiellement de l'esprit spéculatif de cet ouvrage ». Il se rend compte d'ailleurs que le problème est malaisé à résoudre. « Considérant, dit-il (2), la cause générale du progrès politique sous le point de vue pratique le plus étendu, on ne saurait méconnaître les plus puissantes ressources nécessaires, quoique indirectes, que la nouvelle philosophie politique doit graduellement présenter à l'amélioration fondamentale de la condition sociale des classes inférieures, qui constitue certainement la plus grande difficulté de la politique contemporaine ». Comte pense d'ailleurs que cette amélioration doit avoir lieu « sans troubler l'indispensable économie générale » (3).

Dans sa correspondance avec Stuart Mill, Comte indique aussi qu'il ne voit pas la solution nette du problème. « Je pense, écrit-il le 5 novembre 1842 (4), que l'antagonisme matériel qui existe aujourd'hui entre les têtes et les bras, dans nos rudiments spontanés de socialité industrielle, n'a pas été encore assez caractérisé par le cours naturel des divers conflits propres à notre anarchie mentale et morale, pour que les institutions destinées à la régulariser soient déjà distinctement appréciables... ».

Pendant un temps, vers cette même année 1842, Comte sembla admettre non pas sans doute le « droit au travail », mais l'obligation pour la société d'assurer du travail aux ouvriers. « Ces devoirs nécessaires, dit-il (5), se formuleront surtout par l'obligation fondamentale, soit individuelle, soit collective, de procurer à tous, d'après les voies convenables, d'abord l'éduca-

(1) V. *Cours de Philosophie positive*, t. IV, leçon 45, p. 163.

(2) *Ibidem*, p. 160.

(3) *Ibidem*.

(4) V. édition Lévy-Brühl, déjà citée, p. 130.

(5) V. *Cours de Philosophie positive*, t. VI, leçon 57, p. 546.

tion et ensuite le travail, seules conditions permanentes que doivent avoir en vue les justes réclamations sociales des prolétaires ». Malgré les écrits de Louis Blanc et les événements de 1848, Comte, qui veut pourtant stabiliser la situation de l'ouvrier, n'accepte point la thèse du droit au travail ; c'est qu'en effet la notion de droit subjectif est une idée très antipathique à Comte qui n'y voit qu'un produit de l'esprit métaphysique. Déclarer que la société a le devoir d'assurer du travail à l'ouvrier est sans doute fort juste, mais l'on n'en saurait conclure qu'il existe un « droit au travail ».

Cependant il faut trouver une solution à la question ouvrière ; car, malgré les progrès techniques de la fabrication et l'accroissement des débouchés, le sort des travailleurs ne s'améliore pas, bien au contraire. « Un loyal et judicieux historien anglais, M. Hallam, a convenablement établi, nous dit Comte (1), que le salaire des ouvriers actuels est sensiblement inférieur, eu égard au prix des denrées les plus indispensables, à celui de leurs prédécesseurs au ^{xiv}^e et au ^{xv}^e siècles ; beaucoup d'influences incontestables, l'extension ultérieure du luxe immodéré, l'emploi croissant des machines, la condensation progressive des ouvriers expliquant aisément ce triste résultat. Ainsi pendant que d'ingénieux progrès procuraient aux plus pauvres artisans modernes des commodités inconnues de leurs ancêtres, ceux-là avaient probablement obtenu sous la première phase et même sous la seconde, une plus complète satisfaction des premiers besoins physiques ».

Avant d'arriver à se constituer une doctrine propre à remédier à cet état de choses, Auguste Comte se contente de répudier les systèmes proposés qui lui paraissent subversifs ; c'est ainsi qu'il repousse la doc-

(1) *Cours de Philosophie positive*, t. VI, leçon 56, p. 268.

trine qui voudrait établir une « égalité de rétribution entre tous les travaux publics » (1). Il trouve que les idées des économistes classiques sont, sur cette question, beaucoup plus sages que celles de tous les réformateurs. Bien que l'économie politique soit une œuvre anarchique et métaphysique, la critique qu'un esprit comme Dunoyer a su faire des rêveries des « brouillons vulgaires » montre que l'organisation conçue par cet économiste est encore la meilleure solution (2). Cette liberté du moins mettra mieux en lumière par ses défauts la nécessité de la réorganisation spirituelle.

Peu à peu cependant les vues personnelles d'Auguste Comte se forment et se systématisent en harmonie avec ses conceptions sociologiques générales; c'est ainsi qu'il en vient à cette idée fondamentale que tout travail étant une fonction sociale doit être gratuit. Le principe, écrit-il dans le *Système de politique positive* (3), consiste à regarder toujours le service de l'humanité comme essentiellement gratuit. Le salaire ne peut réellement payer que la partie matérielle de chaque office, en réparant les consommations qu'exige constamment l'organe et souvent la fonction. Quant à l'essence même du service, elle ne comporte jamais d'autre vraie récompense que la satisfaction de l'accomplir et la gratitude active qu'il détermine spontanément (4) ». En somme, Comte désire que le salaire de l'ouvrier représente non pas la part du travail dans la production, mais permette à l'ouvrier, quel que soit le résultat de son labeur, d'avoir un niveau d'existence suffisant. Auguste Comte ne veut pas modifier la répar-

(1) V. *Cours de Philosophie positive*, t. IV, leçon 46, p. 97.

(2) V. *Correspondance de Comte et de Stuart Mill*, édition déjà citée, p. 423, lettre du 13 mai 1845.

(3) V. t. II, p. 409.

(4) V. aussi le *Catéchisme positiviste*, 8^e entretien, p. 218, dans l'édition de 1890.

tition des biens, en vue d'une justice sociale mieux comprise, il veut avant tout donner une situation stable à l'ouvrier, quelle que soit la productivité de son effort. Bien certainement, il pense que le travailleur produit, dans son activité spécialisée par la division du travail, au delà de ce qu'il consomme ; il pense que le prolétaire ne reçoit pas en fait, comme cela se produit dans un échange juste, l'équivalent de ce qu'il a donné ; mais il ne réclame pas, à la façon d'un Sismondi, contre cette « spoliation » de l'ouvrier. Auguste Comte veut conserver dans ses grandes lignes le système de production vanté par les économistes de l'école classique ; et il ne désire pas, comme Louis Blanc, faire appel à l'Etat pour organiser la production et bouleverser de fond en comble la répartition des richesses. Auguste Comte veut « incorporer l'ouvrier à la société » ce qui doit consister tout d'abord à le mettre à l'abri des risques de chômage.

Le prolétaire, quelle que soit la situation de l'industrie, devra toucher en tout état de cause un salaire suffisant pour son entretien normal et celui de sa famille. Ce seront, dans le régime positiviste les entrepreneurs qui fixeront eux-mêmes la rétribution des ouvriers, mais en ayant l'obligation de leur assurer une existence domestique suffisante. Les chefs d'industrie sont en effet seuls capables d'apprécier convenablement, comme dit Comte, chaque « office spécial » (1). Cette rémunération ne sera point, comme l'on sait déjà, abandonnée à l'égoïsme des patrons, car outre que les entrepreneurs auront acquis l'éducation morale positive, ils seront soumis à la fois au contrôle du sentiment populaire et à la surveillance active du sacerdoce.

(1) V. *Système de Politique positive*, t. II, p. 409.

3.

Auguste Comte ne se contenta pas de vues abstraites et théoriques sur la situation du prolétariat, il aborda les aspects concrets du problème, et ne dédaigna pas d'en préciser même les détails d'application. Il s'efforça d'assurer principalement à l'ouvrier un salaire stable, et cela tout en améliorant son niveau d'existence. C'est ainsi que dès 1828, il songea dans ce but à la participation de l'ouvrier aux bénéfices de l'entreprise. « Les relations entre les deux grandes classes de producteurs, nous dit-il (1), paraissent devoir être refondues dans un esprit d'association, au lieu d'être conçues dans un esprit d'hostilité, qui en est encore aujourd'hui, on ne peut se le dissimuler, le vrai régulateur final. La situation des ouvriers sera toujours précaire, misérable et menaçante pour la société, tant qu'on ne leur accordera pas, outre leurs salaires journaliers, une certaine participation directe aux bénéfices des entreprises industrielles auxquelles ils coopèrent ».

Mais dans la suite, Comte modifia cette première conception d'une association de l'ouvrier au succès de l'entreprise, pour n'en retenir que la nécessité de distinguer dans le salaire deux éléments : l'un fixe et égal « pour chaque opérateur, quel que soit l'ouvrage », et l'autre proportionnel au produit de l'activité. « Cette loi, expose-t-il (2), n'est pas plus contestable que la gratuité nécessaire du travail humain sur laquelle elle

(1) Voir le *Nouveau Journal de Paris* de 1828, et la *Revue Occidentale*, 2^e semestre, 1883, p. 70, qui donne une réimpression de cette analyse de Comte intitulée : *Courtes observations sur l'état actuel du commerce et des finances de l'Europe et sur celui de l'agriculture en France et les moyens de l'améliorer par le Colonel Servan*. Le numéro du journal est celui du 27 mai 1828.

(2) *V. Système de Politique positive*, t. IV, p. 340.

repose, dans un régime où tout appartient au grand Etre qui confie ses trésors à ses ministres afin de nourrir ses agents. » Le salaire, composé de deux éléments, l'un fixe, l'autre variable « et subordonné aux résultats journaliers », permettra à l'ouvrier de redouter beaucoup moins le chômage. La partie fixe du salaire, sera toujours et en toutes circonstances, assurée au prolétaire ; la partie du salaire qui varie avec le succès de l'entreprise, constituera un précieux encouragement ; elle facilitera, nous dit Comte, « un juste essor des divers perfectionnements industriels surtout mécaniques » (1). Mais sans doute cette combinaison parut-elle encore insuffisante à Comte, qui, dans un passage, nous parle d'instituer un budget des travaux publics pour occuper éventuellement les chômeurs (2).

Tout ce système de Comte, destiné à remédier au chômage, est à vrai dire assez imprécis et assez flottant. Par qui, en cas de crise et de fermeture d'usine, sera payée la partie fixe du salaire ? Est-ce par l'entrepreneur qui occupe l'ouvrier ou par tous les entrepreneurs solidaires ? Si toute une branche d'industrie souffre de chômage qu'advient-il ? Toutes ces questions demeurent sans réponse. Auguste Comte était un philosophe, et non un administrateur, et son esprit était mal préparé sans doute à voir tous les détails d'application.

Dans la pensée de Comte l'élément fixe du salaire ne doit point d'ailleurs, être payé dans tous les cas de chômage. « La première partie du [salaire] écrit-il à Lafitte (3), continuerait seule d'être payée dans toute suspension d'ouvrage, qui ne serait point reprochable à l'ouvrier, et aussi, en cas de maladie, suivant l'usage

(1) V. *Catéchisme Positiviste*, p. 314, édition de 1890.

(2) *Système de Politique positive*, t. IV, p. 348.

(3) V. *Correspondance inédite*, 2^e série. Paris, 1903, p. 44.

des administrations ministérielles ; cette obligation ne devant d'ailleurs durer qu'autant que le libre engagement contracté sous peine de dédit mutuel entre l'entrepreneur et le travailleur pour un temps déterminé. » Cette conception généreuse de Comte, n'est encore, comme on le voit, qu'une ébauche dont les détails ne sont pas tracés. Pour faire produire à cette obligation de l'entrepreneur un effet utile contre le chômage, il eût fallu modifier la législation et les habitudes relatives au louage de service ; sans quoi, il était loisible à l'entrepreneur de faire cesser, après un préavis très court, le contrat de travail et de se dispenser de payer à l'ouvrier congédié la partie fixe du salaire !

Un peu plus tard, en 1854 dans le tome IV du *Système de politique positive*, Auguste Comte s'est enhardi à donner des précisions sur le gain des prolétaires, et à régler même le taux des salaires. Il pense en effet que la rémunération doit être fixée par les chefs d'industrie, comme il l'a dit précédemment (1) ; mais il a reconnu depuis, « que le principe ne pourrait être assez apprécié si l'initiative religieuse ne lui procurait pas une précision immédiate », tout au moins à titre d'indication (2). Aussi Comte n'hésite pas à proposer comme salaire fixe, la somme de cent francs pour chacun des treize mois de l'année positiviste. Il détermine, par la même occasion, la partie mobile du salaire, qui sera environ deux fois plus élevée que sa partie fixe, soit sept francs par journée moyenne de travail effectif. Ce régime assigne dès lors, nous dit Comte, neuf francs à l'entretien d'un ménage ouvrier qui se composera en moyenne de sept membres.

Comte pense, qu'avec le perfectionnement des institutions, le taux des salaires pourra se niveler, et il croit

(1) Dans le tome II du *Système de Politique positive*.

(2) V. *Système de Politique positive*, t. IV, p. 340.

que les ouvriers finiront par toucher tous et partout un salaire égal. « La plénitude et l'uniformité de l'éducation positiviste, expose-t-il, procureront aux ouvriers une telle aptitude à changer d'office, qu'aucune grave inégalité de salaire ne saurait durer entre les divers travailleurs de chaque ville ou même de chaque république. En combinant cette influence universelle avec le perfectionnement des transports et l'essor des relations, on peut finalement étendre cette égalité jusqu'à l'ensemble du territoire positiviste, qui n'a d'autres limites nécessaires que celle du globe habitable ». Le philosophe, on le voit, ne semble pas même soupçonner ici la difficulté et la complexité du problème économique.

4.

Avec le salaire ainsi réglé et défini, Comte veut que l'ouvrier se procure un certain bien-être et un certain confort, et désire qu'il puisse devenir propriétaire de son domicile. Mais le philosophe ne veut pas que le prolétaire, suivant le vœu de certains économistes, fréquente les caisses d'épargne ; car ces établissements en développant le goût du lucre chez l'ouvrier, sont pour lui une source de corruption morale, « par la compression habituelle des sentiments généreux » (1). Plutôt qu'un client de la caisse d'épargne, Comte aime mieux voir en l'ouvrier un habitué du cabaret « ce salon du peuple » où se cultive la sociabilité (2).

La propriété du domicile pour l'ouvrier, sans lui donner le goût du lucre, lui assurera logement et sécurité. Cette propriété aura deux aspects, suivant qu'il s'agira de la ville ou de la campagne : dans le premier cas, il y aura propriété de l'appartement ; et dans le

(1) *Système de Politique positive*, t. I, p. 193.

(2) *Ibidem*, p. 194.

second, propriété de la maison entière. « Le premier mode offrira, nous dit Comte (1), plusieurs avantages sociaux, quand les mœurs normales auront dissipé les sources de conflits qu'il pourrait maintenant susciter ». Cela ne fera que cimenter les liens naturels entre les plébéiens et les patriciens toujours propriétaires, et quelquefois habitants des maisons ainsi décomposées en appartements vendus isolément.

Comte ne semble pas apercevoir que cette fixité du domicile empêchera peut-être l'ouvrier de se déplacer avec la facilité nécessaire pour amener le nivellement parfait du taux des salaires d'un bout à l'autre du monde positiviste. Quoi qu'il en soit de cette difficulté, Comte, emporté ici par sa manie réglementaire, veut que l'ouvrier ait un logement composé de sept pièces. Ce logis sera garni de meubles dont le travailleur sera aussi propriétaire, car le prolétaire « doit, nous dit Comte, posséder tous les matériaux d'un usage exclusif et continu soit à lui-même, soit à sa famille... » (2).

5.

Malgré cette réglementation, et en dépit de l'éducation positiviste, il pourra cependant, nous dit Auguste Comte, se produire des conflits entre patrons et ouvriers. Que pourront entreprendre alors les prolétaires pour faire triompher leurs revendications légitimes. La question est malaisée à régler, mais Comte remarque de suite que la législation française qui interdit les coalitions d'ouvriers est injuste, puisque ce qu'elle condamne chez les prolétaires, elle l'autorise chez les

(1) *Système de Politique positive*, t. IV, p. 338.

(2) V. Comte, *Catéchisme positiviste*, édition, 1890, p. 313. Sur la question du salaire chez Comte on peut voir la brochure de l'Ecole positiviste. *Le Positivisme et l'économie politique*. Paris, 1876.

employeurs (1). Il faut bien, si les moyens de conciliation échouent, en arriver aux mesures extrêmes ; et comme l'ouvrier « ne peut pas plus être contraint à travailler que l'entrepreneur à administrer ». chaque libre agent « peut être amené à refuser son concours ou autrement dit se mettre en grève ». « Dans les temps les plus réguliers, nous dit Auguste Comte, tout fonctionnaire a pu suspendre exceptionnellement son office, comme le firent souvent au Moyen-Age les prêtres, les professeurs, les juges, etc. Il faut donc se borner à régler une telle faculté » (2). En somme la théorie des coalitions et des grèves consistera simplement à systématiser dans les relations industrielles la faculté générale d'insurrection reconnue en politique.

Ces grèves d'ailleurs, devront être essentiellement pacifiques, et ne comporter aucune violence ; et Comte répudie comme anarchique et rétrograde « tout procédé militaire » des supérieurs ou des inférieurs (3). Comte estime qu'à côté de la coalition passagère des ouvriers, leur groupement permanent est une bonne chose, et à la lumière des événements de 1848, il donne toute sa sympathie aux clubs de prolétaires. « Une véritable doctrine sociale, dit-il (4), doit les consolider beaucoup en leur donnant un caractère plus régulier et un but plus important ».

Ces conflits entre ouvriers et patrons seront de plus en plus rares, nous déclare Comte à maintes reprises, et cela grâce à l'éducation positiviste. En effet, la doctrine nouvelle fera cesser l'antagonisme qui existe entre les employeurs et les prolétaires ; car elle ennoblira l'obéissance autant qu'elle consolidera le commandement.

(1) *Cours de Philosophie positive*, t. VI, leçon 57, p. 377.

(2) *Système de Politique positive*, t. I, p. 167.

(3) *Catéchisme positiviste*, édition de 1890, p. 316.

(4) V. Leçon 57, p. 529.

L'ouvrier, convenablement instruit et informé des lois élémentaires qui gouvernent les sociétés, comprendra que l'organisation est la loi du monde moral; et organisation veut dire subordination. Le prolétaire sera soumis à l'employeur, et n'aura pas plus l'idée de s'insurger contre cet état de choses, qu'il n'a le désir de se révolter contre une loi quelconque de l'ordre physique.

Dans le tome VI du *Cours de Philosophie Positive* pour renforcer ces conceptions, et mieux affermir les principes du commandement et de la subordination, Auguste Comte pose les principes d'une hiérarchie des fonctions sociales par ordre de dignité. Dans une première classification, il les dispose, par ordre de généralité décroissante, en activités : scientifiques, esthétiques, industrielles, correspondant, d'après les vues de Gall, aux fonctions des parties antérieure, moyenne et postérieure du cerveau. Dans une seconde énonciation qui complète la première, le philosophe nous montre la classification sociale comme un prolongement de la classification de la série animale, établie d'après la complication du système nerveux et les facultés mises en jeu.

En vertu de ces idées, Auguste Comte range, par ordre de généralité et d'abstraction décroissante, les individus d'après les fonctions qu'ils remplissent; et cela de la façon suivante : banquiers, commerçants, manufacturiers et agriculteurs. A l'intérieur de chacun de ces groupes, les ouvriers sont de même subordonnés à leurs patrons respectifs d'après ce que Comte nomme le principe hiérarchique; « puisque le caractère propre de l'entrepreneur est certainement plus général et plus abstrait que celui du simple ouvrier dont l'action et la responsabilité sont moins étendues ». L'homme serait d'autant plus mal venu à contester cette idée de hiérarchie, que c'est en vertu de ce même prin-

cipe que se trouve légitimée la supériorité de l'homme envers tous les autres animaux.

Auguste Comte pense que le prolétariat, sans doute à cause de la spécialité de sa fonction, est peu altruiste par nature et souvent enclin à protester contre le classement officiel, « afin, dit-il, de faire prévaloir le classement personnel, fondé sur le propre mérite indépendamment de la situation sociale ». Telle est au reste la source des dangers que caractérise si souvent l'influence populaire « également apte, déclare Auguste Comte, à régler ou troubler l'harmonie humaine suivant la direction qu'elle prend » (1). Mais l'éducation que le positivisme donnera à l'ouvrier lui montrera sa place véritable dans la hiérarchie sociale, lui fera comprendre toute la dignité de sa fonction, et l'empêchera de vouloir se « déclasser » avec la pensée de devenir un riche oisif. Par ailleurs, le prolétariat mieux informé sera reconnaissant envers le patriarcat qui sait lui assurer l'existence et la félicité domestique, et qui assume le souci de la production, dont la responsabilité est ainsi épargnée à l'ouvrier. Et le philosophe, comme il le fait pour maintes autres choses dans les écrits de sa « carrière subjective », se laisse aller à réglementer très minutieusement l'éducation des prolétaires. C'est ainsi qu'il nous dit par exemple que jusqu'à la fin de la deuxième dentition, l'éducation sera donnée par les parents ; éducation physique, mais non intellectuelle, car pendant ce temps, l'enfant n'apprendra même pas à lire. Tous les détails de la culture et de l'instruction des enfants sont de la sorte arrêtés avec le plus grand soin par Comte « grand prêtre de l'Humanité » (2). Il nous suffit de retenir que Comte veut donner au prolétaire une éducation très encyclopédique, et surtout for-

(1) *Système de Politique positive*, t. IV, p. 82.

(2) V. *Système de Politique positive*, t. I, p. 173.

tifier ses sentiments altruistes. De la sorte, les vrais prolétaires ... « cesseront bientôt d'envier une grandeur, inévitablement assujettie à une grande responsabilité » (1).

6.

Toutes les conceptions d'Auguste Comte sur la situation matérielle et morale des ouvriers, sont inspirées de pensées généreuses et procèdent plus ou moins indirectement des doctrines générales de la philosophie positive ; mais elles ne sont cependant au regard de la science économique que des vues assez superficielles. Auguste Comte a compris les dangers du chômage pour l'ouvrier dans un régime de concurrence, et il a voulu stabiliser et améliorer la situation des prolétaires ; malheureusement il était un philosophe ne connaissant guère le détail des phénomènes économiques, et il est passé facilement sur un certain nombre de difficultés qui auraient arrêté d'autres esprits. Nous en avons, dans ce chapitre, signalé quelques exemples ; l'on pourrait citer bien d'autres cas analogues. Mais on peut aller plus loin, et dire même que Comte n'a peut-être pas exactement vu le mécanisme réel de la production sous un régime de libre concurrence. Il admet en effet que l'ouvrier participera aux bénéfices des entreprises, et que, d'autre part, grâce à la facilité de déplacement et d'adaptation de la main-d'œuvre, les salaires deviendront partout égaux. C'est manifestement négliger un fait économique de grande importance ; à savoir que toutes les usines ne sont pas dans des conditions identiques pour produire au même prix de revient. Il y a des entreprises qui jouissent d'avantages

(1) *Ibidem*, p. 195.

naturels passagers ou permanents ; il est des manufactures qui, par leur situation, la proximité d'une voie d'eau, l'abondance des matières premières à peu de distance, l'importance de leurs débouchés, la perfection de l'outillage, peuvent fabriquer à un prix moindre que beaucoup de leurs concurrents. L'un des facteurs pour la production à bon marché, est la grandeur même de l'entreprise qui, à mesure qu'elle est plus développée, profite des avantages d'une division du travail poussée plus loin. Quelle que soit la fluidité de la main-d'œuvre, quelle que soit sa facilité de déplacement et d'adaptation, le prix de revient dans une même industrie marquera toujours dans les diverses entreprises des différences suffisantes pour que le partage des bénéfices ne puisse à tous les ouvriers rapporter une même somme. D'autre part, les chefs d'industrie eux-mêmes, ont des aptitudes inégales auxquelles ne pourra rien changer la surveillance du triumvirat des banquiers ; et le rendement des entreprises variera dans de certaines limites. Comme par ailleurs les prix de vente sur un marché étendu sont presque uniformes, alors que les prix de revient diffèrent, telles entreprises auront un bénéfice, alors que d'autres n'en auront pas. Toutes ces questions de salaires et de bénéfices sont donc beaucoup plus complexes dans un régime de concurrence, que ne semble l'avoir aperçu Auguste Comte.

Un économiste pénétré de ces faits, et qui aurait voulu à la façon de Comte établir une égalité de rémunération entre les ouvriers, eût sans doute conçu un système plus ou moins compliqué de caisses pour répartir un bénéfice commun à tous les travailleurs d'une même catégorie ; cette conception eût été bonne ou mauvaise ; mais eût, en tous cas, répondu à la réalité économique. Auguste Comte ne s'est point embarrassé de semblables difficultés. C'est pourquoi son œuvre de reconstruction économique est superficielle. Le philosophe a fait,

comme nous l'avons vu, de l'économie politique une critique scientifique du plus haut intérêt, mais son œuvre constructive reste très inférieure à son œuvre critique.

CHAPITRE IX

INFLUENCE D'AUGUSTE COMTE SUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA SCIENCE ÉCONOMIQUE

1. Son action fut faible sur les contemporains. Ses relations avec Stuart Mill. — 2. Les idées de Comte et la réforme de l'école historique allemande.

1.

Pour l'étude et la connaissance des phénomènes économiques et de leurs lois, Auguste Comte a voulu constituer une discipline toute nouvelle ; d'après lui, il fallait bannir de ce domaine la recherche de l'absolu et la méthode déductive ; par ailleurs il convenait de ne pas séparer l'examen des phénomènes de richesse, de l'étude des autres aspects de l'homme social. Ces vues étaient en opposition directe avec les conceptions de l'école économique classique ; aussi nous voulons rechercher maintenant quel fut le retentissement des doctrines du philosophe, et déterminer comment et sur qui s'exerça leur action.

Disons tout de suite que l'influence d'Auguste Comte sur les économistes de son temps, à une exception près, fut extrêmement faible. Pendant bien longtemps le beau dogmatisme de l'école économique dite orthodoxe, demeura inébranlable sur ses positions premières, et les écrivains de ce groupe, malgré la puissante critique d'Auguste Comte, conservèrent leur foi en la valeur absolue de leur science ; le relativisme et l'esprit d'ob-

servation ne firent dans le domaine économique, qu'une timide et tardive apparition. Le relativisme appliqué aux phénomènes sociaux — il ne faut pas l'oublier — fut une conquête lente et progressive du xix^e siècle.

Il n'est pas surprenant que le positivisme n'ait exercé qu'une action restreinte sur les économistes contemporains d'Auguste Comte ; car, d'une façon générale, la doctrine Comtienne n'est parvenue à la grande célébrité que dans la deuxième moitié du siècle dernier, après la mort du philosophe. Pour s'en convaincre, il suffit de se rappeler l'histoire des idées philosophiques en France depuis quatre-vingts ans. *Le Cours de philosophie positive*, professé par Auguste Comte, fut développé oralement devant un auditoire restreint dont on connaît en partie la composition, et qui ne réunissait que quelques dizaines de personnalités choisies et invitées par Comte. Le livre imprimé, publié quelques années plus tard, ne suffit pas, lui non plus, à l'époque, à une divulgation bien grande des idées du philosophe. La « Société positiviste » fondée en 1848 et les cours populaires que faisait Auguste Comte avec un dévouement inlassable, ne donnaient qu'une notoriété encore restreinte aux vues positivistes, qui en somme, dans la première moitié du siècle dernier, n'étaient connues que de quelques savants, de quelques prolétaires, et de quelques esprits curieux ; il faut attendre les années 1870 ou 1880 pour voir le positivisme conquérir une grande partie de la pensée philosophique.

L'opinion des gens cultivés n'étant point encore, au temps de Comte, attirée par le positivisme, il est donc naturel que les économistes de cette génération n'aient point subi l'ascendant du réformateur. D'ailleurs les quelques économistes qui pouvaient connaître Auguste Comte, ne le considéraient point comme un « homme du métier » et n'attachaient qu'une faible importance à ses idées économiques ; le mérite du philosophe, à leurs

yeux profanes, était en partie caché par les excentricités de pensée du grand Prêtre de l'humanité. C'est l'impression du moins qui se dégage de la lecture des livres et des périodiques économiques du temps (1).

Comte exerça cependant une action importante à signaler sur un homme, qui fut à la fois un des plus grands penseurs du xix^e siècle et un des économistes les plus fameux ; nous voulons parler de Stuart Mill. Des rapports très cordiaux, dus à une certaine affinité d'esprit, s'établirent entre Auguste Comte et l'écrivain anglais, qui, même pendant un temps, fit figure de disciple. Une correspondance assez intime s'établit entre eux de 1841 à 1847 ; pendant cette période, Auguste Comte et son ami anglais traitèrent une foule de sujets de philosophie, de psychologie et d'économie politique ; et les quatre-vingt-neuf lettres échangées sont à tous égards pleines d'intérêt. Auguste Comte, qui devenait grand Prêtre de l'Humanité, eut recours aux bons offices de Mill pour l'institution du « Subside positiviste » ; mais au bout d'un temps les deux hommes se brouillèrent. Auguste Comte, exigeant et susceptible, n'était point en effet un homme dont l'amitié se pouvait facilement conserver longtemps.

Quoi qu'il en fût, ces deux esprits ont, pendant quelques années, très vivement sympathisé ; il faut remarquer d'ailleurs que leurs préparations respectives les disposaient à se bien entendre, lorsqu'ils furent présentés l'un à l'autre par le Saint-Simonien d'Eichthal. Auguste Comte était positiviste, ennemi de la métaphysique et de l'absolu ; et Stuart Mill, par tradition nationale, — l'Angleterre étant la patrie de Bacon — considérait la science comme fondée sur les faits et comme ayant pour objet de connaître les lois qui ne sont que

(1) Pour s'en rendre compte on peut lire par exemple le livre de Reybaud sur les réformateurs. V. bibliographie.

des rapports de corrélation ou de succession entre les phénomènes. D'autre part, comme on l'a fait remarquer (1), les deux écrivains se rattachaient, l'un et l'autre, à des écoles politiques assez voisines : le Saint-Simonisme et le Benthamisme. De même qu'en France, aux environs de 1830, les Saint-Simoniens attaquaient le parti libéral qui jugeait la Révolution terminée, avec l'établissement définitif de la monarchie constitutionnelle ; de même les Benthamistes (auxquels se rattache Stuart Mill par son père James Mill) voulaient fonder la société utilitaire et se posaient en Angleterre comme des adversaires des Whigs, et comme des défenseurs du radicalisme.

Etant données ces affinités, Mill fut rapidement séduit par le *Cours de Philosophie positive*, qui fit sur lui une très grande impression et dont la connaissance, dit-il (2), lui fut très utile pour composer son *Traité de Logique*. Un peu plus tard, dans des articles de la *Westminster Review*, et dans ses *Mémoires*, Mill devait essayer de déterminer les idées dont il se croyait redevable à Comte (3). En matière de philosophie générale, l'on peut dire, sans entrer dans le détail, que Mill a emprunté à Comte ses conceptions de la philosophie de l'histoire et de la relativité sociale.

Alors que beaucoup d'économistes anglais, malgré leur « positivisme », portaient volontiers cependant à l'absolu les lois économiques qu'ils découvriraient, Mill sous l'influence du relativisme social de Comte, fut amené à se séparer de cette « dogmatique de l'absolu », et à remarquer tout ce qu'il y avait de changeant dans les institutions économiques soumises aux

(1) V. Gaston Richard, *La Question sociale et le Mouvement philosophique*, déjà cité, p. 112.

(2) V. *Correspondance de Mill et de Comte*, déjà cité, p. 153, Lettre à Comte du 28 janvier 1843.

(3) V. *Correspondance*. Introduction de M. Lévy-Bruhl, p. XIX.

variations des sociétés elles-mêmes. Cette conception qui se trouve chez Mill a sans doute été inspirée au philosophe anglais par la lecture du *Cours de Philosophie Positive*. C'est là une vue de philosophie générale qui influence grandement les écrits économiques de Mill, comme toutes ses œuvres sociales. C'est grâce à Comte que Stuart Mill a composé son traité d'économie politique dans un esprit si différent de la conception ricardienne. C'est une manière de penser que Mill emprunta à Comte ; mais non une doctrine spéciale économique. Mill d'ailleurs, étudia l'économie politique en « professionnel », et non en restant dans des généralités philosophiques comme Auguste Comte ; les doctrines concrètes économiques du philosophe français ne l'auraient sans doute guère attiré, car Auguste Comte ne connaissait pas à fond le contenu de la science économique.

Cette conception relativiste empruntée à Comte, Mill la modifia dans un sens et la précisa ; en effet, s'il admit dans le domaine économique des lois variables comme les institutions de la société, il fit une distinction parmi les lois économiques. Mill écrivait en effet à Comte le 3 mai 1844 (1), qu'il voulait « s'attacher à séparer les lois générales de la production, nécessairement communes à toutes les sociétés industrielles, des principes de la distribution et de l'échange des richesses, principes qui supposent nécessairement un état de société déterminé ». C'est à notre sens distinguer très légitimement et très judicieusement l'élément physique et l'élément social dans les lois économiques. Dans les phénomènes de richesse, il y a des facteurs tels que, par exemple, le rendement agricole du sol, l'élevage du bétail, qui sont d'ordre chimique ou biologique, et qui participent du caractère des lois chimiques et biologiques. A côté de ces éléments stables, la répartition

(1) V. *Correspondance*, ouvrage cité, p. 308.

des richesses produites entre les divers agents qui ont coopéré à leur fabrication est un phénomène lié à des considérations politiques, morales, religieuses, c'est-à-dire, coordonné avec le développement social général et partant variable comme lui.

Pour Stuart Mill, comme l'on sait, aucune loi n'a de valeur absolue, la loi n'a qu'une « nécessité subjective » ; elle n'est qu'une « habitude d'esprit » ; mais les lois économiques de la répartition et de l'échange ont en plus de ce caractère commun à toutes les lois, celui d'être soumis au devenir social, et de varier avec les civilisations. De plus, ces lois ethnologiques ne sont que « tendantielles », et tout en permettant la prévision scientifique, laissent une large place à l'intervention du législateur. Stuart Mill, en faisant ces distinctions parmi les lois, ne faisait en somme que dégager, avec plus de précision peut-être qu'Auguste Comte, la notion de la loi sociale-économique (1). Sans entrer dans l'examen de cette question qui nous entraînerait hors de notre sujet, disons seulement que, grâce à l'influence de Comte, Stuart Mill en matière économique a su voir tout ce qu'il y avait de mouvant

(1) Par cette distinction St. Mill ne se sépare pas vraiment de Comte. En effet, le philosophe positiviste ne considère pas du tout les lois de la « production », comme des lois « sociologiques », mais bien comme des lois physiques, chimiques, biologiques même. Ces lois se trouvent donc chez lui tout naturellement distinguées des lois de la répartition et de l'échange qui sont sociologiques. Stuart Mill, étudiant les phénomènes de richesse, avait, pour la commodité de son étude, réuni : production, consommation, circulation et échange qui forment un tout complet pour lui ; il était donc naturel qu'il marquât le caractère bien différent de lois assemblées côte à côte dans une même étude, ce qui était tout à fait inutile chez Auguste Comte. Si le philosophe positiviste eut été amené à définir avec précision ce qu'il fallait entendre par une « loi économique », il n'eut bien évidemment considéré comme telle que les lois de répartition et d'échange ; lois qui supposent d'ailleurs pour pouvoir exister, des conditions mathématiques, astronomiques, physiques, chimiques et biologiques.

et de changeant dans la société, et éviter l'écueil de concevoir un type d'organisation économique uniforme et invariable.

Il ne faudrait pas cependant, pour ce qui est du contenu de l'économie politique, faire de Stuart Mill un disciple de Comte, car sur beaucoup de points l'opposition entre les deux hommes est au contraire complète. Stuart Mill fit en effet une économie politique séparée, bien qu'une telle recherche ait été comme nous savons, condamnée en principe par Auguste Comte. Par ailleurs, en matière économique, à cause de la très grande complexité des phénomènes, Stuart Mill préconisa l'emploi de la méthode déductive, et son nom est resté attaché à cette doctrine. Nous sommes ici à l'opposé des idées méthodologiques de Comte. Stuart Mill, individualiste irréductible au début de sa carrière, et partisan, vers la fin de sa vie, de la nationalisation du sol, ne s'inspira donc en aucune façon et à aucun moment des vues particulières de Comte. Stuart Mill est donc surtout redevable à Comte de cette conception philosophique qui l'empêcha fort heureusement de voir les lois économiques sous l'aspect de l'absolu (1).

Quand on relit le *Traité de Logique* on se rend compte encore, que le philosophe anglais, en dépit de la brouille survenue avec Auguste Comte, a conservé néanmoins une idée fort importante provenant de la philosophie positive. Stuart Mill, malgré la constitution d'une économie politique séparée et la justification d'une méthode déductive, n'en maintient pas moins la science sociale générale, quelque difficile que soit l'entreprise. « Si la formation du caractère individuel, nous

(1) Sur cette question on peut voir J.-H. Bridges, *De l'unité de la vie et de la doctrine de Comte*. Paris, 1867.

dit-il (1), est déjà un sujet d'étude fort complexe, cet autre sujet doit en apparence au moins l'être bien davantage, car le nombre des causes concourantes, qui exercent toutes plus ou moins d'influence sur l'effet total est ici en proportion de la surface plus vaste qu'une nation ou l'espèce tout entière offre à l'action des agents psychologiques ou physiques ». Le philosophe anglais n'en conserve pas moins l'espoir que des « lois générales pourront être dans l'avenir » positivement déterminées » afin de nous permettre la prévision sociologique concrète (2).

On pourrait encore sur les économistes de la même génération signaler une certaine influence de la philosophie positive, quoique cette action n'ait été qu'indirecte et lointaine. Disons par exemple que Carey, qui cita avec complaisance les écrits d'Auguste Comte peut être redevable au philosophe d'un certain esprit positif (3). Sans doute, faut-il encore mentionner le nom de Le Play, qui, tout en ayant des tendances philosophiques opposées à celles de Comte, attendait cependant l'amélioration du sort de la classe ouvrière de la seule initiative des chefs d'industrie. Mais ce ne sont là que des influences bien secondaires.

2.

Si les vues de Comte n'eurent qu'une faible influence sur les théories économiques du temps ; certaines con-

(1) V. *Traité de Logique*, t. II, livre VI, ch. VI, trad. franç., sixième édition. Paris, 1909, p. 464.

(2) *Ibidem*, tome II, livre VI, ch. IX, § 3, p. 495.

(3) Dans le livre de Carey, *Principe de la science sociale* (traduction française. Paris, 1861, 3 volumes) on rencontre souvent le nom de Comte et des citations de Miss Martineau. Carey admira surtout la hiérarchie des sciences, mais il ne s'inspira guère cependant des méthodes positives de Comte, et paraît à vrai dire assez peu philosophe. Sur ce point, voir un article de Roberty dans la *Revue de Philosophie positive* de 1868, t. II, p. 111.

ceptions voisines devaient cependant trouver un peu plus tard des défenseurs éloquents et écoutés : nous voulons parler des doctrines de l'école historique allemande.

En 1843 le professeur Roscher de l'université de Göttingen, écrivit son *Précis d'un Cours d'économie politique d'après la méthode historique*, où déjà se manifestaient les tendances de l'école nouvelle, tendances qui se précisèrent en 1854 dans les *Principes d'économie politique* du même écrivain. L'auteur se livrait en somme à l'étude économique des sociétés en déclarant vouloir unir l'examen des phénomènes de richesse à l'histoire du droit, à l'histoire de la politique, et à l'histoire de la civilisation. Bruno Hildebrand se montra un adversaire plus radical de l'économie classique dans son livre intitulé : *L'économie politique du présent et de l'avenir* (1). Il poussa l'« historisme » assez loin pour contester même l'existence de lois économiques naturelles et n'admettre que des tendances assez vagues du développement humain. Charles Knies, vers la même époque poussa à l'extrême ces conceptions et fit disparaître presque complètement la notion de loi sociale. De nouvelles doctrines, moins excessives d'ailleurs, se développèrent un peu plus tard avec la « jeune école historique », fille de la première, et dont les représentants les plus connus sont sans doute Schmoller, Wagner, Sombart et Brentano.

Dans son ensemble, la critique adressée à l'économie politique par cette école, se rapproche très fort de celle d'Auguste Comte. L'école historique allemande reproche à la science économique classique son « universalisme » et son « perpétualisme », voulant indiquer par là que les institutions sociales sont toujours

(1) *Die Nationalökonomie der Gegenwart und Zukunft* parut à Francfort en 1848.

en devenir, et que les « lois économiques » ne sont que des catégories de l'histoire. Elle admet par exemple que la propriété privée, au lieu d'avoir éternellement cet aspect que lui ont conféré la Révolution française, la Déclaration des droits de l'homme, et le Code civil, évolue sans cesse, en liaison avec l'état social. Les Romains connaissaient la propriété quiritaire ; le moyen-âge a instauré le régime féodal avec la distinction du domaine éminent et du domaine utile, et les individualistes de 1789 ont donné à la propriété privée toutes les garanties nécessaires pour en faire un droit inviolable. Nul ne peut savoir quelles seront les modalités de l'appropriation dans la société qui se développe, mais il est en tous cas manifestement erroné de considérer la forme de la propriété actuelle comme immuable et définitive.

C'est pourtant l'erreur qui a été commise par Adam Smith ou plutôt par ses disciples de l'école libérale anglo-française. Ces écrivains, les yeux fixés sur leur temps et leur pays, ont considéré que les lois par eux découvertes, étaient absolues, éternelles et nécessaires. Or, pour les auteurs allemands, les phénomènes économiques sont non seulement variables avec le temps, comme l'avait dit Auguste Comte, mais encore avec les pays. Hildebrand va en effet plus loin que Comte dans le relativisme ; le philosophe français ne distinguait les sociétés que par leur âge, admettant l'évolution plus ou moins rapide du type social unique ; l'école allemande au contraire, proclame que le phénomène économique est relatif non seulement au temps, mais au lieu. D'autre part, l'école historique reproche à l'économie politique l'étroitesse du point de départ de ses raisonnements, qui est, comme l'on sait, l'intérêt personnel ; aussi les réformateurs ont-ils une tendance à considérer simultanément les différents mobiles humains, et à faire en conséquence une science sociale

incomparablement plus vaste que la science économique (1).

Il sortirait des cadres de notre travail de faire une étude comparée de la critique de l'économie politique par Auguste Comte et par l'école allemande ; aussi voulons-nous simplement nous borner, en voyant les faits d'une façon volontairement simpliste, à dire que les disciples de Knies et de Hildebrand reprochèrent à la science économique son absolutisme et son manque complet de sens historique. L'« Ecole Allemande » d'ailleurs n'est qu'une expression commode pour désigner un groupe d'écrivains, qui ont sans doute même inspiration générale, mais dont les œuvres se distinguent cependant par des nuances très appréciables. Disons toutefois que dans l'ensemble ces auteurs ont poussé le relativisme plus loin qu'Auguste Comte.

Les idées chères au philosophe français eurent donc vers l'année 1850 un grand et retentissant succès dans les universités de langue allemande. Mais Auguste Comte n'y fut pour rien, car ce ne fut pas de la philosophie positive que s'inspirèrent les penseurs d'outre-Rhin. Knies a nettement déclaré que les six volumes de la *Philosophie positive* qui avaient paru de 1830 à 1842, étaient totalement inconnus de lui, lorsqu'il publia ses

(1) Sur ces questions, nous avons consulté, en dehors des ouvrages plus généraux cités dans notre Bibliographie, et en dehors des écrits des réformateurs allemands eux-mêmes : Scheel, *Die politische Ökonomie als Wissenschaft* dans le « Handbuch » de Schonberg, t. I, p. 116 et s. ; Eisenhart, *Geschichte der National-ökonomik*, 2^e édition, Iéna, 1891 ; Cohn, *Geschichte der politischen Ökonomie*, que nous avons consulté dans la traduction anglaise de Adna Hill, publiée dans *Annals of the American academy of political and social science*, supplément au numéro de mars 1894 ; A. Wagner, *Les fondements de l'économie politique*, traduction française. Paris, 1904. Sur les différentes tendances des représentants de cette école, voir Bouglé, *Les sciences sociales en Allemagne*. Paris, 1896.

premiers écrits (1). Auguste Comte, en tant que philosophe, a d'ailleurs, semble-t-il, exercé une action des plus réduites sur le développement de la pensée en Allemagne, où il ne fut connu qu'assez tard (2).

Mais l'accord de la pensée d'Auguste Comte avec celle des économistes allemands ne doit cependant pas nous surprendre. Il faut se rappeler en effet qu'à travers tout le XIX^e siècle, l'idée du relativisme historique, s'est peu à peu répandue dans tous les domaines scientifiques. Les conceptions d'Auguste Comte et celle des historistes allemands, pour n'avoir pas eu entre elles de contact, n'en sont pas moins le produit d'un même grand courant d'idées. Auguste Comte a suivi la voie tracée par Condorcet, les Saint-Simoniens, Ballanche et d'autres encore ; les Allemands se sont probablement plutôt inspirés de Savigny et de l'Ecole historique du droit, mais les uns et les autres n'ont été que les interprètes de la même idée philosophique. Quoi qu'il en soit, les deux doctrines que nous examinons ici, par suite de leur affinité même, ont pour ainsi dire fusionné, de telle sorte qu'il est souvent malaisé de déterminer ce qui est dû, dans la littérature économique contemporaine, à l'influence d'Auguste Comte ou à celle de l'école historique allemande.

(1) V. Ingram, ouvrage cité, p. 231.

(2) Sur ce point, voir Bouglé, ouvrage cité ci-dessus, p. 9. « Nous avons cru nous apercevoir nous-même, dit l'auteur, parlant d'un séjour qu'il a fait Outre-Rhin, que jusqu'à ces temps derniers, A. Comte était relativement peu lu en Allemagne ».

CHAPITRE X

DE QUELS PROGRÈS LA SCIENCE ÉCONOMIQUE SERA REDEVABLE A AUGUSTE COMTE

CONCLUSIONS

1. La situation actuelle de l'économie politique. Les écoles et leurs tendances. — 2. Le relativisme historique et la Science économique. — 3. Les Economistes sont de plus en plus convaincus qu'une action est nécessaire pour corriger le cours naturel des événements. — 4. Malgré le désir légitime d'Auguste Comte de faire une Science sociale générale, l'économie politique a dû se constituer en doctrine séparée. — 5. Les méthodes employées par l'économie politique contemporaine et les espoirs qu'elles font naître.

1.

Arrivé au terme de cette étude nous voulons exposer à la fois ce qu'il convient de penser de la critique d'Auguste Comte et déterminer dans quelle mesure triomphent les idées positives. Nous pourrions voir alors de quelle façon la science économique s'est conformée aux vues du philosophe, et indiquer les progrès que de la sorte elle a réalisés.

L'Economie politique ne se trouve pas aujourd'hui partout dans une situation uniforme ; elle n'a pas dans toutes les nations suivi le même développement ; il y a eu des influences particulières, des traditions locales, et des rivalités même, qui font que, suivant les pays et les écoles, la science économique revêt des aspects

différents. C'est ainsi qu'il y aurait bien des particularités à signaler dans le courant principal des idées économiques en France, en Angleterre, en Allemagne, en Autriche, en Italie, et en Amérique. Sans vouloir entrer dans les détails, disons seulement qu'en Angleterre par exemple, domine encore le souvenir très vivant de Stuart Mill; ce grand philosophe, ce grand économiste jouit encore chez nos voisins d'un prestige que n'ont guère amoindri soixante-dix ans écoulés. Aussi les économistes anglais ont-ils encore aujourd'hui un penchant marqué pour la méthode déductive en matière économique, méthode chère à Mill et à Cairnes; et l'Angleterre, bien qu'elle soit la patrie de Bacon et de Locke, cultive de la sorte une économie politique plus logique et moins expérimentale qu'on ne pourrait croire. Entre autres écrits, le livre bien connu de Marshall, si remarquable d'ailleurs à tant d'égards, est là pour le prouver.

L'Amérique, s'il nous faut encore un exemple, par une opposition assez curieuse au tempérament habituellement réaliste du pays, se complait dans les analyses les plus subtiles; et les revues, les « quarterly » des académies et des universités sont remplies de curieuses applications de la « valeur marginale ». Ce ne sont d'ailleurs là que des indications d'ensemble; car il y a dans ce domaine, comme il est naturel, dans chaque pays, des controverses et des dissidences.

En ce qui concerne la France qui nous intéresse plus particulièrement, il y a une distinction à faire parmi les auteurs qui cultivent la science économique, suivant les écoles auxquelles ils s'apparentent. Si l'on s'en tient à un tableau d'ensemble, abstraction faite de toutes les nuances, il y a chez nous tout d'abord une école orthodoxe encore puissante, qui ne s'écarte guère des conceptions du libéralisme anglo-français d'il y a cent ans. Par ailleurs, d'autres économistes au contraire,

sont protectionnistes, partisans d'une intervention plus ou moins grande de l'Etat dans les phénomènes économiques, et conservent dans une large mesure les méthodes abstraites de l'école classique. A côté de ces deux groupes, il faut signaler la phalange des auteurs socialistes aux inspirations assez diverses. En outre, un petit groupe d'écrivains appartenant à l'école sociologique, tout pénétré des méthodes positives, voit dans l'économie politique une science d'observation ; le mode d'action de ces auteurs est celui défini dans les *Règles de la Méthode sociologique* de Durkheim ; ils sont les descendants les plus directs d'Auguste Comte, et les interprètes les plus fidèles de ses conceptions (1).

L'école orthodoxe française moderne et contemporaine est représentée par des hommes notoires, et d'ailleurs fort distingués. Pour n'en nommer que quelques-uns, il nous suffira de citer Leroy-Beaulieu (2), M. Yves Guyot (3) et M. Colson (4). Cette école défend la thèse individualiste en matière économique. A la façon de Jean-Baptiste Say et de Dunoyer, ces auteurs nous montrent que l'individu laissé libre de son action, cherche le maximum de satisfaction, et qu'à cette fin, il produit le plus possible. La juxtaposition de toutes ces activités indépendantes répond à tous les besoins sociaux dans la mesure convenable ; chaque homme

(1) Sur les écoles économiques françaises contemporaines, voir A. Béchaux, *Les écoles économiques au XIX^e siècle ; l'école économique française*. Paris, 1902 ; Ch. Brouilhet, *Le Conflit des doctrines dans l'économie politique contemporaine*. Paris, 1910, et surtout Gaëtan Pirou, *Les doctrines économiques en France depuis 1870*. Paris, 1925.

(2) Leroy-Beaulieu, auteur de nombreux ouvrages bien connus, était directeur de l'*Economiste Français*.

(3) Directeur du *Journal des Economistes*.

(4) Auteur du *Cours d'Economie politique*, Membre de l'Académie des Sciences Morales et Politiques, et Vice-Président du Conseil d'Etat.

cherche à son activité l'emploi le plus rémunérateur parce qu'il est le plus utile. Par ce mécanisme des prix, s'opère donc une judicieuse répartition des hommes entre les tâches ; et la concurrence aidant, tous ces individus libres satisfont au mieux tous les besoins de la société. La justice, elle aussi, y trouve son compte, puisque chacun précisément reçoit une rémunération directement proportionnelle aux services utiles qu'il a rendus. L'Etat, dans cette théorie, doit se borner à peu près à assurer la paix intérieure et extérieure, et son administration sera en principe d'autant meilleure, qu'elle sera plus réduite et moins gênante pour les individus. Ces idées sont, comme l'on voit, très voisines du libéralisme des fondateurs de la science (1).

Les méthodes employées par les écrivains de l'école orthodoxe sont dans l'ensemble assez abstraites, quoique l'observation y ait sa part ; les procédés d'investigation varient suivant les hommes, et l'observation tient évidemment plus de place chez Leroy-Beaulieu que chez M. Colson, qui reste surtout déductif. Le choix de la méthode est sans doute dans ce groupe, affaire de tempérament personnel ; mais le procédé qui semble dominer chez les orthodoxes est la méthode abstraite, mitigée d'observation (2).

(1) M. Colson, tout en répudiant le libéralisme extrême de Dunoyer, veut limiter très soigneusement la sphère d'action de la puissance publique. « Il faut se méfier par-dessus tout, nous dit-il (Voir *Cours d'économie politique*. Paris, 1915, t. I, p. 169), de la fâcheuse tendance à intervenir, qui se résume dans la détestable formule « Il faut faire quelque chose » si souvent employée et qui a engendré tant de sottises ».

(2) Il faut remarquer toutefois que si M. Colson a exposé avec complaisance les procédés de l'école mathématique, et a fait connaître au grand public l'emploi des graphiques dans la théorie des prix, et quoique étant lui-même mathématicien de formation, il rejette expressément les conceptions de l'école de Lausanne. D'après lui, les réalités économiques ne gagnent rien à être traduites en langage mathématique, au contraire. Voir Colson, *Cours*

Cette école est une de celles qui sont les plus éloignées des conceptions de Comte ; et cela ne doit pas nous surprendre, puisque la critique de Comte était dirigée précisément contre le libéralisme de son temps, qui s'est fidèlement transmis à l'école orthodoxe contemporaine (1).

Parmi les écrivains indépendants, c'est-à-dire affranchis de l'orthodoxie, dont nous venons de parler, se rencontrent beaucoup de professeurs d'économie politique, qui donnent leur enseignement dans les Facultés de droit. On sait qu'en France l'enseignement officiel

d'économie politique, t. I, p. 39 et s. Il est étonnant d'ailleurs de constater que l'économie mathématique n'a eu à proprement parler aucun succès en France, où la méthode économique est demeurée pourtant passablement abstraite. Il y a lieu d'ailleurs de faire une remarque, qui s'applique à beaucoup d'écrivains de toutes écoles : un grand nombre d'économistes annoncent solennellement au début de leurs ouvrages que la méthode de l'économie politique est l'observation des faits, et dans le cours de leurs livres construisent une pure idéologie.

(1) V. Ch. Brouilhet, *Le conflit des doctrines dans l'économie politique contemporaine*. Paris, 1910, p. 28. Il nous dit : « L'école libérale n'a renoncé à rien. Elle enseigne aujourd'hui, comme autrefois, que l'ordre le meilleur est l'ordre spontané, que les forces économiques privées sont les seules admissibles, et que l'Etat leur doit simplement son concours ». Ce groupe d'écrivains, qui comprend des hommes d'un talent incontestable, nous dit M. Schatz (Voir *l'Individualisme économique et social*, déjà cité p. 290), exerce en fait chez nous une sorte de dictature sur la pensée économique. Cette école proclame qu'il y a une orthodoxie, et que ceux qui s'en écartent sont des hérétiques à condamner. En stratégistes habiles, les économistes, investis par le hasard des circonstances, de la lourde tâche de représenter à eux seuls le libéralisme en France, accaparent les sommets, si bien que leur petit nombre fait illusion ». Cette vue de M. Schatz est, sans aucun doute, excessive ; car l'« école orthodoxe », après avoir été à l'apogée de sa puissance sous le second empire, a, depuis lors, perdu beaucoup de terrain ; ces écrivains ont par ailleurs singulièrement atténué leurs idées relatives au libre-échange, à l'abstention de l'Etat et à la valeur universelle de leurs conceptions. Aujourd'hui, ce groupe se borne à occuper, à « tenir », comme on dit en langage militaire, les positions de l'Académie des Sciences Morales et Politiques.

de l'économie politique a été organisé en 1878, et qu'il est donné depuis lors dans les écoles de droit. Un des plus notoires de ces auteurs est M. Cauwés, bien connu pour sa conception d'une économie nationale ; c'est dire qu'il est partisan d'une intervention de l'Etat et d'un régime douanier protecteur. Il est donc en opposition très nette avec les vues de l'école orthodoxe. Bien évidemment des tendances très diverses se rencontrent chez les professeurs français d'économie politique ; mais l'on peut dire sans doute que le plus grand nombre d'entre eux, sans répudier complètement la conception de l'individualisme économique, approuve l'intervention de l'Etat pour régulariser le cours des phénomènes sociaux. Presque tous admettent en particulier la réglementation du travail et la plupart des lois qui en découlent.

Remarquons toutefois, en ce qui concerne les méthodes de la science, que l'étude du droit, telle qu'elle existe en France, est une assez singulière préparation à l'étude des phénomènes économiques ; pendant un temps, les économistes français dont nous parlons, ont été, dans une mesure, réfractaires au relativisme historique et à l'emploi étendu de la méthode d'observation, sans doute à cause de leur formation juridique. Bien évidemment, il y a des rapports étroits entre les institutions juridiques et les phénomènes économiques, et il peut être assez logique en principe de réunir ces deux ordres d'études ; sans doute un juriste pourrait-il être, et devrait-il être un sociologue pénétré du caractère changeant des institutions juridiques ; mais en réalité il n'en va pas ainsi. Dans l'enseignement du droit tel qu'il existe chez nous, et tel que l'a confirmé la tradition, si l'histoire des institutions tient une certaine place, la sociologie, par contre, n'en a aucune et l'exégèse devient l'opération prépondérante. Cette habitude du raisonnement juridique d'une part, porte aisé-

ment l'esprit vers le dogmatisme ; et, de l'autre, le rend réfractaire à la perception du relativisme de l'histoire (1). Aussi les premières générations de professeurs français d'économie politique, recrutés parmi les purs juristes, n'avaient-elles pas toutes les qualités requises pour observer les phénomènes économiques. Hâtons-nous de dire d'ailleurs, que de nos jours cet état de choses s'est modifié, et que les jeunes générations d'économistes, surtout depuis qu'il y a une agrégation spéciale pour l'économie politique, se sont affranchies de cette formation juridique dont nous venons de parler, et que l'esprit positif tend à s'imposer de plus en plus à tous ceux qui enseignent l'économie politique en France. L'universalisme et l'absolutisme dans notre pays sont en train de disparaître de la spéculation économique.

Ce qui caractérise du point de vue particulier de la méthode la position des professeurs français d'économie politique, c'est leur éclectisme ou plus exactement leur indifférence. Ainsi chez nous, ni la méthode mathématique, ni la méthode sociologique, qui sont les deux extrêmes, n'ont eu parmi les professionnels de l'économie politique un très grand succès ; presque tous les écrivains dont nous parlons, varient leurs procédés suivant les circonstances ; en général ils construisent déductivement les plus grandes lignes de leur économie politique et ont recours à l'observation pour la vérification et l'étude des détails. Plusieurs d'entre eux déclarent d'ailleurs expressément qu'il n'y a pas de conflit de méthodes en économie politique. Les procédés logiques dans les sciences varient suivant l'âge des sciences ; au début, il convient le plus souvent pour

(1) Nous pensons que le raisonnement juridique peut revêtir deux aspects, suivant que l'esprit étudie la naissance et la systématisation du droit, ou qu'il cherche à interpréter ou appliquer un texte législatif. Dans ce dernier cas le raisonnement type est un syllogisme, dont l'article de loi constitue la majeure.

l'élaboration première de partir des faits concrets, mais dans sa période finale, la science définitivement constituée est enseignée avantageusement en partant des principes. Il est donc assez vain, d'après cette opinion, de se quereller pour une question de méthode ; l'un et l'autre procédé, le déductif et l'inductif ont apporté leur contribution à la constitution de la science ; que chaque auteur donc, selon son goût, et sa tournure d'esprit, observe ou déduise, il pourra de toute façon collaborer utilement à l'œuvre scientifique. En résumé, l'on peut dire que l'enseignement officiel français de l'économie politique fait une place à la théorie abstraite, et une place aux faits, et cela sans vues méthodologiques bien nettes. Le livre de M. Truchy, d'ailleurs fort intéressant à tous points de vue, peut être considéré comme l'expression de cette tendance (1).

Quelques écrivains de ce groupe se sont toutefois ralliés à une méthode positive d'observation, et se sont adonnés avec succès, selon le vœu de l'école sociologique, à l'examen et à la comparaison fructueuse des statistiques ; tels par exemple : MM. Aftalion et Rist, pour ne citer qu'eux.

Nous n'avons voulu signaler, dans ces quelques pages, que les courants d'idées les plus importants du point de vue principal de la méthode ; il y aurait encore beaucoup à dire de l'esprit et des tendances, qui, dans notre pays, animent l'école socialiste, l'école réformiste, le christianisme social, etc... ; mais cela risquerait de nous entraîner trop loin de notre sujet.

J.-K. Ingram (2) a certainement tort, quand il veut

(1) Voir aussi H. Truchy dans le livre collectif consacré aux *Méthodes juridiques*. Paris, 1911.

(2) V. *Esquisse d'une histoire de l'économie politique*, traduction française. Paris, 1907, p. 248.

rendre compte de la résistance des économistes français à la conception du relativisme historique, et qu'il écrit « que le Français de nos jours est d'ordinaire enclin à se demander si quelque chose de bon peut venir d'Allemagne ». Ce n'est pas pour résister aux suggestions de l'école historique allemande, non plus qu'à celle de la philosophie positiviste, que l'économie politique libérale en France s'est montrée rebelle aux conceptions relativistes ; la vérité est autre. Si des économistes français, considérés comme les représentants les plus autorisés de la science, ont pendant longtemps abusé de la méthode abstraite, défendu le libéralisme intégral, et attribué une valeur universelle aux lois économiques, c'est uniquement pour rester fidèles aux vues des premiers fondateurs de la science. Défenseurs de l'orthodoxie économique, ces auteurs les plus officiels, ont voulu pendant longtemps suivre les voies tracées, et ils ont été d'autant plus fermes dans leurs vues que les attaques de leurs adversaires étaient plus vives : ainsi s'explique l'intransigeance qui a caractérisé si fortement et qui caractérise encore notre économie politique « libérale » et « orthodoxe ».

2.

Pour préciser ce que l'économie politique a emprunté à la philosophie positive, et déterminer ce qu'elle lui doit actuellement il nous faut revenir sur chacune des principales idées d'Auguste Comte, que nous avons exposées dans ce livre, et indiquer comment elles ont pu contribuer au progrès de la science économique.

Parlons tout d'abord de la conception relativiste des lois de la société. Nous avons vu qu'Auguste Comte reprochait aux économistes de raisonner dans l'absolu, et d'accorder une valeur universelle à leurs construc-

tions scientifiques. Beaucoup d'écrivains en effet, qui usaient de la méthode abstraite, et construisaient, à la façon de Ricardo, une économie politique, par la seule confrontation des concepts, avaient une tendance à voir leurs conclusions aussi universellement valables que la raison pure qui les avait engendrées.

Contre cette économie politique, métaphysique, abstraite et déductive, Auguste Comte a fait entendre une légitime protestation. Il a montré que la société était soumise à la loi du progrès, et qu'elle était en perpétuelle transformation. Auguste Comte a fait prévaloir le point de vue dynamique sur le point de vue statique.

Ces conceptions, au cours du siècle dernier, ont triomphé en de nombreux domaines, et jeté un jour nouveau, comme l'on sait, sur beaucoup de nos connaissances; les sciences du droit et des religions ont été en particulier renouvelées grâce aux conceptions du relativisme historique.

Malgré un sens de l'observation qui n'est pas niable, un écrivain du mérite d'Adam Smith raisonnait autant d'après ce qu'il voyait de la société anglaise du XVIII^e siècle, que d'après les données que lui fournissait l'histoire sur les autres types de société. Que l'auteur l'ait senti ou non, la *Richesse des Nations* se montre à nous autant comme la représentation de l'organisation économique de l'Angleterre, lors de la naissance de la grande industrie, que comme la description d'un état économique élaboré d'après toutes les données que l'histoire des peuples nous a transmises. Observation et élaboration conceptuelle nous paraissent avoir chez Adam Smith joué un rôle égal dans ses constructions économiques. Les successeurs, et Ricardo en première ligne, ont pris dans la méthode du maître ce qu'il y avait d'abstrait, en supprimant presque complètement histoire et observation; de l'économie poli-

tique ils ont tendu de la sorte à faire une pure idéologie. C'est ce qui nous explique que la science économique soit pendant un si long temps demeurée abstraite, absolue et universelle.

Il faut convenir qu'aujourd'hui la situation de l'économie politique a bien changé, et que le relativisme historique a dans une large mesure conquis les auteurs contemporains. Ce progrès est dû à l'influence d'Auguste Comte combinée avec celle de l'école historique allemande. Sans doute, il y a encore des écrivains qui conçoivent une économie politique universellement valable, qui construisent une science économique dont les plus grandes lignes du moins, sont, en tant que production, échange, répartition et consommation, réputées convenir aussi bien à la société française moderne qu'à l'ancien empire romain par exemple. Ces écrivains admettent qu'il y a quelque chose d'assez permanent dans l'homme et dans la société, pour qu'entre la France d'aujourd'hui et la Rome d'autrefois, il y ait, en matière économique, des identités, profondes et fondamentales. Cependant, pour continuer notre exemple, en opposition avec la France contemporaine, la Rome antique était une société où les services publics étaient réduits, où la production était assurée, partie par la main-d'œuvre servile, partie par le petit artisanat, et dont l'organisation commerciale et financière, en comparaison de la nôtre, était rudimentaire; de plus, les idées morales de l'antiquité payenne étaient bien éloignées des nôtres. Qu'il y ait entre ces deux sociétés si différentes des ressemblances économiques, soit; que le régime des prix puisse s'y établir de façon assez analogue, nous le voulons bien; mais c'est à l'observation, c'est à l'induction, c'est aux faits, de nous l'indiquer. Le supposer *a priori* au nom de la psychologie, non pas même sociale mais individuelle, c'est faire une conjecture aventureuse.

Comment la conception du relativisme des sociétés ne s'impose-t-elle pas à tous les hommes qui s'occupent d'économie politique? Comment y a-t-il encore des écrivains assez dédaigneux des faits et de l'histoire pour rêver d'une économie politique universelle et absolue? Tout simplement par suite de l'attrait qu'exerce sur certains esprits la logique abstraite et le jeu brillant des idées pures. C'est ce qui explique qu'il existe une économie politique conceptuelle, et c'est ce qui fait comprendre la nature du mouvement d'idées qu'on désigne sous le nom d'« économie pure ».

Dans le dernier quart du xix^e siècle, et depuis le commencement du xx^e, malgré les progrès des conceptions relativistes et historiques dont nous venons de parler, il s'est produit dans l'économie politique un retour vers les méthodes abstraites du début et les procédés de raisonnement exclusivement logiques et déductifs (1). Dans cet ordre d'idées, il faut signaler tout d'abord le développement des procédés mathématiques pour l'étude et pour l'exposé des problèmes économiques. De son temps, les livres de Cournot n'eurent guère de succès; mais depuis, à la suite des publications de Walras et de Jevons, les procédés mathématiques se sont répandus — surtout à l'étranger — chez une foule d'écrivains. Représenter par des courbes, des quantités variables, qu'a révélées l'observation, est un moyen commode, dont personne ne me conteste la légitimité; mais réduire en formules les problèmes économiques — ainsi que l'avait pensé Auguste Comte — c'est leur donner une rigueur, une invariabilité, une rigidité qui ne se trouvent pas dans les faits. Cependant, pour être juste, il faut reconnaître que les économistes mathématiciens, faisant intervenir la notion de fonction, ont pu exprimer les relations de mutuelle

(1) Voir Gide et Rist, ouvrage déjà cité, p. 610 et s.

dépendance avec plus de netteté que tous les autres ; mais ils nous ont de la sorte entraînés dans un monde rationnel très éloigné du monde réel. Le recours au procédé mathématique révèle en général, chez l'écrivain qui en fait usage, une tournure d'esprit opposée à la méthode d'observation qui est, comme Auguste Comte l'a si bien exposé, la seule méthode légitime de la science sociale (1).

Par ailleurs, il s'est produit avec l'école psychologique autrichienne de Karl Menger et de Boehm-Bawerk (2), une sorte de retour aux conceptions de l'école classique, qui déduisait toute l'économie politique des données de la psychologie. Ce groupe admet qu'un des principes les plus évidents de la nature humaine est le principe hédonistique, en vertu duquel l'homme recherche le plaisir et fuit la douleur. L'*homo œconomicus* abstrait et schématique est donc à nouveau redevenu le point de départ de la spéculation économique. Les écrivains de cette école nouvelle se sont donné pour tâche de régénérer les conceptions de l'économie politique classique par une étude plus serrée et plus scientifiquement psychologique de la nature humaine ; et il faut avouer qu'ils nous ont donné de fort intéressantes analyses de la notion de valeur. Cette conception de l'économie politique psychologique, qui

(1) Parmi les contemporains, qui appartiennent à l'école mathématique, qu'on nomme souvent « Ecole de Lausanne », il faut citer surtout V. Pareto ; voir son *Manuel d'économie politique* (traduction française, Paris, 1909). Marshall a fait lui aussi un large emploi des mathématiques, mais sans renoncer à l'observation. Voir ses *Principes d'économie politique* (traduction française, Paris, 1907). Sur l'école mathématique, voir dans l'*Année sociologique*, 1906-1909, un article de M. Simiand qui donne une analyse simultanée des livres de Jevons, Pareto et Marshall.

(2) Voir le livre bien connu de Boehm-Bawerk, *Kapital und Kapitalismus*, 1884-1889 (traduction française en deux volumes 1902-1903). Les autres ouvrages des auteurs de ce groupe, n'ont pas — croyons-nous — été traduits en français.

chez certains auteurs fusionne, avec la théorie de l'économie mathématique s'est tout particulièrement répandue aux Etats-Unis, où une foule d'écrivains de talent se complaisent aux analyses les plus subtiles, relatives à l'« utilité marginale ».

Toute cette littérature, assez attrayante à lire d'ailleurs, nous donne l'impression de nous conduire dans un monde économique tout à fait irréel. Certains écrivains, qui cultivent cette méthode purement logique et abstraite, semblent considérer leur effort autant comme un jeu brillant des idées, que comme une construction correspondant à la réalité. C'est du moins l'impression que donne la lecture du livre de V. Pareto ou celle des *Principes d'économie pure* de Pantaléoni. Ce dernier écrivain considère en effet qu'on pourrait aussi bien déduire une économie politique d'un principe altruiste, que d'un principe égoïste, en remplaçant partout le signe $+$ par le signe $-$; on rivaliserait de générosité au lieu de rivaliser de cupidité; mais à part cela, il n'y aurait rien de changé (1). A titre de curiosité, ajoutons encore, que certains auteurs comme M. Rueff nous parlent d'économies politiques non euclidiennes! De telles constructions sont légitimes, mais à la condition bien évidente de n'y voir qu'un jeu de la pensée.

Malgré le retour offensif de l'esprit mathématique et déductif, qui exercera toujours sa séduction sur certains hommes, l'on peut dire que dans l'ensemble, la littérature économique contemporaine évite les consi-

(1) M. Pantaléoni souligne lui-même le caractère hypothétique de ses constructions logiques. Son livre débute en effet ainsi : 1^{re} partie, Chapitre I : « La scienza economica consiste nelle leggi della ricchezza sistematicamente dedotte dalla ipotesi che gli uomini siano mossi ad agire esclusivamente dal desiderio di conseguire la maggiore possibile soddisfazione dei loro bisogni, mediante il minore possibile sacrificio individuale; questa ipotesi acconciamente chiamasi la premessa edonistica dell' economia ». Voir ses *Principii di economia pura*.

dérations absolues et universelles, qu'elle borne le plus souvent sa prétention à l'étude d'une civilisation et d'une société données, et que selon le vœu d'Auguste Comte, elle considère les phénomènes.

On peut remarquer qu'en même temps l'économie politique tend de plus en plus à devenir une science séparée de toute considération pratique et de tout jugement de valeur, pour être une simple explication des phénomènes de richesse. Sans doute trop de livres encore, apprécient les événements suivant les vues personnelles de leurs auteurs, mais il y a dans ce domaine un progrès certain (1).

3.

Ce qui avait le plus irrité Auguste Comte contre les économistes de son temps, était leur indifférence hautaine pour la misère des ouvriers, indifférence accompagnée d'une belle sérénité à l'égard des désordres évidents qui accompagnaient la naissance et le déve-

(1) C'est là une question sur laquelle il y aurait beaucoup à écrire; mais dans laquelle nous ne voulons pas entrer, car Auguste Comte, comme nous l'avons vu, en ce qui concerne la science économique, n'a parlé que d'une façon accessoire de la séparation de la science de ses applications. Avant d'en finir avec les méthodes abstraites, il faut répéter qu'il y aura toujours des esprits qui ne voudront jamais être réalistes. H. Waenting (Voir *A. Comte und seine Bedeutung für die Entwicklung der sozialen Wissenschaft*. Leipzig, 1894, p. 180 et s.) cite cette phrase de Cherbuliez, l'auteur du *Précis de la Science économique*, publié en 1862 : « Les lumières de la Science peuvent éclairer la vie, mais c'est à condition de planer au-dessus et de ne jamais descendre au niveau de la réalité dont les ombres mouvantes couperaient et intercepteraient de mille manières les rayons lumineux de la Science. La valeur d'une théorie est entièrement logique; c'est un produit de raisonnement pur, qui ne peut être jugé que d'après le raisonnement. Attaquer une théorie en alléguant des faits que l'on puise dans la vie réelle, et qui paraissent contraires à cette théorie, c'est frapper l'air avec un bâton ».

loppement de la grande industrie. La science économique qui était à ce moment uniformément individualiste, proclamait pour l'Etat la nécessité de s'abstenir de toute intervention, et déclarait que les troubles n'étaient que passagers, et qu'après des oscillations plus ou moins étendues, tout reviendrait finalement à la position d'équilibre, car il y avait au sein de la société une harmonie fondamentale. Auguste Comte avait vu tout ce que cette doctrine contenait de cruel pour l'individu, pour le travailleur abandonné à lui-même dans le tourbillon des affaires, dans toutes les luttes de la concurrence, et laissé à la merci du chômage et de la famine. Il voulait « intégrer » l'ouvrier à la société.

L'on peut dire que si les remèdes proposés par Auguste Comte n'ont eu qu'un succès d'estime auprès de quelques disciples, sa critique de l'ordre économique spontané a, par contre, porté ses fruits. Sans doute, bien d'autres voix que celle du philosophe positiviste se sont élevées contre le laisser-faire intégral des premiers économistes ; mais Comte du moins a porté les premiers coups à une doctrine dont les partisans sont aujourd'hui de moins en moins nombreux. Le cours des événements du xix^e siècle s'est en effet chargé d'apporter une justification supplémentaire aux inquiétudes d'Auguste Comte ; la concentration des affaires, l'« intégration » comme disent les économistes, la formation des grands trusts, ont montré avec plus de netteté encore qu'auparavant, que souvent le régime de la concurrence, abandonné à lui-même, aboutissait à l'oppression du consommateur et à toutes sortes d'injustices.

Aussi, de nos jours, la plupart des économistes, même ceux qui se réclament en principe du libéralisme, admettent-ils, qu'il y a lieu de régulariser le cours parfois désordonné des événements économiques,

et qu'il y a place pour une sage intervention du législateur. Ces écrivains en arrivent donc aux mêmes conclusions qu'Auguste Comte, sans d'ailleurs avoir pour cela subi son influence. Tel est le cas par exemple des individualistes modérés, des réformistes, des catholiques sociaux, etc. ; la plupart de ces auteurs, sans s'inspirer de Comte, se trouvent d'accord avec lui. L'intervention mesurée de l'Etat, dans le cours des phénomènes économiques, est, croyons-nous, le fonds commun des idées économiques dominantes en France en ce moment. De là est née toute la législation ouvrière du XIX^e siècle. Des lois ont été votées pour régler le travail des enfants et des femmes, pour préciser la durée du travail des hommes, organiser le repos hebdomadaire. La loi de 1898 sur les accidents du travail assure aux ouvriers la possibilité de vivre d'une rente faite par l'employeur, au cas d'invalidité. C'est là d'ailleurs un ordre de faits qu'il nous suffit de signaler. Il en résulte non pas que l'ouvrier a été « intégré » dans la société, comme disait Auguste Comte, mais du moins que sa situation est plus stable qu'il y a cent ans.

Les promoteurs de ces lois avaient la pensée d'apporter un palliatif à l'insuffisance de l'ordre économique spontané, ordre pour lequel les premiers économistes avaient la plus entière admiration. Nous sommes ici bien loin de là « concurrence absolue » de Dunoyer et de l'optimisme de Bastiat. Sans d'ailleurs se préoccuper de la question de la portée et des limites de l'art social, la grande majorité des économistes, à part quelques intransigeants de l'école orthodoxe, admet sur le terrain des applications, la nécessité d'« améliorer » le cours naturel des phénomènes économiques.

4.

Il est par contre un désir d'Auguste Comte, désir fort légitime en principe qui n'a pas réussi à triompher. Auguste Comte voulait substituer complètement à l'économie politique, étude séparée des phénomènes de richesse, une science sociale générale. Il faut bien reconnaître que toutes les tentatives, faites dans ce sens, n'ont pas permis à la sociologie générale de supprimer et de remplacer la science des richesses.

Sans aucun doute, Auguste Comte avait raison de souhaiter la constitution d'une science sociale générale. Il y a dans la société une interdépendance certaine de tous les phénomènes que l'on ne peut séparer impunément les uns des autres; c'est ce que le philosophe exprimait fortement en disant qu'il y a *consensus*. L'homme n'est pas seulement un être économique, il est encore religieux, artiste, altruiste; et ce n'est qu'au prix d'un artifice que l'on peut considérer à part un seul des aspects de la nature humaine. Que l'on soit organiciste ou non, la complexité des phénomènes sociaux d'une part; et, de l'autre, leur action mutuelle sont des observations de fait qui s'imposent à tous. Ne considérer que l'homme producteur de richesse, c'est mutiler le réel et se condamner à une connaissance incomplète. Qui ne voit en effet que le moindre phénomène économique est influencé par une foule de causes d'un autre ordre? Veut-on un exemple? Il est facile d'en prendre un au hasard. Il y a quelques années, les Etats-Unis d'Amérique ont prohibé, comme l'on sait, la consommation des vins et de l'alcool, et interdit l'introduction de ces marchandises sur leur territoire. Il en résulta pour le commerce français des vins, un préjudice considérable; car les Américains étaient de grands acheteurs de vins de Bordeaux et de Champa-

gne. Or la raison qui a fait triompher le régime sec aux Etats-Unis est sans aucun doute complexe ; mais le puritanisme américain en est certainement l'élément principal. Nous voyons donc ainsi la prospérité d'une région viticole française menacée par un phénomène religieux qui se produit à l'autre bout du monde. Il serait facile de multiplier les exemples.

Pour avoir une connaissance économique parfaite, nul doute qu'il ne faille en principe souhaiter une science qui embrasse dans toute leur complexité les phénomènes sociaux ; sans quoi notre connaissance est faussée. La position de Comte est inattaquable (1).

Cette science sociale si désirable, est-elle réalisable ? Il faut reconnaître que Comte n'a pas réussi à la constituer. Sans doute le philosophe a indiqué quelles devaient être les voies et les méthodes de la sociologie, et il a esquissé une science sociale générale, dont le point central est la loi des trois états. Quelque intéressant que soit son effort, il faut constater que Comte n'est guère sorti de généralités assez vagues. Comme le dit Marshall (2) : « L'ensemble des actions de

(1) Il y a lieu cependant de faire une remarque, et d'indiquer suivant les vues de la sociologie contemporaine, qu'à mesure que la société est plus élevée, les phénomènes économiques ont une tendance à devenir plus indépendants des autres phénomènes sociaux. Il en est de la sociologie comme de la biologie, où les animaux supérieurs voient leurs fonctions viscérales, leurs fonctions d'entretien matériel, de plus en plus indépendantes du cerveau, et soumises à la seule domination du nerf sympathique. Sans doute, dans les sociétés supérieures, les phénomènes économiques tendent-ils à s'affranchir des considérations éthiques et religieuses, pour devenir « amoraux » ? Néanmoins, pour avoir en principe le droit d'étudier à part les faits économiques, la sociologie doit-elle commencer par admettre l'interdépendance des faits sociaux, et préciser ensuite dans quelles sociétés l'indépendance est suffisante pour justifier d'emblée une étude isolée des phénomènes de richesse.

(2) Voir *Principes d'économie politique*, traduction française. Paris, 1907, t. I, p. 95.

l'homme vivant en société est trop étendu et trop divers, pour pouvoir être analysé et expliqué par un seul effort intellectuel. Comte lui-même et Herbert Spencer ont mis au service de cette tâche une science qui n'a pas été surpassée et un grand génie ; ils ont fait époque dans la pensée par leurs larges aperçus et leurs idées suggestives, mais il est difficile d'affirmer qu'ils aient même pu jeter les bases d'une science sociale unifiée ». Exprimer par une loi unique la totalité des événements humains est peut-être une tâche au-dessus de nos forces. Auguste Comte a représenté l'ensemble des phénomènes sociaux comme obéissant à la loi du développement intellectuel de l'homme, et comme se modifiant en même temps que l'interprétation humaine des phénomènes de la nature. A l'inverse de cet intellectualisme historique, Karl Marx, dont l'œuvre a les aspects d'une sociologie générale, a voulu expliquer la totalité des phénomènes sociaux, et rendre compte de leurs transformations par l'état économique, par la production matérielle des richesses, phénomènes qui pour lui conditionnent tous les autres. Spencer a vu dans la loi d'évolution la clef de tous les événements sociaux. Toutes ces tentatives de synthèse, tous ces essais se sont, jusqu'à présent, heurtés à une grande difficulté ; ils ne rendent compte que d'une faible partie des faits sociaux, ou s'en tiennent à des vues philosophiques générales et extrêmement vagues.

Aussi, après avoir cherché ses voies, l'école sociologique française contemporaine, héritière cependant de beaucoup des traditions de la philosophie positive, admet-elle, au lieu de la science sociale unique rêvée par Comte, un ensemble de sciences sociales séparées qui étudient des réalités concrètes et précises et en recherchent les lois. Ces sciences sociales forment un « système », et par là, ne se trouvent pas à l'état d'isolement. La sociologie générale se présente donc comme

la synthèse, comme le couronnement de ces disciplines particulières. Tel est le programme extrêmement sage suivi par l'*Année sociologique*. Est-ce à dire que jamais ne naîtra et ne se développera pleinement une sociologie générale — nous voulons dire une science sociale intégrale, embrassant vraiment la totalité des phénomènes sociaux — qui ne soit pas une simple « philosophie » ? L'avenir seul le dira. La sociologie en somme est une jeune science, qui peut être appelée à des développements imprévus ; et la constitution d'une science unique, englobant l'ensemble des événements humains, pour difficile, pour impossible que soit ce problème, reste malgré tout le désir avoué ou non de tous les vrais amants de la science sociale.

Il en résulte que l'étude des phénomènes économiques, malgré la condamnation prononcée par Comte, apparaît aujourd'hui comme une étude parfaitement légitime. Ne pouvant saisir — actuellement tout au moins — la totalité des états sociaux donnés, l'esprit se bornera par la force des choses, à en étudier certains aspects, parmi lesquels l'aspect économique. La spécialisation forcée, qui provient de cet état de choses n'est pas d'ailleurs sans présenter quelques avantages compensatoires. En se consacrant plus spécialement à la sociologie économique, ou à la sociologie religieuse par exemple, un homme possédera plus complètement son sujet que s'il examine l'ensemble des phénomènes sociaux ; avec les progrès de la science et l'accumulation des connaissances dans tous les domaines, la spécialisation devient souvent une nécessité.

L'économie politique, découpage forcé d'une réalité indivisible, ne nous donnera-t-elle donc, comme le pensait Comte, qu'une science imparfaite ? Sans nul doute, Auguste Comte avait bien vu la faiblesse de toute science sociale séparée ; mais il y a un moyen de remédier dans une certaine mesure à cet état de chose :

c'est de faire profiter chaque science des acquisitions la science sociale voisine, chaque fois qu'il en est besoin ; et dans cet ordre d'idées, de grands progrès sont encore à réaliser.

Pour que l'économie politique puisse tenir compte des influences religieuses, juridiques, artistiques, il y a lieu de préciser tout d'abord les relations principales que soutiennent les phénomènes économiques avec tous les autres phénomènes sociaux. M. R. Maunier, dans un excellent petit livre (1), a esquissé tout un programme de travail et indiqué les relations de l'économie politique avec la morphologie sociale, le droit, les mœurs, la linguistique, l'art et la religion. C'est la seule façon de faire sortir l'économie politique de la situation isolée qu'elle occupe encore trop souvent aujourd'hui. C'est le seul moyen de tempérer la « mutilation » des phénomènes sociaux et de donner satisfaction au vœu légitime d'Auguste Comte.

5.

Cette économie politique séparée pratique-t-elle du moins la méthode d'observation admise par Auguste Comte, ou reste-t-elle déductive ? Voyons dans quelle mesure les économistes suivent ici les inspirations de la philosophie positive.

Durkheim a écrit sur la méthode de la science sociale des pages célèbres et qui paraissent définitives ; mais les *Règles de la Méthode sociologique*, malgré toute l'originalité que l'auteur a su y mettre, ne sont qu'un perfectionnement des méthodes positives. Auguste Comte avait exposé que l'observation historique devait être le fondement de nos connaissances en matière

(1) *L'Economie politique et la sociologie*. Paris, 1910.

sociale ; et Durkheim, avec l'autorité que l'on sait, a montré que la condition essentielle de la constitution d'une sociologie scientifique était de considérer les faits sociaux comme des choses et de les traiter comme des réalités extérieures qui s'imposent à nous (1).

Conformément aux vues de Comte l'économie politique doit donc répudier la méthode déductive qui fut pourtant par Mill et par Cairnes considérée comme la seule possible pour l'étude des faits économiques (2).

Il faut dire tout de suite que l'économie politique est bien éloignée de l'emploi exclusif de la méthode d'observation. La déduction partant du principe de l'intérêt personnel, a été comme nous avons vu, la méthode la plus employée depuis la constitution de la science économique. Sans doute, beaucoup d'écrivains déductifs ont tempéré la rigueur de leur raisonnement par un recours aux faits et le contrôle de l'histoire ; c'est, suivant les hommes, une question de degré ; mais nous croyons pouvoir dire que, même encore aujourd'hui, le procédé déductif est resté la méthode dominante du plus grand nombre des économistes. Pour s'en rendre compte, il suffit d'ouvrir les manuels d'économie politique les plus répandus de nos jours ; nous y voyons par exemple que la loi de l'offre et de la demande est établie par des procédés exclusivement logiques.

Malgré les progrès effectués par la science économi-

(1) Sans doute, l'on pourrait discuter sur la question de savoir si les phénomènes économiques sont des « faits sociaux » au sens où l'entendait Durkheim ; on sait que pour Durkheim est fait social : toute manière d'être ou d'agir qui s'impose à l'individu par une sorte de contrainte extérieure produite par la société sur l'homme. Mais personne toutefois, parmi les sociologues, ne conteste que les Règles de la Méthode Sociologique ne se doivent appliquer à l'étude des phénomènes économiques.

(2) Sur la méthode préconisée par Mill voir : *Système de logique*, traduction française, édition 1902, t. II, livre VI, chap. VII, p. 488 et s. ; de Cairnes, voir *Le Caractère et la Méthode logique de l'économie politique*. Traduction française, Paris, 1902.

que, en dépit du réalisme qui s'impose de plus en plus aux écrivains de toutes tendances et de toutes écoles, il faut reconnaître que bien souvent encore l'économie politique n'est pas suffisamment pénétrée des méthodes positives (1).

Sans doute, les vues de l'école sociologique gagnent du terrain, et finiront, pensons-nous, par triompher pleinement ; mais beaucoup de chemin reste encore à parcourir. Les écrivains, qui traitent l'économie politique d'une façon déductive, ne le font guère, le plus souvent, parce qu'ils ont été pénétrés de la valeur des arguments logiques d'un Mill ou d'un Cairnes, mais bien plutôt parce qu'ils suivent la tradition dominante qui remonte aux origines de la science. Peut-être aussi, y a-t-il une certaine difficulté pour des hommes qui ne sont pas toujours des philosophes de carrière ou de tempérament, à considérer les faits sociaux comme des « choses » extérieures à l'homme ; l'économie politique, étant donné l'intérêt lié à la possession des biens matériels, est cultivée par un grand nombre d'hommes qui ne sont pas toujours des savants proprement dits, et dont la masse reste réfractaire aux perfectionnements méthodologiques. Parmi les économistes, les uns, comme nous l'avons vu, emploient la

(1) Voici en quels termes M. Yves Guyot s'exprime au sujet des vues méthodologiques d'Auguste Comte. Il s'agit, dans le texte qui suit, de M. Ingram, l'économiste anglais, qui au congrès de 1878, soutenait les théories de Comte. « ... Après avoir reproché à la science économique, de trop user de la méthode déductive, M. Ingram et M. Cliffe Leslie ne sont pas heureux en invoquant l'autorité d'A. Comte ; ils ignorent sans doute que dans la *Politique positive*, Auguste Comte fonde toute sa sociologie sur la méthode déductive. Il a pris le Système de Gall, a assigné à l'homme dix-huit facultés, sans même essayer de vérifier *a posteriori*, cette affirmation... M. Ingram, en se jetant dans le subjectivisme de Comte, pour échapper aux abstractions de Ricardo, a été tout simplement un Gribouille inconscient ». V. Yves Guyot, *La Science économique*. Paris, 1881, p. 11.

méthode déductive, et construisent une économie politique universelle, par amour conscient de l'esprit géométrique ; mais le plus grand nombre, croyons-nous, est simplement poussé par la force acquise.

Durkheim a bien souligné le caractère hypothétique de toutes les constructions économiques, qui ne sont pas fondées sur l'observation (1). La fameuse loi de l'offre et de la demande, nous dit-il, n'a jamais été établie inductivement ; aucune comparaison méthodique n'a été instituée pour démontrer que « en fait », c'est suivant cette loi que les choses se passent ; les économistes se sont toujours bornés à nous démontrer logiquement que si les individus comprennent bien leurs intérêts, ils doivent procéder de la sorte. « Mais cette nécessité toute logique, ajoute-t-il, ne ressemble en rien à celles que présentent les vraies lois de la nature. Celles-ci expriment les rapports suivant lesquels les faits s'enchaînent logiquement, non la manière dont il est bon qu'ils s'enchaînent. » M. Simiand (2) a montré tout ce qu'avaient d'incertain et d'arbitraire les déductions les mieux conduites de la science économique, parce que, d'un même principe, point de départ du raisonnement, plusieurs déductions sont possibles et également légitimes. Un acheteur, nous disent les économistes déductifs, suit toujours son intérêt ; soit, mais achètera-t-il un objet non solide à bas prix, ou un objet meilleur mais plus cher ? Un ouvrier voudra-t-il travailler plus pour gagner davantage, ou faire un moindre travail pour un moindre salaire ? La méthode déductive ne permet pas de décider ; seule, l'observation peut nous renseigner.

Auguste Comte, pour l'application de la méthode

(1) Voir *Règles de la méthode sociologique*, 7^e édit., p. 34.

(2) Voir *Les Méthodes positives en économie politique*. Paris, 1912.

d'observation, n'avait pas donné de directives aussi précises que l'école sociologique française contemporaine ; il s'était borné, comme nous avons vu, à exiger l'observation, l'observation historique des faits, à préconiser le procédé des séries sociales et l'étude des cas pathologiques. Il convient donc de considérer comme fidèles à l'inspiration de la méthode positive tous les écrivains qui fondent l'économie politique sur la seule étude des faits et de l'histoire, quels que soient leurs procédés d'observation, si en même temps ils évitent l'absolu. Même sous le bénéfice de cette remarque, il faut reconnaître que l'économie politique, dans son ensemble, est encore loin de se soumettre à la règle essentielle de ne construire que sur les faits. Beaucoup d'écrits économiques, malgré un certain souci d'observation, sont restés déductifs ; par là ils ont beaucoup de mal à s'affranchir de toute prétention à l'universel ; et, d'autre part, conservent un caractère nettement hypothétique. Une partie de la littérature économique contemporaine se condamne ainsi à une connaissance et conjecturale et très approximative.

Cependant, si l'on observe de près les événements et si l'on examine avec attention les écrits économiques de ces dernières années, on en retire de très précieuses et de très encourageantes indications pour l'avenir. Peu à peu les méthodes positives en science sociale gagnent du terrain et l'indice d'un revirement se remarque même dans les pays les plus adonnés à la méthode abstraite.

En France, l'école sociologique a mis en œuvre, avec plein succès, ses vues méthodologiques. Les études de M. Simiand sur le salaire des ouvriers des mines de houille, doivent être considérées comme un modèle du genre (1). Ce philosophe a voulu appliquer à l'écono-

(1) V. F. Simiand, *Le Salaire des ouvriers des Mines de charbon en France*. Paris, 1907 et une foule d'analyses critiques dans l'*Année Sociologique*.

mie politique une méthode semblable à celle des sciences expérimentales ; la méthode des variations concomitantes, rendue possible par l'examen et l'étude des statistiques, lui a fourni un instrument de travail incomparable. Ce n'est pas qu'il bannisse de l'économie politique abstraction et déduction, qui ont leur rôle à jouer ; mais il admet que toute science véritable, pour n'être pas arbitraire et irréaliste, doit partir des faits concrets, des faits tels qu'ils sont donnés, et non de notions tirées de la psychologie individuelle qui laissent de côté tout ce qu'il y a de social dans les données du problème économique. M. F. Simiand s'oppose aussi bien à la méthode déductive courante de l'économie politique, qu'à l'école historique, qui se borne trop souvent à une pure description des faits sociaux donnés, sans chercher à dégager par l'abstraction ce qui s'y cache de général et de permanent.

En Amérique, où règne l'école psychologique déductive, l'amorce d'une réaction se fait sentir (1). Certains écrivains déductifs, comme Clarke par exemple, sentent bien l'insuffisance d'une méthode purement abstraite, qui ne conduit qu'à un monde économique irréel. Clarke, nous dit M. Roche-Agussol (2), considère l'économie pure, consacrée à l'étude des conditions d'équilibre économique comme la base préalable d'études économiques, qui doivent absorber les efforts de plusieurs générations. Mais c'est Thornstein Veblen, qui, aux Etats-Unis, s'est fait, ces temps derniers, le grand défenseur de la méthode d'observation ; il est le propagateur de la méthode « historico-génétique » ; et par là s'oppose au courant principal d'idées, qui existe

(1) Sur l'Amérique voir M. Roche-Agussol, *La Psychologie économique chez les Anglo-Américains*, thèse lettres, Montpellier, 1918 et *Etude bibliographique des sources de la psychologie économique chez les Anglo-Américains*. Montpellier, 1919.

(2) Ouvrage cité, p. 69 en note.

dans son pays (1). Or Veblen est un disciple direct d'Auguste Comte, auquel il a emprunté même l'essentiel de la loi des trois états (2).

Une des conversions les plus curieuses dans cet ordre d'idées est sans doute celle de V. Pareto (3). Cet écrivain, ingénieur de profession, étudia d'abord l'économie politique, en employant la méthode mathématique dans un livre bien connu, qui est remarquablement abstrait et déductif. Pareto, d'ailleurs, semble y apercevoir l'insuffisance de la science ainsi construite. « On peut bien, nous dit-il (4), découvrir ainsi certaines vérités, mais seulement alors que la science en est à ses commencements ; quand elle s'est un peu développée, cette méthode devient absolument vaine ; et il faut, pour acquérir des notions qui se rapprochent toujours davantage des faits, étudier ceux-ci directement et non plus en les regardant à travers certaines notions *a priori*... ». Aussi, dans son *Traité de Sociologie*, dont l'édition française est de 1917, déclare-t-il vouloir étudier les faits sociaux par la seule méthode d'observation ; en essayant de les classer d'abord et de découvrir ensuite leurs uniformités (5).

(1) Sur T. Veblen, voir W. Jaffé, *Les théories économiques et sociales de T. Veblen*. Paris, 1924.

(2) V. Jaffé, ouvrage cité, p. 35. Il est difficile pour un Français de connaître bien exactement les tendances très récentes de l'économie politique aux Etats-Unis. En effet les bibliothèques de Paris, par suite des circonstances économiques sans doute, ne contiennent malheureusement qu'un nombre extrêmement limité d'ouvrages économiques américains récents.

(3) de Pareto, voir *Manuel d'économie politique*, traduction française. Paris, 1909 et *Traité de Sociologie générale*, traduction française. Paris, 1917. Sur Pareto, voir Bousquet ; V. Pareto, *le développement et la signification historique de son œuvre*, *Revue d'Histoire des doctrines économiques et sociales*, 1924, p. 225 et s., 399 et s.

(4) *Manuel d'économie politique*, p. 14.

(5) Voir *Traité de Sociologie*, traduction française, 1917, p. 63, n° 144.

En Autriche, qui est la patrie de la psychologie économique déductive avec K. Menger, Boehm-Bawerk, Sax, etc..., le professeur Von Wieser, après avoir suivi d'abord les voies traditionnelles, s'est récemment rallié à la méthode d'observation sociologique (1). Cet écrivain a senti l'étroitesse de la méthode de l'école autrichienne qui construit sur les données de la seule observation psychologique interne ; et le livre récent de cet auteur s'annonce comme un ouvrage inspiré par le plus pur esprit scientifique, par la plus pure méthode d'observation (2).

Peu à peu, sans aucun doute, les idées chères à Auguste Comte s'imposeront à tous les esprits ; et l'économie politique, de plus en plus, se débarrassera du caractère abstrait déductif et universel qu'elle a trop souvent, pour devenir une science d'observation qui, libérée des partis politiques, sans porter de jugement sur les phénomènes, se contentera d'expliquer la réalité économique. Alors, l'économie politique perdra son caractère hypothétique, elle perdra en même temps l'assurance hautaine qu'elle a trop souvent ; et voyant toute la longueur du chemin à parcourir, elle deviendra modeste comme il convient ; à ce moment, elle

(1) Sur Von Wieser, voir G.-H. Bousquet, *Les nouvelles tendances de l'école autrichienne*, *Revue d'économie politique*, 1924, Nos septembre-octobre, p. 829 et s. ; de Von Wieser, voir *Theorie des gesellschaftlichen Wirtschaft*, un volume de la collection *Grundriss der Sozialökonomik*. Tübingen, 1924.

(2) « Die Aufgabe der Wirtschaftstheorie — nous dit-il, à l'ouvrage cité, p. 8 — besteht darin, den Inhalt der gemeinen wirtschaftlichen Erfahrung wissenschaftlich auszuschöpfen und zu deuten ». L'auteur dit encore p. 9 : « Es sind Erfahrungen über aussere Tatsachen Wie Z. B. über das Dasein der güter, und ihre Ordnungen ; es sind Erfahrungen über innere Tatsachen, Wie Z. B. über die menschliche Bedürftigkeit und ihre Gesetze ; es sind Erfahrungen über den Ursprung und den Ablauf der wirtschaftlichen Handelns der Masse der Menschen ».

aura partout cessé, comme disait Auguste Comte, d'être une science d'avocats, pour devenir une science de vrais savants.

12 janvier 1928.

*Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris,*

FERD. BRUNOT.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,
CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

§ 1. — Œuvres d'Auguste Comte.

Nous n'indiquons que les premières éditions, sans nous occuper des réimpressions qui sont très nombreuses.

- 1^o *Six Opuscules* : publiés de 1819 à 1828, imprimés en 1854, en appendice, dans le tome IV du *Système de politique positive*. — Ces opuscules avaient paru à leur date comme articles de revues.
- 2^o *Cours de Philosophie positive* : 6 volumes. Paris, 1830-1842.
- 3^o *Programme du Cours de Calcul différentiel* : professé par Auguste Comte à l'Ecole Polytechnique en 1836. Paris, s. d., in-4, 175 p. autographié.
- 4^o *Traité élémentaire de géométrie analytique* : Paris, 1843, in-8, 598 p.
- 5^o *Traité philosophique d'Astronomie populaire* : Paris, 1844, in-8, 486 p.
- 6^o *Discours sur l'esprit positif* : Paris, 1844, in-8, 108 p.
- 7^o *Association libre pour l'instruction positive du peuple dans tout l'occident européen* : 1848, in-4, 2 p.
- 8^o *Discours sur l'ensemble du positivisme* : Paris, 1848, in-8, 399 p.
- 9^o *Le fondateur de la société positive à quiconque désire s'y inscrire* : Paris, 1848, in-4, 7 p.
- 10^o *Programme sommaire du cours philosophique sur l'histoire générale de l'humanité* : professé en 1849. Paris, 1849, in-4, 1 p.
- 11^o *Calendrier positiviste* : Paris, 1849, 35 p.
- 12^o *Discours prononcé aux funérailles de Blainville* : le 7 mai 1850. Paris, 1850.
- 13^o *Système de Politique positive ou Traité de Sociologie instituant la religion de l'humanité* : Paris, 1851-1854, 4 vol. in-8.
- 14^o *Bibliothèque du Proletaire au XIX^e siècle* : Paris, 1852, in-8, 5 p.
- 15^o *Catéchisme positiviste* : Paris, 1852, in-12, 388 p.
- 16^o *Appel aux Conservateurs* : Paris, 1856, in-8, 136 p.

- 17° *Synthèse subjective* : Paris, 1856, in-8, 775 p.
 18° *Lettres à Valat* : Paris, 1870, in-8, 350 p.
 19° *Lettres à Stuart Mill* : Paris, 1877, in-8, 462 p.
 20° *Essais de Philosophie mathématique* (publié par Laffite).
 Paris, 1878, in-8, 40 p.
 21° *Testament d'Auguste Comte* : Paris, 1884, in-8.
 22° *Lettres à Edger* : Paris, 1889, in-8, 90 p.
 23° *Lettres à Dix Hutton* : Dublin, 1890, in-16, 143 p.
 24° *Correspondance de Stuart Mill et de Comte* : publiée par
 M. Lévy-Bruhl. Paris, 1899.
 25° *Lettres à divers* : 3 volumes in-8. Paris, 1902-1904-1905.
 26° *Correspondance inédite d'Auguste Comte* : 4 volumes in-8.
 Paris, 1903-1904.
 27° *Six lettres à Roméo Pouzin* : Paris, 1914.
 28° *Fragments divers* : publiés par *La Revue Occidentale*. A la
 rubrique : « Matériaux pour servir à la biographie d'Auguste
 Comte », cette revue publie des lettres, des petits textes et des
 fragments de manuscrits. Il nous est impossible d'en donner la
 nomenclature, car ces fragments — qui n'ont pas toujours un
 titre — n'ont pas tous non plus date certaine, et ne sont quel-
 quefois que des brouillons ou des rédactions non définitives.
 Voir la Collection de la *Revue Occidentale* et spécialement
 l'année 1882 et 1883. Citons toutefois un article de jeunesse de
 Comte, non reproduit dans les *Opuscules* et qui parut dans le
Censeur européen du 17 juillet 1819 : « Examen du livre de
 J. Cordier » sur la navigation intérieure et particulièrement sur
 celle de l'Angleterre et de la France, où Comte parle assez
 longuement de la science économique.

Nos citations du *Cours de philosophie positive* se réfèrent à
 l'édition de 1892-1894, celles du *Système de politique* à l'édition
 de 1912. Celle des *Opuscules* à l'édition de 1883.

§ 2. — Ouvrages relatifs à Auguste Comte et à la philosophie positive.

Nous n'indiquons ici, parmi les livres que nous avons lus que
 ceux qui nous ont paru importants ou qui nous ont semblé pré-
 senter un intérêt spécial relatif au sujet que nous traitons. Les
 ouvrages, qui ne concernent qu'un point particulier sont seule-
 ment cités en notes en bas des pages.

AGUANNO (Giuseppe d'). — *La morale e il diritto nel sistema filo-
 sofico di A. Comte*. Palerme, 1896.

ALENGRY. — *Essai historique et critique sur la sociologie chez
 Auguste Comte*. Paris, 1900.

- ALEX (P.). — *Du droit et du positivisme*. Paris, 1876.
- ANONYME. — *Positivism, its nature and influence as a philosophy a polity and a religion*. *North British Review*, septembre 1868.
- AUDIFFRENT (G.). — *Des maladies du cerveau et de l'innervation d'après Auguste Comte*. Paris, 1874.
- AUDIFFRENT (G.). — *Du cerveau et de l'innervation d'après Auguste Comte*. Paris, 1869.
- AUDIFFRENT (G.). — *Le positivisme et la science contemporaine*. Paris, 1896.
- BAUMANN (A.). — *L'efficacité pratique de la religion d'Auguste Comte*. La Chapelle-Montligeon, 1902.
- BERTRAND (J.). — *Souvenirs académiques*. *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} décembre 1896.
- BLIGNIÈRES (P.-C.). — *Exposition abrégée et populaire de la philosophie et de la religion positives*. Paris, 1857.
- BOYER DE SAINTE-SUZANNE (DE). — *Essai sur la pensée religieuse d'Auguste Comte*. Paris, 1923.
- BRIDGES (J.-H.). — *De l'unité de la vie et de la doctrine d'Auguste Comte*, traduction française. Paris, 1867.
- BRÜTT (Max). — *Der Positivismus nach seiner ursprünglichen Fassung*. Hambourg, 1889.
- Bulletin de la Société française de philosophie de 1903. Séance du 27 novembre 1902.
- CAIRD (E.). — *The social philosophy and religion of Comte*. Glasgow, 1885.
- CAIRNES. — *Comte and political economy* dans *Fort-nighly Review*, mai 1870.
- CARO (E.). — *M. Littré et le positivisme*. Paris, 1883.
- CORRA (E.). — *La naissance du génie d'Auguste Comte, sa vie jusqu'en 1819*. *Revue positiviste internationale*, 1^{er} juillet 1919.
- CORRA (E.). — *Appréciation générale du positivisme*. Paris, 1899.
- COTTIN. — *Positivism et anarchie*. Paris, 1908.
- DEHERME (G.). — *Auguste Comte et son œuvre*. Paris, 1909.
- DESSAINT (J.). — *Les conservateurs républicains et leur mission d'après Auguste Comte*. Paris, 1914.
- DUBUISSON. — *Comte et Saint-Simon*. Paris, 1906.
- DUMAS (G.). — *Auguste Comte et les Jésuites*. *Revue de Paris*, 1^{er} octobre 1898.
- DUMAS (G.). — *Quid A. C. de suæ ætatis psychologis senserit*. Paris, 1900.
- DUMAS (G.). — *Psychologie de deux Messies positivistes*. Paris, 1905.
- DUPUY (P.). — *Le Positivism d'Auguste Comte*. Paris, 1911.
- ECOLE POSITIVISTE. — *Le Positivism et l'Economie politique*, brochure, 3^e édition. Paris, 1876.

- FAGUET (E.). — *Auguste Comte, ses idées générales, sa méthode. Revue des Deux-Mondes*, 15 juillet 1895.
- FANJA FINKELSTEIN. — *Die allgemeinen Gesetze bei Comte und Mill*. Heidelberg, 1911.
- FIDAO (J.-E.). — *Le droit des humbles*. Paris, 1904.
- FOUILLÉE (A.). — *Le mouvement positiviste et la conception sociologique du monde*. Paris, 1896.
- GEORGES (A.). — *Essai sur le système psychologique d'Auguste Comte dans Archives d'Anthropologie criminelle et de Médecine légale*, octobre-novembre 1908.
- GRÜBER (R.-P.) S. J. — *Auguste Comte fondateur du Positivism*, traduction française. Paris, 1892.
- GRÜBER (R.-P.) S. J. — *Le Positivism depuis Comte jusqu'à nos jours*, traduction française. Paris, 1893.
- GUILMAIN (Dr). — *La Sociologie d'Auguste Comte ; ce qu'il doit à la biologie du début du XIX^e siècle*. Alger, 1922.
- HALLEUX. — *Les principes du positivisme contemporain*. Paris, 1895.
- HILLEMAND (Dr) et CABANES. — *La folie d'Auguste Comte dans Chronique médicale* du 15 janvier 1897.
- HUXLEY. — *Scientific aspects of Positivism* dans *Lay Sermons*. Londres, 1870.
- LAAS (A.). — *Idealismus und Positivimus*. 3 volumes. Berlin, 1879-1884.
- LAFFITTE (P.). — *Cours de Philosophie première*. Paris, 1894.
- LEVY-BRÜHL. — *La philosophie d'Auguste Comte*, 2^e édition. Paris, 1905.
- LEVY-BRÜHL. — *Lettres de Stuart Mill à Auguste Comte*. Paris, 1899.
- LÉVY-BRÜHL. — *Le Centenaire d'Auguste Comte dans Revue des deux Mondes*, 15 janvier 1898.
- LEWES (G.). — *La Philosophie des sciences de Comte*, traduction française, Paris, 1910.
- LIARD (L.). — *La Science positive et la métaphysique*, Paris, 1879.
- LITTRÉ (E.). — *Auguste Comte et Stuart Mill*, Paris, 1886.
- MARÉCHAL. — *Les conceptions économiques de Comte*, Paris, 1919.
- MARTINEAU (Miss Harriet). — *La philosophie positive condensée*, traduction française, Bordeaux, 1871.
- MAURRAS (Ch.). — *L'avenir de l'Intelligence*, Paris, 1905.
- MILL (J.-S.). — *Auguste Comte et le Positivism*, traduction française, Paris, 1898.
- MONTESQUIOU (Léon de). — *Le Système politique d'Auguste Comte*, Paris, S. d.
- MOURGUE (R.). — *La Philosophie biologique de Comte dans Archives d'Anthropologie criminelle et de Médecine légale*, octobre-décembre 1909.

- PARODI (D.). — *Traditionalisme et positivisme dans Revue de Synthèse historique*, décembre 1906.
- PELLARIN (Ch.). — *Essai critique sur la philosophie positive*, Paris, 1864.
- REVUE. — *La Philosophie positive* (Littre), 1^{re} année, 1867.
- REVUE. — *La Revue Occidentale* (Laffite) depuis 1878 (cette revue a publié de nombreux fragments inédits de Comte, s'arrête en 1914).
- REVUE. — *La Revue positiviste internationale*, depuis 1906.
- RIGOLAGE. — *La Philosophie positive par A. Comte*, Paris, 1880.
- ROBERTY. — *A. Comte et H. Spencer*, Paris, 1892.
- ROBERTY. — *Pourquoi je ne suis pas positiviste*, Paris, 1900.
- ROBINET (Dr). — *Notice sur l'œuvre et la vie d'Auguste Comte*, 3^e édition, Paris, 1891.
- ROUVRE (Ch. de). — *L'Amoureuse histoire d'Auguste Comte et de Clotilde de Vaux*, Paris, 1917.
- SEILLIÈRE (E.). — *Auguste Comte*, Paris, 1924.
- SEMERIE (Dr). — *La Loi des trois états*, Paris, 1875.
- TANNERY. — *Comte et l'histoire des Sciences dans Revue générale des Sciences*, Paris, 1905.
- TCHERNOFF (J.). — *Le parti républicain au coup d'Etat et sous le second empire*, Paris, 1906.
- TEIXEIRA MENDES (R.). — *Le positivisme et la pédantocratie algébrique*, Rio de Janeiro, 1897.
- THAMIN. — *Education et positivisme*, Paris, 1910.
- TISSANDIER. — *Origines et développements du positivisme contemporain*, Paris, 1875.
- VINCENZO BONDINO. — *Il sistema filosofico di Augusto Comte et il pensiero moderno*, Turin, 1911.
- WAENTIG (H.). — *A. Comte und seine Bedeutung für die Entwicklung der Socialwissenschaft*, Leipzig, 1894.
- WYROUBOFF. — *Auguste Comte et Stuart Mill*, Paris, 1866.

§ 3. — **Ouvrages relatifs à la science économique, à la sociologie, aux méthodes des sciences sociales, à l'histoire des faits économiques, etc., etc.**

- ALSWORTH ROSS (E.). — *The sociological frontier of economics dans The quarterly journal of economics*, juillet 1899, p. 386.
- ANNÉE SOCIOLOGIQUE (Collection de l'). — Nombreux et très importants articles.
- AUBERT DE VITRY. — *Recherches sur les vraies causes de la misère et de la félicité publiques*, Paris, 1815.
- BALLOT (Ch.). — *L'introduction du machinisme en France*, Paris, 1923.

- BEAUVERGER (E.). — *Tableau historique des progrès de la philosophie politique*, Paris, 1858.
- BOCCARDO (G.). — *L'economia politica moderna e la sociologia*, Turin, 1883 (Ce livre est le recueil des préfaces de la biblioteca dell' economista).
- BOEHM-BAWERK (Eug. de). — *Méthode de l'économie politique dans Revue internationale de Sociologie*, 1912, p. 657.
- BRANTS (V.). — *Lois et Méthodes de l'économie politique*, Louvain, 1887.
- CAIRNES (J.-E.). — *Essays in political economy*, Londres, 1873.
- CAIRNES (J.-E.). — *Le caractère et la méthode logique de l'économie politique*, traduction française, Paris, 1902.
- CAREY. — *Principes de la Science sociale*, traduction française, 3 volumes, Paris, 1861.
- CAUWÉS (P.). — *Précis du cours d'économie politique*, Paris, 1878.
- CHAPTAL. — *De l'Industrie française*, 2 volumes, Paris, 1819.
- CLIFFE LESLIE (F.-E.). — *Political economy and sociology dans the Fortnightly Review*, 1879, p. 25.
- COLSON. — *Cours d'économie politique*, Paris, 1901-1907.
- COSSA (Emilio). — *Il Metodo degli economisti classici nelle sue relazioni col progresso della scienza economica*, Bologne, 1895.
- DRAGHICESCO (D.). — *Du rôle de l'individu dans le déterminisme social*, Paris, 1904.
- DUPIN (Ch.). — *Les forces productives et commerciales de la France*, Paris, 1827.
- DURKHEIM (E.). — *Les règles de la méthode sociologique*, Paris, 1895.
- DURKHEIM (E.). — *La division du travail social*, 2^e édition, Paris, 1902.
- DUTENS (J.). — *Philosophie de l'économie politique*, 2 volumes, Paris, 1835.
- ELNER BARNES (Harry). — *Sociology and political theory*, New-York, 1924.
- ELY (Richard (T.). — *The past, the present of political economy*, Baltimore, 1884.
- FAGUET (E.). — *Politiques et Moralistes du XIX^e siècle*, 2^e série, Paris, 1898.
- FERRIER (L.-A.). — *Du Gouvernement considéré dans ses rapports avec le commerce*, Paris, 1805.
- FODÉRÉ (F.-E.). — *Essai historique et moral sur la pauvreté des Nations*, Paris, 1825.
- GIDE (Ch.). — *Cours d'économie politique*, Paris, nombreuses éditions.
- GREEF (G. de). — *Introduction à la sociologie*, Bruxelles, 1886.
- GUYOT (Y.). — *La Science économique*, 3^e édition, Paris, 1907.
- HARET (Sp. C.). — *Mécanique sociale*, Paris, 1910.

- HAUTERIVE (d'). — *Eléments d'économie politique* (publié sans nom d'auteur), Paris, 1817.
- HUXLEY (Th.). — *Les sciences naturelles et les problèmes qu'elles font surgir*. Traduction française, Paris, 1877.
- Journal des économistes*. — Juin 1894, p. 420 (discussion sur les rapports de l'économie politique et de la sociologie).
- KNIES (Karl). — *Die politische Ökonomie vom Standpunkte der geschichtlichen Methode*, Brunswick, 1853.
- LA BORDE (Al. de). — *De l'esprit d'association dans tous les intérêts de la communauté*, 2 volumes, Paris, 1821.
- LANDRY (Ad.). — *Manuel d'économie*, Paris, 1908.
- LEVELLEYE (E. de). — *Eléments d'économie politique*, Paris, 1882.
- LEROY-BEAULIEU. — *Traité théorique et pratique d'économie politique*, Paris, 1896.
- LEVASSEUR (E.). — *Histoire du commerce en France de 1789 à nos jours*, Paris, 1912.
- LIST (Frédéric). — *Système national d'économie politique*, traduction française, 2^e édition, Paris, 1857.
- LUJO BRENTANO. — *Le concept de l'éthique et l'économie politique dans l'histoire*, dans *Revue d'Economie politique*, 1902, p. 4.
- MAC LEOD (H.-D.). — *The principles of economical philosophy*, Londres, 1872.
- MANTOUX (P.). — *La Révolution industrielle au XVIII^e siècle*, Paris, 1906.
- MARIANO CARRERAS Y GONZALEZ. — *Philosophie de la Science économique* (en français), Madrid, 1881.
- MARSHALL (A.). — *Principes d'économie politique*, traduction française, Paris, 1907.
- MAUNIER (R.). — *L'économie politique et la sociologie*, Paris, 1910.
- Méthodes juridiques*. — Leçons faites au Collège libre des Sciences sociales en 1910, Paris, 1911.
- MILL (J.-S.). — *Système de logique*, traduction française, 2 volumes, 6^e édition, Paris, 1909.
- MILL (J.-S.). — *Principes d'économie politique*, traduction française, 2 volumes, 3^e édition, Paris, 1873.
- NOGARO et OUALID. — *L'évolution du commerce du crédit des transports depuis cent cinquante ans*, Paris, 1914.
- PANTALEONI (Maffeo). — *Principii di economia pura*, 2^e édition, Florence, 1894.
- PARETO (Vilfredo). — *Manuel d'économie politique*, traduction française, Paris, 1909.
- PERREAU (Camille). — *Cours d'économie politique*, Paris, 1914.
- PHILOPOVITCH (Eugène de). — *L'infiltration des idées sociales en littérature économique allemande* dans *Revue d'Economie politique*, 1909, p. 657.

- PHILIPPOVITCH (Eugen von). — *Grundriss der politischen Oekonomie*, Freiburg. I. B., 1897.
- RICHARD (G.). — *Idée d'évolution dans la nature et dans l'histoire*, Paris, 1903.
- RICHARD (G.). — *La question sociale et le mouvement philosophique au XIX^e siècle*, Paris, 1914.
- ROSCHER (W.). — *System der Volkswirtschaft. Die Grundlagen der Nationalökonomie*, Stuttgart, 1864.
- SAINT-CHAMANS. — *Du système d'impôts fondé sur les principes de l'économie politique*, Paris, 1820.
- SAINT-MARC (H.). — *Etude sur l'enseignement de l'économie politique dans les Universités d'Allemagne et d'Autriche*, Paris, 1892.
- SCHELLE (G.). — *L'économie politique et les économistes*, Paris, 1905.
- SCHMOLLER (G.). — *Principes d'économie politique*, traduction française, 1905.
- SIMIAND (F.). — *La méthode positive en science économique*, Paris, 1912.
- SPENCER (H.). — *Principes de Sociologie*, traduction française, Paris, en 5 volumes qui ont chacun plusieurs éditions.
- STANLEY-JEVONS (W.). — *L'économie politique*, traduction française, Paris, S. d.
- STRUVE (P.). — *L'idée de loi naturelle dans la science économique*, dans *Revue d'Economie politique*, 1921, p. 294.
- TANGORA (V.). — *La sociologia e l'economia politica*, dans *Rivista italiana di sociologia*, 1898, p. 709.
- TRUCHY (H.). — *Cours d'économie politique*, Paris, 1919.
- VAN BUREN DENSLOW. — *Principles of the economic philosophy*, New-York, 1888.
- VILLERMÉ (M.). — *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers employés dans les manufactures de coton, de laine et de soie*, Paris, 1840.
- WAGNER (A.). — *Les fondements de l'économie politique*, traduction française, Paris, 1904.
- WINIARSKY (L.). — *Lettre sur la mécanique sociale*, dans *Annales de l'Institut international de sociologie*, Paris, 1901, t. VII, p. 229.
- WORMS (R.). — *La science et l'art en économie politique*, Paris, 1896.
- WORMS (R.). — *Philosophie des sciences sociales*, Paris, 1903.
- ZIEGLER (Th.). — *La question sociale est une question morale*, traduction française, Paris, 1893.

§ 4. — Ouvrages d'ensemble relatifs à l'histoire des systèmes économiques et à l'histoire de la philosophie sociale aux XVIII^e et XIX^e siècles.

- ADAM (Ch.). — *La Philosophie en France au XIX^e siècle*. Paris, 1894.
- ASHLEY (W.-J.). — *Histoire des doctrines économiques de l'Angleterre*. Traduction française. Paris, 1900.
- AULARD. — *Origines du socialisme français*, dans *Revue de Paris*, 15 août 1899.
- BARNI (J.). — *Histoire des idées morales et politiques en France au XVIII^e siècle*. Paris, 1855.
- BARNI (J.). — *Les moralistes français au XVIII^e siècle*. Paris, 1873.
- BLANQUI (A.). — *Histoire de l'économie politique*. Paris, 1838.
- BLOCK (Maurice). — *Les Progrès de la science économique depuis A. Smith*. 2^e édition. Paris, 1890.
- BOUGLÉ (C.). — *Chez les prophètes du socialisme*. Paris, 1918.
- BOUGLÉ (C.). — *Les sciences sociales en Allemagne*. Paris, 1896.
- CANNAN (E.). — *Histoire des théories de la production et de la distribution dans l'économie politique anglaise de 1778 à 1848*. Traduction française. Paris, 1910.
- CLERCQ (De). — *Les doctrines sociales catholiques en France depuis la Révolution jusqu'à nos jours*. Paris, 1905.
- COHN. — *Geschichte der politischen Ökonomie*. Nous l'avons consulté dans la traduction anglaise de Adna Hill : *A history of political economy*. Philadelphie, 1894. Publication de : *Annals of the american academy of political and social science*.
- COSSA (Luigi). — *Histoire des doctrines économiques*. Traduction française. Paris, 1899.
- DENIS (H.). — *Histoire des systèmes économiques et socialistes*. Paris, 1904.
- DUBOIS. — *Précis des doctrines économiques dans leurs rapports avec les faits et avec les institutions*. Paris, 1903 (Ce livre s'arrête aux Physiocrates).
- DUCROS (L.). — *Les Encyclopédistes*. Paris, 1900.
- DÜHRING (E.). — *Kritische Geschichte der Nationalökonomie und Sozialismus*, 3^e édition. S. L., 1879.
- DURKHEIM et FAUCONNET. — *Sociologie et sciences sociales*. *Revue philosophique*. Mai 1903.
- EISENHART. — *Geschichte der Nationalökonomie*, 2^e édition. Iéna, 1891.
- ESPINAS. — *Histoire des doctrines économiques*. Paris, 1891.
- FALCHI (A.). — *Le moderne dottrine theocratica*. Turin, 1908.
- FERRARA (F.). — *Esamene storico critico di economisti e dottrine*

- economiche del secolo XVIII et prima meta del XIX.* Turin, 1889.
- FERRAZ (M.). — *Etude sur la philosophie en France au XIX^e siècle. Le socialisme, le matérialisme, le positivisme.* Paris, 1877.
- FERRAZ (M.). — *Etude sur la philosophie en France au XIX^e siècle. Traditionalisme et ultramontanisme.* Paris, 1880.
- FOURNIÈRE (E.). — *Les théories socialistes au XIX^e siècle, de Babeuf à Proudhon.* Paris, 1904.
- FRANCK (Ad.). — *Les Réformateurs et publicistes de l'Europe.* Paris, 1893.
- GANILH (Ch.). — *Des systèmes d'économie politique, de leurs inconvénients et de leurs avantages.* Paris, 1809.
- GIDE et RIST. — *Histoire des doctrines économiques*, 3^e édition. Paris, 1920.
- GONNARD (R.). — *Histoire des doctrines économiques.* Paris, 1921-1922.
- HALÉVY (E.). — *La Formation du radicalisme philosophique.* Paris, 1904-1905.
- HORN. — *L'économie politique avant les Physiocrates.* Paris, 1867.
- HUBERT (R.). — *Les sciences sociales dans l'Encyclopédie.* Paris, 1923.
- INGRAM. — *Esquisse d'une histoire de l'économie politique.* Traduction française. Paris, 1907.
- ISAMBERT. — *Les idées socialistes en France, de 1815 à 1848.* Paris, 1903.
- JANET (P.). — *Histoire de la science politique dans ses rapports avec la Morale*, 3^e édition. Paris, 1887.
- JANET (P.). — *Les origines du socialisme contemporain.* Paris, 1893.
- LAVIOSA (Giacomo). — *La filosofia scientifica del diritto in Inghilterra.* Turin, 1897.
- LESLIE STEPHEN. — *The English utilitarians.* Londres, 2^e édition, 1912.
- LITCHTENBERGER. — *Le socialisme au XVIII^e siècle. Le socialisme et la Révolution. Le socialisme utopique.* Paris, 1893-1898.
- LOUIS (Paul). — *Histoire du socialisme français.* Paris, 1901.
- MALON (Benoit). — *Histoire du socialisme.* Paris, 1882.
- MENGER (A.). — *Droit au produit du travail.* Traduction française. Paris, 1900.
- MICHEL (Henry). — *L'idée de l'Etat.* Paris, 1896.
- NYS (E.). — *Recherches sur l'histoire de l'économie politique.* Bruxelles, 1898 (Etudie surtout des questions économiques des temps anciens).
- ONCKEN (A.). — *Geschichte der national Œkonomie.* 1^{er} volume. Leipzig, 1902. *Die Zeit Vor A. Smith.*
- PARETO (Wilfredo). — *Systèmes socialistes.* Traduction française. Paris, 1902.

- PERRIN (Ch.). — *Histoire des doctrines économiques depuis un siècle*. Paris, 1880.
- PICAVET (F.). — *Les Idéologues*. Paris, 1891.
- PRICE. — *History of political economy from A. Smith to Arnold Toynbee*. Londres, 1890.
- RAMBAUD (J.). — *Histoire des doctrines économiques*. 3^e édition. Paris, 1909.
- RAYNAUD (B.). — *Les discussions sur l'ordre naturel au XVIII^e siècle, de l'école du Droit naturel aux Physiocrates par Cumberland*. *Revue d'économie politique*. 1905, p. 231.
- REYBAUD (L.). — *Etudes sur les réformateurs ou socialistes modernes*. Bruxelles, 1847.
- RICHARD (Gaston). — *Le socialisme et la science sociale*. Paris, 1897.
- ROSCHER. — *Geschichte der Nationalökonomik in Deutschland*. Munich, 1879.
- SAY (Louis). — *Considération sur l'industrie et examen des principaux ouvrages qui ont paru sur l'économie politique*. Paris, 1822.
- SCHATZ (A.). — *L'individualisme économique et social*. Paris, 1907.
- SCHEEL (Von). — *Geschichte der politischen Ökonomie*, dans le Handbuch de Schonberg (Nous l'avons consulté dans la traduction italienne de la Biblioteca dell' economista), 3^e série, volume 11.
- SEE (Henri). — *Science et philosophie de l'histoire*. Paris, 1928.
- SEE (Henri). — *L'évolution de la pensée politique en France au XVIII^e siècle*. Paris, 1925.
- SOMBART (W.). — *Sozialismus und soziale Bewegung in XIXen-Jahrhundert*, 6^e édition, 1908 (ce livre a été traduit en français. Paris, 1898).
- STEGMAN HUGO. — *Handbuch des Sozialismus*. Zurich, 1897.
- STEIN. — *Geschichte des sozialen Bewegung in Frankreich*. Leipzig, 1850.
- SUDRE. — *Histoire du Communisme*. Paris, 1849.
- VILLENEUVE-BARGEMONT. — *Histoire de l'économie politique*. Paris, 1844.

§ 5. — Ouvrages des écrivains des XVIII^e et XIX^e siècles ayant exercé une action sur la constitution de la sociologie ou sur la formation de la science économique.

Nous n'indiquons pour chaque auteur que les œuvres importantes. Comme ouvrages critiques, nous ne signalons que les livres spéciaux consacrés à l'auteur considéré, nous bornant pour les études d'ensemble à renvoyer au § IV.

- BASTIAT (F.). — Voir *Œuvres complètes*, 6 volumes. Paris, 1862.
 Sur Bastiat voir Ch. Gide, *La Notion de valeur dans Bastiat au point de vue de la justice distributive*. *Revue d'Economie politique*, 1887, p. 249. — P. Ronce, *F. Bastiat, Sa vie, Son œuvre*. Paris, 1903. — Fr. Bidet, *F. Bastiat, l'homme, l'économiste*. Paris, 1906. — H.-L. Asser, *Fr. Bastiat et les Néo-économistes Autrichiens*, *Journal des Economistes*, mars 1923.
- BENTHAM (J.). — Voir *A introduction to the principles of morals and legislation*. Londres, 1789.
- BLANC (Louis). — Voir *Organisation du travail*. Paris, 1839.
- SUR Louis Blanc, voir Ch. Robin, *Louis Blanc*. Paris, 1851. — Ch. Edmond, *Louis Blanc*, Paris, 1882. — Louis Fiaux, *Louis Blanc*. Paris, 1882. — Eug. Courmeaux, *Louis Blanc*. Châlons-sur-Marne, 1884. — I Tchernoff, *Louis Blanc*. Paris, 1904. — G. Cahen, *Louis Blanc et la Commission du Luxembourg*. Extrait des *Annales de l'Ecole libre des sciences politiques*. Paris, 1897. — Ed. Renard, *Louis Blanc, sa vie, son œuvre*. Paris, 1924.
- BONALD (Vicomte de). — Voir *Théorie du pouvoir politique et religieux dans la Société civile, démontrée par le raisonnement et par l'histoire*, 1796. *La législation primitive considérée par les seules lumières de la raison*, 1802 (dans l'édition des œuvres complètes, de Migne). — Sur Bonald, voir Moulinié, *de Bonald*. Paris, 1913. — R. Mauduit, *La politique de Bonald*. Paris, 1913.
- BROUSSAIS (F.-J.-V.). — Voir *De l'innervation et de la folie*, 2 volumes, 2^e édition. Paris, 1839.
- BUCHEZ. — Voir *Introduction à la science de l'histoire ou science du développement de l'humanité*. Paris, 1833. *Essai d'un traité complet de philosophie du point de vue du catholicisme et du progrès*. Paris, 1838. — Sur Buchez, voir G. Castella, *Buchez*. Paris, 1911 (brochure).
- CABET (E.). — Voir *Voyages et aventures de Lord Carisdall en Icarie*, 2 volumes. Paris, 1840. — Sur Cabet, voir Félix Bonnaud, *Cabet et son œuvre*. Paris, 1900 — Jules Prudhommeaux, *Etienne Cabet et les origines du communisme Icarien*. Nîmes, 1907.
- CANARD. — Voir *Principes d'Economie politique*. Paris, 1801.
- COMTE (Charles). — Voir *Traité de la propriété*. Paris, 1834; *Traité de Législation ou exposition des lois générales suivant lesquelles les peuples prospèrent, dépérissent ou restent stationnaires*, 4 volumes. Paris, 1835.
- CONDILLAC. — Voir *Le Commerce et le gouvernement*. Paris, 1776. — Sur Condillac, voir Auguste Lebeau, *Condillac économiste*. Paris, 1903.
- CONDORCET. — Voir *Tableau historique des progrès de l'esprit humain* (Nous avons consulté l'édition. Paris, 1900); *Eléments*

- du *Calcul des probabilités et son application aux jeux du hasard à la loterie et aux jugements des hommes*. Paris, 1805. — Sur Condorcet, voir Robinet, *Condorcet, sa vie, son œuvre*. Paris, 1882. — Léon Cahen, *Condorcet et la Révolution française*. Paris, 1904. — F. Alengry, *Condorcet, guide de la Révolution française, théoricien du droit constitutionnel et précurseur de la Science sociale*. Paris, 1904.
- CONSIDÉRANT (V.). — Voir *Destinée sociale*. Paris, 1834 ; *Le socialisme devant le vieux monde, ou le vivant devant les morts*. Paris, 1848. — Sur Considérant, voir P. Collard, *Victor Considérant, sa vie, ses idées*. Dijon, 1910.
- CONSTANT (Benjamin). — Voir *De l'esprit de conquête et de l'usurpation, dans leurs rapports avec la civilisation européenne*. Paris, 1814 ; *Cours de Politique constitutionnelle*. Paris, 1836, 3 volumes. — Sur B. Constant, voir Gustave Rudler, *La jeunesse de Benjamin Constant*. Paris, 1908. — De Laurès, *Benjamin Constant et les idées libérales*. Paris, 1904.
- COURNOT. — Voir *Recherches sur les principes mathématiques de la théorie des richesses*. Paris, 1838 ; *Considération sur la marche des idées dans les temps modernes*. Paris, 1872.
- DUNOYER. — Voir *L'industrie et la morale considérées dans leurs rapports avec la liberté*, Paris, 1825. — Sur Dunoyer, voir Francesco Ferrara, *L'Introduction aux œuvres de Dunoyer dans la Biblioteca dell' economista*, volume VII, Turin, 1859. — E. Villey, *L'Œuvre économique de Ch. Dunoyer*, Paris, 1899. — R. Adenot, *Les idées économiques et politiques de Dunoyer*, Toulouse, 1907. — Ed. Allix, *J.-B. Say et les origines de l'Industrialisme*, *Revue d'économie politique*, 1910, p. 303.
- FOURIER. — Voir *Théorie des quatre mouvements et des destinées générales*, 2^e édition, Paris, 1841. — *La fausse industrie morcelée, répugnante, mensongère*, Paris, 1835. — *Le Phalantère ou la réforme industrielle*, Paris, 1832. — Sur Fourier, voir Ch. Gide, *Les prophéties de Fourier*, Nîmes, 1894. — E. Villey, *Ch. Fourier, l'homme et son œuvre*, Paris, 1898. — M. Sambuc, *Le socialisme de Fourier*, Paris, 1899.
- GALL (F.-J.). — Voir *Sur les fonctions du cerveau*, 6 volumes, Paris, 1822.
- GODWIN (W.). — Voir *An inquiry concerning political justice and its influence on general virtue and happiness*, 2 volumes, Londres, 1793. — Sur Godwin, voir C. Kegan Paul, *W. Godwin his friends and contemporaries*, 2 volumes, Londres, 1876. — Paul Eltzbacher, *L'anarchie*, trad. franç., Paris, 1902. — Raymond Gourg, *W. Godwin*, Paris, 1905. — Henri Roussin, *W. Godwin*, Paris, 1913.
- HUME (D.). — *Essais moraux, politiques, littéraires* (la 1^{re} édition anglaise, 1752). *Œuvres économiques* dans la collection Daire. — Sur Hume, voir G. Compayré, *La philosophie de*

- Hume*, Paris, 1873. — Huxley, *Hume*, trad. franç., Paris, 1880. — A. Schätz, *L'œuvre économique de Hume*, Paris, 1902.
- LAMENNAIS. — Voir *Essai sur l'indifférence en matière de religion*, 1817-1823. — *De la religion considérée dans ses rapports avec l'ordre politique et civil*, Paris, 1826. — *Esquisse d'une philosophie*, Paris, 1840-1846. — Sur Lamennais, voir Sainte-Beuve, *Portraits Contemporains* (T. I.), Paris, 1869. — P. Janet, *Philosophie de Lamennais*, Paris, 1890. — Mollien et Duine, *Lamennais, sa vie, ses idées*, Lyon, 1899. — E. Spuller, *Lamennais*, Paris, 1892. — Mercier, *Lamennais d'après sa correspondance*, Paris, 1893. — A. Roussel, *Lamennais intime*, Paris, 1897. — Christian Maréchal, *La jeunesse de Lamennais, contributions à l'étude des origines du romantisme religieux en France au XIX^e siècle*, Paris, 1913. — Ch. Boutard, *Lamennais, sa vie, ses doctrines*, 3 volumes, Paris, 1905-1913.
- LEROUX (Pierre). — Voir *De l'Humanité, de son principe, de son avenir*, 2 volumes, Paris, 1840. — Sur Leroux, voir F. Thomas, *Pierre Leroux, sa vie, son œuvre, ses doctrines*, Paris, 1904. — Célestin Raillard, *P. Leroux et ses œuvres*, Chateauroux, 1899. — J.-E. Fidaio, *P. Leroux et son œuvre*, *Revue des Deux Mondes*, 15 mai 1906.
- MAISTRE (J. de). — Voir *Considérations de la France*, Londres, 1796. — *Essai sur le principe générateur des constitutions politiques*, Paris, 1810. — *Du Pape*, Paris, 1819 (dans les œuvres complètes en 14 volumes, Paris, 1884). — Sur Maistre, voir Fr. Descostes, *J. de Maistre avant la Révolution*, 2 volumes, Paris, 1893. — F. Paulhan, *J. de Maistre et sa philosophie*, Paris, 1893. — Cogordan, *Joseph de Maistre*, Paris, 1894. — Emile Dermenghen, *J. de Maistre mystique*, Paris, 1913. — G. Goyau, *La pensée religieuse de J. de Maistre*, Paris, 1921. — Ant. Albalat, *J. de Maistre*, Paris, 1914.
- MALTHUS. — Voir *Essai sur le Principe de Population*, dans la collection Daire.
- MONTESQUIEU. — Voir *L'esprit des Lois*, Paris, 1748. — Sur Montesquieu, voir Durkheim, *Quid Secundatus politicæ scientiæ instituendæ contulerit*, Bordeaux, 1892. — Zevort, *Montesquieu*, Paris, 1881. — A. Sorel, *Montesquieu*, 2^e édition, Paris, 1889. — E. Faguet, *La politique comparée de Montesquieu, Rousseau et Voltaire*, Paris, 1902. — Ch. Jaubert, *Montesquieu économiste*, Paris, 1901. — H. Barkhausen, *Montesquieu, ses idées, ses œuvres, d'après les papiers de la Brède*, Paris, 1907. — J. Dedieu, *Montesquieu et la tradition politique anglaise en France*, Paris, 1909.
- OWEN (R.). — Voir *New view of society, or essays on the formation of human character*, 1812. — Sur Owen, voir Aug. Fabre, *Un Socialiste pratique*, R. Owen, Nîmes, 1896. — Dolléans, *R. Owen*, Paris, 1903.

PECQUEUR. — Voir *Théorie nouvelle d'économie sociale et politique*, Paris, 1842. — Sur Pecqueur, voir Léon Maisonneuve, *Pecqueur et Vidal*, Paris, 1898.

PHYSIOCRATES. — Les œuvres principales de Quesnay, Mercier de la Rivière, Dupont de Nemours, Gournay, Le Trosne, Baudeau, Mirabeau et Turgot se trouvent rassemblées commodément dans la collection Daire. Toutefois il faut voir le *Despotisme de la Chine*, qui ne se trouve pas dans la collection Daire, dans l'édition des œuvres de Quesnay par Oncken. De même pour le dessin du *tableau économique*, voir H. Denis, livre cité.

Sur les Physiocrates, voir de Loménie, *Les Mirabeau*, 5 volumes, Paris, 1879-1891 (voir volume II). — Weulert, *Histoire du Mouvement Physiocratique en France*, 2 volumes, Paris, 1910. — Henri Higgs, *The Physiocrats, six lectures on the french « economists » of the XVIIIth century*, Londres, 1897. — Ed. Allix, *Le Physicisme des Physiocrates*, *Revue d'Economie politique*, 1911, p. 563. — G. Schelle, *Dupont de Nemours et l'école physiocratique*, Paris, 1888. — G. Guyot, *Quesnay et la Physiocratie*, Paris, 1896. — Arturo Labriola, *Le dottrine economica di F. Quesnay*, Naples, 1897. — G. Schelle, *Vincent de Gournay*, Paris, 1897. — Voir nombreux ouvrages d'ensemble § IV.

PROUDHON. — Voir *Système des contradictions économiques ou philosophie de la misère*, 2 volumes, 2^e édition, Paris, 1850. — *La justice dans la Révolution et dans l'Eglise*, 4 volumes, 2^e édition, Paris, 1860. — Sur Proudhon, voir Sainte-Beuve, *Proudhon*, Paris, 1872. — Bourgin, *Proudhon*, Paris, 1901. — G. Pirou, *Proudhonisme et Syndicalisme révolutionnaire*, Paris, 1910. — A. Berthod, *L'attitude sociale de Proudhon*, dans *Bulletin de la Société d'Histoire de la Révolution de 1848*, 1908-1909, p. 783. — A. Berthod, *Proudhon et la propriété*, Paris, 1910. — Bouglé, *La Sociologie de Proudhon*, Paris, 1911. — A. Desjardins, *Proudhon*, 2 volumes, Paris, 1896. — G. Pirou, *Les interprétations récentes de la pensée de Proudhon*, *Revue d'histoire des doctrines économiques et sociales*, 1912. — *Proudhon et son temps*, par un groupe d'écrivains, Paris, 1920.

QUETELET. — Voir *Du système social et des lois qui le régissent*, Paris, 1848. — *Sur l'homme et le développement de ses facultés*, Paris, 1835. — Sur Quételet, voir Maurice Halbwachs, *La théorie de l'homme moyen*, Paris, 1912. — Joseph Lottin, *Quételet statisticien et sociologue*, Paris, 1912.

REYNAUD (J.). — Voir *Terre et Ciel*, Paris, 1854.

RICARDO. — Voir *Principes de l'Economie politique et de l'impôt*, dans la collection Daire.

ROUSSEAU (J.-J.). — Voir *Œuvres politiques et philosophiques*, dans l'édition des *Œuvres complètes*, 25 volumes, Paris, 1823.

- Sur Rousseau, voir *Annales de la Société J.-J. Rousseau, Revue de Métaphysique et de Morale*, mai 1912 (consacrée à Rousseau). — J.-J. Rousseau. Leçons faites à l'école des Hautes études sociales, Paris, 1912. — E. Faguet, *Politique comparée de Montesquieu, Voltaire et Rousseau*, Paris, 1902. — E. Seillièvre, *J.-J. Rousseau*, Paris, 1921.
- SAINT-MARTIN. — Voir *Lettre à un ami sur la Révolution française*, Paris, an III. — *Eclair sur l'association humaine*, Paris, an V. — Sur Saint-Martin, voir E. Caro, *Essai sur la vie et la doctrine de Saint-Martin*, Paris, 1852. — Matter, *Saint-Martin, le philosophe inconnu. Son Maître Martinez*, Paris, 1862.
- SAY (J.-B.). — Voir *Traité d'économie politique*, Paris, 1804. — *Cours complet d'économie politique*, Paris, 1828. — Sur J.-B. Say, voir E. Allix, *La conception et la méthode de l'économie politique dans l'œuvre de J.-B. Say. Revue d'histoire des doctrines économiques et sociales*, 1911, n° 4.
- SAINT-SIMON et les SAINT-SIMONIENS. — Voir *Lettres d'un habitant de Genève à ses contemporains*, 1802. — *Introduction aux travaux scientifiques du XIX^e siècle*, 1808. — *L'industrie*, 1817-1818. — *Le nouveau Christianisme*, 1825. — La Revue *Le Producteur*, la Revue *Le Globe* et *L'Exposition de la Doctrine*, dans la Collection des œuvres de Saint-Simon et Enfantin, publiée par le Conseil Enfantin, Paris, 1865. — Sur Saint-Simon et ses disciples, voir Bouglé et Halévy, *Doctrine de Saint-Simon*, avec préface et notes, Paris, 1924. — Jean Julien, *Saint-Simon et le Socialisme*. Bordeaux, 1926. — G. Brunet, *Le Mysticisme social de Saint-Simon*, Paris, 1925. — Mme Marguerite Thibert, *Le Rôle Social de l'Art d'après Saint-Simon*, Paris, s. d. — G. Dumas, *Psychologie de deux Messies positivistes*, Paris, 1905. — E. de Witt, *Saint-Simon et le Système industriel*, Paris, 1902. — Weill, *Saint-Simon et son œuvre*, Paris, 1894. — Halévy, *Les idées économiques de Saint-Simon. Revue du mois*, décembre 1907. — Weill, *L'Ecole Saint-Simonienne*, Paris, 1896. — Charlety, *Histoire du Saint-Simonisme*, Paris, 1896. — Paul Janet, *Saint-Simon*, Paris, 1872. — M. Wallon, *Saint-Simon et les chemins de fer*, Paris, 1908. — Maxime Leroy, *La vie du Comte de Saint-Simon* (Cahiers Verts, Paris, 1925). — Al. Pereire, *Des premiers rapports entre Saint-Simon et Comte. Revue historique*, 1906, t. XCI. — Halévy, *La doctrine économique de Saint-Simon et des Saint-Simoniens*, Paris, 1908. — Al. Pereire, *Autour de Saint-Simon*, Paris, 1912. — E. Levasseur, *Les études sociales sous la Restauration. Saint-Simon et les Saint-Simoniens. Fourier et le Fouriérisme*, Paris, 1902. — A.-J. Booth, *Saint-Simon and Saint-Simonism*, Londres, 1871. — Friedrich Mücke, *Saint-Simon und die ökonomische*

Geschichtstheorie. Ein Beitrag zu einer Dogmengeschichte des historischen Materialismus, Iéna, 1906.

SISMONDI. — Voir *Nouveaux principes d'économie politique*, 2 volumes, Paris, 1819. — *Etudes sur les Sciences Sociales*, Paris, 1836. — Sur Sismondi, voir A. Aftalion, *L'Œuvre économique de Sismondi*, Paris, 1899. — J. Hitier, *Sismondi, ses doctrines économiques et sociales*. *Revue d'économie politique*, 1899, p. 529.

SMITH (Adam). — Voir *Lectures on justice, police Revenue and arms*, publié par E. Cannan, Oxford, 1896. — *Théorie des sentiments moraux*, traduction de la Marquise de Condorcet, 2 volumes, Paris, 1798. — *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des Nations* (1^{re} édition anglaise, 1776). — Sur Smith, voir Hasbach, *Les fondements philosophiques de l'économie politique de Quesnay et de Smith*. *Revue d'économie politique*, 1893, p. 747. — Albert Delatour, *A. Smith, sa vie, ses travaux, ses doctrines*, Paris, 1886. — Voir § 4.

TRACY (Destutt de). — Voir *Eléments d'idéologie*, 4 volumes, édition de 1823 (la 1^{re} édition était de 1801).

INDEX ALPHABÉTIQUE DES NOMS PROPRES

CITÉS AU COURS DE CET OUVRAGE

Adna Hill. 234.
Aftalion. 243.
Alengry. 16, 35.
Allix. 13, 168.
Aulard. 189.
Aristote. 87, 199.
Ashley. 108, 168, 179.
Aubert de Vitry. 127.
Audiffrent. 36, 191.
Austin (Mme). 51.

Bacon. 237.
Ballanche. 33, 235.
Ballot (C.). 39, 43.
Bastiat. 48, 64, 65, 252.
Bazard. 20, 21, 62, 81, 84, 90, 171, 187.
Béchaux (A.). 238.
Bentham. 58.
Berkeley. 138.
Bidault (J.). 133.
Blanc (Louis). 59, 60, 210, 212.
Block (M.). 166.
Bodin. 105, 139.
Böehm-Bawerk. 248, 264.
Bonald. 28, 31, 33, 34, 35.
Bonar (James). 123.
Bonnet (Ch.). 33.
Bossuet. 140.
Bouglé. 16, 21, 56, 87, 90, 171, 234, 235.
Bousquet. 263, 264.
Boutard. 32.
Boutroux. 78, 145, 146.
Brentano (Lujo). 123, 232.
Brouilhet (Ch.). 238, 240.
Broussais. 35, 153.
Bucheze. 62, 73, 77.

Buckle (Th.). 122.
Burnouf. 63.
Butta-Foco. 143.

Cabet. 62, 73.
Caird (Ed.). 71, 146.
Cairnes. 237, 258, 259.
Cannan (Ed.). 123.
Cauwés. 241.
Charléty. 16.
Cherbuliez. 250.
Chevalier (Michel). 20.
Cicéron. 176.
Clarke. 262.
Clercq (Victor de). 110.
Cliffe-Leslie. 259.
Cohn. 234.
Colson. 238, 239.
Comte (Charles). 9, 10, 13, 51, 54, 157, 158, 161, 171.
Condillac. 168, 172, 173.
Condorcet. 6, 33, 51, 56, 67, 68, 69, 74, 92, 125, 126, 235.
Considérant (V.). 72.
Cordier (J.). 9.
Courcelle-Seneuil. 170.
Cournot. 56, 92, 108, 247.
Cumberland. 141.

Darwin. 90.
Dedieu. 51.
Delatour. 68, 128.
Denis (Hector). 68, 74, 101, 128.
Desages (Luc). 63.
Descartes. 84, 138.
Deullin. 184.
Dubois. 108.
Duhring. 123.

- Duine, 32.
 Dumas (G.), 14, 32, 35, 36, 50, 71.
 Dunoyer, 2, 9, 13, 14, 24, 51, 53,
 54, 69, 70, 127, 128, 130, 170,
 183, 203, 211, 238.
 Dupin (C.), 39, 40, 42.
 Dupont de Nemours, 101, 130,
 141.
 Durkheim, 91, 139, 154, 189, 238,
 257, 258.
 Eckstein (d'), 31.
 Edger, 53.
 Eichthal (d'), 23, 36, 51, 52, 69,
 226.
 Enfantin, 20, 21, 25, 26, 62, 66,
 81, 84, 90, 171.
 Espinas, 33, 90, 123, 140, 167,
 189.
 Faguet, 14, 75, 95.
 Fergusson, 50.
 Férier, 67.
 Ferraz, 16, 35.
 Finkelstein (Fanja), 146.
 Fourier, 61.
 Gall, 35, 219.
 Georges (A.), 50.
 Gide, 101, 157, 178, 247.
 Godwin, 61.
 Gonnard, 101, 124.
 Grunberg (C.), 189.
 Guyot (Yves), 238, 259.
 Hadery, 60, 61, 204.
 Halévy, 13, 16, 17, 21, 28, 56,
 57, 58, 87, 90, 171.
 Hallam, 210.
 Hamilton, 50.
 Hasbach (W.), 128.
 Hildebrand, 106, 232, 233, 234.
 Hitier, 110.
 Hugo (Victor), 191.
 Hume (D.), 6, 50, 54, 138, 139,
 183.
 Huxley, 32.
 Ingram (J.-K.), 75, 243, 259.
 Isambert, 77, 105.
 Jaffé, 263.
 Janet, 173.
 Jaubert, 51.
 Jevons, 247.
 Kant, 76, 144.
 Knies, 106, 232, 234.
 Laffitte, 6, 10, 59, 60, 63, 75,
 133, 182, 191.
 Lamennais, 28, 30, 31, 32, 34.
 Lauderdale, 174.
 Lechapelier, 44.
 Le Play, 203.
 Leroy-Beaulieu, 238, 239.
 Leroux (Pierre), 62, 63, 77, 189.
 Levasseur, 43, 46.
 Lévy-Brühl, 18, 52, 53, 54, 58,
 61, 74, 76, 78, 86, 87, 90, 104,
 113, 117, 145, 227.
 Liard (L.), 78, 146.
 Lichtenberger, 189.
 Littré, 51, 63, 184, 182.
 Locke, 138, 237.
 Lottin, 93.
 Louis (Paul), 40, 41.
 Mac Culloch, 101, 125.
 Maguin (Fabien), 190, 208.
 Maistre (Joseph de), 18, 27, 28,
 29, 30, 31, 33, 142.
 Malthus, 55, 66, 100, 137, 157,
 173, 174.
 Mandeville, 3, 109.
 Mantoux, 39, 44.
 Marrast (A.), 20.
 Marshall, 237, 248, 255.
 Marx (K.), 183, 255.
 Maunier (R.), 108, 257.
 Menger (A.), 189.
 Menger (K.), 248, 264.
 Menjaud, 32.
 Michel (Henry), 28, 91, 105.
 Mill (James), 56, 174, 227.
 Mill (Stuart), 52, 53, 57, 58, 61,
 62, 78, 96, 97, 98, 155, 170,
 179, 209, 226, 227, 228, 229,
 230, 231, 237, 258, 259.
 Mollien, 32.
 Montesquieu, 6, 51, 105, 139,
 140, 141.
 Morellet, 173.
 Newton, 145.
 Nogaro, 37, 38.
 Oncken (A.), 141.
 Gualid, 37, 38.
 Owen, 61, 105, 189.

- Pantaleoni. 249.
 Papillon (F.). 54.
 Pareto (V.). 90, 248, 249, 263.
 Paulhan. 18.
 Pecqueur. 73.
 Pereire. 202.
 Physiocrates. 2, 3, 17, 26, 33, 65,
 66, 67, 104, 125, 127, 141, 142,
 161, 166, 169, 174.
 Picavet. 57.
 Pirou (Gaëtan). 238.
 Profumo (B.). 52.
 Proudhon. 32, 60, 69, 73, 125,
 126, 130.
 Quesnay. 2, 66, 101, 123, 126,
 141, 158, 161.
 Quetelet. 150, 153.
 Rambaud. 108, 161, 175.
 Ravaisson. 149.
 Raynaud (B.). 140.
 Reid. 50.
 Reybaud. 20, 189.
 Ricardo. 55, 56, 101, 102, 108,
 127, 137, 177, 245.
 Richard (G.). 14, 20, 27, 36, 55,
 138, 227.
 Rigolage. 95.
 Rist. 44, 101, 178, 243, 247.
 Robinet (D^r). 5, 25, 52, 67.
 Rodrigues (Olinde). 63.
 Roscher. 120, 121, 232.
 Rossi. 101, 125.
 Rousseau (J.-J.). 11, 17, 66, 83,
 142, 143.
 Rueff. 249.
 Saint-Chamans. 66.
 Saint-Simon. 7, 8, 11, 12, 13, 14,
 15, 16, 18, 20, 22, 26, 52, 59,
 62, 63, 65, 74, 77, 81, 84, 90,
 105, 147, 171, 187, 199, 200,
 202, 208.
 Saint-Simoniens. 20, 21, 70, 73,
 90, 105, 187, 235.
 Savigny. 49, 103, 235.
 Say (J.-B.). 2, 8, 11, 12, 14, 17,
 52, 54, 66, 67, 70, 100, 102,
 104, 128, 129, 130, 161, 166,
 168, 169, 170, 177, 178, 201,
 238.
 Say (Louis). 173.
 Schatz (A.). 4, 123, 240.
 Scheel. 234.
 Schmoller. 232.
 Sée (H.). 37, 40, 41, 43, 44.
 Sémerie. 68.
 Senior. 101, 108, 125.
 Servan. 213.
 Simiand. 248, 260, 261, 262.
 Sismondi. 24, 46, 63, 64, 105,
 110, 165, 178, 212.
 Smith (Adam). 2, 3, 6, 12, 17,
 50, 54, 66, 67, 68, 69, 70, 85,
 100, 104, 109, 121, 122, 123,
 124, 126, 127, 128, 136, 158,
 159, 160, 165, 166, 168, 174,
 176, 177, 183, 197, 233, 245.
 Sombart. 232.
 Spencer. 90, 255.
 Spuller. 34.
 Stein. 14.
 Stephen (Leslie). 58.
 Stewart. 50.
 Storch. 125.
 Struve. 18.
 Sue (Eugène). 191.
 Thierry (Augustin). 17, 18.
 Thomson. 105, 110.
 Thornstein Veblen. 262.
 Tracy (Destutt de). 57, 58, 169,
 183.
 Truchy. 243.
 Turgot. 68.
 Valat. 5, 8, 17, 30, 35, 53, 57,
 139, 148.
 Vaux (Cl. de). 63.
 Vico. 53.
 Vidal. 73, 130.
 Villeneuve-Bargemont. 36, 44,
 77, 110.
 Villermé. 42.
 Villey. 170.
 Voltaire. 142.
 Waenting (H.). 194, 250.
 Wagner. 232, 234.
 Walras. 247.
 Weil (G.). 14, 16.
 Wieser (von). 264.
 Wolstonecraft (Mrs). 61.
 Worms (R.). 119.
 Ziegler. 77.

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PREMIER

Pages

COMMENT AUGUSTE COMTE EN EST VENU A CRITIQUER L'ÉCONOMIE POLITIQUE

1. Le succès de la science économique au début du XIX^e siècle. — 2. Auguste Comte fut, d'abord, un libéral et un admirateur de l'économie politique. — 3. Il se pénétra cependant de l'insuffisance de cette science économique et devint un adversaire du libéralisme. — 4. L'influence de l'école théocratique. — 5. Quelles théories de Maistre, Bonald et Lamennais contribuèrent à rendre Auguste Comte hostile à l'économie politique. — 6. Les faits économiques sous la Restauration.

1

CHAPITRE II

CRITIQUE GÉNÉRALE DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE ET DES ÉCONOMISTES

§ 1. — *Ce que Comte connaissait de l'économie politique.*

1. Pour certaines sciences, les connaissances de Comte étaient parfois superficielles. — 2. Les économistes qu'il fréquenta dans sa jeunesse. — 3. Ce qu'il connaissait des grands classiques anglais. — 4. Les réformateurs sociaux qu'il avait lus. — 5. Auguste Comte ne connut pas son contemporain Bastiat; il n'avait pas lu les Physiocrates. — 6. Les jugements du philosophe paraissent cependant justes, en ce qui concerne les auteurs qu'il avait lus

48

§ 2. — *Le caractère général de la réforme sociale de Comte et de sa critique de la science économique.*

1. La critique de l'économie politique chez Auguste Comte se distingue des critiques des contemporains en ce

qu'elle est « scientifique ». — 2. En outre Auguste Comte proposa, pour résoudre les conflits économiques un remède intellectuel et moral	70
---	----

CHAPITRE III

LE PREMIER GRIEF D'AUGUSTE COMTE. L'ÉCONOMIE POLITIQUE EST MÉTAPHYSIQUE, CE QUI ENTRAÎNE QU'ELLE EST ANARCHIQUE, DÉDUCTIVE ET ABSOLUE.

§ 1. — *L'économie politique est métaphysique et partant anarchique.*

1. La loi des trois états. — 2. L'économie politique est une doctrine, qui, dans l'histoire de l'humanité, n'a à jouer qu'un rôle destructeur et passager	79
---	----

§ 2. — *L'économie politique est abstraite et déductive.*

1. Pour Auguste Comte, la seule méthode légitime en science sociale est l'observation. — 2. Alors que l'économie politique, au contraire, apparaît comme une construction déductive	85
---	----

§ 3. — *L'économie politique est absolue et se donne une valeur universelle.*

1. La méthode abstraite et l'absolu. — 2. En quoi les économistes du temps méritaient le reproche de raisonner dans l'absolu	96
--	----

CHAPITRE IV

LE DEUXIÈME GRIEF D'AUGUSTE COMTE.

L'ÉCONOMIE POLITIQUE EST UNE SCIENCE ISOLÉE DES AUTRES

1. Comment l'économie politique s'est peu à peu séparée des autres sciences sociales et notamment de l'éthique. — 2. La science sociale, selon Auguste Comte, doit être unique et générale. De la théorie du « Consensus » à l'organicisme. — 3. Dans quelle mesure les économistes du temps méritaient le reproche que Comte leur adressait. Ce sont les disciples classiques de Smith qui sont responsables de l'isolement de la science économique	107
---	-----

CHAPITRE V

LE TROISIÈME GRIEF D'AUGUSTE COMTE. LES ÉCONOMISTES ONT
DONNÉ UNE « DÉMISSION SOLENNELLE » ET SE SONT DÉSINTÉRES-
SÉS DES DÉSORDRES SOCIAUX.

1. L'optimisme et l'indifférence des économistes révoltent
Auguste Comte. — 2. La notion de « loi » avant Comte. —
3. Comment le philosophe conçoit les lois scientifiques et en
particulier les lois sociologiques. Il voulait combiner la
notion de régularité avec celle d'une intervention de
l'homme. Les hésitations de sa pensée. — 4. Auguste
Comte avait exagéré ses reproches à l'égard des économis-
tes dont la « démission » ne fut point aussi générale qu'il le
pensa.

130

CHAPITRE VI

AUGUSTE COMTE ADRESSE A L'ÉCONOMIE POLITIQUE QUELQUES
REPROCHES SECONDAIRES

1. Les économistes ont confondu la science et l'art. —
2. Quelques-uns cependant avaient fait cette distinction et
l'avaient appliquée. — 3. L'obscurité de la terminologie
économique et les efforts faits pour y remédier

164

CHAPITRE VII

L'ÉCONOMIE POLITIQUE D'AUGUSTE COMTE

1. Place de l'économie politique proprement dite dans
l'œuvre d'Auguste Comte. — 2. Vue d'ensemble des concep-
tions économiques du philosophe. Il est à la fois antiindi-
vidualiste et antiétatiste. — 3. Position de la pensée de
Comte à l'égard du socialisme et du communisme . . .

181

CHAPITRE VIII

L'ÉCONOMIE POLITIQUE D'AUGUSTE COMTE (*Suite*)

1. Les conceptions de Comte relatives à la production et
à la propriété. Lois de la formation et de la concentration
des capitaux. — 2. La situation des ouvriers. Comment les

« incorporer » à la société ? — 3. Le salaire comprendra deux éléments, l'un fixe, l'autre variable. — 4. L'ouvrier sera propriétaire de son logis. — 5. Les grèves seront licites, mais à la condition d'être faites sans violences. — 6. Toutes ces conceptions d'Auguste Comte ne sont que des esquisses.	195
--	-----

CHAPITRE IX

L'INFLUENCE D'AUGUSTE COMTE SUR LE DÉVELOPPEMENT
DE LA SCIENCE ÉCONOMIQUE

1. Son action fut très faible sur ses contemporains. Ses relations avec Stuart Mill. — 2. Les idées d'Auguste Comte et la réforme de l'école historique allemande.	224
--	-----

CHAPITRE X

DE QUELS PROGRÈS LA SCIENCE ÉCONOMIQUE SERA
REDEVABLE A AUGUSTE COMTE. CONCLUSIONS

1. La situation actuelle de l'économie politique. Les écoles et leurs tendances. — 2. Le relativisme historique et la science économique. — 3. Les économistes sont de plus en plus convaincus qu'une action est nécessaire pour corriger le cours naturel des événements. — 4. Malgré le désir légitime d'Auguste Comte de faire une science sociale générale, l'économie politique a dû se constituer en discipline séparée. — 5. Les méthodes employées par l'économie politique contemporaine et les espoirs qu'elles font naître . . .	236
Bibliographie.	267
Index alphabétique des noms propres	285
Table des matières	289

